**DERNIÈRE ÉDITION** 

MARDI 30 OCTOBRE 1990 -

FONDATEUR : HUSERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Le sommet européen de Rome et les libérations d'otages

# Londres et l'union monétaire

leader de l'Opéra de Paris

COMEMSORE

PROFES BEEF

i sameni Galaria

. . . .

. . . .

4 Tree-

- 10 m

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE - Nº 14232 - 5-

Annoncé comme la réu-nion de tous les dangers, le sommet des Douze à Rome, le week-end dernier, justifie au contraire un satisfecit européen. Il a permis, malgré les réserves de la Grande-Bretagne, de fixer un nouveau jalon sur la route de 'union économique et monétaire (UEM) et de réaffirmer avec force la nécessité d'une union politi-

Pour reprendre l'une de ces métaphores maritimes chères aux Britanniques, l'Europe ressemble de plus en plus à un navire qui se hâte vers un horizon encore flou : à la barre, onze membres d'équipage s'efforcent de maintenir le cap, tandis que le douzième refuse qu'on l'emmène vers la destination finale. Mais l'important, c'est que ca dernier ait accepté de monter à bord, et d'y rester.

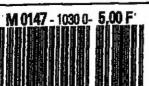
THATCHER a l'habi-tude, s'agissant de l'Europe, de faire « cavalier seul ». Comme naguère à propos de l'entrée de la livre dans le « serpent » ou encore des réformes institutionnelles entraînées par l'Acte unique, le premier ministre britannique a une nouvelle fois marqué sa différence en rejetant l'échéence du 1º janvier 1994 pour le passage à la deuxième étape du programme UEM. De même, « Maggie » conteste la procédure retenue pour hâter la construction de l'Europe politique. Elle reproche à ses partenaires de renverser l'ordre des priorités européennes, en privilégiant des objectifs vagues et à long terme - telle l'union monétaire : « Nous vivons, dit-elle, au pays des nuages », au lieu de se colleter avec des problèmes autrement suels, comme celui des subventions agricoles.

Pourtant, cette croisade solitaire de la « Dame de fer » émeut bien moins que jadis ses partenaires, désormais familiers des incartades britanniques. Car si M -- Thatcher s'oppose et s'isole elle ne se réfugie pas pour autant dans une bouderie stérile. Elle choisit de jouer le jeu, avec l'espoir d'en influencer autant que possible le cours.

A Grande-Bretagne sera Lidone aux deux rendez-vous de Rome à la mi-décembre où les conférences inter-gouvernementales s'attelleront au contenu de l'UEM et de l'union politique relancée en avril dernier par MM. Mitterrand et Kohl. Refusant, dans ces conditions, de dramatiser le veto britannique, les Onze vont de l'avant en prédisant qu'une fois de plus Londres leur emboîtera le pas le jour

Ce pari est d'autant plus sage que les Douze savent s'entendre sur ce qu'ils tiennent pour leur intérêt commun. La solidarité sans faille réitérée entre Européens dans la crise du Golfe et leur décision d'aider l'Union soviétique dans sa marche douloureuse vers l'économie de marché sont l'esquisse de cette future « politique étrangère et de sécurité commune » annoncée à Rome. Que M- Thatcher le veuille ou non, elle n'a plus les moyens d'enrayer la dynamique d'une Europe qui se construit, sommet après sommet, avec un pragmatisme, très... anglo-

Lire page 8 l'article de PHILIPPE LEMAITRE



# La CEE intransigeante face à l'Irak

Les Douze ont réaffirmé à Rome, le 28 octobre, leur attachement aux résolutions du Conseil de sécurité et condamné les « manœuvres » de Bagdad pour diviser la communauté internationale. Ils s'engagent à n'envoyer aucun représentant pour négocier la libération des otages et à « décourager » les initiatives privées à ce sujet. M. Mitterrand a démenti que des contacts a aient eu lieu pour obtenir le retour des quelque trois cents Français, attendus en principe lundi soir à Paris.



Lire page 4 l'article de CLAIRE TRÉAN

PATRICK CHAMPAGNE

Paire l'opinion

LE NOUVEAU AET EMETEMBLE

Le feu politique est de plus en plus une affaire de specialistes qui à maves incamment les sondages pretendent faire parier le disputé mais le font en realité à la mantere du ventuli que qui prete sa voix à ses plansonnaires i ment democratique est moins, manses, aupount par par le totalitarisme que pur une sorte de demarquée assente d'aniant pare daugement que qui par desperatices qu'elles à formellement toutes les appareures de la democratic

democratic

La rencontre Gorbatchev-Mitterrand à Rambouillet

# Une aide de 5 milliards de francs à l'Union soviétique

MM. Gorbatchev et Mitterrand ont signé, lundi matin 29 octobre, un traité franco-soviétique, après avoir eu un premier tête-à-tête dimanche soir à l'Elysée, La crise du Golfe et la préparation du sommet de la CSCE (Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe) qui doit se tenir le 19 novembre à Paris ont constitué l'essentiel de leurs premiers entretiens. Dimanche, un accord financier prévoyant l'octroi par la France de 5 milliards de francs a été signé.

« Poursuivre de la façon la plus utile possible la politique d'aide et de soutien » aux réformes engagées par le numéro un soviétique. Tel est, selon le porte-parole de l'Ely-sée, M. Hubert Védrine, l'esprit de la rencontre franco-soviétique. Les intentions se sont traduites par des actes dès dimanche soir, puisque cinq accords de coopération ont été signés. L'un prévoit une aide de la France d'un montant de 5 milliards de francs. L'état des réformes économiques entreprises par un président soviétique avide du soutien des pays de la Communauté européenne a évidemment figuré au menu de l'entretien Gorbatchev-Mitterrand. La volonté de Paris « d'aider par tous les moyens et dans les meilleures conditions possibles le grand changement amorcé en URSS » a été confirmée

par la signature, lundi en fin de matinée, au château de Rambouillet, d'un traité d'entente et de coopération.

La France aurait accepté d'accorder à l'URSS une deuxième enveloppe de 5 milliards de francs. Ce deuxième accord financier a été annoncé par M. Nikolaï Petrakov, un des principaux conseillers du chef du Kremlin, qu'il accompagne à Paris. Les autres accords portent sur la coopération industrielle, scientifique et technique, la coopération dans les domaines des relations du travail, de l'emploi, entre secteurs et entreprises publiques et entre le CNRS et l'Académie des sciences d'URSS.

Lire nos autres informations

RG: M. Guilhaume porte plainte Le PDG d'Antenne 2 et FR 3

s'explique, dans un texte adressé au Monde, sur la procédure qu'il a décidé d'engager page 12 - section B

Accord sur le budget américain

Engagement pour réduire fortement le déficit en cinq ans page 21 - section C

Le mouvement lycéen Deux « coordinations »

rivales et très politiques préparent la rentrée page 13 - section B

La gauche en colloques Socialistes:

M. Chevènement contre une « ouverture chafouine » l'avenir d'un système

« Sur le vif » et le sommuire com plet se trouvent page 36 - section C

# La revanche de M. Houphouët-Boigny

Confronté pour la première fois à un adversaire, le vieux dirigeant ivoirien, dont le pouvoir avait été ébranlé, remporte haut la main l'élection présidentielle

vraisemblance, gagné son pari : plus de 80 % des électeurs lui ont tête du pays. A se référer au précédent scrutin présidentiel de 1985 au cours duquel il avait tout simplement obtenu 100 % des suffrages exprimés, il pourrait, certes, faire la fine bouche. Mais, aujourd'hui, les choses n'étaient justement pas aussi simples qu'hier puisque Félix Houphouët-Boigny se voyait opposer, pour la première fois dans l'histoire de la Côte-d'Ivoire, un adversaire en la personne de Laurent Gbagbo.

Que le pouvoir en place ait fait feu de tout bois pour s'assurer du «bon choîx» des Ivoiriens et qu'en conséquence de nom-

commises, il n'v a pas à s'en étonner. Ici comme ailleurs en consié un septième mandat à la Afrique - on l'a vu récemment au Gabon où le premier tour des élections législatives a dû être annulé - la démocratie exige un long apprentissage. Il n'y a, semble-t-il, pas lieu de penser que cet exercice démocratique ait finalement tourné à la « mascarade » au point de dénaturer le résultat de cette élection présidentielle. Son septième mandat, le « Vieux » le doit, avant tout, au bitude et la peur de l'inconnu

monde rural qui, la force de l'haaidant, a voté en masse pour lui, même si la crise du cacao l'a durement frappé. Les villes, singulièrement Abidjan, an sein desquelles le chef du Front popu-

Le « Vieux » a, selon toute breuses irrégularités aient été laire ivoirien (FPI) a recruté le plus gros de ses partisans, n'ont pas réussi à lui assurer une défaite honorable face au « père de la nation».

Il n'y a pas eu d'enjeu de taille au cours de cette campagne, même si M. Gbagbo s'est prévalu du soutien du Parti socialiste français alors que M. Houphouët-Boigny a joué à fond mais pas toujours à bon escient la carte du libéralisme pour provoquer un « miracle » qui, aujourd'hui, a tourné court. En réalité, deux profils s'opposaient : le vieux planteur contre le jeune professeur. Et a priori deux conceptions du pouvoir.

> **JACQUES DE BARRIN** Lire la suite page 4

La mort de Jacques Demy...

Deux disparitions

Histoires romanesques, intrigues, mélodrames filmés dans des mondes enchantés, proches des contes de fées, où l'amour et le bonheur prennent des tons mélancoliques, c'est l'univers de Jacques Demy. De Lola à Une chambre en ville, des Parapluies de Cherbourg à Trois place pour le 26, le cinéaste qui vient de mourir à Paris à cinquante-neuf ans n'a pas toujours été compris par le public. Il a inventé en France le roman musical, populiste, moderne, où dans des décors réalistes les femmes -Anouk Aimée, Catherine Deneuve, Françoise Dorléac font rêver, où les personnages parient en chantant le langage du quotidien.

# ...et celle d'Ugo Tognazzi

Ugo Tognazzi est mort sans qu'on l'ait vu vieillir, après avoir tourné en quarante ans plus de cent vingt films et avoir joué au théâtre un Harpagon qui mettait en cause la corruption de la classe politique. Il a incarné l'homme aux prises avec les accidents de l'histoire italienne, mais c'est son personnage de roublard un peu lâche et bon vivant qui lui a donné la célébrité. Il reste comme un oncie un peu paillard, parfois encombrant, mais tellement sympathique.

Lire page 16 - section B, les articles de JACQUES SICLIER

# L'agonie du football est-allemand

Des clubs sacrifiés, une centaine de joueurs promis au chômage : pour les footballeurs de l'ex-RDA, l'unification sera impitoyable

MAGDEBOURG

de notre envoyé spécial Les projecteurs se sont éteints et

le rideau noir sur la pelouse est tombé. Alors, tel un vieux cinéma de quartier au terme d'une demière séance, le stade Ernst Grube de Magdebourg s'est retrouvé seul avec ses souvenirs jaunis et ses gradins effrités. Il a pris des allures de vaisseau fantôme, perdu quelque part entre une voie ferrée rouillée et de sinistres usines, à portée de ballon des eaux grisâtres de l'Elbe. Après la défaite de l'équipe locale contre Bordeaux (0-1) en coupe de l'UEFA, mardi 23 octobre, les huit mille spectateurs l'ont quitté le cœur gros, persuadés qu'ils ne reverraient pas de sitôt un match international. Sans doute avaient-ils raison, A l'image des joueurs de Magdebourg,

Car, si la République démocratique est décédée officiellement le 3 octobre, son football, lui, existe toujours. Du moins, cherche-t-il à s'en persuader.

Il lui reste en fait six mois à vivre. Six mois pour terminer le championnat le plus impitoyable de

l'ensemble du football de l'ancienne son histoire : les deux équipes les Allemagne de l'Est risque de perdre mieux classées intègreront la pre-le match décisif de l'unification. mière division de la RFA – la puissante Bundesliga - et joueront l'an prochain contre Hambourg ou le Bayern Munich. Quatre autres, classées de la troisième à la sixième piace, rejoindront une nonvelle deuxième division, composée de deux groupes de douze équipes.

PHILIPPE BROUSSARD Lire la suite page 14

### CHAMPS ÉCONOMIQUES

■ Les enieux du commerce international ■ La pensée économique à l'épreuve des transformations contemporaines . L'Espagne avant le marché unique : l'embellie de l'économie basque . La chronique de Paul Fabra : «Où est la monnaie pour la Banque

pages 25 à 27 - section C

# L'Europe des grandes causes

par Alain Juppé

UELLE monnaie pour l'Europe? Une monnaie unique? Ou une monnaie nune? La distinction peut sembler byzantine. Elle nous place pourtant, d'emblée, au cœur du débat. Il s'agit en fait de définir quelle Europe nous voulons construire d'ici à l'an 2000.

En forçant à peine le trait, on peut esquisser deux évolutions bien

Le dynamique interne de la technocratie bruxelloise nous porte vers la « fédération », c'est-à-dire (si les mots ont un sens) vers un surper-Etat doté des principaux attributs de la souveraineté, notamment du pouvoir de battre une monnaie unique qui se substituerait rapidement aux douze monnaies nationales; doté aussi d'un droit propre s'imposant à celui des collectivités décentralisées qui le composent et d'institutions issues de l'actuelle Commission pour ce qui concerne le pouvoir exécutif, du conseil des ministres et du Parlement de Strasbourg pour ce qui est du pouvoir législatif.

Outre qu'elle choque nos convictions les plus profondes, cette conception de l'Europe, à fort contenu bureaucratique et fort déficit démocratique, nous paraît constituer, à la lumière des événements qui viennent de bouleverser les pays de l'Est, un contresens historique. La logique fédérale implique, en effet, que l'Europe ainsi conçue s'approfondisse sans s'élargir et répugne, par conséquent, à accueillir en son sein, avant longtemps, de nouveaux

Nous pensons qu'il existe une autre voie. Celle d'une Europe à la fois plus solidaire sur les enjeux essentiels, plus souple dans ses structures, et plus ouverte à l'ensemble de notre continent. Telle est la vocation de l'Union des Etats de l'Eu-rope pour laquelle nous avons fait

dans une dérive incon-

trôlable, aux finalités insaisis-

sables, c'est une sorte de

malaise diffus, une déstabilisa-

tion générale du système, dont

il ne serait pas difficile de cer-

ner les origines dans les erre-

ments des politiques éduca-

tives menées ces dernières

Quelle chance que, pour

l'instant, ils se contentent de

réclamer des surveillants, des

profs, de l'encadrement i

Quelle aubeine qu'ils acceptent

de se rallier à des demandes

quantifiables et d'ailleurs frap-

pées au coin de la stricte justice I Car cet entassement des

jeunes dans des salles trop

petites pour leur nombre

témoigne d'un radical manque

li conviendrait qu'on réagisse

vite en satisfaisant leurs

demandes si légitimes. Et

qu'on cesse le ridicule de les

recevoir pour leur dire :

« Voyez ce qu'on fait pour

vous I » Quelle dérision I Alors

qu'il est facile de leur donner

des surveillants qu'ils deman-

dent : beaucoup d'étudiants

peu argentés seraient prêts à

Qu'on invente vite, pour les

aider, un système de monitorat

scolaire. Et, surtout, qu'on

cesse de désespérer les voca-

tions de professeurs en déni-

sauter sur l'occasion.

de respect à leur égard.

Enseignement

Lycéens à la dérive

par Guy Coq

E qui risque d'entraîner le grant systématiquement ceux

campagne l'an dernier, à l'occasion des élections européenne

Une union d'Etats ne s'assigne pas pour objectif d'effacer progressi-vement les réalités nationales en les coulant dans un moule unique. Elle respecte la souveraineté des Etats membres dans les nombreux domaines qui doivent, à l'évidence, rester de compétence nationale. Elle ne traite que des questions d'intérêt nanifestement communantaire. Son but n'est pas de se substituer à ses bres en entretenant la confusion des genres comme on le fait aujourd'hui mais de renforcer les solidarités qui les unissent et de stimuler entre eux les synergies.

Cette Europe sera-t-elle moins européenne qu'une Europe fédé-rale? Je pense tout le contraire.

Il est d'abord dans la logique d'une Union d'Etats de transférer à l'Union l'exercice de certains éléments de souveraineté. C'est le cas depuis l'origine de la Communauté. Nous avons ainsi renoncé à fixer nous-mêmes les prix agricoles ; nous avons confié aux institutions communautaires la responsabilité de la politique commerciale; les disci-plines du système monétaire européen nous ont enlevé la faculté de changer à notre guise la parité de

#### Négocier le processus de transfert

L'approfondissement de la construction communautaire nous conduira à étendre ces transferts d'exercice de souveraineté, notamment dans le cadre de l'union économique et monétaire. Nous y sommes favorables dès lors que, d'une part, la France conserve la maîtrise de l'essentiel et, en particu-lier, le droit de décider elle-même de la paix et de la guerre ; la responsa-bilité exclusive de sa force de dissuasion nucléaire ; le pouvoir

it en activité, comme

c'est courant dans les propos

de ces messieurs du minis-

tère ; qu'on ne se contente pas

d'ouvrir au compte-gouttes le

robinet des prérecrutements

de professeurs, par bourses,

sous le prétexte qu'on prépare

une méga réforme de la forma-

Qu'on cesse aussi de pour-

suivre avec précipitation une

politique purement quantitative

de remplissage des lycées, et

de programmer le nombre des

bacheliers à la manière des

plans quinquennaux du défunt

stalinisme. Cette excessive

accélération déséquilibre l'édi-

fice fragile de l'appareil sco-

laire. Il faudrait reprendre la

réflexion. Car en voulant enfer-

mer toute une génération dans

le moule unique et bientôt insi-

gnifiant du bac, on lui fait per-

dre ses repères. On n'élève

pas le niveau, on se contente

d'accélérer la planche à billets

Ah i si les grands cortèges

émouvants des lycéens reven-

diquent e du pognon pour

l'éducation a pouvaient hâter la

réorientation de la politique

éducative actuelle qui conduit

les systèmes scolaire et uni-

versitaire à des crises por-

teuses de catastrophes

Guy Coq est membre du comité de rédaction de la

sociales et culturelles !

de diplômes dévalués.

tion des enseignants...

d'émettre sa propre monnaie parallèlement à la monnaie commune européenne et, plus généralement, la possibilité de faire prévaloir son point de vue chaque fois que ses

intérêts vitaux sont en cause. Le processus de transfert doit, d'autre part, être négocié et non subi, équilibré et accompagné de progrès équivalents dans l'exercice du contrôle démocratique sur les décisions communautaires. Dans cet esprit, le rôle et les pouvoirs des institutions qui ont une légitimité incontestable méritent d'être accrus : je pense au Parlement européen ; je pense au conseil des ministres, véritable exécutif de la Communeuté dont le président de la Communeuté de la Commune d munauté, dont la présidence doit mieux s'affirmer et disposer, pour ce faire, de la durée qui lui fait actuel-lement défaut.

Dans une Union d'Etats, le contrôle démocratique passe aussi par les Parlements nationaux. Pour metre un terme à l'abaissement de ces Parlements, nous formulons deux dispositions. Nous proposons d'abord d'introduire dans notre droit une disposition analogue à celle qui existe en Grande-Bretagne et au Danemark, par exemple, et qui prévoit l'organisation d'un débat public au Parlement sur les projets de directives et règlements communautaires. Nous proposons aussi que les dispositions des traités internationaux et des textes communautaires n'échappent plus à tout contrôle de constitutionnalité et que, sans mettre en danger l'édifice du droit international, le législateur national puisse continuer à intervenir dans ces matières. Le RPR a déposé deux propositions de loi en

Renforcer le contrôle démocratique au sein de la Communauté, c'est enfin tisser des liens plus étroits entre le Parlement européen et les Parlements nationaux. Des rencontres régulières entre les membres des commissions parlementaires, la participation, avec voix consultative, des députés européens français aux travaux des commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat pourraient y contribuer.

Mais sans doute faut-il aller plus loin et envisager de réunir à Stras-bourg des délégations des Parle-ments nationaux qui recevraient les attributions d'une Haute Assemblée chargée, notamment, de débattre de l'adaptation des mesures euro-péennes au spécificités nationales.

Plus européenne parce que plus l'Europe le sera surtout parce qu'elle (et elle scule) pourra devenir authen-tiquement politique.

Pour que l'Europe soit vivante, qu'elle devienne vraiment l'affaire des Européens, elle doit sortir du champ trop aride de la monnaie et de l'économie. Elle doit devenir politique, c'est-à-dire aller à l'essentiel, à ce qui peut donner à ses citoyens le sentiment d'appartenir, dans le monde, à une communauté de destin.

#### Sécurité collective

Mais, de grâce, ne nous payons plus de mots ! Si l'Europe politique a un sens, c'est que les États qui la composent ont des valeurs et des intérets communs.

S'ils ont des valeurs et des intérêts communs, c'est qu'ils sont capables d'avoir une politique étrangère har-monisée. Nous en sommes loin! La France est aujourd'hui le seul pays de la communauté internationale et - ce qui est plus grave encore - de la communauté européenne à faire tendre sa voix pour protester contre les tentatives d'annexion du Liban par la Syrie et d'asservissement, voire d'exclusion des chré-tiens libanais.

L'Europe des directives et des règlements m'intéresse finalement peu. Je lui préfère l'Europe des grandes causes. Et cette Europe-là ne sortira pas des bureaux de Bruxelles. Elle ne peut naître que de volonté commune des nations européennes, seules réalités vivantes et démocratiques du continent. Aurons-nous le courage de le rappeler à nos partenaires au moment proche - où nous reparterons avec eux de l'Europe politique ?

Il nous faudra aussi les inviter à défendre ensemble l'Union des Etats de l'Europe que nous leur propo-sons. Est-il besoin de démontrer que, malgré l'effondrement du bloc soviétique, le monde reste instable et dangereux ? L'observation de l'actualité suffit à s'en convaincre. Nous devons donc bâtir, entre nous, un système de sécurité collective, adapté à l'état nouveau du monde et à ses risques. Une telle entreprise serait hors de portée d'une Europe à Douze, fédérale et intégrée qui ne saurait, par définition même, res-pecter le principe d'indépendance inhérent à la défense nationale. Elle est en revanche la vraie raison d'être de l'Union, parce que seule l'Union, par sa souplesse et son pragmatisme, ut inventer une forme originale de solidarité et de coopération, fondés essentiellement sur l'accord de la essentiellement sur l'accord de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne. C'était tout le sens des efforts déployés par M. Chirac, premier ministre, lotsqu'il entreprit de réactiver l'Union de l'Europe occidentale pour en faire le pôle européen de l'alliance atlantique. La tâche est à reprendre. Et ne nous leurrons pas : la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) qui peut et doit être le cadre des relations étroites avec l'Union soviétique ne saurait se substituer à un système de défense liant d'abord les Etats européens entre eux, puis ceux-ci avec les Etats-Unis.

#### Faire rêver les Français

Dernier mérite de l'Union des Etats de l'Europe : c'est une Europe accueillante. L'approfondissement et le renforcement de la construction européenne que nous appelons de nos vœux ne sont pas contradictoires avec l'élargissement de la Communauté. Je l'ai déjà dit : ce serait un contresens historique, en cette fin du vingtième siècle, que d'enfermer l'Europe dans les frontières des douze Etats qui la composent actuellement, de la transformer en une sorte de forteresse économiquement et politiquement impéné-

Sans doute ne faut-il pas diluer ce que nous avons si péniblement construit depuis trente ou quarante ans dans une vaste zone de libreéchange perméable à toutes influences, sans identité et sans âme. Telle a toujours été la préoccupation des gaullistes. Mais ne tombons pas dans l'excès inverse : celui de la rigidité et de la fermeture.

Au fur et à mesure que les pays qui frappent à notre porte attein-dront le niveau de démocratie et de développement économique et social requis, nous devrons les accueillir. Toutes les étapes sont imaginables, de l'association classique à l'adhésion pure et simple, en passant par de nouvelles formes de coopération, adaptées tant aux pays de l'Association européenne de de l'Association en operaties qui sont en train d'émerger en Europe centrale et orientale. Ne nous embarrassons pas de pro-blèmes techniques que la volonté finit toujours par surmonter. La seule question est de savoir ce qu'au

bout du compte nous révons de Car c'est bien de notre part de rêve qu'il s'agit : une Europe de 500 millions d'habitants, principal pôle de développement et de prospé-rité de la planète, amie et alliée des Etats-Unis, vivant en bonne intelligence avec l'Union soviette de prendre en main son destin et ble de prendre en main son destin et ce avec l'Union soviétique, capasa sécurité, soucieuse enfin de contribuer à la solution des grands défis du vingtième siècle : le développement, l'environnement, la

résolution des conflits régionaux. Oui, plutôt que d'alimenter les craintes que peut susciter la réuni-fication de l'Allemagne, c'est bien à tout cela que nous avons le devoir de faire rever les Français afin qu'à force de le rêver, ils le fassent,

▶ Alain Juppé est secrétaire général du RPR.



ARABIE

TRAIT LIBRE

BIBLIOGRAPHIE

# Marxisme et judaïsme

de Francis Kapian Imago/Berg International, diff. PUF, 186 p.,

LES MARXISTES ET LA QUESTION JUIVE

d'Enzo Traverso, préface de Pierre Vidal-Naquet. La Brèche, dist. Distique, 318 p., 140 F.

n article de Marx publié en 1844 dans les Annales franco-allemandes sur « la question juive » embarrasse depuis longtemps les mandates, qui tentent régulièrement d'en minimiser l'importance : il semble dénoter en effet chez l'au-teur du Capital les traces d'un antisémitisme inavoué, d'autant plus surprenant que lui-même était juif. Francis Kaplan a repris l'étude détaillée de ce texte

Pour lui, aucun doute n'est permis : dans cet article, Marx, en faisant du commerce et de l'argent l'essence même du judaïsme, manifeste un antisémitisme « délirant ». Mieux même, selon Francis Kaplan, les écrits ultérieurs de Marx et sa correspondance confirment chez lui la présence d'un «antisémitisme ordinaire»; qui est en contradiction avec sa doctrine, mais en concordance avec sa psychologie.

Les éléments du dossier réunis par Francis Kaplan som assez convaincants : ils mon-

volonté de rigueur, était soumis à l'idéologie de son temps, mais ils ne prouvent pas - telle n'est pas l'intention de l'auteur - que son œuvre soit invalidée par ces passions mal refoulées.

Il reste que le manxisme n'a jamais su penser le judaïsme ni « reconnaître l'aspiration juive à une identité propre, distincte ». Telle est la conclusion d'Enzo Traverso, qui affirme que « l'histoire du débat marxiste sur la question juive est l'histoire d'une incompréhension ».

Du texte de 1844 il souligne les «faiblesses fondamenta notant en particulier que l'image du juif esquissée par Marx n'était rien d'autre que «le transformation en catégorie philosophique de certains aspects de la situation contingente dans laquelle vivaient les communautés juives d'Europe centrale pendant les premières décennies du XIXº siècle ».

La tradition marxiste, à quelques exceptions près, n'a pas mieux compris la spécificité juive que l'antisémitisme, tandis que l'assimilation devenait « une sorte d'étape obligée dans l'évolution de toute société civile. La « question juive » est ainsi révélatrice des « failles » du marxisme et des limites de l'idéologie du progrès qui l'a nounti

THOMAS FERENCZI

# COURRIER

#### L'Europe verte du Général

Le Monde du 24 octobre publie une caricature de Tim en affirmant qu'elle date de juillet 1965, après « le refus de l'Europe verte » par le général de Gaulle». Une telle contre vérité ne peut qu'accréditer l'image trop répandue d'un de

Gaulle anti-européen. Loin de refuser l'Europe verte, de Gaulle l'a exigée et obtenue au bout de six mois de « crise de la chaise vide ».

MAURICE DELARUE

Précisons, d'autre part, que le dessis de Tim sur le déporté juif « sûr de lai et dominateur », datant de 1967, avait été publié dans le Monde après avoir été refusé par l'Express.]

# Le Monde

Edité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication Anciens directeurs: Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Jacques Amelric, Jean-Marie Colombani, Philippe Herreman, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. ; (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION: 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

PLUS VITE, MOINS CHER!

Ne commandez pas votre PEUGEOT NE UB

sans nous avoir rendu visite!

\* sur présentation de cette sononce, jusqu'eu 31 oct. 1990 ; ces offices no sont pas cumulables et ne concernent pas les modéles de base et les séries limitées.

Les offres exclusives NEUBAUER\* • 205 GTI/VIP int. cuir, finitions bois gratuits ou latérieur cuir gratuit sur la PEUGEOT de votre choix

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS 242.61.15.68 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS 242.85.54.34 227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS 348.21.60.21

Les Etats-Unis ne

le ministre irakien di bellioje. a eie limoge et le rationnement de l'essence annulé

5 16 Table 11

2772

1.77

1- 15

. . . . Timber .

tara . 1370 4

tien de ... 18.33 : ------ it

affige.

مها إزب

Wie die les

The state of

". M. 450 20 to thing P. Hieras

Gran,

R<sub>40/7</sub>

Water 1

Le Monde • Mardi 30 octobre 1990 3

# LA CRISE DU GOLFE

# M. Bush a confirmé le renforcement du dispositif militaire américain

Le président Bush a confirmé, samedi 27 octobre à Hawai, le renforcement du dispositif militaire américain dans le Golfe. Mais il a refusé de préciser si cette décision se traduirait par l'envoi de cent mille soldats supplémentaires, comme l'avait laissé entendre quelques jours auparavant le Pentagone. «L'objectif (de ce renforcement) est de faire clairement comprendre à Saddam Hussein que son agression ne va pas en rester là. » Évoquant l'évolution de la position du dirigeant irakien, M. Bush a dit : «Comme il voit les forces américaines arriver», avec celles d'autres pays, « il a adopté une nouvelle attitude, car nous sommes terriblement sérieux ». Le président américain a réaffirmé le caractère inacceptable de toute négociation comme préalable au retrait irakien

Dans le Golfe, un cargo irakien, l'Amuriyah, a été l'émissaire soviétique, M. Primakov, et évoquer la autorisé dimanche à poursuivre sa route vers le port américaine. Le navire, qui avait refusé de s'arrêter malgré les coups de semonce tirés par deux frégates américaine et australienne, à proximité des côtes d'Oman, a finalement été inspecté par un groupe de marines qui n'ont trouvé « aucun produit suspect » à son bord.

A Ryad, les ministres des affaires étrangères des six pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont entamé dimanche soir leur réunion extraordinaire, consacrée notamment aux derniers développements dans le Golfe.

Les ministres devaient passer en revue les démarches diplomatiques entreprises notamment par

visite, samedi, à Téhéran, du vice-ministre saoudien de Bassorah après avoir été arraisonné par la marine des affaires étrangères. Les ministres devaient également passer en revue la situation militaire dans la

A Amman, une organisation revendiquant la tentative d'attentat perpétrée samedi contre une agence de la British Bank of the Middle-East a affirmé que cette opération était un « avertissement ». Un coup de téléphone émanant du « Parti Arabe communiste révolutionnaire » a indiqué que « les prochaines bombes ne pourront pas être désamorcées ». Cependant, selon la police, l'engin découvert ne contenait pas d'explosif. Il s'agit du premier incident de ce genre en Jordanie contre des intérêts occidentaux depuis le début de la crise du Golfe.

Réuni afin de voter une résolu-

tion condamnant les exactions

commises au Koweit par l'Irak

et exigeant que ce pays garan-

tisse la sécurité des personnels

et des locaux diplomatiques, le

Conseil de sécurité des Nations

unies a brusquement interrompu

ses travaux le samedi 27 octo-

bre à la demande du représen-

Le report de quarante-huit

heures des délibérations du

Conseil s'explique par l'intense

activité diplomatique déployée à

Bagdad au cours du week-end

par M. Primakov, l'émissaire

spécial du président Gorbatchev,

pour trouver une éventuelle

**NEW-YORK (Nations unies)** 

de notre correspondant

qui avaient permis de rappro-

cher les positions des cinq

Grands et des non-alignés pour

voter, vrajsemblablement, à

l'unanimité, la dixième résolu-

tion condamnant fermement

l'Irak, la décision soviétique

était inattendue. La surprise a

été d'autant plus grande que cha-

cun avait pris place dans l'en-

ceinte circulaire, y compris le

secrétaire général, M. Javier

Perez de Cuellar et les deux ora-

teurs inscrits (Koweit et Irak).

Seul manquait à l'appel l'ambas-

sadeur soviétique, M. Youli

Vorontsov, resté en consultation

Après une nuit de négociations

issue pacifique à la crise.

tant soviétique.

Un député islamiste jordanien a, pour sa part, déclaré qu'il fallait « frapper les intérêts américains et ceux de tous les pays qui occupent les lieux saints de

A Bagdad enfin, l'Irak a donné dimanche le feu vert au départ de dix des vingt-quatre otages grecs. Cette décision intervient à l'issue de la visite de deux anciens ministres socialistes grecs en Irak, où ils se sont entretenus avec le numéro deux du régime irakien, M. Taher Yassin Ramadan, et avec des représentants du parti Baas.

Selon les envoyés grecs, qualifiés à Bagdad d' «apôtres de la paix», il s'agit d'un «cadeau personnel» des Irakiens à leur leader, M. Andréas Papandréou. - (AP, AFP, Reuter.)

A la demande de l'URSS

Le Conseil de sécurité a reporté le vote

# Les Etats-Unis ne cherchent pas la guerre, mais sont « plus que jamais » déterminés

affirme le chef de la Maison-Blanche

Le président George Bush a affirmé dimanche 28 octobre que les Etats-Unis ne cherchent pas une guerre dans le Golfe, mais sont « plus que jumais " déterminés à obtenir le retrait irakien du Koweit. S'adressant a plusieurs milliers de soldats américains sur la base aérienne Hickam, située à Pearl-Harbor (Hawai), où une attaque japonaise en 1941 avait entraîné l'entrée des Etats-Unis dans la seconde guerre mondiale, M. Bush dans leur histoire, a jamats cherché une guerre».

"Muis au cours de la seconde guerre mondiale, le monde a payé cher pour avoir tenté d'apaiser un agresseur qui aurait pu être stoppé. L'apassement ne fait que conduire à de nouvelles agressions et en fin de plus l'erreur de l'apaisement », a-t-il dit. Le président irakien Saddam Hussein « doit savoir qu'il y a beaucoup en jeu, que la cause (américaine) est juste et que la détermination, aujourd'hui plus que jamais, est réelle «, a-t-il ajouté. « L'invasion du Koweit ne sera pas permise plus long-

Le président américain a une nouvelle fois menacé M. Saddam Hussein d'un procès similaire à ceux des nazis à Nuremberg après la seconde guerre mondiale. Il a noté que le président irakien a perpétré une agression con-tre le Koweil, a pillé ce pays, pris des otages et a utilisé des armes chimiques contre les Kurdes irakiens. « Ces quatre crimes peuvent être punis selon les principes adoptès par les Atliés en 1945 et réaffirmés unanimement par les Nations unies en 1950», a déclaté

De son côté, le secrétaire d'Etat au Foreign Office M. William Waldegrave, n'a pas exclu un recours à la

à évacuer ses troupes du Koweit, dans un entretien publié dimanche par l'agence officielle algérienne APS. La communauté internationale u décidé des sanctions économiques pour contraindre l'Irak à se retirer du Koweit, mais nous n'hésiterons pas à utiliser la force si nécessaire, même st nous ne le souhaitons pas», a affirmé M. Waldegrave, qui a cependant souligné que la solution diplomatique « ne doit pas être en deça des résolu-tions du Conseil de sécurité » des Nations unies condamnant l'Irak. \* Nous ne sommes pas en fayeur d'une solution de compromis qui consisterali par exemple à céder une partie du Kowelt à l'Irak, a-t-il dit, car cela risque d'entamer sérieusement le prestige et la crédibilité de l'ONU.»

#### Pessimisme soviétique...

Les efforts de paix soviétiques, percus par certains comme une dernière chance d'éviter la guerre dans le Golfe, ont, semble-t-il, échoué ce week-end à Bagdad. L'agence de presse Novosti a rapporté qu'aucun progrès n'avait été enregistre à l'issue des entretiens entre le président irakien Saddam Hussein et l'émissaire du président Mikhall, Gorbatchev, Evgueni Primakov, qui a quitte la capitale iralcienne lundi matin. «Il n'y a pas. pour l'instant, beaucoup de raisons d'être optimiste», avait dit le ministre soviétique des affaires étran-gères, M. Edouard Chevardnadze, s'exprimant dimanche soir à Paris à occasion de la visite officielle de Mikhaïl Gorbatchev en France. Le report - à la demande de l'Union oviétique - d'un vote du Conseil de sécurité des Nations unies sur une ajouté à des déclarations du président George Bush et de Moscou ces der-

niers jours, avait laissé penser qu'un progrès était envisageable au plan diplomatique. Mais l'Irak n'a laissé paraître aucune volonté de compromis sur la question-clé : le retrait total

du Koweit Au Caire, le président égyptien Moubarak a déclaré dimanche qu'un retrait partiel des troupes irakiennes du Kowelt serait inacceptable pour l'Egypte, ajoutant que le peuple et le gouvernement koweïtiens sont seuls habilités à accorder des concessions

#### ...Et déception syrienne

La presse syrienne pour sa part appelle les Arabes à « réviser leur attitude» face à l'administration américaine, qu'elle accuse de « duplicité ». Pour le journal, les Etats-Unis « ten-tent d'exploiter le refus arabe collectif contre l'invasion du Koweit par l'Iral pour faire passer avec le moins de bruit possible l'aide militaire et éconobruit possible l'aige mutatire et econo-mique à Israël ». On souligne à ce-propos de source très bien informée à Damas, que l'émissaire soviétique Evgueni Primakov a entendu dans la capitale syricune la réaffirmation sans équivoque de l'opposition syrienne à la destruction de l'infrastructure éco-nomique et militaire de l'Irak par une offensive menée par les troupes étran-gères stationnées dans le Golfe. Après avoir applaudi, quelques mois après l'arrivée à la Maison-Blanche du président Bush, a certaines positions positives» dans la politique proche-orientale de la nouvelle administration américaine - notamment au Liban. croissante devant le « soutien illimité des Etats-Unis à Israel », qui ne ocut nouvelle résolution contre l'Irak, aucunement servir la paix « et encourage l'expansionnisme israélien». (AFP, Reuter.)

d'une nouvelle résolution condamnant l'Irak téléphonique avec Madrid où M. Mikhail Gorbatchev s'entretenait avec le premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez.

#### Les entretiens de M. Primakov à Bagdad

C'est à la demande du numéro un soviétique que M. Vorontsov a sollicité le report de la consultation à la dernière minute, ce qui est inhabituel. Officiellement, la délégation soviétique n'a fourni aucune justification et - selon la tradition onusienne aucune explication ne lui a été réclamée. En réalité, M. Gorbatchev a souhaité ce délai après avoir été informé par son émissaire spécial au Proche-Orient, M. Evgueni Primakov, de l'évolution à ses yeux favorable des entretiens à Bagdad avec les dirigeants irakiens.

De toute évidence, les Soviétiques ont voulu éviter, pour l'instant, le vote d'une nouvelle résolution défavorable à l'Irak qui aurait risqué de compromettre un hypothétique assouplissement de la position de M. Saddam

Pour bien marquer cette volonté de tout mettre en œuvre afin de parvenir à une solution pacifique du conflit, vœu réaf-firmé par M. Gorbatchev dans la capitale espagnole, les ambassadeurs soviétique et irakien sont sortis, à dessein, ensemble de la salle du Conseil, tandis que les représentants occidentaux empruntaient une autre sortie. Pour autant, M. Vorontsov a fait savoir préalablement que sa

pas que l'URSS avait modifié sa position sur la résolution, et qu'il s'apprétait à la voter le 29 octobre lors de la reprise des travaux du Conseil.

Dans ce document, long de trois pages et qui, jusqu'au vote final, est naturellement sujet à modification, le Conseil « condamne les agissements des autorités et des forces d'occupation irakiennes », les sévices dont sont victimes les Koweitiens, leur expulsion par la force et la destruction de registres civils.

#### Demande de compensation

Il exige que Bagdad cesse immédiatement les prises d'otages et garantisse la sécurité du personnel des missions diplomatiques ou consulaires ainsi que la sureté de leurs locaux ; le Conseil demande que ceux-ci soient approvisionnes en vivres et en eau.

Par ailleurs, l'Irak se voit rappeler - pour la première fois qu'en vertu du droit international, « il est responsable de toute perte, tout dommage ou tout pré-judice subis, par le Kowell et les Etats tiers, leurs ressortissants et sociétés ».

A cette demande de compensation s'ajoute l'exigeance de voir Bagdad se conformer à cette résolution et aux précédentes « faute de quoi le Conseil devra prendre de nouvelles mesures en application de la Charte ».

SERGE MARTI

### Le ministre irakien du pétrole a été limogé et le rationnement de l'essence annulé

Le président Saddam Hussein a démis de ses fonctions, dimanche 28 octobre, son ministre du pétrole, M. Issam Abdel Rahim el Jalabi, et annulé la décision, prise le 19 octobre, de rationner l'essence et l'huile pour moteur. Ces deux décisions ont été annoncées par la télévision irakienne, citant un communiqué présidentiel.

Un second communiqué a désigné le ministre de l'industrie et de l'industrialisation militaire, M. Hussein Kamel (qui est également le gendre du président irakien), au poste de ministre du pétrole par intérim.

Ces mesures ont été prises au cours d'une réunion présidée par M. Saddam Hussein où des experts ont affirmé que le ministère de l'industrie et de l'industrialisation militaire était capable de produire tous les éléments qui entrent dans le raffinage du pétrole pour la fabrication de 'essence et de l'huile pour moteur; selon ces experts, le ministère du pétrole « a commis une erreur de calcul » en affirmant que l'Irak n'était pas capable de les produire.

« Il a été prouvé, ont dit les experts, que l'Irak possède un stock suffisant de ces produits chimiques et que le ministère de l'industrie et de l'industrialisation militaire est capable de couvrir tous les besoins de l'Irak.»



BLEUSTEIN-BLANCHET LES MOTS DE MA VIE





# Aucun émissaire n'a négocié la libération des otages français

a affirmé M. Mitterrand

M. François Mitterrand a démenti, dimanche 28 octobre, au cours de la conférence de presse qu'il a donnée à l'issue du sommet européen de Rome, qu'un émissaire ait été mandaté pour négocier la libération des otages français à Bagdad. Dans une résolution sur la question des otages, les Douze ont exclu de telles négociations.

> ROME de notre envoyée spéciale

«Il n'y a eu aucun contact, aucun délégué, aucune mission en Irak. La France s'est conformée à ses obliga-tions (...). Elle a constamment maintenu depuis l'annonce de la restitution des otages français que M. Saddam Unssein ne serait auitte sur ce plan-là que s'il restituait tous les otages, de quelque nationalité qu'ils sojent », à déclaré M. François Mitterrand. « Ce que je des vaut pour qui onque « a ajouté le président de la République lorsque le nom de M. Claude Cheysson, uncien minitre des relations extérieures, aujourd'hui député européen socialiste, fut

cité par un journaliste. S'il a sinsi clairement affirmé qu'aucune tractation entre les autorités françaises et irakiennes n'a pré-Hussein de libérer les otages français, le président de la République s'est bien gardé de démentir ou de confirmer que M. Cheysson ait rende jours le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz. M. Cheysson, en tant que parlementaire européen, « fait ce qu'il reut », a-t-il ensuite ajouté, laissant entendre que son ancien ministre des affaires étrangères aurait pu prendre de son propre chef une telle initia-

M. Mitterrand a également démenti lors de sa conférence de presse que cette question eût troublé la bonne atmosphère de la réunion des Douze. « La conversation a été paisible, agréable, aucun procès n'a été engagé ». a-t-il dit. Ce procès avait pourtant été ébauché vendredi par M. Pio Mastrobuoni, porte-pa-role de la présidence du conseil ita-lien, qui avait déploré que a des misplus ou moins officieuses . nient des contacts avec Bagdad pour tenter de faire libérer des otages the Monde des 27 et 28 octobre). La presse italienne avait enfoncé le clou, en se faisant l'écho des informations en provenance d'Amman sur cette rencontre entre MM, Cheysson et Tarek Aziz.

Bref, une vague suspicion régnait, qui fut cependant dissipée, regrant, qui fut cependant dissipée, en fin de sommet, par M. Giulio Andreotti lors de sa conférence de presse. C'étaient les Italiens qui se posaient officieusement dans le rôle de défenseurs rigoureux des principes, rôle qui échoit en général, surtout quand la France est en cause, aux Britanni-ques. Sans doute la mission tentée récemment par M. Edouard Heath à

Bagdad avait-elle incité la presse Les principaux points

de la déclaration du conseil européen

Voici les principaux points de la déclaration du conseil européen, réuni à Rome, concernant

a crise du Golfe : Le conseil européen exige que l'Irak retire immédiatement et sans on ses forces du Koweii le gouvernement légitime du Koweit soit rétabli et que tous les ressortissants étrangers qui le souhaitent

puissent quitter l'Irak et le Kowell. Le conseil européen, conformé-Conseil de sécurité des Nations unies, condamne la pratique irakienne consistant à retenir des ressortissants étrangers en otage et d'en détenir certains sur des sites stratégiques. (...) Les Etats membres de la Communauté européenne réaffirment leur solidarité totale pour parvenir à la libération de tous les ressortissants étrangers retenus en Irak et au Koweït et dénoncent l'utilisa-

tion sans scrupules, par l'Irak, de ces ressortissants dans le scul but vain de tenter de diviser la communauté internationale. Ils condamnent sans réserve cette manœuvre qui, conduite au mépris des règles humanitaires les plus élémentaires, ne peut solution de la crise. Ils affirment leur détermination à ne pas envoyer des représentants de leurs gouvernements en quelque qualité que ce soit pour négocier avec l'Irak la libération des ressortissants étrangers et à découra-ger d'autres de la faire. (...) La Communauté et ses États membres sont déterminés à respecter strictement l'embargo et les autres mesures décidées par le Conseil de sécurité et appellent tous les autres Etats à agir de même. Ils sont également prêts à examiner des mesures additionnelles conformes à la Charte des Nations

d'outre-Manche à la réserve. Mª Thatcher n'émit pour sa part pas le moindre soupçon envers Paris sur ce point et si elle avait bien d'autres reproches à adresser à la France, elle afficha à propos de la crise du Golfe une parfaite identité de vues avec le président de la

#### Les autres conflits du Moyen-Orient

Les chefs d'Etat et de gouverne-ment des Douze ont tenu en tout cas à présenter un front uni face à Saddam Hussein, dans un texte uni rappelle fermement leur attachement indéfectible aux principes figu-rant dans les résolutions des Nations unies et condamne les « manæuvres » par lesquelles l'Irak tente de diviser la communauté internationale au moyen notamment de libérations d'orages au compte-gouttes. Les Douze s'engagent à ne mandater aucun négociateur et à «décourager « les initiatives privées dans ce

Ils ont adopté d'autre part une déclaration parallèle sur les autres conflits du Moyen-Orient, soulignant que l'on ne peut totalement isoler ces conflits les uns des autres, même s'il ne peut y avoir, comme le précisait M. Andreotti, ni simulta-néité ni amalgame dans la recherche des solutions. Cette déclaration réitère, comme pour le Golfe, le soutien des Douze à toutes les décisions de l'ONU. Elle affirme que la Communauté est prête à œuvrer avec les pevs concernés « en vue d'instaurer une sui viton de stabilité et de sécurité » dans la région, pour prévenir les crises et empêcher la prolifération des armes de destruction mas-

[C'est M. Abdoul Rahim, le repreentant de l'OLP en Jordanie, qui a sffirmé vendredi dernier à Ammas que M. Cheysson, a représentant le gouvers une dizaine de jours dans la capitale jordanienne, M. Tarek Aziz. Cette rencontre n'est guère mise en doute dans est impossible de la confirmer, M. Cheysson n'étant joignable ni à Paris ni à Strasbourg. Même chose à l'ambassade de France en Jordanie où on précise seulement « avoir entendu la romeur ». Aussi bien à l'Elysée qu'au Quai d'Orsay, on affirme que si cet entretien a bien eu lieu, M. Cheysson n'était absolument pas mandaté pour engager les autorités françaises et n'a fait parvenir aucun compte-rendu d'une discussion qu'il n'aprait pu avoir, en tout état de cause, que comme député

# Les trois cents Français étaient attendus lundi soir à Paris

Après plusieurs reports et des jours d'incertitude, les quelque 300 ressortissants français retenus en otages en Irak et au Koweït devalent arriver à Paris, lundi 29 octobre en fin de journée, à bord d'un avion des lragi Airways, qui pourrait également transporter la demi-douzaine de diplomates qui se trouvaient encore à l'ambassade de France à Koweit. ainsi que d'autres otages occidentaux.

d'Orsay, a demandé qu'au retour de Paris, l'avion - un Boeing 747 rapporte des médicaments. Le gouvernement français a pris contact avec le Comité des sanctions de l'ONU pour qu'il prenne une décision. Les médicaments sont, en principe, exclus de la liste des produits dont l'importation par l'Irak ou l'exportation d'Irak sont frappés d'interdiction. Ce comité doit toutefois se prononcer au cas par

Initialement prévu « avant la fin du week-end », le retour des otages français a été retardé parce que, selon le porte-parole du ministère des affaires étrangères, les autorités irakiennes ont souhaité que le vol s'effectue de jour. Les Français en Irak, quelque 180 à Bagdad et dans d'autres villes du pays, ainsi que 67 qui se trouvaient sur des sites stratégiques, attendaient dimanche a dans le calme et la sérénité », a-t-on dit de source française dans

la capitale irakienne. Les derniers retardataires, qui résidaient en province, se sont employés, dimanche, à faire les formalités nécessaires à leur départ. Les Français qui avaient été dispersés sur des sites stratégiques - pour y ser-vir de «boucliers humains» -avaient été rassemblés dès samedi à Bagdad. Toutefois, d'après une source française bien informée dans la capitale irakienne, ils ont continué à subir un traitement par-ticulier, puisqu'ils ont été enfermés à l'hôtel Melia Mansour, un établissement de luxe transformé par les autorités irakiennes en « centre de tri » des otages occidentaux envoyés sur les sites stratégiques. Le Quai d'Orsay a néanmoins indiqué que le chargé d'affaires, M. André Janier, avait pu prendre contact avec eux.

#### Evacuation de l'ambassade à Koweit

L'avion qui doit assurer le rapatriement, et qui peut transporter quelque 400 passagers, devait, dans un premier temps, aller cher-cher entre 70 et 75 Français bloqués à Kowelt, avant d'embarquer à Bagdad le reste de ses passagers. « Selon toute probabilité », la demidouzaine de diplomates français encore présents au Koweit, sous la houlette du chargé d'affaires, M. Jean-Pierre Galtier, doivent être également rapatriés après avoir subi, depuis le 26 août, le siège de la chancellerie, où les conditions de vie étaient devenues

de jour en jour plus difficiles, l'am-

bassade étant notamment privée d'eau et d'électricité. Conformément à une décision prise par la CEE, Paris, qui ne fermerait pas pour autant la chancellerie - pour ne pas reconnaître le fait accompli de l'annexion du Koweit par l'Irak - devrait, une fois les diplomates évacués, élever une protestation

train à ceux qui choisiraient ce mode de transport. - (AFP.)

□ M. Léotard : une « grande joie » et « un certain malaise ». - Le prèsident (démissionnaire) du Parti républicain, M. François Léotard, a affirmé, dimanche 28 octobre, au «Club de la presse» d'Europe I, que la prochaîne libération des otages français en Irak lui procure. « comme à tous les Français, une grande joie », mais qu'il ne peut « cacher un certain malaise ». « Je souhaite que le gouvernement français (...), par une attitude très ferme vis-à-vis de Saddam Hussein, montre, à l'évidence, qu'il n'y a eu aucune espèce de négociations, a déclaré M. Léotard. Sinon, le

auprès des autorités irakiennes. Des otages d'autres nationalités pourraient aussi être évacués à bord de l'avion, leur nombre dépendant des places disponibles à bord. Le Boeing irakien était attendu à l'aéroport de Roissy. Pour sa part, Air Inter a mis des billets d'avion gratuits à la disposi-tion des familles désireuses de venir accueillir leurs proches, tandis que la SNCF a fait savoir qu'elle rembourserait les billets de

# **AFRIQUE**

ALGÉRIE : dans un climat de mécontentement et de violences

# Le gouvernement augmente fortement le salaire minimum

Au terme de plusieurs jours de négociations avec l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), le gouvernement a sensiblement augmenté le salaire minimum. Cette mesure intervient dans un climat de fortes tensions sociales, alors que plusieurs villes ont été le théâtre de violentes manifesta-

ALGER

de notre correspondant

Selon l'accord scellé, le 25 octobre, entre le gouvernement et l'UGTA, le salaire minimum garanti, base de calcul pour les pensions et retraites, passera le 1" janvier 1991 de 1 000 dinars par mois (environ 530 francs francais) à 1 800 dinars, puis, le 1º juillet, à 2000 dinars. Quant au salaire minimum d'activité, fixé désormais à 2 100 dinars par mois, il devrait atteindre 2 500 dinars le 1- juillet prochain.

Ces augmentations appréciables demeurent, cependant, assez éloignées de ce que demandaient les

La revanche

syndicats qui, le 14 octobre, avaient fait descendre dans les rues de Constantine des milliers de travailleurs pour exiger la revalorisation des allocations familiales, le gel des prix et un salaire minimum de 4 000 dinars. Surtout, les mesures annoncées risquent de ne pas résister longtemps à la formidable érosion du pouvoir d'achat.

#### Une situation « fragile »

La pression sur les étiquettes est. en effet, si forte que même les quelques articles dont les prix sont encore subventionnés ont du mai à échapper au mouvement de hausse. C'est notamment le cas du pain, du lait, du sucre et de la semoule, toutes denrées de base qui subissent une augmentation sournoise que le gouvernement vient de dénoncer en menaçant de poursuites les commerçants qui s'essayent à contourner les prix plafonds fixés par les autorités. Il est pourtant improbable que ces mises en garde suffisent à contenir les prix, emportés inexorablement par la libéralisation rapide et quasi totale du marché.

bonne distance, saccagent, parfois, les bâtiments officiels ou les bureaux de sociétés connues, par exemple ceux d'Air Algérie. Dernière d'une liste déja bien fournie, Ténès, petite ville située à deux cents kilomètres d'Alger, vient ainsi de connaître deux jours d'émeutes, au cours desquelles plu-sieurs bâtiments publics ont été entièrement détruits par des jeunes gens en colère, qui entendaient manifester une exaspération nourrie d'un manque quasi total de perspectives d'emploi, de logement ou de distractions. Quelques jours auparavant, près de Khenchela, dans l'est du pays, la ville de Kaïs avait vécu des évènements identiques tandis que des routes avaient été barrées en plusieurs autres

A elic seule, la hausse des prix

suffit à expliquer le mécontentement qui s'exprime de plus en plus

vivement. Le mai est en réalité

plus profond. Témoignant du

malaise ambiant, plusieurs villes se

sont, ces deux dernières semaines,

embrasées, provoquant des affron-

tements entre jeunes et forces de

l'ordre. Partout, le scénario est

identique : sous divers prétextes

qui servent de détonateur - man-

que d'eau, déficiences dans la dis-

tribution de la semoule, attribu-

tions contestées de logements

sociaux ou même remise en cause

de mesures administratives secon-

daires, - les jeunes se rassemblent.

barrent les routes avec des pneus

enflammés, lancent des caillous

sur le premier casque qui paraît à

**GEORGES MARION** 

a AFRIQUE DU SUD: heit morts lors d'affrontements dans une mine d'or. - Huit personnes ont été tuées et trente-sept autres blessées lors de combats violents qui ont cu lieu, dans la nuit du samedi 27 au dimanche 28 octobre, entre groupes noirs rivaux, à la mine d'or d'Harmony, près de Virginia, dans l'Etat Libre d'Orange. -

endroits.

D TANZANIE : le président Mui-'nyi assuré d'un second mandat. --L'actuel chef de l'État, M. Ali Hassan Mwinyi, soixante-cinq ans, candidat unique à l'élection présidentielle du 28 octobre, est pratiquement certain d'obtenir un deuxième mandat de cinq ans. Il avait obtenu 92 % des voix en 1985. Depuis cinq ans, le président Mwinyi, successeur de M. Julius Nyerere, s'est essorcé de prendre ses distances avec les orientations socialistes de son prédécesseur. -

#### de M. Houphouët-Boigny Suite de la première page nant envisager à froid sa succession, en prévoir les étapes et, s'il le

Sous la pression de la rue, au lendemain des turbulences d'avril, le chef de l'Etat avait été contraint de lâcher du lest au point de renoncer au système de parti uni-que et même d'évoquer son départ du pouvoir. Il avait ainsi perdu la première manche. Mais, très vite, en politicien chevronne qui ne s'avoue jamais vaincu, il s'est res-saisi et, au cours du récent congrès du Parti démocrafique de Côte-d'Ivoire (PDCI), a repris en main les siens. Convaincu que «l'affaire était dans le sac», le «Vieux» n'a lui-même et a délégué sur le terrain ses principaux lieutenants. Il vient donc de gagner la seconde manche. Les ruraux - et, pour des raisons alimentaires, les Africains d'autres nationalités qui avaient le droit de vote - l'ont réinstallé au pouvoir d'où les citadins voulaient le chas-

> En bon père de famille

A qui la belle? Fort de ce succès électoral, M. Houphouet-Boigny, quatre-vingt-cinq ans, peut mainte-

politique, comme il l'a toujours souhaité, « la tête haute ». Reste à savoir comment M. Gbagbo, qui a dénoncé une « mascarade d'élections » et affirmé que « d'innombrables irrégularités » avaient été commises, et les siens réagiront à cette péripétie électorale qui n'a pas tourné en leur faveur. Propos de circonstance d'un vaincu plein d'amertume? Déjà, le chef du FPI vient d'affirmer que « plusieurs régions de Côte-d'Ivoire étaient virtuellement au bord de la guerre civile ». « Nous ne sommes pas des moutons », a averti M. Gbagho, Il est clair que, même brillamment réélu pour un septième mandat de cinq ans. M. Houphouet-Boigny ne pourra plus diriger son pays en bon père de famille. Beaucoup de ses compatriotes, notamment les jeunes, les plus remuants et les plus exigeants, sauront, à n'en pas douter, le rappeler à ses devoirs

juge opportun, quitter la scène

démocratiques. JACQUES DE BARRIN

# **AMÉRIQUES**

# Un candidat républicain renonce à briguer le poste de gouverneur du Minnesota

Le candidat républicain Jon Grunseth, fortement critiqué pour s'être baigné avec deux adolescentes nues il y a quelques années, a annoncé dimanche 28 octobre qu'il renonçait à se présenter aux élections du 6 novembre pour le poste de gouverneur du Minnesota en raison de nouvelles critiques sur sa vie privée. Cette fois-ci, il s'agit d'une jeune semme qui a «confessé» au quotidien local, le Star Tribune, avoir été la maîtresse de M. Grunseth aussi bien durant son premier mariage, que son actuel. M. Grunseth a totalement démenti ces nouvelles accusations, ajoutant : « Les événements de ces trois dernières semaines ont été source d'énormes pressions sur ma famille (...) J'ai donc décidé, de me retirer ». La bataille opposant l'actuel gouver-neur, le démocrate Rudy Perpich, à son rival républicain avait été particulièrement féroce. M. Perpich, au plus bas dans les sondages, s'était vu décerner par l'hebdmomadaire Newsweek la palme du coup publicitaire le moins reluisant

Il avait fait distribuer des copies des documents de divorce de M. Grunseth pour montrer que ce dernier n'avait pas payé de malaise deviendrait, pour nous, un frais de garde d'enfants à son ex-sentiment grave de déshonneur.» faux. M. Grunseth, devient ainsi le dernier en date des hommes politiques américains dont la carrière a été brisée pour une affaire de mœurs ces dernières années, après Gary Hart, ancien savori démocrate aux présidentielles de 88 « tombė » pour une liaison extra maritale avec un mannequin. - (AFP.)

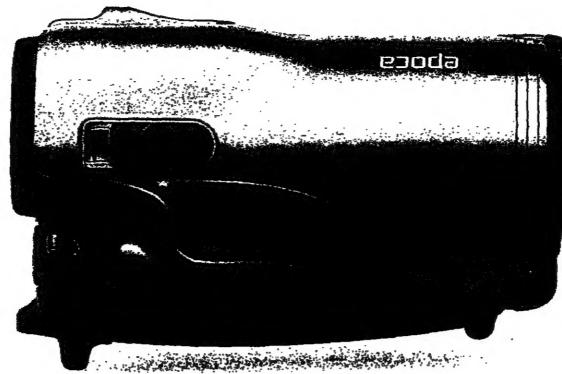
O GUATEMALA: ouverture de négociations directes entre la guérilla et le gouvernement avant la fin de 1990. - La guérilla, le gouvernement et l'armée du Guatemala devraient entamer des négociations de paix fin novembre ou début décembre, a estimé, dimanche 28 octobre à Metepec (100 km au sud-est de Mexico), Mgr Rodolfo Quezada, président de la Commission nationale de réconciliation guatémaltèque (CNR). La rencontre avec le gouvernement pourrait intervenir avant la prise de fonction du nouveau président, le 14 janvier prochain. La délégation gouvernementale pourrait comprendre, à la fois, des représentants du gouvernement actuel et des émissaires du gouvernement issu des élections du Il novembre. Au cours des trente dernières années, la guerre au Guatemala a fait quelque cent mille morts, disparus ou blessés, selon les organisations humanitaires. ~ (AFP.)

### Une manifestation du Ku Klux Klan dégénère en affrontements

Une quinzaine de personnes ont été blessées et plus de quarante autres arrètées, dimanche 28 octobre, lors d'échauffourées entre forces de l'ordre et contremanifestants décidés à arrêter une marche de quarante membres du mouvement raciste blanc Ku Klux Klan à Washington, En milieu de journée, les membres du KKK, certains revêtus de leurs traditionnelles cagoules blanches, ont défilé le long de l'avenue de la Constitution jusqu'au Capitole, lors d'une manifestation autoriséc. Ils étaient encadrés de quelque quatre mille policiers faisant tampon avec des centaines de contre-manifestants installés tout au long du parcours.

Après leur arrivée au Capitole, un responsable du mouvement a appelé ses compagnons à chasser les parlementaires « hypocrites » qui avaient tente de passer outre le veto du président George Bush à la loi sur les droits civiques de 1990. Cette loi, d'inspiration démocrate, aurait facilité l'obtention de dommages et intérêts pour les minorités, dont les femmes, s'estimant victimes de discrimination sur le marché du travail. - (AFP.)

••• Le Monde • Mardi 30 octobre 1990 5



- Le design, on a tendance à croire que c'est des fauteuils italiens très chers et très tarabiscotés. C'est faux.

- Qu'est-ce que c'est que ça?

très chers et très tarabiscotés. C'est faux.

Le design, c'est tout un travail sur l'objet, qui a pour mission de mettre sa forme, toute sa forme, au service de sa fonction.

Que plus rien ne soit gênant ou inutile;
que tout soit fonctionnel, intelligent, ergonomique;
que toutes les lignes soient pures, douces, presque vivantes...

Jamais sans doute un appareil photo n'est allé aussi loin dans le design. Car c'est un appareil photo, figure-toi.

Et sa très évidente avance sur le plan de l'esthétique se retrouve largement sur le plan technologique.

Ecoute plutôt...

Canon Epoca. Appareil
compact révolutionnaire.
Né en 1990. Pour découvrir
la liste complète des innovations
du Canon Epoca, consultez.

au plus vite le revendeur

Canon le plus proche. Quelles

que soient vos connaissances en

photographie, vous ne risquez
aucunement d'être déçu.

Canon

voir et émouvoir

**EUROPE** 

# Le triomphe électoral des conservateurs de M. Jim Bolger

Le Parti national a remporté, samedi 27 octobre. les élections législatives en Nouvelle-Zélande avec la plus forte majorité - 39 sièges - jamais enregistrée dans l'histoire du pays. Il recueille 68 sièges (48,7 % des voix) contre 28 (34,5 %) au Parti travailliste, et un seul (5,2 %) au Nouveau Parti travailliste, issu d'une scission du Labour. Les écologistes, avec 6,7 %, n'enlèvent aucun siège.

Résumant plus que tout l'ampleur de la défaite travailliste, un tiers des ministres sortants n'ont pas été réélus. La presse a trouvé des accents communs pour décrire le « triomphe » des conservateurs et le « cauchemar » du Labour, Le chef du Parti national, M. Jim Bolger, âgé de cinquantecing ans, devient premier ministre, remplacant

# Un catholique pragmatiste

WELLINGTON

de notre envoyé spécial

Il n'y a guère qu'une poignée d'illuminés pour s'alarmer qu'un du Vatican - puissance étrangère n'arrachait que sourires amusés à la sortie des bureaux de vote.

De la foi de leur nouveau héros, les Néo-Zélandais retienment surtout qu'elle est chrétienne et ombrageuse. Les propos de ancien administrateur d'église, fer-mier, père de neuf enfants, hostile à l'avortement et apôtre d'une « société dècente », vont droit au cœur du pays profond.

Tout comme le Jim Bolger « sècuritaire », annonçant des ren-forts de police, comble d'aise les banlieusards effrayés par la recrudescence de la délinquance. Bous-culée par six années d'audace travailliste, la Nouvelle-Zélande se cherchait un nouveau guide. Elle aura un patriarche.

Car le nouvel homme fort de Wellington est un conservateur bon teint, pur produit du Parti national. Né en 1935 dans la province de Taranaki, de parents irlandais fraîchement immigrés, il fait ses premières armes dans les

trer au Parlement en 1972, Sir Robert Muldoom, entre 1975 et 1985, lui confie tout naturellement l'agriculture et les pêches, puis le ministère du travail, où il s'illustrera en abolissant le syndicalisme

Ses plus farouches détracteurs le présentent comme bourru et coléri-que. Parmi les légendes courant dans la «Ruche», le Parlement de Wellington, l'histoire - vraie - le décrivant lançant son style en direction d'un orateur de Labour, qui s'interrogeait publiquement sur son quotient intellectuel, est la plus fameuse. Mais les chroniqueurs plus nuances le dépeignent plus maladroit qu'irascible. Au cours de la campagne, il a de s'excuser pla-tement pour avoir accusé le chef des syndicats de fournir des informations a... Moscou. Comme au bon vieux temps de la guerre froide.

#### **Antinucléaire** de fraîche date

On raconte aussi que M. Bolger aime savoir d'où le vent souffle. Durant les multiples complots qui ont précédé sa conquête de la direction du Parti national en 1986, il lui arrivait de conspirer, puis de déserter au dernier moment le carré des conjurés. Mais ce sont les Américains qui firent les frais de sa pirouette la

En mars dernier, il annoncait en

effet qu'il ne remettrait finalement pas en cause la législation adoptée par le Labour interdisant l'escale de navires nucléaires dans les ports néo-zélandais, politique qu'il avait jusque-là aprement combattue en qualifiant l'ancien premier ministre, M. David Lange, de « Neville Chamberlain du Pacifique ». Il est vrai que les sondages indiquaient que les Néo-Zélandais sontenaient à 80 % une telle fermeté antinu-

Au fond, M. Boiger n'est pas doctrinaire pour un sou tant que ni l'ordre ni la vertu ne sont offensées. En dehors du terrain syndical, où le climat s'annonce orageux, il devrait faire preuve de pragmatisme. Plébiscité par un électorat plutôt hostile aux revendications foncières des Maoris, il n'est pas le boutefeu prêt à risquer d'enflam-mer les tensions raciales.

Antinucléaire de fraîche date, il reste un adversaire déclaré de toute dérive isolationniste et cherchera à se rapprocher de Washington. Ancien chef de l'opposition dénonçant le laxisme de M. Lange dans l'affaire du Rainbow Warrior il est aujourd'hui un champion de la réconciliation avec Paris. En ce qui concerne le Vatican, enfin, il n'est pas dit que sa religion soit

FRÉDÉRIC BOBIN

# Le gouvernement soviétique envoie des troupes en Moldavie

La situation reste très tendue dans le sud de la République de Moldavie où des renforts de troupes ont été envoyés sur place par le Kremlin à la suite de l'instauration de l'état d'urgence vendredi 26 octobre.

La crise a éciaté lorsque les quelque 150 000 Gagaouz, une minorité d'origine turque mais de religion orthodoxe, qui ont proclamé leur propre République en août, ont franchi un nouveau pas la semaine dernière en organisant des élections au Parlement local.

Selon l'agence Tass, rapportant des informations en provenance de Kichinev, la capitale de la Moldavie, des négociations ont débuté pour tenter d'apaiser la tension. Le président, M. Mirtcha Snegour, a assuré que les groupes de « volontaires » moldaves qui se sont rassemblés le long de la frontière bordant la région gagaouze scront

Une commission mixte a été mise sur pied par le Parlement moldave et le comité gouvernemental gagaouz pour faciliter ce

□ Le Roukh pour l'indépendance de l'Ukraine. - Le mouvement nationaliste ukrainien Roukh s'est fixé comme objectif, lors de son deuxième congrès à Kiev qui s'est terminé dimanche 28 octobre, l'indépendance de l'Ukraine. Chanzeant son nom initial de « mouvement de l'Ukraine pour la perestroika» en « mouvement populaire d'Ukraine », il a inscrit dans

retrait de la région de Komrat. Ces « volontaires », dont certains sont armés, ont juré de venir à bout de la tentative de sécession gagaouze Selon le Front populaire, 30 000 Moldaves se trouvaient dimanche en fin de journée autour du territoire gagaouz.

a Maintenant que nous avons réussi à nous proclamer République unifiée, les Gagaouz ne vont pas la faire éclater, disaient les manifestants qui souhaitent que tout cela se termine pacifiquement ».

#### Appel au calme

Le premier ministre moldave, M. Mircea Durk, a lancé un appel au calme, affirmant néanmoins sa volonté de « mettre sin à cette tentative des séparatistes de diviser la République ».

Le général Iouri Chataline, qui commande les troupes appelées en renfort par les antorités moldaves déclaré: «les choses ont l'air très dangereuses. Je crains qu'à tout moment n'éclatent des combats qui feraient des victimes.» - (Reuter, AFP. AP.)

son programme le « rétablissement par des moyens non violents de l'indépendance de l'Ukraine et la mise en place d'une société démocratique et humaine ». Le poète ivan Dratch a été reconduit au poste de président pour un an, tandis que M. Mikhail Goryne devenait premier vice-président du mouvement et responsable de son conseil politique. - (AFP.)

ment, M. Adolfo Suarez, qui a

Le succès du PNV a porté préju-

dice aux autres formations natio-

nalistes. Eusko Alkartasuna passe ainsi de 13 à 9 sièges, (de 15,9 % à 11,4 % des suffrages) et Euskadiko Ezquerra recule également, de 9 à 6 sièges (de 10,9 % à 7,8 % des

Seule la coalition radicale Herri

Batasuna, formation proche de

l'ETA militaire, enregistre une

légère poussée : elle passe de 17,5 % à 18,4 % des suffrages et conserve ses 13 députés. Herri

Batasuna est aujourd'hui la pre-

mière force politique au Guipuz-

Les résultats du scrutin vont entraîner une reconduction du gou-

vernement de coalition en place

depuis 1986. Le lendakari (prési-

dent du gouvernement basque) sor-tant, M. José Antonio Ardanza, va

vraisemblablement retrouver ses

Lire également en page 26 l'article de Thlerry Maliniak, « L'embellie de l'économie basque».

Arrestation du chef présumé des

GRAPO. - La police a arrêté, ven-

dredi 26 octobre, à Madrid, Fernando Silva Sande, chef présumé

fonctions.

### **Elections confuses** en Géorgie

Les premières élections pluralistes tenues depuis 1920 se sont déroulées dimanche 28 octobre en Géorgie, opposant au Parti communiste une myriade de partis indépendantistes, qui risquent de souffrir de leurs divisions.

Quelque 140 partis indépendantistes se sont en effet créés ces der-niers mois dans cette république du Caucase, peuplée de 5,5 mil-lions d'habitants, dont 70 % de Géorgiens et 7 % de Russes; 1 900 candidats s'affrontaient pour 250 sièges à pourvoir, représentant une trentaine de partis, portant parfois des étiquettes très voisines et regroupés en onze coalitions.

Plusicurs incidents se sont produits durant la campagne. Le dirigeant nationaliste Zviad Gamsakhourdia, cinquante et un ans, président de la «Table ronde Géorgie libre », que les premiers résultats partiels donnent majoritaire dans la plupart des circons... criptions, a fait l'objet de deux tentatives d'attentat, et le chef de son-escorte a été tué il y a deux semaines. Le domicile de Valerian Akvadze, dirigeant d'un autre groupe indépendantiste, a été cri-blé de balles. Enfin, Gouïa Tchantouria, président du Parti nationaldémocrate, a été blessé par balles, vendredi 26 octobre, par des inconnus. - (AFP, UPL)

O Création du premier syndicat indépendant de mineurs. - Des représentants de mineurs des houillères de l'ensemble de l'URSS ont décidé de fonder le premier syndicat indépendant de l'Union, ont rapporté, samedi 27 octobre. les médias soviétiques. Les délégués des mineurs ont également menacé de lancer une campagne de désobéissance civile en décembre. - (Reuter.)

### HONGRIE

# Fin du blocus routier

BUDAPEST de notre correspondant

Le gouvernement ayant accepté de ... limiter la hausse du prix de l'essence - qui passera de 37,5 forints à 50 forints le litre au lieu des 62 forints prévus initialement, - les chauffeurs de taxi et les transporteurs rontiers ont décidé, dimanche 28 octobre, de lever le blocus routier qui paralysait totalement le pays depuis jeudi.

Le pire a ainsi pu être évité puisque ce mouvement paraissait en train de se transformer en une protestation nationale, provoquant de graves incidents dans tout le pays. Dimanche après-midi, le Forum démocratique le parti le plus puissant représenté au gouvernement) avait mobilisé ses militants, et plus de vingt mille personnes ont manifesté face aux barrages des transporteurs en brandissant des banderoles : «Antall, reste!»

Vers 23 h 30, M. Jozsef Antall, pre-mier ministre, est apparu à la télévi-sion, répondant à une longue inter-view de son lit d'hôpital (il a subi une intervention chirurgicale, il y a quatre jours). Il a notamment déclaré qu'il n'y avait ni vainqueur ni vaincu dans oc conflit

LASZLO USZKAI

#### (Publicité)-CAMBODGE POL POT = HUN SEN= COMMUNISME

Les Cambodgiens non-communistes qui sont opposés aussi bien
à Poi Pot qu'à Hun Sen et qui
représentent la majorité de la
population, remercient les cinq
membres permanents du Conseil
de sécurité de l'ONU pour avoir
élaboré un plan de paix juste, Ils
souhaitent que le prince Norodom
Sihanouk soit porté à la présidence du conseil national Sihanouk soit porté à la presi-dence du conseil national suprême. Ils dénoncent la dupli-cité du Vietnam et les manoeuvres dilatoires de Hun Sen destinées à faire croire que les négociations butent sur un problème de partage de pouvoirs entre factions khmères, alors que le vrai pro-bième est celui de l'autodétermi-nation du peuple khmer au moyen d'élections libres dont on veut empêcher la tenue.

A l'instigation de Hanol, Phnon-Penh cherche à gagner du temps et à saboter le plan de l'ONU, et ce alin de maintenir un statu quo injuste et dangereux et de perpétuer la maintuise communiste viette. niste vietnamienne sur le Cam-

Résistance cambodgienne non-communiste 9, rue Tiphaine, 75015 Paris

# **ASIE**

### PAKISTAN

### M<sup>me</sup> Bhutto a subi un nouvel échec

M- Benazir Bhutto a perdu son dernier bastion, le Sind. samedi 27 octobre lors des élections provinciales, et son sort immédiat dépend désormals du bon vouloir de ses adversaires.

Dans la province du Sind, dont M= Benazir Bhutto est originaire, sa formation, le Parti populaire pakistanais (PPP), n'a obtenu que 47 % des sièges en jeu. Sur le reste des sièges, trente-quatre sont revenus à ses grands rivaux, le Mouvement national mohadjir et l'Alliance démocratique islamique (IDA), et dix-huit à des candidats indépendants, qui, pour la plupart, votent contre le PPP.

L'IDA a bénéficié d'un raz-de-marée dans la province du Pendjab et, dans la province de la North West Frontier, elle sera le groupe le plus important à l'assemblée provinciale, devant l'un de ses ailiés.

#### Le président Bush a rencontré les dirigeants de onze Etats du Pacifique sud

Le président Bush a réuni, samedi 27 octobre, à Hawaï, les chefs d'Etat et de gouvernement des États insulaires membres du Forum du Pacifique sud. Onze d'entre eux étaient présents ou avaient envoyé des représentants. Parmi les sujets abordés, figuraient l'impact de la crise du Golfe sur les fragiles économies insu-laires, les problèmes climatiques liés à l'effet de serre – la hausse du niveau de la mer risquant de submerger plusieurs micro-États,- le refus américain d'accepter toutes les dispositions du traité de non-prolifération nucléaire dans le Pacifique et la question du stockage et de la destruction des armes chimiques sur l'atoll Johnston, situé à 1 130 kilomètres au sud-ouest de Hawai. Maigrè l'inquiétude manifestée par le Forum, les États-Unis ont évacué les armes chimiques stockées en RFA vers Patoll où ils ont commencé à les incinérer en juillet dernier. - (UPI,

# PROCHE-ORIENT

EGYPTE: membres d'un groupe d'intégristes musulmans

# Les assassins présumés

LE CAIRE

de notre correspondant

Le ministère égyptien de l'intérieur a annoncé l'arrestation, samedi 27 octobre, des assassins présumés du président du Parlement, Refaat El Mahgoub. Il s'agit de membres de l'organisation extrémiste musulmane Al Jihad, responsable de l'assassinat du président Sadate en octobre 1981.

Les premières arrestations ont eu lieu samedi à l'aube, quand la police a attaqué un des repaires de l'organisation, dans un quartier populaire, près des pyramides, au Caire. Cinq personnes ont été arrêtées après un échange de coups de feu avec les hommes du corps anti-terroristes », une formation policière créée après l'at-tentat contre M. Mahgoub.

Parmi ces militants islamistes figure M. Safouat Abdel Ghani, chef du groupe qui aurait assas-siné M. Mahgoub. Ce dernier était l'un des deux cent quatre-vingtdix-neuf intégristes accusés de l'assassinat de plus de soixante policiers à Assiout (Haute-Egypte) en octobre 1981. Plus récemment il avait été accusé d'avoir parti-cipé à l'attentat contre l'ancien ministre de l'intérieur, le général Zaki Badr, en décembre 1989.

M. Abdel Ghani, qui avait été arrêté, avait réussi à s'enfuir. Durant la journée, les policiers ont tendu une embuscade à trois autres des assassins présumés devant l'université du Caire.

Selon le ministère de l'intérjeur, un des suspects a tiré sur les forces de l'ordre qui tentaient de l'arrêter, « ce qui a obligé les services de sécurité à répliquer ». Résultat : deux des suspects ont été criblés d'une douzaine de balles chacun et le troisième griè-vement blessé. La fusiliade a aussi fait quatre blessés et créé la pani-que parmi les très nombreux passants qui se trouvaient devant l'université.

# du président du Parlement ont été arrêtés Selon les services de sécurité,

ces maximalistes musulmans auraient avoué avoir planifié et exécuté l'attentat mais s'étaient trompés de cible. C'était le ministre de l'intérieur qui était visé - il suivait le même itinéraire que le président du Parlement. L'attentat aurait été motivé par l'assassinat le 2 septembre du numéro deux d'Al Jihad, le Dr Alas Mohihdine, les islamistes étant convaincus que « c'est la police qui l'a

> Bien que les assassins présumés soient tous égyptiens, les services de sécurité continuent de penser que l'Irak est impliqué d'une manière ou d'une autre.

ALEXANDRE BUCCIANTI

O L'archevêque de Paris célébrera le le novembre une messe pour le Liban. - Le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, célèbrera, jeudi la novembre dans la cathédrale Notre-Dame-de-Paris. une messe à l'intention du Liban. Cette messe, célébrée « pour les morts et pour les vivants, pour le pardon et pour la paix», aura lieu à

u IRAN : réouverture de l'ambassade britannique à Téhéras. -L'ambassade de Grande-Bretagne à Téhéran a été rouverte dimanche 28 octobre, un mois après la reprise officielle des relations diplomatiques entre les deux pays, rompues en mars 1989 à la suite de la condamnation à mort prononcée par l'imam Khomeiny à l'encontre de Salman Rushdie. Lors d'une cérémonie officielle, le chef de la mission diplomatique, M. John Reddaway, a hissé le drapeau britannique dans l'enceinte de l'am-bassade à la place de celui de la Suède, qui avait la charge des intérêts de la Grande-Bretagne en Iran. - (AFP.)

#### le terrain perdu en 1986 aussi profité de la débacle du CDS (Centre démocratique et social) de l'ancieu président du gouverne-

perdu ses 2 sièges.

**ESPAGNE**: les élections au Pays basque

Les nationalistes récupèrent

Le PNV (Parti nationaliste basque) est comme prévu le grand vainqueur des élections régionales qui ont eu lieu, dimanche 28 octobre, au Pays ue monae du 26 octobre). Par rapport à la consultation de novembre 1986, il passe de 17 à 22 sièges (sur un total de 75), et de 23,7 % à 28,5 % des suffrages exprimés.

MADRID

de notre correspondant Le PNV arrive en tête non senlement dans son fief traditionnel de Biscaye, mais également en Alava, habituellement la moins nationaliste des trois provinces basques, tandis qu'il est en deuxième position au Guipuzcoa. Le taux d'abstention a été de 39 %, poit 8 de serve de la constitute de soit 8 % de plus qu'il y a quatre

## Légère poussée d'Herri Batasuna

Le PNV récupère ainsi le terrain qu'il avait perdu en 1986 lorsqu'il avait souffert de la seission d'une avait souffert de la scission d'une nouvelle formation nationaliste plus radicale, Eusko Alkartasuna. Il avait alors été obligé de former, pour la première fois, un gouvernement de coalition avec les socialistes. Ces derniers font les frais de cette alliance, puisqu'ils perdent trois sièges passant de 19 à 16 (de 22 % à 19,9 % des voix).

Ce recul semble lié à la forte poussée du Parti populaire (PP, conservateur), qui passe de 2 à 6 sièges (de 4,9 % à 3,2 % des suffrages), résultat auquel il convient en lait d'ajouter les 3 sièges obtenue par la formation Unité nus par la formation Unité d'Alava, un nouveau parti de droite qui s'est séparé du PP l'an

Tout porte à croire que les élec-teurs conservateurs qui avaient apporté en 1986 leurs voix aux socialistes dans l'espoir de voir ces derniers faire obstacle aux nationa-listes sont revenus cette fois à leur formation traditionnalle. Le PR e formation traditionnelle. Le PP a

des Groupes de résistance antifas-ciste du 1 octobre (GRAPO) ainsi que quatre autres membres de cette organisation qui préparaient l'enlèvement d'un homme d'af-faires dont l'identité n'a pas été révélée. Après plusieurs années d'inactivité, les GRAPO ont commis une nouvelle série d'attentats ces derniers mois. Une quarantaine de membres du groupe incarcérés poursuivent en ce moment une grève de la faim pour obtenir le regroupement de 80 détenus des Grapo dans une même prison.







ومه وجورت

. (.f.,

Projectory (

- - Meridi TF

ALL PARK BOOK

SACT BURNE TO

TOTAL PROVE

Sales Sales

----

the Section

- - - - Beide Bartel

1. (1) 特性 **电影** 

stat delle

2012-7-1

Que peut faire la F

325.4

 $2.470 \, \, \mathrm{cont-12}$ 

100

THE PERSON

# Elections confuses en Géorgie

cletion picture decision picture decision picture 1920 se la company de Trade de la contraction de la La population locale et ses députés l'avaient demandé depuis quelque temps déjà, mais c'est officiel maintenant, grâce à un décret adopté mardi 23 octobre par le présidium du Soviet suprême de l'URSS: la ville et la région de Gorki, sur la Volga, sont redevances Niini-Novograd. sont redevenues Nijni-Novgorod. C'est dès 1932, donc du vivant de l'écrivain Maxime Gorki

Gorki redevient

Nijni-Novgorod

La population locale et ses

(celui-ci ne devait mourir qu'en

1936), que Nijni-Navarad, célè-

nove, près de la mer Noire,

Mais le Soviet de cette ville vient

d'ajourner la décision pour deux

ans. It est question d'organiser

un référendum sur le sujet.

data affection of tension affrentatel R.
To of représes
To partis, fone
The street firs rose
That coalting
That is son R.
That coalting tennent me de dem s

antiste 1 dec Gould for on near de mineuts. - p de mingen Control of the · · Wass. Lite

1.20

直接的 人名意比人

No. of the second But the same

Section 1

With the second second DEM SERVICE STATE OF STATE

PROPERTY THE LAND AND ADDRESS OF ## 271 Miles .... toers

M. MANGETTER . . . William Bay 18 72 19 19 · ·

The state of the s Below the sale was now

AND THE PARTY OF T

recuperent uen 1986 Francis and the second

Ar more

bre pour ses foires du temps des tsars, avait pris le nom de l'auteur des Bas-Fonds. Le changement est d'importance, puisque Maxime Gorki, malgré le culte dont il faisait l'objet, n'est pas précisément considéré comme une survivance de l'ancien régime. Jusqu'à présent, on s'était contenté de débaptiser les villes typiquement bolcheviques telles que Stalingrad et Molotov (dès les années 60). ine il i i de la compania della compania della compania de la compania della compania della compania della comp puis « Brejnev », « Tchemenko », « Oustinov » et autres localités trait d'un Be portant les noms de dignitaires de la « stagnation », enfin « Jda-

> en janvier 1989. Le même décret du 23 octobre rend à la ville d'Ordjonikidze, capitale de la république caucasienne d'Ossétie du Nord, son beau nom de Vladikavkaz (« maître du Caucase », tout comme Vladivostok signifie amaître de l'Orients), que lui avaient donné les tsars. Restent encore, bien sûr, beaucoup de «Kirov», mais surtout Leningrad, qui finira bien un jour par redevenir Saint-Pétersbourg. On a cru que c'était fait avec l'élection de son nouveau maire réformateur Sobtchak, démissionnaire du PC.

- 7 12 201 **-**

خلقا للأخض

...... 1 177 1719 1.123.50 STOCKHOLM

de notre correspondante a Une demi-mesure v, a tres insuf-Jisant », » inacheré v. C'est ainsi qu'a été accueilli le nouveau plan d'austérité présenté vendredi 26 octobre à Stockholm par le premier ministre suédois, M. Ingvar Carlsson et son ministre des finances, M. Allan Larsson, En début de semaine, ils avaient annoncé des mesures qui allaient « soulever des tempètes dans l'opi-

nion publique ». Sans doute ont-ils

du en partie reculer, après une

les dépenses sociales semaine de discussions intenses au ment exprime avec davantage de

rope, le gouvernement « souhaite

sein du groupe parlementaire social-démocrate. 15 milliards de couronnes d'économies dans les dépenses publiques seulement (sur les 25 milliards initialement évoqués) devront stimuler la croissance, restaurer la confiance dans la couronne et empêcher que des industriels inquiets ne soient tentés d'aller s'installer dans l'espace communautaire. En ce qui concerne les rapports avec l'Eu-

Que peut faire la France en Europe de l'Est? Les meilleurs experts vous répondent:

de notre correspondant Le trésorier et vice-président du Parti du socialisme démocratique (PDS), M. Wolfgang Pohl, qui a reconnu avoir organisé l'exporta-tion illégale de capitaux à l'étranger, a été placé, vendredi 26 octobre, en état d'arrestation à Berlin. A moins de deux mois des législatives du 2 décembre, cette arrestation porte un coup sévère aux héritiers de l'ancien Parti communiste

l'ancien appareil communiste mettent en cause l'existence même du PDS, dont les dirigeants avaient ros, dont les dirigeants avaient réussi, jusqu'ici, à convaincre de leur volonté de rupture totale avec le passé. Le président du parti, le jeune avocat Gregor Gysì, dont la popularité a été, tous ces derniers mois, l'un des principaux atouts de sa formation, devait poser samedi la question de confiance devant le comité directeur du PDS.

La confession de M. Pohl - rendue publique par le parti lui-même - met fin à une semaine de speculations sur l'origine de mystérieux fonds qu'un membre du parti avait

TCHÉCOSLOVAQUIE La promulgation de la loi sur la langue slovaque suscite des remous

PRAGUE Correspondance Plusieurs dizaines de Slovaques ont entamé une grève de la faim, vendredi 26 octobre, devant le Conseil national slovaque à Bratislava pour protester contre la promulgation de la loi sur la langue slovaque, qu'ils qualifient d' « insuffisante ». Le Conseil national slovaque avait en effet adopte la veille ce texte qui est un compromis entre les propositions de la coalition gouvernementale et celles des nationalistes. Le slovaque sera donc la langue officielle sur le territoire slovaque, mais les régions comportant une population non-slovaque de plus de 20 % pourront bénéficier d'écoles et

d'autres services publics assurés dans la langue locale. Les Hongrois, dans le sud de la Slovaquie, sont la minorité ethnique la plus importante, et 60 000 élèves sur les 500 000 à 600 000

SUEDE: pour remettre l'économie sur les rails

Les sociaux-démocrates réduisent

reçoivent un enseignement en hon-grois. Il existe aussi en Slovaquie des communautés ukrainienne et

Les nationalistes réclament une mesure qui s'appliquerait à la tota-lité du territoire slovaque. Le slovaque est, comme le tchèque, une langue du groupe slave occidental, et si un Slovaque peut très bien se faire comprendre par un Tchèque et inversement, les Slovaques cher-chent à se forger une identité culturelle à part entière, et leur langue est au œur de ces efforts. Le Parti nationaliste, dont le but, on ne le cache pas, est la création d'un État slovaque indépendant, a fait de la question de la langue son cheval de

Après le vote, jeudi 25 octobre, le président du Parti nationaliste slovaque, M. Vitazoslav Moric, a appelé à la grève générale et à une campagne de désobéissance civile. Pour cette raison, il devrait faire l'objet prochainement de pour-suites judiciaires.

clarté les ambitions de la Suède de

devenir membre de la Commu-

nauté européenne ». C'est dit pour

la première fois, sans réserve, mais

Dans le climat actuel de crise,

qui se traduit par une montée du chômage, une inflation de 11 %, un taux d'intérêt porté à 17 % il y

a une semaine, pour stopper l'hé-morragie de devises, le gouverne-

ment social-démocrate a dû chan-

ger de direction. A onze mois des

législatives, le parti au pouvoir n'est plus crédité que de 31 % des intentions de vote (contre environ 45 % habituellement). Pour le gou-

vernement, l'assainissement de l'économie doit passer par une réduction « nécessaire » des dépenses du secteur public.

Le point le plus important du

plan d'austérité concerne le régime très généreux des congés-maladie.
Remboursés jusqu'ici à 100 %, ils
ne le seront plus, à compter du
1s mars 1991, qu'à 75 % pour les

trois premiers jours d'arrêt. 90 % pour la suite. La Sécurité sociale

ne couvrira à l'avenir que 80 % du salaire d'un parent restant à la maison pour s'occuper d'un ensant malade. Les crèches et les garderies

contant cher et souffrant en outre

d'un manque chronique de person-

nel. l'âge scolaire sera avancé de

sept ans à six ans. Ces mesures sont en contradiction avec les pro-messes électorales des sociaux-dé-

mocrates, mais «lorsqu'il faut faire

des sacrifices, tout le monde doit être traité de la même manière »,

dit le premier ministre. Le patro-nat juge insuffisantes les écono-mies réalisées. Des coupes sont

sans date précise.

PETER GREEN

# **EUROPE**

ALLEMAGNE : en raison d'une exportation illégale de capitaux

# L'existence de l'ancien Parti communiste est-allemand est mise en cause

BERLIN

est-allemand (SED). Les agissements de M. Pohl et de ses amis de tenté de retirer, la semaine der-nière, d'une banque d'Oslo. Alertècs par la police norvégienne, les autorités judiciaires berlinoises avaient déclenché aussitôt une vaste opération pour tenter de mettre au jour d'éventuelles exporta-tions frauduleuses de capitaux.

La perquisition spectaculaire qu'elles avaient menée, en pleine nuit, au siège du PDS à Berlin-Ess, le vendredi 19 octobre, avait permis de découvrir qu'une somme de 107 millions de deutschemarks avaient été transférée par le PDS sur les comptes, en Allemagne de l'Est, d'une mystérieuse société « Putnik » et, de là, sur des comptes en Norvège et aux Pays-

C'est en tentant de récupérer 70 millions en liquide à Oslo que le mandant en Allemagne de l'Est de cette société, un certain Karl-Heinz Kaufmann, de Halle, disparu depuis, a fait découvrir le pot aux roses.

Des anciens

engagements M. Gregor Gysi, après la perquisition au siège de son parti, avait affirmé que ces versements étaient destinés à régler d'anciens engage-ments de l'ex-SED en URSS. Il avait indiqué que le PDS n'avait rien à voir avec la firme Putnik et qu'il ne pouvait donc être tenu pour responsable de ce qu'il était advenu des fonds.

Les biens de tous les partis poli-tiques et des organisations de l'ancien régime communiste ont été placés sous le contrôle de la Treuhandanstalt, en attendant d'être vérifiés par une commission spé-ciale. Dimanche, après une réunion

nommer un expert comptable indé-pendant pour faire la lumière sur ce scandale qui a également provo-qué une vague de démissions au sein du parti.

HENRI DE BRESSON

extraordinaire de dix-huit heures, la direction du parti a décidé de

Sidérurgie :

••• Le Monde • Mardi 30 octobre 1990 7

la fin des privilèges Leon Brittan et la concurrence internationale remettront-ils

la sidérurgie européenne en crise ?

**YNASTEURS** 

Le Monde EDITIONS

L'économie sans ménagement

# **LES MUTATIONS DE L'ECONOMIE MONDIALE**

1975-1991 sous la direction d'Alain Gélédan

Préface d'Erik Israëlewicz Des effets du premier choc pétrolier à la reprise contrariée, voici le film de quinze années turbu-

Un ouvrage de référence pour les lycéens, les étudiants, les enseignants et tous ceux qui veulent comprendre mieux le monde dans lequel ils

La synthèse des fameux Bilans économiques

et sociaux du Monde est enfin disponible.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS ....

# ACTIONNAIRES DE LABORATOIRE ROGER BELLON BIENVENUE DANS UN MONDE SOLIDE, EN CROISSANCE, INTERNATIONAL

Actionnaires de Laboratoire Roger

du 25 octobre au 22 novembre, vous avez l'opportunité de:

· valoriser votre capital grâce à une

1 action Laboratoire Roger Bellon pour 10 actions Rhône-Poulenc Rorer@ · rejoindre un groupe à fort potentiel de croissance, classé nº 1 en France,

n° 2 en Europe et parmi les dix pre-

miers groupes pharmaceutiques mon-

prime à l'échange de 36 % m;

diaux. Cette offre publique d'échange porte sur 178 036 actions de Laboratoire Roger Bellon, correspondant su capital détenu par le public (23.8 %).

(1) sur la base des cours moyens du dernier mois précédent

(2) Les actions remises en échange n'ont pas fait, et ne feront pas, l'objet d'un enregistrement aux U.S.A. conformément à la règlementation américaine. En conséquence, l'offre ou la venne de ces actions aux U.S.A. on à des "US persons" est sountise à curtaines restrictions menti-d'information visée par la C.O.B.

la suspension de la cotation

Rhône-Poulenc Rorer: Un groupe mondial au service

de la santé humaine

 Croissance du bénéfice par action: +30% par an, sur les 4 ans à venir 24 000 personnes; 3 400 chercheurs

Budget de Recherche: 2,5 milliards de F.

· Chiffre d'affaires: 18 milliards de F.

 Présent dans 150 pays 8 domaines thérapeutiques majeurs.

Nouveau né, il est déjà parmi

les grands

Ceue note d'information est disponible angrès des intermé-diaires financiers et de Rhône-Poulenc Rorer Inc - 20 avenue Raymond Aron 92165 Antony cédex (Visa C.O.B., nº 90-439

Pr RHÔNE-P<u>OULENC RORER</u>

seront d'autre part réduits de 10 % en trois ans. Elle doit, selon le gouvernement, « s'adapter aux change-ments en cours hors de Suède et à l'intégration internationale » : les télécoms devront être plus rentables; Vattenfall, l'Agence nationale pour la production électrique, sera transformée en société par actions. Le premier ministre constate par

également prévues dans les budgets de l'aide aux réfugiés et dans le secteur de la défense. Les effectifs de l'administration

FRANÇOISE NIÈTO

ailleurs que « le pouvoir de décision du système politique est insuffisant » et il souhaite que la Constitution soit modifiée, notamment pour porter de trois à quatre ans la durée des législatures.

480 pages - relié - 149 F HACHETTE

# Le Conseil européen a arrêté un calendrier balisant la voie vers l'Union économique et monétaire

Le passage à la deuxième étape du programme devant transformer la Communauté en une Union économique et monétaire (UEM), dotée d'une monnaie unique, l'écu, aura lieu le 1º janvier 1994. Ainsi en ont décidé, dimanche 28 octobre à Rome, onze chefs d'Etat et de gouvernement de la CEE. M Margaret Thatcher, qui aurait voulu éviter qu'une date soit arrêtée, s'est trouvée complètement isolée.

de notre envoyé spécial

Les conclusions approuvées par le Conseil européen font état de la réserve générale du Royaume-Uni, mais cela n'empêchera pas Londres de participer à la Conférence intergouvernementale (CIG) qui, à partir du 14 décembre prochain, déli-bérera des aménagements à apporter au traité de Rome pour

mettre l'UEM en place. Les Onze ont en effet manifesté la double préoccupation d'enlever aux Britanniques les moyens de faire de l'obstruction à un moment ou à un autre du processus, mais aussi de leur faciliter la tâche lorsque, changeant d'avis, ils voudront

Après avoir rappelé les objectifs de l'UEM (notamment une politique monétaire unique, une monnaie unique, une banque centrale unique), les Onze indiquent que le passage à la deuxième étape aura lieu de façon quasi automatique le 1« janvier 1994.

#### Une deuxième étape plus longue que prévu

Les conditions posées sont de nature objectives et ne devraient pas pouvoir être utilisées pour d'éventuelles manœuvres dilatoires. « Le plus grand nombre possible de pays aura rejoint l'accord de change du SME » (1), précise le document. « C'est une façon de dire qu'ils ne seront pas forcement tous là », a commente M. François Mitterrand, dont le souci a été d'éviter que, par un artifice quelconque, des préalables puissent être posés.

Les travaux préparatoires restent muets quant à la durée de la deuxième étape, celle durant laquelle seront mises en place les

nouvelles institutions de l'UEM et, en particulier, la banque centrale européenne, M. Jacques Delors s'était contenté d'indiquer à plusieurs reprises que cette deuxième

étape devrait être courte, Toujours préoccupé d'obtenir un maximum de garanties quant à la bonne fin de l'exercice, M. Mitterrand a fait valoir qu'il pourrait être dangereux de rester ainsi dans le vague. Selon lui, la CIG serait bien inspirée d'indiquer un « délai raisonnable » pour cette deuxième étape – quatre, cinq ou six ans, a précisé le président de la Républi-

Dans cet esprit, les conclusions adoptées notent qu'au plus tard trois ans après le début de la deuxième phase les Douze feront le point sur le degré de convergence atteint par leurs économies « afin de préparer la décision relative au passage à la troisième phase qui interviendra dans un délai raison-

En introduisant ce nouvel élément dans le débat, le seul souci du président de la République a été de se prémunir par avance contre d'éventuels atermoiements, a observé Mm Elisabeth Guigou, le ministre chargé des affaires européennes. Il reste que « quatre, cinq, six ans » ne correspond pas exactement à cette « étape courte » que

M. Delors – il l'a répété dimanche – appelle de ses vœux. Un tel bail, compte-tenu de ce qui a été décidé pour le passage à la deuxième étape, reporte l'UEM, la monnaie unique, dans ses pleines attributions, aux dernières années du siè-

M. François Mitterrand avait-il en tête d'autres raisons que le souci invoqué de baliser la route pour éviter le flou? Un terme précis mais relativement éloigné est rassurant pour ceux des pays mem-bres, notamment du sud de la Communauté, qui souhaitent sous-crire aux objectifs de l'UEM, mais s'interrogent sur la capacité de leurs économies à s'adapter très vite à cette nouvelle donne.

Pour des raisons politiques, la France, comme d'ailleurs la Commission, exclut une UEM à deux vitesses qui serait celle où, par crainte de ne pas tenir la performance, certains Etats membres renonceraient à signer le traité. Pour éviter cet écueil, plutôt leur offrir des délais et, le cas échéant, des dispositions transitoires. Par ailleurs, le passage à la troisième

étape implique des parités irrévo-cables fixes entre les différentes monnaies, puis une monnaie uni-que, ce qui exige une très grande cohérence des performances économiques. Une durée de quatre à six ans pour la deuxième étape serait une perspective pas forcément détérioration de la conjoncture en Occident porte à calmer, sinon les ambitions, du moins les moyens de

#### « Difficultés objectives »

les accomplir.

La diversion tentée au début des travaux par M. Thatcher pour amener le Conseil européen à déli-bérer en priorité de l'Uruguay Round, sujet, expliqua-t-elle, concret, plutôt que de l'UEM, pro-jet lointain, échoua. « J'ai estimé que nous ne pouvions pas aborder la substance. Il importe, certes, que la Commission dispose d'un mandat lui donnant suffisamment d'atouts pour négocier, mais on se heurte à des difficultés objectives et il revient aux ministres responsables de les trancher. Ce n'était pas au Conseil européen, qui n'était pas préparé à ce débat, de les dépouiller cette mission. Il est vrai, cependant, que si nous arrivons en décembre sans résultat, ce sera un très mauvais démarrage pour la CIG», a commenté M. Andreotti.

Les ministres de l'agriculture et du commerce extérieur des Douze doivent, en principe, reprendre leurs travaux mardi à Luxembourg (la date n'était pas confirmée dimanche soir). M. Mitterrand et ses collaborateurs se sont montrés très fermes sur cette affaire, refu-sant un débat « biaisé » où les tout à fait imprécise alors qu'ils exigeraient de la Communauté qu'elle s'engage à considérablement limiter sa marge de manœu-

PHILIPPE LEMAITRE

(1) La livre sterling vient de rejoindre le mécanisme de change du Système monétaire européen (SME) mais avec, par dérogation, des marges de change autorisées de part et d'autre de son taux pivôt de 6 % au lieu des 2,25 % qui sont la règle. Dans l'hypothèse où le gouverne-ment britannique estimerait impossible de limiter la variation de la livre à la bande étroite de 2,25 %, il ne pourra pas, pour autant, le moment venu, demander que soit différé le passage à la deuxième étane.

# Un consensus s'est dégagé sur la nécessité d'une politique étrangère et de sécurité commune

de notre envoyée spéciale

A propos de la construction de l'Europe politique, comme à pro-pos de l'union monétaire, M. Thatcher s'est désolidarisée à Rome de ses onze partenaires européens, en veillant cependant à ne pas s'exclure du jeu. La Grande-Bretagne participera aux deux conférences intergouvernementales qui seront lancées à Rome en décembre, et c'est à l'intérieur

intérêts communs à défendre. Quant à la politique commune de sécurité, même si la déclaration de Rome reste prudente, pariant de sa définition « graduelle » et sans préjudice des engagements qui lient déjà les Etats, un tabou est désor-mais définitivement levé qui vou-lait que les questions de défense et de sécurité échappent aux compétences communautaires. On est, certes, encore très loin d'une position commune, fût-ce à onze, sur ce sujet qui pose implicitement la

question de l'avenir de l'OTAN et sur lequel d'ailleurs aucun pays

européen ne semble avoir encore

fixé sa religion. Mais le débat va pouvoir légitimement s'ouvrir

Ils ne sont pas davantage d'ac-

cord sur l'avenir des institutions

communautaires et le partage des pouvoirs dans la future Europe. On

aura, notamment, pu constater à Rome à quel point le président du

Parlement européen est hostile aux

idées défendues par la France sur

ce sujet. M. Baron Crespo, s'en prenant à la proposition de M. Roland Dumas de réunir rém

lièrement en congrés des déléga-

tions des Parlements nationaux et

du Parlement européen, dénonça

nismes pseudo-législatifs hybrides

et inopérants », ainsi que les tenta-tives « de neutraliser le processus

d'intégration et de revenir, sans

entre les Douze.

ON HE YA PAS

vous laisser

TOMBER ...

oser l'avouer, à une sainte alliance dangereuse ».

M. Jacques Delors a souhaité que les travaux préparatoires sur l'union politique soient suffisam-ment avancés d'ici à la mi-décen-bre pour que la conférence intergouvernementale sur le sujet dispose à son ouverture d'un véritable mandat, c'est-à-dire de la définition claire de l'objectif

#### Une aide d'urgence à l'URSS

Le conseil de Rome a, d'autre part, renvoyé au prochain sommet des Douze, en décembre, trois sujets qui auraient dû figurer à son ordre du jour. S'ils ont décidé de débloquer un prêt de 600 millions de dollars en faveur de la Hongrie et de créer une réserve financière pour aider tous les pays d'Europe de l'Est à surmonter la crise pétrolière, les Douze n'ont pu prendre réforme économique en URSS. comme ils l'avaient envisagé à Dublin. « Ce n'est pas faute de tra-vail de la part de la Commission, ni d'attention de la part du conseil, a souligné M. Jacques Delors, mais les décisions soviétiques sur les réformes économique et institution-nelle ne sont pas encore connues de nous. « En revanche, les pays euro-péens se sont déclarés prêts à décider une « action d'urgence » en faveur de l'Union soviétique, à savoir une aide alimentaire qu aiderait la population à supportei les pénuries de l'hiver. C'est dire qu'ils restent conscients de la dégradation accélérée de la situation en URSS.

A également été renvoyée au mois de décembre la décision sur le siège des différentes institutions européennes et en particulier du Parlement, pour laquelle M. Andreotti aurait du présenter des propositions, lesquelles sont pourtant déjà connues de M. Mitterrand qui les a qualifiées de « judicieuses », en rappelant l'exi-gence française de voir consacré comme définitif, par le prochain conseil européen, le siège de Stras-bourg pour toutes les sessions plénières du Parlement.

Enfin, le conseil a renvoyé à de plus amples discussions entre ministres des affaires étrangères la préparation de la « transatlantique » qui doit définir, les relations futures entre la Co munauté et les États-Unis.

Mauroy

toutes les c

de voter le pro

etteretter germit STRUCTURE PER

. C. T.

# Les principales conclusions

Voici les principales conclusions du conseil européen réuni à Rome concernant l'union européenne : · Conférence sur l'union politi-

Le conseil européen a confirmé la volonté de transformer progressivement la Communauté en une union européenne en développant sa dimension politique, en renfor-cant sa capacité d'action et en étendant sa compétence (1) à d'autres secteurs complémentaires de l'intégration économique qui sont essentiels pour la cohésion

il est nécessaire que cette évolution s'accompagne d'un développe-ment du rôle du Parlement européen en matière législative (1) et de contrôle sur l'activité de l'union (...). Cette même exigence sera confortée par la définition d'une citoyenneté européenne (1) qui ajoutera à celle des Etats membres et par la prise en compte des intérêts particuliers des régions.

Le conseil européen a constaté Le consent europeen a constate un consensus sur l'objectif d'une politique étrangère et de sécurité commune (1) pour renforcer l'iden-tité de la Communauté et la cohérence de son action sur la scène

• Conférence sur l'union économique et monétaire.

Pour onze Etais membres les tra-vaux pour la modification du traité devraient en particulier s'orienter, pour le stade final de l'union éco-nomique et monétaire sur les élé-

- pour l'union économique, un système de marché ouvert qui conjugue la stabilité des prix avec la croissance, l'emploi et la protec-tion de l'environnement; qui vise à des conditions financières et budgétaires saines et équilibrées et à la cohésion économique et sociale. Dans ce but la capacité d'action des institutions de la Communauté sera renforcée ;

- pour l'union monétaire, la création d'une nouvelle institution, qui sera formée des banques centrales nationales et d'un organe central, et qui exercera la responsa-bilité entière de la politique moné-taire (...). Elle, ainsi que les membres de son conseil, seront indépendants de toute instruction. Elle fera rapport aux institutions

Avec la réalisation de la phase finale de l'union économique et monétaire, les taux de change seront irrévocablement fixés, La Communauté aura une monnaie unique - un écu fort et stable, - expression de son identité et de son unité. La deuxième phase com-mencera le le janvier 1994 (...).

Au début de la deuxième phase, la nouveile institution de la Communauté sera créée. Ceci permettra notamment de renforcer la coordination des politiques monétaires; de mettre en place les instruments et les procédures nécessaires à la future conduite d'une politique monétaire unique; de superviser le développement de l'écu.

Au plus tard dans trois ans à partir de la deuxième phase, la Commission et le conseil de l'institution monétaire feront rapport sur les progrès réalisés en matière de convergence réelle, afin de prépa-rer la décision relative au passage à la troisième phase qui interviendra dans un délai raisonnable.

Le Royaume-Uni n'est pas en ture d'accepter la formule exposée ci-dessus (...).

Relations avec l'URSS.

Le conseil européen a entendu le rapport préliminaire de la Commission à la suite des contacts qu'elle a eus avec le gouvernement soviétique, conformément au mandat du conseil européen de Dublin, en vue d'élaborer des propositions sur des crédits à court terme et sur le soutien à apporter à plus long terme aux réformes structurelles.

(1) Sur ces points, la délégation britan-nique préfère ne pas préjuger le débat qui aura lieu lors de la conférence intergou-

### A Madrid

pas, qu'elle exprimera son point de vue.

Les travaux préparatoires à la

conférence sur l'union politique

sont beaucoup moins avancés que

sur l'union monétaire, et le som-met de Rome avait essentiellement

pour objet de dresser l'inventaire des différents points de vue sur ce que devraient être les futures insti-

tutions politiques communau-taires. La déclaration finale de ce

sommet fait cependant apparaître,

et c'est la nouveauté, un consensus à onze sur l'objectif d'une politi-

que étrangère et de sécurité com-

mune. Il ne s'agit pas d'une politi-

que étrangère unique, et les pays européens de sont pas en train de

renoncer à leurs diplomaties natio-

que constitue depuis trois mois la crise du Golfe, ils veulent se don-

ner les moyens d'une action com-

Mais, stimulés par l'expérience

# M. Gorbatchev a obtenu un prêt de 1 500 millions de dollars lié à l'achat de produits espagnols

MADRID

de notre correspondant

M. Mikhaïl Gorbatchev a quitté l'Espagne, dimanche 28 octobre, visiblement satisfait. Il s'est taillé un beau succès dans l'opinion publique espagnole, il est reparti avec une jolie moisson d'accords bilatéraux et le sentiment que le gouvernement espagnol se fera l'in-terprète des impérieux besoins soviétiques auprès de l'Occident et de la Communauté, alors que la perestroïka se trouve dans une phase critique.

Outre une déclaration politique conjointe, premier pas vers l'élabo-ration d'un futur traité entre les deux pays, seize accords ont été signés durant cette visite. Le plus important prévoit la concession à l'URSS d'une ligne de crédits de l 500 millions de dollars. Les Soviétiques ont finalement du accepter que ce prêt soit subor-donné à l'acquisition de produits espagnols. Ils ont obtenu en revanche qu'il puisse servir à financer non seulement l'achat de biens d'équipement, mais aussi de produits de consommation dont le besoin se fait aujourd'hui cruelle ment sentir dans leur pays. Un autre accord prévoit que l'Espagne achètera à Moscou, à partir de

1995, entre 2 et 6 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an. La nécessité que l'Occident aide concrètement la perestroika, dont le succès intéresse en fin de compte l'univers tout entier, a d'ailleurs constitué un leitmotiv des interventions publiques de M. Gorbat-chev à Madrid. Il l'a notamment souligné lors de la conférence de presse qu'il a donnée, samedi, conjointement avec le président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez. « Il y a deux points de vue en Occident à ce sujet, a assuré M. Gorbatchev. Certains pensent qu'il n'est pas nécessaire de nous concèder des crédits dans l'idée que cela pourrait accélèrer le changement. D'autres considèrent au contraire que des lors que nous avons commence à passer à l'écono-mie de marché, octroyer des prêts nous permettrait d'accroître notre marge de manœuvre et de rendre le changement moins douloureux

#### « Nous ne demandons pas l'aumône »

« Il faut se rendre compte, a-t-il averti, que si nous ne recevions aucune aide et si nous pouvions seulement compter sur nos propres forces, cela freinerait en fait les transformations, et nous risquerions d'en revenir finalement ainsi à un système autoritaire. Nous ne demandons d'ailleurs pas l'aumône. mais des prèts que nous rembourse-rons normalement. Notre pays constitue un énorme marché » M. Gorbatchev a par ailleurs souligné à plusieurs reprises que « le passage de l'Union sovétique d'un système à un autre intéresse tout le monde du point de vue stratègi-

En ce qui concerne le conflit du Golfe, M. Gorbatchev a condamné sans équivoque l'annexion du Koweit, mais il n'a pas caché ses réticences face à une aventure militaire. « L'Irak, ce n'est pas seule-ment l'équipe de Saddam Hussein, c'est aussi une population. Il y a aussi en Irak des femmes et des enfants qui souffriraient des conséquences d'un constit. »

« Cette crise a lieu dans un moment de grands changements internationaux, alors que le monde s'éloigne de la guerre froide, 2-1-il ajouté. Nous devons démontrer que nous sommes capables de la résou-

dre par des méthodes politiques, sans en revenir justement aux méthodes de la guerre froide. » M. Gorbatchev a assuré qu'« il y a des signes qui indiquent que les cer-cles du pouvoir Irakien commencent à se rendre compte que la solution du problème ne viendra pas par la voie de l'ultimatum ». Une thèse sur laquelle il a insisté durant ses conversations avec M. Gonzalez, affirmant à ce dernier que les effets de l'embargo commençaient à faire fléchir les dirigeants de Bagdad.

Dans les milieux diplomatiques espagnols, on affirmait que le ministre soviétique des affaires étrangères s'était montré sensiblement plus dur à l'égard de l'Irak lors de ses conversations privées. Chevardnadze a notamment affirmé à ses interlocuteurs de Madrid qu'il «comprenait» le refus de Washington de négocier avec les Irakiens. Il a toutefois insisté sur la nécessité d'agir exclusivement dans le cadre de l'ONU. déplorant que celle-ci se soit jusqu'ici contentée d'entériner les actions individuelles déjà prises par certains Etats.

M. Gonzalez a affirmé qu'il partageait largement l'analyse de son hôte, tant à propos du Golfe que sur la nécessité de résoudre en in « d'autres problèmes déjà anciens du Proche-Orient », une allusion évidente à la question palestinienne. L'entente entre les deux hommes a d'ailleurs constitué une véritable constante durant la visite du ches d'Etat soviétique. Comme l'a dit M. Gorbatchev, de manière inattendue et en provoquant le sourire de M. Gonzalez : « Nous sommes finalement tous les deux des représentants des idées socialistes et nous essayons tous les deux d'en éliminer les aspects négatifs.»

THIERRY MALINIAK

### Les pays du pacte de Varsovie ont levé le dernier obstacle à la signature du traité FCE

Les six pays membres du pacte de Varsovie ont conclu, samedi 27 octobre à Prague, un accord sur la répartition des armements conventionnels au sein du pacte. qui lève le dernier obstacle à la signature du traité CFE (sur les forces conventionnelles en Europe), le 18 novembre à Paris.

Cet accord a été conclu à l'issue de concessions soviétiques de der-nière heure sur les chars d'assaut, le dernier point de litige, a indiqué au cours d'une conférence de presse le vice-ministre tchécoslovaque des affaires étrangères, M. Robert Harencar.

L'URSS a finalement accepté de réduire son arsenal à 13150 chars au lieu des 13300 qu'elle exigeait. L'accord conclu à Prague sera signé le 3 novembre à Budapest au niveau des ministres des affaires étrangères. Cette réunion remplacera le sommet du pacte initialement prévu à la même date et reporté à la demande de Moscou après celui de la CSCE (Conférence sur la conférence rence sur la coopération et la sécurité en Europe) qui s'ouvre le 19 novembre à Paris. - (AFP.)

TATWAN : arrivée à Talpeh du maire de Moscou. - Le maire de Moscou, M. Gavril Popov, est arrivé, samedi 27 octobre, à Taïpeh pour une visite non officielle d'une journée, destinée à renforcer les relations économiques avec Taïwan, M. Popov est le plus haut responsable soviétique à s'être jamais rendu en Chine nationaliste, - (AFP.)

Topic . Tropic . RDA . Telecom Burgarie & Roumsone & About

132 PAGES - 30 F OF CHEZ VOTRE MARCHANCE

to action to a

Poster マッジカン。。

経験機能をありません。

舞器与独心 34....

SERVICES TO STATE

Parties of the second s

Sept Handage in the property

Resident of the second

April 1985 - Parties of the

RYWATE, WORLD

Control of the Contro

्रमाध्यक्षाती ह्या १५ विक्रिक्त के किस्ता के उपने १५००

発表された インコーコールド

the second second

90.00 ATTENDED

12 February - 14 19-1

Caretagy for a contract of the con-

FEETER OF THE SECTION OF

But to play the second

Burner Bern Lieber Der in der Lieber

Land Hard Maria

Same in the

COMPANY OF THE PARTY OF THE PAR

The second of the second of

The second of th

The second secon

See the second to a second to the Section 1

-

The state of the state of

WARRY NAT THE PARTY OF

The second second

Mr. Santager Land

The second second

C/12 10 8 820

Supplier Supplier and The second second There was at a company

Sugar National Transfer of Land

But the second second

المعارض والمنافر والمعارض والمعارض والمعارض

Service of the service of the

第2年を付着予2年→2 ませる

Mous de dollars

- Lange -

l ne aide d'argenc à l'URSS

ell de Rome Es

Court of Ont page

. Charte jurfa

Parish con-

Janues Deig

- A Grand

Mellege or more day Land of the original

and the period of the period o

and the same

opalation asset in the consider

 $i=10.020\,\rm Mpc_{100}$ 

The State of States

- Way

27-6-25

Contract ()

The state of the s

The section of the se

Les pars

du pacte

de Varsovie

oni leve

a la signature 📥

i-rnier obstad

du traite FCE

The second secon

The second secon

- 551

. . . . .

17,000

 $(\alpha_1, \beta_2, \beta_3, \beta_4, \beta_4)$ 

# **POLITIQUE**

Le débat sur la contribution sociale généralisée

# M. Mauroy invite M. Marchais à « mesurer toutes les conséquences » du vote du PCF

répondu, samedi 27 octobre, à la lettre que le secrétaire général du PCF lui avait adressée, vendredi 26 octobre, pour lui faire savoir que, le cas échéant, la direction de son parti n'hésiterait pas à « recommander » aux députés communistes de s'associer à la droite parlementaire pour censurer le projet de contribution sociale généralisée défendu par le gouvernement.

M. Pierre Mauroy écrit notamment à M. Georges Marchais : « Je ne reconnais ni l'esprit ni la lettre du projet de loi soumis au Parlement par le gouvernement de Michel Rocard dans la description que vous faites de la CSG. Loin de menacer la pérennité du système, la nouvelle contribution lui assure au contraire toutes ses chances de développement pour l'avenir. Ce développement passe aujourd'hui par la recherche d'une base de

pondant à l'élargissement de la sécurité sociale à toutes les catégo-ries professionnelles, auquel notre gouvernement d'union de la gauche a largement contribué [...] La CSG apporterait une justice plus grande, au sein même du salariat, dans la mesure où le projet de loi vise à substituer à des cotisations légèrement dégressives un financement proportionnel que nous souhaite-rions même légèrement progressif. Allons-nous priver la très grande majorité des salariés, quatorze mil-lions de personnes, d'un avantage des à présent mesurable? Et, pour ne prendre qu'un seul exemple, allons-nous refuser à un couple de salariés payés au SMIC une augmentation de pouvoir d'achat de 1 000 francs en 1991? [...] Aussi suis-je surpris de certaines de vos

analyses qui ne correspondent pas à la réalité. [...] » Lors des discussions que nous avions tenues ensemble à la veille des élections municipales, conclut M. Mauroy, vous aviez écarté la

celles de la droite à l'occasion d'une motion de censure. Vous semble: revenir sur ce choix. J'imagine que vous en mesurez toutes les consé-

#### «L'Humanité»: « indéfendable »

Commentant oralement la position prise par le secrétaire général du PCF, le premier secrétaire du PS a affirmé, samedi, à Lille : « Ce serait une très grande respon-sabilité pour le Parti communiste de mêler ses voix à celles de l'opposition pour une motion de censure. Il mesure certainement la gravité de son geste. S'il franchissait ce pas, il commettrait une action qui ne serait pas sans conséquence : on ne peut pas dire que tout va pour le mieux dans le système de protec-tion sociale des Français. Une réforme est nécessaire. La réforme, c'est précisément ce qui caractérise la gauche. »

Le PCF a réagi en jugeant « indé-fendable » l'argumentation de

que » pour M. Michel Rocard car « il

n'y a pas aujourd'hui de majorité

nement, même si le PC voie avec l'op-

Cette confiance est également par-

tagée par M. Jean-Pierre Soisson. Le

ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle s'est dit « tout à fait serein » au « Forum de RMC-Libération ». « Je ne suis pas

très pessimiste, a déclaré M. Soisson,

parce que ce serait vraiment une coali-tion des contraires extraordinaire qui pousserait M. Marchais à voter avec

M™ Stirbois contre le gouvernement

Ce n'est pas ça la majorité de

tique pour renverser le gouver-

29 octobre estime, en «une», que le premier secrétaire du PS « assimile à la droite une condamnation qui vient également de la CGT, de FO, de la CGC, des Mutuelles de France, de la Confédération syndicale des familles... » Dans l'éditorial du quotidien du PCF, Jacques Coubard écrit que le premier secrétaire du PS « nie l'évidence » et se livre à a un tour de passe-passe » en présentant comme une mesure de instice sociale un projet « qui consiste à faire payer par les salariés, les retraités et les chômeurs une prime de trente milliards accordée au patronat ».

Le directeur de l'Humanité, M. Roland Leroy, écrivait, pour sa part, dans l'Humanité Dimanche: « Notre objectif principal n'est pas de renverser le gouvernement. Il est de rejeter la contribution sociale

### Nouvelles divergences au RPR

## Le Club 89 refuse d'élire M. Séguin

L'assemblée générale du Club 89, organisation proche du RPR, qui se réunissait, samedi 27 octobre à Maisons-Laffitte (Yvelines), a repoussé la candida-ture de M. Philippe Séguin, député (RPR) des Vosges, à son comité

Plusicurs personnalités du RPR ont, en revanche, été élues dans cette instance, parmi lesquelles M= Nicole Catala, MM. Alain

Au cours des débats, M. Jacques Chirac avait félicité le Club 89 de vouloir relancer sa réflexion. En fait, de nombreux adhérents du Club 89 se demandaient quelles seraient les conséquences de l'arri-

# à son comité directeur

Devaquet et Robert Pandraud.

vée de M. Séguin.

# M. Raymond Barre n'est « pas sûr » de voter le projet du gouvernement

Tout en denonçant le « conservatisme archaique» de ceux qui s'oppo-sent à la contribution sociale généralisée (CSG), M. Raymond Barre n'est « pas sur » de voter ce projet. L'ancien premier ministre attend du gouvernement plusieurs précisions sur cette mesure dont il approuve le principe, car elle est « moderne ». Invité. dimanche 28 octobre, de l'émission de TF1, «7 sur 7», le député du Rhône (apparenté UDC) a estimé que la CSG est « une bonne mesure technique, mais il ne faut pas, a-t-il souligné, qu'elle soit dévoyée ».

M. Barre a énuméré trois conditions sur lesquelles il attend que «le gouvernement précise sa position : pas d'augmentation des prélèvements; établissement de plans sérieux de réduction des dépenses maladies et des dépenses retraites; contrôle de l'emploi

n -M. Léotard demande la suppres-

sion des Reuseignements généraux. -

invité du «Club de la presse» d'Eu-

rope 1, M. François Léotard a

demande, dimanche 28 octobre, la

suppression des Renseignements eénéraux, qu'il a définis comme une

affirmé : « Un pays moderne, demo-

cratique, n'a pas besoin d'une police

specialisée, qui espionne le monde

politique, qui écoute aux portes. » Le

président du PR préconise que les

quatre mille fonctionnaires des RG

soient affectés à la police judiciaire, à

la lutte contre la drogue, à la DST et aux polices urbaines. Réagissant

lundi 29 octobre sur RMC aux pro-

pos de M. Léotard, M. Jean-Jacques Pascal, directeur central des rensei-

gnements généraux au ministère de

des fonds qui sont recueillis. [...] Si trop de zones d'ombre demeurent, si des risques de dérapage apparaissent, a ajouté l'ancien premier ministre, je ne suls pas sur d'apporter ma voix à la CSG.»

#### M. Bayrou (UDF) pour la censure

Quant à la motion de censure que pourrait déposer l'opposition sur la CSG, M. Barre a indiqué qu'il faut attendre d'avoir « vu le texte» pour se prononcer.

« Si une motion de censure est déposée, je la voierai», a déclaré, pour sa part, M. François Bayrou, député UDF des Pyrénées-Atlantiques, qui était, au même moment, l'invité du « Grand Jury RTL-le Monde ». Le délégné général de l'UDF a estimé, cependant, qu'il y avait « peu de ris-

de pays limitrophes nous envient ».

a Ce service a une raison essentielle

d'exister et tout gouvernement quand

il s'installe en est très vite

rechange que le pays attend. » Le ministre du travail a admis, toutefois, que, « peut-être, le gouvernement n'a pas suffisamment explique » son l'Intérieur, s'est dit « un peu surpris » que l'on puisse réclamer la suppression d'un service que « bon nombre

« police politique ». M. Léotard a extrêmement satisfait », a-t-il précisé. □ M. Emmanuelli : «Les RG sont dépassés ». - Lors du « Forum » de Radio J, dimanche 28 octobre, M. Henri Emmanuelli, trésorier du Parti socialiste, a estimé que, «dans les affaires qui mettent en cause les mèthodes de travail des renseigne ments généraux », il y a eu « des bayures v. a Mon sentiment, c'est que les RG, dans leur fonction de rensei-gnement, sont aujourd'hui dépassés » a ajouté le député des Landes.

Deux élections municipales partielles

MAYENNE: Saint-Berthevin (39,02 %); liste RPR, 937 (30,17 %); (2" tour).

Inscr., 4 554; vot., 3 176; abst., 30,25 %; suffr. exp., 3 018. Liste maj. présid. conduite par M. Michel Sorin (PS), 1 627 voix (53,91 %), 23 élus; liste conduite par M. Clément Trocherie (RPR). 1 391 voix (46,09 %), six étus.

Après Laval et Mayenne, la quatrième ville du département, Saint-Berthevia, déteaue depuis vingt-ciaq ans par la droite, passe à ganche. L'analyse des résultats du premier tour ae donaait pourtant pas M. Soria favori de cette élection, organisée après la démission d'une partie du conseil municipal en désaccord avec le maire sortant. M. Bernard Le Godais (UDF-PR), éin depuis 1965. En effet, les deux listes de gauche ne totalisaient que 43,50 % des voix alors que les deux listes de droite en engrangealent plus de 56 %. M. Trocherie, candidat RPR, enregistrait, en outre, le désistement en sa faveur de M. Jean-Jacques Perrin, dauphin de M. Le Godais, qui emmenait une liste de divers droite, alors que les communistes, écartés d'une liste commune avec le PS, n'avaient donné aucune consigne de vote. Avec une participation pressque identique à celle du premier tour, la ganche l'a pourtant emporté nettement.

emporté nettement. Les résultats du premier tour avaient été les suivants : inscr., 4 554; vot., 3 204; abst., 29,64 %, suffr. exp., 3 106; liste maj. présid., 1 212 voix

liste div. d., 819 (26,37 %); liste PCF, 138 (4,44 %).

crits, 3 328 votants (abst., 25,49 %) et 3 129 suffrages exprimés, la liste de M. Le Godais avait recueilli 1 702 voix (54,39 %) et 23 élus, et la liste de la majorité présidentielle 1 427 voix (45,60 %) et 6 êlms.]

CORSE-DU-SUD: Grosseto-

Pragna (1" tour). Inscr., 1 289; vot., I 009; abst. 21,72 %; suffr. exp., 993. ML José Rossi, député UDF-PR, 589 voix (59,31 %), les dix-neuf membres de sa liste sont élus; M. Jean-Noël Fattacioli, sans étiquette, 307 (30,91 %); M. Antoine Bozzi, sans étiquette, 97 (9,76 %). Ces deux listes ne comptent aucun élu.

[Cette élection a été organisée après l'assassinat, le 26 septembre, du maire. Charles-Autoine Grosseti, conseiller général. La liste de M. Rossi, député UDF-PR, est entièrement élue dès le premier tour.

En mars 1989, les résultats étaient les suivants : inscr., 1 315, vot. 1 003, abst., 23,72 %, suffr. exp. 970. M. Grosseti l'avait emporté dés le premier tour, sa liste, élne en totalité, obtesant en moyenne 780 voix, contre 170 à la liste qui lui était opposée.]



novembre 90 nouvelle formule

URSS: en route pour l'implosion

J. DELORS: « Le discours du libéralisme

# TOM CLANCY Tempête rouge Paul Bowles DOUGLAS Le fils du chiffonnier Littérature générale

DOUGLAS Le Fils du chiffonnier La montagne est jeune (nouvelle édition) SUYIN Esquisse d'une philosophie EAN-FRANÇOIS du mensonge KAHN Sievès, la clé de la Révolution française BREDIN MICHAEL KORDA La Succession Bannerman

BOWLES Réveillon à Tanger COURCHAY L'Embellie BERNARD **MALAMUD** La Vie multiple de William D.

:Un amour de soi

DOUBROVSKY NADINE DE ROTHSCHILD Parlez-moi d'amour POLAC ou le roman d'un surdoué L'Honneur d'un gendarme JEAN-MICHEL BEAU - Les Irlandais de Vincennes

Biblio/Romans

CHARYN

VARLAM Quai de l'Enfer CHALAMOV Récits de Kolyma 2 Bibliof Essais HÉLÈNE Les Grandes Conceptions de l'imaginaire. **VEDRINE** De Platon à Sartre et Lacan (inédit)

Policiers/Thrillers CLANCY Tempête rouge HEYWOOD L'Aigle de Sibérie CHRISTIE Témoin indésirable

HITCHCOCK Histoires déroutantes Classiques DESCARTES Les Passions de l'âme Lettres Gothiques

CHRETIEN DE TROYES Le Conte du Graai

Le Monde NUMERO SPECIAL

# **MUTATIONS** A L'EST

Bulgarie ■ Roumanie ■ Albanie

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Pologne # Hongrie # RDA # Tchécoslovaquie

132 PAGES - 30 F

économique est inacceptable »

# Les présidents des communautés urbaines s'inquiètent du sort que leur réserve le projet Joxe

Les présidents et délégués des neuf communautés urbaines de France (1) se sont réunis à Lille, les 26 et 27 octobre, sous la présidence de M. Pierre Mauroy, dans le cadre de leur rencontre annuelle. Cette réunion prenait un relief particulier, quelques semaines avant l'examen par le Parlement du projet de loi d'orien-tation relatif à l'administration territoriale de la République, qui traite notamment de la coopération intercommunale.

> LILLE de notre correspondant

Le projet de loi du ministère de l'intérieur prévoit la création de communautés de villes et de communautés de communes, Les communautés urbaines, qui se veulent le modèle de référence en matière de coopération intercommunale, ont craint d'être les « oubliées » de ce texte. Par la voix de leurs présidents. de M. Mauroy (Lille) à M. Jacques Chaban-Delmas (Bordeaux), de M. Michel Noir (Lyon) à M= Cathe-rine Trautmann (Strasbourg), elles ont fait part de leurs inquiétudes et de leurs revendications au ministre délégué aux collectivités locales, M. Philippe Marchand.

« Les communautés urbaines constituent la forme la plus élaborée de la coopération intercommunale » : convaincu de la nécessité de constituer des agglomérations fortes et

cohérentes pour affronter l'Europe de 1993, M. Mauroy avait lancé cette formule en prenant, vollà un an, la présidence de l'Association des prési-dents de communauté urbaine. Elle a dents de communaute urbame. Elle a fait fortune depuis, puisque le maire de Lille a réussi à la faire prendre en compte par ses collègues et surtout par le gouvernement lui-même.

La France est en retard dans ce domaine de la coopération intercomunale par rapport à tous ses partenaires européens, comptant à elle seule autant de communes que les autres membres de la CEE réunis. L'Erat avait imposé, voilà vingt ans, la création de communautés urbaines ; quelques-unes s'étaient alors constituées volontairement, mais elles ne sont toujours que neuf au total. Les communes sont jalouses de leurs prérogatives et n'acceptent que difficilement de les abdiquer, fût-ce partiellement, même au nom de la cohérence de l'aménagement

Le gouvernement a choisi de proposer des formules de coopération plus souples et moins contraignantes que celle de la communauté urbaine. qui n'est d'ailleurs reprise dans le projet de loi de M. Pierre Joxe que de façon quasi subsidiaire, ce qui n'est évidemment pas du goût des communautés urbaines existantes. Elles aimeraient, en effet, bénéficier de ce qui pourrait être une « clause de la forme de coopération la plus favorisée ». A tout le moins, elles ne veulent pas être moins bien traitées que les communautés de villes.

A défaut d'obtenir satisfaction, « le risque est que nous soyons encore. dans dix ou vingt ans, les glorieux témoins de « la jorme de la coopéra-tion intercommunale la plus élaborée », mais si on a encore raison à neuf en 2010, ce n'est pos une raison qui triomphe », commente M. André Billardon, président de la commu-nauté urbaine du Creusot-Montceaules-Mines, qui succède, pour l'année qui vient, à M. Mauroy à la prési-dence de l'association et qui, à ce titre, sera notamment chargé de traduire sur le terrain législatif les revendications des communantés

M. Marchand a déjà laissé enten dre que le gouvernement pourrait leur donner satisfaction sur certains points (procédures de création ou d'extension, règles de transfert de compétences), mais il s'est montré plus réservé sur des questions essentielles, comme la reconnaissance de la compétence économique ou le fonds de compensation de la TVA.

Au-delà de l'examen du projet de loi, les présidents et délégués des communautés urbaines ont posé le problème du financement des grandes infrastructures routières ou de transport d'agglomération. Ils feront prochainement des propositions concrètes au gouvernement parmi lesquelles pourrait bien figurer l'instauration de péages ou de prélè-vement sur les péages autoroutiers, comme M. Noir en a fait la proposi-

**JEAN-RENÉ LORE** 

Bordeam, Brest, Cherbourg, Le Cres-sot-Monceau-les-Mines, Dunkerque, Lille, Lyon, Le Mans, Strasbourg.

Un nouvel embarras pour M. Chaban-Delmas

# La chambre régionale des comptes relève des « errements » dans la gestion de la communauté urbaine de Bordeaux

Non-application des règles des marchés publics dans la construction de parkings, niveau élevé de l'endettement et des crédits d'emprunt : telles sont quelques-unes des observations que la chambre régionale des comptes formule à l'encontre de la gestion de la communauté urbaine de Bordeaux sur la période 1983-1986.

BORDEAUX

de notre correspondante

Composée de vingt-sept com-munes, la communauté urbaine de Bordeaux était, à l'époque des faits analysés par la chambre régionale des comptes, présidée par M. Jacques Chaban-Delmss, à la tête d'un exécutif de droite. Depuis 1989, le maire de Berdeaux continue à présider la CUB, mais dans le cadre d'un accord de continue de la continue gestion avec le Parti socialiste.

A lire les observations de la chambre des comptes, les parkings de la communauté urbaine rece-lent de curieuses zones d'ombre. La CUB fait gérer ses parcs de stationnement par une société d'éco-nomie mixte, Bordeaux Pares Autos-BPA. Les magistrats de la chambre des comptes n'ont pu accèder à « aucun document disponible », leur permettant a une analyse comparative des coûts de construction des parcs de stationnement», et, donc. « une évalua-tion de la politique menée ». Surtout, les magistrats noient que les opérations réalisées par Bordeaux Parcs Autos « ont été menées sans que soient appliquées les règles des marches publics, sans que les marchès soient transmis aux contrôles de lègalité, et alors que certains documents nècessaires à leur vérifi-cation étaient absents. De tels errements, souligne la chambre des comptes, sont de nature à mettre en cause la régularité de l'ensem-ble des opérations concernées ».

> Une situation « fragile »

La CUB a, jusqu'alors, consenti des efforts très importants pour le stationnement. Des efforts hors réalisée en 1989 par la SOFRETU. Cette filiale de la RATP notait que la communauté urbaine avait consacré « 84,5 % de ses res-sources » à l'automobile. En tout cas, entre 1983 et 1986, la CUB n'a pas ménagé ses efforts de bâtisseur souterrain. Elle a donné mandat à Bordeaux Parcs Autos de construire quatre parkings en sous-sol et d'en racheter ou reprendre en gestion deux autres. La SOCAE, filiale pour le Sud-Quest de la SAE, et la société Quillery furent notamment choisies pour exécuter les travaux.

Les observations de la chambre des comptes ne soulèvent pas la momdre contestation de la part de Jacques Chaban-Delmas, déià embarrassé par les aspects financiers de la crise du club de footbail des Girondins de Bordeaux. « Il est exact, répond-il par écrit au magistrat, que les procédures propres aux marchés publics, qu'il s'agisse d'ingénierie ou de travaux, n'ont pas été suivies scrupuleuse-

De la même façon, le président de la communauté urbaine reconnaît que « la situation financière de la CUB reste fragile ». La chambre des comptes attire, en effet,

tégende.

CYAGEURS EN INDONESTE

son attention sur « le niveau de la fiscalité» qui « reste élevé» et « le poids de la dette, exceptionnellement lourd ». Dans ces conditions, poursuivent les magistrats, «l'introduction d'un projet lourd tel que celui du mêtro, dont l'impact, en termes d'annuités, devrait se manifester de manière significative à partir de 1991-1992, suppose des choix fondamentaux en ce qui concerne les autres projets et/ou la recherche de ressources nouvelles »

Les observations de la chambre régionale des comptes doivent être soumises, lundi 29 octobre, au Conseil de la communauté urbaine bordelaise, réuni en éance plénière.

Indonésie<sub>/\*</sub>

archipel de légende

Les lles de la Sonde : 22 jours - à partir de 18950 F

vivant au rythme des rites funéraires, et bien sûr Bali : tout dans ces îles es

Sumatra, et l'architecture batak, Java, où le templé de Borobudur est mondialement célèbre, tout comme à Solo le palais du Sultan, les Toraja,

Cans cette région du monde encore peu fréquentée, VOYACE De NESIE à conçu ce circuit de 22 jours à travers les lles de la Science et

Dien d'autres que vous découvrirez en demandant sa brochère à VOYA

GEURS EN INDONESIE, 30, rue Sainte-Anne, 75001 Paris, Tel- III

OYAGEURS

**EN INDONESIE** 

Un seul pays,

tous les voyages.

GINETTE DE MATHA

Une réunion du club République moderne

# M. Chevènement fait observer à M. Rocard que le «capitalisme» est encore loin d'être «tempéré»

Le club République moderne, que préside M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, a organisé, samedi 27 octobre, un colloque sur « l'état de la France » auquel ont participé des membres de l'opposition, MM. Pierre-André Wiltzer, député (UDF) de l'Essonne, et Jean-Louis Bourlanges, député (démocrate-chrétien) européen. M. Philippe Séguln, retenu «contre son gré» par l'as-semblée des Clubs 89, a envoyé un message. Mr. Chevenement a conclu les débats en mettant en question, notamment, la notion de « capitalisme tempéré » avancée par M. Michel Rocard le 20 septembre à Joué-lès-Tours.

M. Bourlanges, ironisant sur le « mélange de désolation nostalgique et de volontarisme utopique » qui et de voitminisme utopique à qui caractérisait la réunion des amis de M. Chevenement, s'est amusé a rele-ver, dans les interventions de ces derniers, la fréquence des mots commençant par re - retrouver le sens du service public, reconstituer la puissance de l'Etat, refonder la conscience nationale..., - générale-ment précédés d'un impérieux « il faut...». Nombre de propos enten-dus au cours de ce colloque, non seulement de la part des proches du ministre de la défense, mais sussi de leurs invités, dessinaient, en effet, un bilan négatif et désabusé de la décennie, au point que M. Maurice décennie, au point que M. Maurice Benassayag, délégué ministériel aux rapatries, a cru pouvoir résumer ainsi la situation qu'ils décrivaient : « Il est temps que la gauche revienne au pouvoir!»

M. Benassayag, fabiusien, se référait plus particulièrement à l'analyse que venait de présenter M. Dominique Strauss-Kahn, jospiniste, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, pour qui, « la France » ayant fait « le choix politique d'accenter le chômage» a il politique d'accepter le chômage», il n'y a pas lieu de s'étonner des «explosions sociales» auxquelles on assiste, comme à Vaulx-en-Velin. Pour M. Strauss-Kahn, l' «échec» est «patent» sur «l'école, l'immigration, la protection sociale», et la gauche est «à bout de souffle», « au creux de la pague » tandis que, loin creux de la vague », tandis que, loin que les idéologies soient mortes, l'une d'entre elles, la libérale, exerce «une domination absolue», à la faveur d'une phase de «dérégula-tion» résultant du fait que «les formes de régulation anciennes ne sont plus adaptées».

Ce débat sur la « question sociale » avait été introduit par M. Jean-Marie Bockel, député du Haut-Rhin, maire de Mulhouse, qui risut-raint, mare de manades, qui s'était demandé si la gauche, arrivée au pouvoir en 1981 et bientôt contrainte de faire une politique bien éloignée de celle qu'elle proposait, ne devait pas être considérée comme une « genération sacrifiée». «Le risque existe», a observé

M. Strauss-Kahn. M. Benassayag s'est voulu plus positif, à sa façon, en invitant ses camarades à reconnaître les défauts de leur action, par exemple en admettant action, par exemple en admettant que « le vote des immigrés a été inventé pour [se] dispenser de penser le problème de l'intégration » on en s'interrogeant sur les « nouvelles feodalités » nées de la décentralisation, dont une des conséquences, la dévonition des permis de construire aux praires a produit selon hit. « deux maires, a produit, selon lui, « deux résultats essentiels : la concussion et

#### M. Séguin : le « triomphe posthume de de Ganlle»

Le débat sur la question politique, introduit par M. Michel Suchod, député de la Dordogne, a donné l'occasion à M. Michel Jobert, ancien ministre du commerce exté-ancien ministre du commerce extérieur, d'énoncer, lui aussi, un juge-ment sévère sur la « dégradation » de la « vertu collective » des Français. e Nous sommes en train de glisser dans une sorte de fripouillerie générale, régionale et nationale », 3-1-il affirmé. M. Jobert a été, avec M. Bourdanges et, à travers un long message, M. Séguin, de ceux qui ont opposé à la déliquescence actuelle le souvenir du gaulliame. Celui-ci a dû son succès en 1958, selon M. Bourlanges, au fait qu'il restaurait la a souveraineté du peuple », la « clarté des choix » et un « pouvoir efficace », alors que « le pouvoir, aujourd'hui, est fondamentalement impuissant ».

Le député européen a cité quatre domaines où cette impuissance, selon lui, apparaît au grand jour : la sécurité, l'immigration, la laïcité et

Pour M. Séguin, les politiques sont «solidairement responsables devant le pays » d'une « non-ingé-rence dans les affaires intérieures de la France ». « Le triomphe posthume de de Gaulle, selon le maire d'Epinal, ne s'explique pas autrement : dans l'imagerie populaire, il est celui qui a osé, alors que nous n'osons

phys. [...] Peu à peu, la République entre dans un régime de pilotage automatique » Refusant un « paradis consensuel pavé de mauvalses intentions politiques », M. Séguin a souligné qu'e il ne peut y avoir de République moderne sans choix politiques », que ceux-ci aient pour effet de « diviser » ou de « rassembler : peu importe».

M. Chevènement, dans sa conclusion, a rejeté, lui aussi, une « concep-tion chafouine de l'ouverture, celle du gouvernement au centre, chère à M. Valery Giscard d'Estaing », lui opposant une «conception ambitieuse, qui consiste à partir des défis qui nous sont posès, en invitant qui-conque le souhaite à les relever avec nous». Il a, surtout, réservé ses flèches à l'« européisme», répondant aux craintes de M. Jacques Delors sur la « limite » de sa légitimité (le Monde du 26 octobre) en affirmant que « la CEE n'est pas chargée de tout » et que « la Commission ne peut être le futur exécutif européen ». «L'Europe, aujourd'hui, a expliqué le ministre de la défense, est à redéfinir, au moins à trois titres : d'une part quant à son contenu politique, d'autre part quant à la délégation des pouvoirs consentie aux institutions communautaires, enfin quant à sa dimension géographique.»

M. Rocard avait parlé, au «séminaire » socialiste de Joué-lès-Tours, du « capitalisme tempéré », auquel le PS s'était, selon lui, résigné. M. Chevenement a pris le premier ministre au mot. Enumérant les maux actuels, du nombre des chômeurs à la crise de l'agriculture, de la spéculation sur les prix du pétrole à l'inégalité des patrimoines, il a demando: « Est-ce la le capitalisme tempéré?» M. Rocard - et le gouvernement avec lui - a encore du pain sur la planche.

Après la fin de la grève des employés municipaux

# Clichy-sous-Bois vit dans l'attente de nouvelles élections

Après la grève des employés municipaux de Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), qui a pris fin lundi 22 octobre, l'hypothèse d'une dissolution du conseil municipal, demandée au ministre de l'intérieur par le préfet de Seine-Saint-Denis le 12 octobre, est envisagée par les élus, dont M. Christian Chapuis, le maire communiste de la ville. Fort de 30 % de voix aux demières élections de mars 1990, le candidat du Front national a, dans cette hypothèse, toutes les raisons de se montrer optimiste.

Commotionnée, Clichy-sous-Bois se relève à peine de la paraly-sie municipale qui a privé de can-tine et de crèche, pendant dix-neuf jours, l'ensemble de ses habitants. « Nous voulons nos salaires ». chapuis, démission, usurpateur »: mercredi 24 octobre, ces slogans, placardés sur les colonnes du person de l'hôtel de ville, donnaient encore une idée du bras-defer qui avait opposé, pendant plus de deux semaines, le personnel municipal à M. Chapais.

#### « Plus une goutte d'essence »

Dernière tribulation dans le dans le feuilleton tragi-comique qui se déroule depuis près de sept mois à Clichy-sous-Bois (le Monde du 10 octobre), l'absence de majorité au conseil municipal risquait de couter aux quelque quatre cents agents de la commune leur salaire. de novembre et décembre, cette dépense n'ayant pas été inscrite au budget préparé par l'ancien maire communiste, M. André Déchamps. Saisie par M. Chapuis, via le préfet, la chambre régionale des comptes a finalement ordonné, le 18 octobre, un transfert de ressources budgétaires permettant, d'assurer ce paiement. Les agents municipaux ont obtenu aussi, le 19 octobre, l'indemnisation d'une partie des jours de grève et l'enga-gement qu'il ne serait procédé à aucune «chasse aux sorcières». Le 22 octobre, les services municipaux fonctionnaient de nouveau.

La concorde ne règne pas pour autant. M. Chapuis accuse les anciens grévistes de se livrer à du « sabotage », à une « grève du zèle »

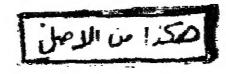
et d'avoir été téléguidés par l'ancien maire, M. Déchamps. M. François Collet, fondateur du syndicat autonome, orchestrateur de la grève, s'en défend, « Nous sommes totalement apolitiques », déclare-t-il, et l'appartenance au syndicat de M. Alain Déchamps, le fils aîne de l'ancien maire, ne doit pas inciter, selon lui, à en douter. M. Collet tire la sonnette d'alarme. «Le budget de la ville est dans le rouge, souligne-t-il. Nous n'avons plus une goutte d'essence pour nos véhicules. Si cela continue, les repas ne pourront plus être livrés à la can-

A Clichy-sous-Bois, personne n'en doute : seule la dissolution du conseil municipal peut donner une issue à la crise. L'opposition s'y prépare activement. M. André Déchamps, destitué en mars dernier par la fédération communiste de la Seine-Saint-Denis en raison de propos jugés racistes, s'est déclaré, le 18 octobre, candidat à d'éventuelles élections, en précisant que sa liste serait « indépendante de tout parti politique». La droite, qui a trois èlus au conseil municipal (le quatrième ayant rallić le camp de M. Déchamps), a prévu de se présenter unie dans une nouvelle association, l'Avenir de Clichy, créée le 23 netobre. « Nous ne voulons servir de liste d'appoint, déclare M. Giuseppe Guagliardo, conseiller municipal RPR, ni à M. Déchamps ni au candidat du Front national. Evidemment, nous prenons le risque de faire passer le Front national, mais cela nous donne, un moins, une chance pour les élections de 1995. »

Le maire de Clichy affirme : Nos difficultés réelles, explique le maire, sont d'ordre social, économique et financier et elles ne se règleront pas de sitôt. La commune, qui compte environ trente mille habitants, dont près de 40 % d'immigrés, doit gérer la population sco-laire d'une ville de quarante-cinq mille habitants. Nous y consacrons près de 60 % du budget. Rien n'est prèvu ici pour la jeunesse. » En face, le candidat du Front national, M. Laurent Daffos, guette son

BÉATRICE JÉROME

Pirmai aux ph THE BUILD A CO. : Pagrates The state of the state of Continue of the



# in de cas Republique modern. nt fait observer à M. Rocard \* est encore loin d'être « tempéri»

Mental Andrew Control of the Control Return to the state of the stat The de state of the state of th But Get permit in a law of BETTER & PROPERTY WAY Frank Contract of the Contract in australian The fill 2d Court of

M. Sepsia : le a triomphe posthume de de Gaulle .

A Secretary of the second method the brilliance of the second

Clichy-sous-Bois vit dans l'atten de nouvelles élections

A STATE OF THE STATE OF THE STATE OF BENEFIT OF THE POST OF THE

the second than

LA CASTA THE LANGUAGE OF THE SECOND S A MAN CONTRACTOR OF LAND CONTRACT OF THE A Contract of the second La Contraction of the Contraction of

学・金融が建立されている。 学・金融が建立されている。 学・会社が、会社が、会社が、という。 A Committee of the Comm A Paris of the paris of the paris AL APPROXIMENT OF THE PARTY OF A Commence of the same BOOK THE STORY OF STURY OF THE STURY Marine Carlo St. Processing

there are hopen to be to graffi 4 miliotria 3 million ... graphy is public to an experience **ži,<del>₹2000.</del> i**us ir gravis Phistopy Pus ir siste Brown Service Contract to the contract of the **AND THE PROPERTY OF THE PARTY OF THE PARTY** The second secon

Ave a second second second

Apprete in gewent des eine bereit. Continues de Carte at a la tar March Sans Cores | project to THE STREET, SALES AND STREET, SALES and the Charles and the control of at annually year the burn of

and the course of the contract of Market Participant a Carry Co. CONTRACTOR TENEDONE TENEDONE To Bear the State of the State Burger of Street of Land 

water to pay the training the said and the state of the property of the second Marine Marine Service Compression and the second

The same of the Court of of the distribution A combit !

POLITIQUE

Un colloque du PCF sur la « libération humaine »

# Veillée autour d'un défunt présumé communiste...

Samedi 27 octobre à Villejuif, le Parti communiste organisait un colloque réunissant une centaine d'intellectuels français et étrangers sur un thème éternei : comment libérer l'homme de tout ce qui l'opprime?

En d'autres temps, devant un tel aréopage, la réponse à cette question eut été évidente : l'homme se libère de l'oppression par le socia-lisme dont la plus haute forme est le communisme. Mais comment être communiste en 1990? Le communisme a-t-il encore un sens quand le sens contemporain de l'Histoire – dont ses théoriciens prétendaient avoir percé le secret semble le vouer au cimetière des utopies? Bref, existe-t-il, pour tout communiste sincère, une autre alternative que le suicide ou le ralliement au capitalisme?

Traded & Edman

and fee day

to the state of th

 $= V(t_1 \pm \frac{\pi \epsilon_1}{2} \log \frac{1}{2} \log \frac{1}{\epsilon_2})$ 

1, 1, 1, 1, 1, 1, 1, 2, 2

27 2772

1.

1.0455

27.532

and the factority by any

Heureusement, il y a la dialec-tique, surtout celle de Hegel, cette méthode d'investigation et de connaissance qui permet - comme Marx et Engels en firent leur profit – de voir dans les choses de la vic des réalités en mouvement, en processus, en perpétuel devenir, donc d'espérer en des lendemains meilleurs parce que nulle vérité d'aujourd'hui ne saurait être défini-

Ainsi, pour prouver que le communisme a encore un avenir, il suffit de postuler qu'il n'a pas encore existé et que tout ce qui se préten-dait communiste, en URSS ou ailleurs, depuis Staline, n'était que supercherie. Certes, il y a eu et il y a encore des exceptions. Il se trouva un poète venu du Vietnam à Villejuif, la fleur marxiste à la boutonnière, M. Nguyen Dinh Thi, pour rappeler que dans les pays pauvres comme le sien la libération de l'homme n'a cure des théorisations et qu'elle commence, tout simplement, par « la libération de la faim et de l'ignorance». Il y cut même M. Jean-Edern Hallier, de retour d'un nouveau sélour à Cuba, pour dire que Fidel Castro,

a M. Jospin candidat aux élections régionales. - M. Lionel Jospin a été désigné, samedi 27 octobre, à l'unanimité des responsables socialistes (parlementaires, présidents de conseil général et conseillers régionaux) de la région Midi-Pyrénées, réunis à Toulouse, pour « conduire » la campagne du PS en vue des élections régionales de 1992, Des «assises» seront organisées en juin 1991 afin de « proposer aux hommes et aux semmes de Midi-Pyrénées des orientations claires et un nouvel élan pour la région », dont le conseil est actuellement présidé par M. Marc Cenci

MIDEMAIN NOTRE SUPPLEMENT SCIENCES

It Mondt et MÉDECINE

tel un « Astérix résistant aux gros Américains dans son petit village d'irréductibles de La Hayane », reste « le dernier rempart pédagogique contre le capitalisme »,

#### « II ne faut pas se tromper... »

Mais, c'est M. Lucien Sève, membre du comité central du PCF, qui exprima le sentiment général en disant : «Notre réunion ressemble à une veillée autour d'un défunt qui fait l'objet d'un immense scan-dale, mais il ne faut pas se tromper sur l'identité du mort. Quand on dit que le mort c'est le communisme, on fait erreur sur la personne. S'il y a eu depuis Staline un socialisme despotique, ce système-là n'est pas mort d'avoir été communiste. Le communisme c'est autre chose; c'est la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme et cette question reste d'actualité. »

Tout le monde broda sur cette vision des choses destinée à faire du passé table rase pour remonter le moral des troupes. Un écrivain de l'ancienne Allemagne de l'Est, M. Harald Hauser, «communiste depuis l'âge de dix-huit ans», expliqua que l'effondrement des régimes communistes des pays de l'Est et la déconfiture de l'URSS signifiaient « l'échec de la première tentative de socialisme » sans pour autant condamner le véritable communisme, « indissociable de la démocratie». Un philosophe sénégalais, M. Sémou Pathé-Gueye, souligna que « le socialisme, quoi qu'on en dise, est la seule idéologie à exalter la grandeur, la dignité, la libération de l'homme » et que cette idéologie demeure « la pers-pective de l'avenir » pour les pays du tiers et du quart-monde. Un poète bulgare, M. Lioubomir Levt-chev, estima que les partis communistes occidentaux sont bien placés pour régénérer l'idéal communiste dans la mesure où ils ne portent pas « le fardeau de l'échec ». Le

président de l'union des écrivains chiliens, M. Poli Delano, rappela que dans notre monde « d'hystèrie et de dégénérescence » il faut parfois redire des choses élémentaires, et, par exemple, à propos de « l'avilussement » de l'idéal communiste à l'ise de l'acque d l'Est, que « le mauvais usage d'un instrument ne disqualifie pas l'ins-trument ». Conclusion unanime : ce n'est pas le socialisme qui a échoué mais simplement sa « première forme historique».

#### Etait-on plus avancé?

libéré » M. Roger Garandy saisit la balle au bond pour noter que, de toute façon, la première conséquence de l'écroulement des « perversions du marxisme » a été de « libèrer le rolonialisme du contrepoids de l'URSS », et qu'on en voit les résultais dans la menace de guerre dans le golfe Persique, « où l'ONU apparaît comme la chambre d'envegistrement de la volonté américaine sous couvert hypocrite de la défense

« Le colonialisme

« La question n'est pas la libéra-tion du Koweit, surenchérit un éco-nomiste canadien, M. Frédéric Clairmonte, la question posée est la menace de destruction d'un pays du tiers-monde qui s'appelle l'Irak!»

Jouant les candides, un jésuite. le Père François Fournier, tenta de revenir à la question initiale: « Mol, j'almerais qu'on m'aide à trouver les réponses à deux interrogations : pourquol, compte tenu de la pensée idéaliste de Marx, les pays dits socialistes n'ont-ils pas été démocratiques? Qu'est-ce qu' a fait qu'ils ne soient pas parvenus à libé-rer les peuples?»

Personne ne se hasarda à lui répondre, ce qui tend peut-être à prouver qu'on peut se préoccuper de la libération humaine sans parvenir à se libérer complètement de

**ALAIN ROLLAT** 



La place réelle de l'Europe dans la stratégie des entreprises. Un dossier complet (par pays...) de 36 pages.



MONAGEURS EN THAILANDE ANCHOIS) THAI AIRMA Thailande,

un pays de tréson Trésors de la Thailande: 16 jours à partir de 14500F

Des temples de Bangkok aux tribus tibéto-birmanes des montagne du Nord, des rives du Mékong aux rizières de la plaine centrale, des Vestiges khmers de Pimar aux plages de la mer d'Andaman à Phuket la T

lànde est un pays de trésors. Découvrez les grâce à ce circuit très complet de 16 jours conduite d'un accompagnateur spécialiste de l'Asie du Sud Est bien d'autres trésors en Thailande, dont vous pourtez profice au cours d'autres séjours. Demandez à VOYAGEURS EN THAILANDE, 30, rue Sainte

Anne 75001 Paris. Tél.: (1) 42.60.63.31, le programme complet de ses chaults

**EN THAILANDE** 

Un seul pays, tous les voyages.



# ASSUREURS, FAIRE CONFIANCE A L'ARBRE, C'EST NE PRENDRE AUCUN RISQUE.

### BULL, DES SOLUTIONS POUR GAGNER EN COMPETITIVITÉS

Logiciels de gestion :

 pour créer rapidement des produits ciblés et adaptés à chacun de vos secteurs de marché. pour mieux connaître vos clients, optimiser vos ventes et maîtriser vos garanties.

Logiciels de distribution :

 pour améliorer votre productivité commerciale par une utilisation accrue des télécommunications. pour assurer une gestion moderne et performante de vos points de vente.

### BULL LEADER DANS L'EQUIPEMENT DES RESEAUX DE VENTE

Une position renforcée par de nouveaux outils de vente :

- gamme micro-ordinateurs portables, pour la performance optimale des forces de distribution.

borne interactive assurance pour aller à la rencontre des nouveaux besoins de votre public.

### BULL! LA CONFIANCE DE GRANDES COCIFAGNIES D'ASSURANCES À TRAVERS LE MONDE.

Des références prestigieuses en Allemagne, Belgique, Etats-Unis, France, Hollande, Italie, Royaume-Uni, Suisse...

### BULLS L'APPUI D'UN GRAND DE L'INFORMATIQUE MONDIALE.

- 1<sup>er</sup> fournisseur européen de systèmes d'information.

- leader des systèmes d'information distribués et ouverts.

Réseaux et systèmes d'information

Direction Commerciale France Tour Bull - 92039 PARIS LA DÉFENSE CEDEX 74 Pour tout renseignement, appelez le : NUMERO VERT 05.05.30.30





17 L'art critique de Piero Dorazio. 18 Championnat d'échecs : première victoire de Karpov.,

En conclusion du synode sur la formation des prêtres

# Le pape rappelle avec fermeté la discipline du célibat

Dans un message adressé. dimanche 28 octobre, « au peuple de Dieu », les évêques présents à Rome au synode sur la formation des prêtres ont estime que « le célibat dans l'Eglise resplendissait d'une certitude et d'une lumière nouvelles ». La veille, le pape, en concluant les travaux des délégués épiscopaux, avait lui aussi confirmé avec insistance la discipline du célibat, tout en condamnant une « compréhension erronée, parfois tendancieuse » du concile Vatican II qui, selon lui, a été l'une des sources de la chute des vocations durant les

D'autre part, le cardinal Joseph Ratzinger, préfet de la Congregation pour la doctrine de la foi, avait présenté, jeudi 25 octobre, aux évêques un rapport sur l'état d'avancement du projet de catéchisme universel lancé par l'Eglise catholique en .. 1985. De nombreux amendements, notamment sur la partie morale du document, ont été for-

CITÉ DU VATICAN de notre envoyé spécial

Le sujet n'était pourtant pas... « à l'ordre du jour », comme l'avait clai-rement indiqué, en préambule, le cardinal Lucas Moreira Neves, rapporteur général du synode. Même si un autre Brésilien, le cardinal Aloysio Lorscheider, archevêque de Fortaleza, avait sciemment jeté de l'huile sur le feu en révélant qu'au Brésil, il y a quelques années, deux hommes mariés avaient été ordonnés prêtres avec l'autorisation du pape (le Monde du 20 octobre).

En réponse, et par trois fois, le synode aura confirmé avec losistance la discipline du célibat sacerdotal. A la suite de la «révélation», tout d'abord, pour expliquer que l'ordination de ces Brésiliens mariés « pouvait se concevoir éventuellement comme une concession rarissime saite au célibat, mais surement pas comme une concession faite à la chasteie (1). Une deuxième fois, samedi dernier, au moment du vote sur les quarante et une propositions faites par les évêques pour améliorer la formation des prêtres : l'une de ces propositions, acceptée à la quasiunanimité, ne portait même pas sur la remise en cause éventuelle du célibat, mais sur le seul fait qu'on ne puisse pas « encourager le doute que le célibat puisse un jour être aboli ». A la conclusion des travaux des

évêques, enfin, où le pape a rappelé que l'ordination d'hommes mariés, notamment pour faire face à la crise des vocations dans certains pays, était « une solution qui n'était pas à prendre en considération ».

#### Chaste, pauvre, obéissant et plus «spirituel»

Le pape, dans sa conclusion, a par ailleurs fermement condamné \* la azande systématiquement hostile faite ou célibat sacerdotal » et a mis en cause « la complicité de certains médias ». « Le synode, 24-il expliqué, a confirmé, sans possibilité d'équivoque, le choix du célibat, qui est propre ou rite latin (2) et qui est révélateur d'une profonde intuition spirituelle et théologique.» Dans leur message adressé dimanche au « peuple de Dieu», les pères synodaux ont, dans le même temps, regretté que «certains jeunes n'osent pus opter pour une vie selon les conseils évangéliques de chasteté, pauvreté et

Mais, pour faire ses preuves, le séminariste paré de ces vertus devrait être plus ancré dans la spiritualité. Les évêques ont retenu l'idée d'une sonée « propédeutique», non encore clairement définie, qui pourrait être soit une année de transition «initiatique» entre les études publiques et le séminaire (à l'image du noviciat religieux), soit une année particulière, pendant le

séminaire, orientée spécifiquement sur le développement spirituel per-sonnel. Mais le rôle du prêtre, dans l'esprit des pères synodaux bien dis-tinct de celui du moine, consiste toujours à annoncer l'Evangile et à célébrer les sacrements.

Parmi les propositions faites au pape (propositions gardées secrètes qui serviront de base à une exhortation apostolique), une attention particulière a été portée aux mouve-ments du Renouveau qui, loin d'exciter la méliance d'antan, et sûrement parce ou'ils sopt source de nombreuses vocations, sont invités à faire route commune dans les séminaires diocésains. Tandis que deux autres idées font leur chemin : celle du cardinal Decourtray de faire participer plus activement les femmes à la formation des prètres. Et celle d'une « formation permanente» : les évêques réclament d'urgence la constitution d'un directoire qui mette sur pied une structure d'accompagnement de leur vie spiri-

Dans sa conclusion, Jean-Paul II s'en est pris d'autre part directement à ceux qui, selon lui, ont « mal compris, ou mal voulu comprendre le concile Vatican II» (1962-1965). Ceux-là sont en partie respons à ses yeux, de la crise d'identité du sacerdoce. « née dans les années qui ont juste suivi le concile » et qui a provoqué une chute importante du nombre des vocations. Il a parté d' « une compréhension erronée, parfois tendancieuse, de la doctrine du magistère conciliaire», enterrant du même coup l'idée que nombre de catholiques pouvaient se faire du concile. Le pape, qui a noté qu'au niveau mondial le nombre des vocations était en constante progression (+53 % en treize ans), a annoncé le lancement d'une étude scientifique sans précédent sur le problème des

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) L'ordination avait été acceptée par le pape à condition que les époux vivent

(2) La publication, en cours de syaode, du premier code des canons des Eglises orientales a confirmé que les prêtres de ces Eglises pouvaient être mariés. m'autorisera à dire que les journe-

POINT DE VUE

# Liberté de l'information et libertés individuelles

par Philippe Guilhaume

Mis en cause par l'inspecteur Dufourg, qui, affirmant agir pour le compte de la hiérarchie des RG, avait « révélé » qu'il avait été chargé de « recruter un jeune homosexuel chargé de [le] com-promettre », M. Philippe Guilhaume, président commun d'Antenne 2 et FR 3, nous a

adressé le point de vue suivant. Les polémiques sur la disparition du pasteur Doucé et le rôle des ranseignements généraux me paraissent poser trois problèmes distincts liés à l'action des services de police, au rôle de la presse et au débat politique

L'action des services

de police ; Une enquête des renseig généraux n'est ni illégale ni attenta-toire à la liberté ou à l'honneur des personnes, et, en ce qui me concerne, je ne trouversis rien de choquant à ce qu'une enquête ait eu pour objet de vérifier que, président de sociétés publiques, je n'avais pas d'intérêts croisés avec des sociétés commerciales. Supposons qu'une telle enquête ait établi l'existence d'intérêts croisés, il eut été indispensable que je démissionne de mes fonctions ou que je renonce à des intérêts privés contradictoires avec

L'agitation actuelle autour de l'action des services de police prend pour prétexte la description de mis-sions très particulières qui auraient été confiées à certains services pour constituer des dossiers de nature à compromettre ou à contraindre à la démission telle ou telle personnalité jugée indésirable. De telles pratiques qui pour l'heure ne sont pas établies - seraient inqualifiables et poseraient un grave problème de libertés

C'est sens doute au nom de l'information que de tels récits sont repris avec complaisance, gloses et commentaires en prime. Peut-on en ignorer pour autant les conséquences sur la réputation, l'image publique et la vie privée des personnes citées?

Le rôle de la presse : Je considère que la liberté de la presse doit être totale et la liberté d'informer ne connaître aucune restriction. Comme président d'Antenne 2 et France régions 3, on listes des sociétés publiques de télé-vision doivent, à cet égard, être exemplaires et se maintenir à l'abri de toutes pressions ou complaisances. Ils le font, c'est bien, et c'est

Mais la liberté de l'information ne saurait être confondue avec la calomnie ou avec l'exclusion. La liberté de l'information suppose, dans son exercice, une responsabilité également sans restrictions c'est-à-dire une grande rigueur dans l'examen de la véracité des faits et un total respect des personnes et de leur vie pri-vée. Comme citoyen, je considère n'avoir pas bénéficié de ce respect élémentaire : nous sommes dans un pays de droit, je saisis la justice pour tenir réparation de l'inspecteur

Dufourg et de certains médias. On a ainsi fortement suggéré, entre autres délicatesses, que j'étais homosexuel. Incidemment, si cela iméresse, je signale que je ne le suis pas. C'est un fait, dont je ne tire ni vanité ni honte. Cependant, au delà de cette circonstance, je crois qu'il convient, fortement et gravement, de dénoncer la permanente tentation d'exclusion qui consiste à montrer du doigt, pour salir et condamner. toutes les différences : « sale pédé », «sale juif», «sale nègre» ... Le fait d'être homosexuel n'est pas un délit en France, pas plus que celui d'être de confession juive ou musulmane, d'être de couleur de peau ou de culture différentes.

C'est une grave ignominie, ayant suggéré cette différence, de suggérer de facon récurrente que rien dès lors ne peut étonner, aucun excès,

Le débat politique ordinaire : Parce qu'elle est au service de l'intérêt général, la télévision publique plus encore que les autres médias -doit se préserver de toutes pressions, politiques ou commercia protéger sa totale intégrité éditoriale. Président d'Antenne 2 et de France régions 3, je suis garant privilégié de cette indépendance. C'est souligner que - blessé ou non par cette «affaire» à laquelle mon nom et ma personne ont été associés – il est hors de question que j'accepte de participer, ou d'être utilisé, dans quel-L'obligation de réserve doit être, de ma part, totale; elle l'a été, elle le

コンゴ 油 1. 1.5 min 1. 1000 11 M M - THREE & · War 福祉していた。 かん 神路線

12 14 41 7 44 TO 1 THE 3 3 3 Cotto Bientag ee

1. men gales

m1 1 1716g

170112 22

2 ....

- 1 A CONTRACTOR

- 's semiete

1-20-2

\*\* \*\* 200556

Salar Salar

A. 11: 75:

FRE ASS

The Marie

the more active.

Britis 22 1. 17.50 350 William .

122

18. 3

\*・マウェドラ Ang Ang Ang Ang SELECT OF E Markettania

> TENNE POR SE ARTRÉME TO

Selon un rapport du cardinal Ratzinger

# Le projet de catéchisme universel bute sur l'exposé de la morale chrétienne

C'est l'un des « grands travaux e de la curie romaine. Au début des années 80, l'urgence d'un « résumé de la foi» à l'usage d'un public de plus en plus ignorant des vérités catholiques est exprimée par le Vatican et par certains épiscopats nationaux. En 1985, réunis en synode extraordinaire pour dresser un bilan du concile Vatican II (1962-1965), les évêques décident, à une large majorité, de lancer la rédaction d'un « catéchisme universels.

L'ouvrage n'a pas vocation à remplacer les catéchismes nationaux. Il doit plutôt servir de référence, en tant qu' « exposé organique et synthétique, aussi concis et complet que possibie », des principaux enseignements de l'Eglise et de sa morale. En premier lieu, les destinataires sont les évêques, à qui incombe la tâche d'approuver les catéchismes diocésains et nationaux. Mais à travers eux, bien entendu, catéchistes et fidèles laics sont concernés.

En novembre 1989, une première version, en trois parties (le credo, les sacrements, les commandements), est envoyée aux évêques du monde entier. L'intérêt est manifeste. En six mois, vingt-quatre mille amendements ou remarques sont retournés à Rome. Aujourd'hui, près des trois quarts des évêques se disent satisfaits ou très satisfaits

18 % le trouvent satisfaisant, mais émettent des réserves.

#### Le rappel des dix commandements

La copie que renvoient les évêgues au Vatican en vue des demières retouches s'efforce de corriger un texte jugé etrop théologique», « peu adapté à la vie d'aujourd'huis et peu utilisable e immédiatement sur le terrain ». Le titre même de l'ouvrage catéchisme universel > est jugé, par certains, « trop préten-

C'est la partie morale qui a fait l'objet des principales critiques ( a Darfois orchestrées », selon le cardinal Ratzinger). Le projet s'efforcerait en effet d'exposer l'ensemble de la doctrine catholique en matière de morale e ouverte aux questions contemporaines ». Or, « aucune partie de la doctrine catholique n'est aujourd'hui aussi controversée que la morale», reconnaît le préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi, qui préside également la commission pour la préparation du catéchisme universel. Le cardinal Ratzinger sait qu'une encyclique du pape sur la morale doit être rendue publique dans les prochains mois. Un « catéchisme universel » ne saurait donc en faire abstraction. Aussi, la commission ad hoc a-telle décidé de procéder à une

de l'état d'avancement des tra- « révision générale » des vaux, 7 % seulement jugent le chapîtres concernant la morale plus explicitement articulée autour des Dix Commande-

> En revanche, les évêques reconnaissent que l'enseignement du concile Vatican II est « largement présent et bien présenté dans le projet ». Restent queiques points en suspens : l'exposé de la foi ne respecterait pas assez « le principe de la hiérarchie des vérités ». Certains souhaiteraient que soient indinués les degrés de certitude des différentes doctrines. D'autres reprochent aux rédacteurs de faire trop souvent référence à l'Ecriture sainte, sans avancer ni argumentations, ni exemples pour aujourd'hui. D'autres lacunes ont été relevées concernant le rôle des laics, la doctrine sociale de l'Eglise et sa dimension missionnaire.

> L'aspect œcuménique, enfin, et le dialogue entre les religions n'auraient pas trouvé leur place dans le document. A cette critique, le cardinal Ratzinger a répondu qu'il fallait « renoncer à une description concrète des différentes religions, qui serait superficielle». Le projet de catéchisme universel, dont on pensait en 1985 pouvoir débattre lors du synode qui vient de s'achever, ne sera pas prét avant 1992.

SCIENCES

L' « Atalante » remplace le « Jean-Charcot »

## Lancement d'un nouveau navire océanographique verture du Seabeam est de 57º alors

M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, M. Luis Valente de Oliveira, ministre portugais du plan et de l'aménagement du territoire, et M. José Pedro Sucena Paiva, secrétaire d'État portugais chargé de la science et de la technologie, ont inauguré, le 26 octobre à Brest, l'Atalante, le nouveau grand navire océanographique de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER). Ainsi sera remplacé le « vieux » Jean-Charcot, qui avait été mis en service en 1985.

Construit par les Ateliers et Chantiers du Havre, l'Atalante est long de 84,60 mètres et déplace 3 300 tonnes. Il peut embarquer 1 000 tonnes de port en lourd. Et, selon les campagnes océanographiques, l'équipage sera composé del 20 à 30 hommes et l'équipe scienti-fique comprendra 25 chercheurs, ingénieurs et techniciens.

L'Atalante est donc un peu plus grand que le Jean-Charcot (74,50 mètres de long et 2 200 tonnes de déplacement) Mais, bien évidemment, il est doté d'équipements que son prédécesseur ne pouvait avoir, même après la refonte de 1983. Ainsi l'Atalante est-il beaucoup plus informatisé : des cousoles où peuvent s'acquérir et être traitées toutes les mesures et. données sont installées dans tous les laboratoires et même dans les chambres des scientifiques. De même, des écrans donnent à la passerelle toutes les informations nécessaires à la conduite du navire et à la connaissance de tout ce qui se passe à bord.

#### Laboratoires en conteneurs

Une des nouveautés les plus remarquables de l'Atalante est le sondeur multifaisceaux norvégien EM 12. Un sondeur multifaisceaux est une véritable batterie de sonars qui, à partir de deux émetteurs situés de part et d'autre de la coque du navire, envoient leurs signaux simultanément et dans le même plan vertical, comme deux portions d'éventail, de telle façon que tous ces signaux dessinent immédiatement - informatique aidant - la topographie précise de deux bandes parallèles des fonds

Le Jean-Charcot avait été le premier navire civil à être équipé d'un sondeur multifaisceaux, le Seabeam américain. Mais l'angle d'ouque celui de l'EM 12 est de 120. La largeur de la bande cartographice à chaque passage par le Seabeam est égale aux trois quarts de la profondeur d'eau : le Jean-Charcot, naviguant au-dessus de fonds situés sous 6 000 mêtres d'eau, cartographiait ceux-ci sur une largeur de 4 500 mètres. Avec l'EM 12, on pourra cartographier une largeur des fonds égale à trois fois la profondeur d'eau, soit 18 000 mêtres pour la même profondeur de 6 000 mètres. Cette largeur quadruplée permettra d'espacer les passages de l'Atalante et donc d'accélérer les levés cartographiques des fonds marins tout en en diminuant les coûts.

L'Atalante est doté d'un portique arrière très puissant. Il pourra ainsi mettre en œuvre le petit sous-marin Nautile (18 tonnes dans l'air) qui peut descendre à la profondeur de 6 000 mètres, alors que le Jean-Charcut ne pouvait manœuvrer que la Cyana (9 tonnes dans l'air) qui ne peut plonger qu'à 3 000 mètres.

En outre, le hangar à sous-marins de l'Atalante est suffisamment grand pour abriter le Nautile et des engins de reconnaissance inhabités, tel le \$.1R.

Ensin, les cales et les ponts de l'Atalante ont la capacité d'accueillir douze conteneurs-laboratoires, soit le double de celle du Jean-Charcot. La mobilité des conteneurs permettra à l'Atalante de mener à bien trois campagnes successives sans être obligé de faire escale dans un port doté des moyens de levage nécessaires à ces deplacements.

YVONNE REBEYROL



Neufchâteau (Vosges), Metz, Thionville et Fameck (Moselle). A Douai (Nord), quelque deux mille

L'an dernier, les cas d'exemptions du service national en France ont représenté 20,18 % de la classe des jeunes en âge de porter l'uniforme. Pour 1990, ce taux devrait être réduit de 4 à 5 points, grâce à l'adoption - par les centres de sélection - de nouvelles normes d'aptitude, L'évolution devrait aller dans le même sens jusqu'à la fin du siècle, en raison de l'arrivée de classes dites « creuses ».

Le général Jean-Claude Feyai. directeur central du service national, vient de lancer une mise en garde aux jeunes Français, du moins à ceux qui croient avoir de blus en plus de chances d'échapper au service militaire. Dans le dernier numéro de la revue officielle , teniérs d'aujourd'hut, qui consacre un long dossier à l'avenir du service national, il explique notamment : « Dans les années 80, sept jeunes Français sur dix accomplissatent leur service. Mais, aujourd'hui, ce taux devroit croître, car nous rentrons dans les années creuses correspondant à la balsse démographique du début des années 70. Ce qui va entrainer l'incorporation d'un nombre plus élevé de jennes.» En 1989, le pourcentage des exemptés (sur des critères médicaux) a été de 20,18 % de la classe d'âge et celui des dispensés (pour des motifs administratifs et sociaux) de 5.5 %. Au total, cette année-là, on a compté 265 696 incorporés à un service actif pour une ressource globale de 414 800 Français.

Depuis le 1º juillet, de nouvelles

Selon des prévisions du ministère de la défense, la baisse attendue de la ressource démographique fera

normes d'aptitude, moins libérales ou «permissives», ont été adoptées pour la sélection des recrues. Elles devraient, selon le ministère de la défense, ramener à environ 16 % le taux des exemptions.

« I.e problème est simple, constate le général Fevni. Au début des années 70. la démographie française a chuté de 60 000 naissanceshommes. Ainsi, les 420 000 jeunes une nous recensions encore it y a ouelones années ne seront plus que

aller chercher ces 60 000 manquants parmi ceux qui etaient auparavant exemples ou dispenses. Par exemple, des jeunes qui étaient exemplés médicaux tout à fait normalement pesqu'à présent feront tout de même un service national, avec un engagement physique moindre et plus de taches bureaucrationes. Quant aux dispenses socialis, conclut-il dans la revue, nous avons déjà des cus de jeunes, maries avec un enfant, qui tom leur service o.

passer le pourcentage des jeunes gens appelés sous les drapeaux aux environs de 75,3 % de la classe (au lieu de 72,8 % en 1989), de façon à subvenir aux besoins des armées durant la décennie. La diminution du nombre des

naissances dans les années 70 ne constitue pas le seul facteur qui rendra plus universel le service militaire. La perspective d'une réduction, après 1992, du temps passé sous l'uniforme ira dans le même

« la réduction du service militaire à dix mois permettra d'incorporer un plus grand nombre de jeunes gens dans le contingent pour un nombre de postes donnés, observe le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevèement, dans la reponse qu'il vient de faire à une question écrite de M. Jean-Louis Masson, député RPR de la Moselle. Les effets de cette mesure, allani dans le sens d'une plus grande universalité du service nutional, compenseront sur ce plan les effets du resserrement prévit du formai de l'armée de terre.»

JUSTICE

La crise du barreau bordelais

# L'ancien bâtonnier lavé de tout soupçon par la cour d'appel de Bordeaux

judiciaires, mais aussi création d'un

prix international Ludovic-Trarieux,

remis pour la première fois en 1985

à Nelson Mandela. Ces opérations avaient coûté cher au barreau et vidé

les caisses. Saisissant ce prétexte, les successeurs du bâtonnier décidèrent,

le 20 iuillet 1987, l'ouverture d'une

La cour d'appel de Bordeaux a rendu le 26 octobre un arrêt lavant de tout soupçon, l'ancien bâtonnier Favreau et M. Daniel Gauthier, soupçon que faisait peser sur eux depuis quatre ans le conseil de l'ordre des avocats. « Aucun fait, dit la cour, dans la gestion budgétaire et la présentation des comptes na un manquement à la probité, à la délicatesse ou à l'honneur de la part du bâtonnier ou du trésorier. » li n'v a donc pas lieu d'engager les poursuites disciplinaires réclamées par l'ordre des avocats. BORDEAUX

de notre correspondante

La crise du barreau bordelais avait éclaté dès la fin du bâtonnat de Mr Bertrand Favreau en 1986. Dans un milieu réputé conservateur, ses pairs ne lui pardonnaient apparemment pas ses sympathies de gauche (il est proche de MM. Roland Dumas et Robert Badinter). Ils l'attaquerent sur sa gestion. Me Favreau avait, en 1984 et 1985, entrepris un dépoussiérage de l'institution ordi-nale. Il avait mené au pas de charge une politique d'investissements : construction d'une maison des avo-

d'hui chargé de mission au minis-

tère de l'intérieur, a été inculpé

vendredi 26 octobre à Nice de

et laissé en liberté. Il est accusé par

un conseiller général RPR des

Alpes-Maritimes, M. Christian

Estrosi, d'avoir fait état, lors d'une

émission radiophonique, d'une let-

tre datant de 1987 par laquelle

M. Alain Juppé, alors ministre du budget, proposait à M. Estrosi des facilités pour alléger un redresse-

ment fiscal de 4,8 millions de

francs.

information disciplinaire à l'encontre de Me Favreau et de M. Daniel Gaubâtonnat et aujourd'hui retiré du barreau. Trois points étaient en cause : dépassement budgétaire, dépassement de crédits sur la liste civile du bătonnier et « utilisation au profit de l'ordre de sonds détenus pour le compte de tiers en exécution d'un séquestre ». Cette dernière accusation dirigée contre Mª Favreau était liée à la découverte de fonds provenant d'un compte de l'ancienne chambre départementale des avoués. Ces fonds avaient été intégrés dans les

caisses de l'ordre en 1984 par M. Favreau en accord avec le parquet général de Bordeaux, Ils auraient du être restitués, assurait l'ordre des avocats, car ils appartenaient en fait à des tiers. De son côté. l'ancien bâtonnier soulevait des questions sur ce « trésor de guerre des avoués ». Comment et pourquoi avait-il survécu à la dissolution de la chambre départementale des avoués?

□ Eglise de scientologie de Lyon O Un ancien attaché parlementaire trois nouvelles inculpations. - Trois d'Edgar Faure condamné pour nouvelles inculpations pour escroquerie. - M. Jean-Christophe « escroquerie et complicité, exercice Devans, quarante-quatre ans, illègal de la médecine et compliancien attaché parlementaire du sénateur Edgar Faure, vient d'être cité » ont été prononcées vendredi 26 octobre par le juge lyonnais, condamné pour escroquerie à .M. Georges Fenech, dans le cours trente mois de prison et 100 000 F de l'enquête ouverte après le suid'amende par la 13º chambre du cide en mars 1988 d'un adepte tribunal correctionnel de Paris. lyonnais de la secte (le Monde du Inculpation de M. Jean-Hugues 14 juillet). L'une des personnes Colonna, ancien député socialiste, inculpées, Mo Chantal Gauthier, pour recel de documents adminisresponsable d'une école de langue tratifs. - Député socialiste des satellite de l'Eglise de scientologie, Alpes-Maritimes de 1981 à 1988, Manhattan Langue, qui employait M. Jean-Hugues Colonna, aujour-

selon l'accusation, a été écrouée. recel de documents administratifs ☐ Le maire de Vincennes proteste auprès du ministre de l'intérieur après l'incendie de vingt voitures. -M. Jean Clouet, sénateur-maire de Vincennes, a écrit au ministre de l'intérieur pour exprimer son indignation après l'incendie, dans la nuit du vendredi 26 octobre au samedi 27 octobre, de vingt voitures sur l'esplanade du château de Vincennes au terme d'un rodéo.

des fidèles sans les rémunérer.

A qui avait-il profité? La cour d'ap-pel de Bordeaux prit en charge l'af-faire et ordonna en janvier 1988 une cats, informatisation des procédures expertise comptable.

### anomalie »

L'expertise, note aujourd'hui la cour d'appel, établit formellement que M' Favreau n'a pas « utilisé au profit de l'ordre des fonds detenus pour le compte de tiers en exécution d'un séquesire», « L'imputation éma-nant du conseil de l'ordre ne repose sur aucun fondement», conclut dans son arrêt la cour de Bordeaux. Les magistrats constatent également qu'il n'y a eu « aucune anomalie » ni « dépassement des crédits » dans l'utilisation de la liste civile du bâtonnier en 1984 et 1985. Enfin, la cour rapen 1969 et 1963. Ennit, la cour lap-pelle que si « la politique définie par Mr Favreau et son conseil de l'ordre, comme toute politique d'investisse-ment, s'est révèlée onéreuse », la res-ponsabilité n'en pèse pas que sur le bâtonnier et son trésorier car elle a fil l'abile de disservire. fait l'objet de discussions.

L'arrêt de la cour d'appel mettrat-il un terme à la crise du barreau bordelais? En fait, deux dossiers restent ouverts. Toute la lumière n'a pas été faite sur « le trèsor de guerre des avoués ». Il est établi que les sommes intégrées au compte de l'ordre des avocats provenaient de «l'en-caissement de coupons et de la vente de titres». Les bénéficiaires de ces opérations restent anonymes. En mai 1987, la chancellerie avait ordonné une enquête complémentaire sur l'utilisation de ces fonds. En juillet 1987, le conseil de l'ordre du barreau de Bordeaux avait ouvert une infor-mation disciplinaire à l'encontre de Me Andouard, le dernier président de la chambre départementale des

Ces deux procédures semblent, trois ans après, être au point mort. Par ailleurs, l'ancien bâtonnier Alfred Peyrelongue, successeur de Me Favreau, a été inculpé en juillet dernier de faux, usage de faux et escroquerie au jugement. Cette incul-pation vise la délibération du conseil de l'ordre qui engageait en juillet 1987 l'information disciplinaire contre Me Favreau et M. Daniel Gauthier. Elle est intervenue à la suite d'une plainte avec constitution de partie civile déposée par Me Favreau. Cette plainte visait nommément Mª Annick Vivez, ancienne secrétaire du conseil de l'ordre. Mª Vivez, qui avait été inculpée une première fois en octobre 1989, a été réinculpée en juillet 1990, peu après Me Peyrelongue. On ignore les suites qui seront données à cette procédure pénale.

GINETTE DE MATHA

**EDUCATION** 

Sous les houlettes de SOS-Racisme et des Jeunesses communistes

# Les lycéens se divisent en deux coordinations rivales

L'agitation lycéenne s'est poursuivie, malgré les vacances, samedi 27 octobre dans plusieurs villes de France. Deux mille manifestants se sont rassemblés dans les rues de Nancy (Meuthe-et-Moselle) et 1500 lycéens ont manifesté à Colmar (Haut-Rhin). A Strasbourg, ils étaient environ un millier pour leur troisième manifestation en trois jours. Des défilés plus modestes ont réunis quelques centaines de jeunes à Molsheim (Bas-Rhin),

Trois manifestations parisiennes

en une semaine, des dizaines de

milliers de lycéens dans les rue des

villes de province, trois entrevues, le 22 octobre avec le ministre de

l'éducation nationale, le 24 octobre avec les présidents de groupes par-lementaires, enfin le 26 octobre

avec le premier ministre et M. Jos-

pin, cent postes de surveillants et

mille postes de personnels d'entre-

tien décrochés en quelques jours :

les lycéens auraient pu décider de

souffler un peu, d'autant que les

consés de la Toussaint leur offrent

Or loin de se reposer sur leurs lauriers, les plus actifs d'entre eux

ont mis à profit le premier week-

end des vacances pour tenter d'or-

ganiser un mouvement de mécon-

tentement encore très spontané.

Tout le monde, bien sûr, aura

remarqué, lors des deux assem-

blées générales tenues à l'université Jussieu les 24 et 26 octobre, la pré-

ou de militants qui n'ont manifes-tement plus l'âge de fréquenter les bancs des lycées. Responsables de

SOS-Racisme, voire de courants

minoritaires du parti socialiste

(comme la Nouvelle Ecole socia-liste de M. Julien Dray ou Socia-

lisme et République de M. Chevè

nement), militants communistes à

la trentaine bien sonnée, sans

oublier quelques aînés de la Ligue

communiste révolutionnaire et les

éternels sous-marins de Lutte

ouvrière : ils étaient tous là pour

épauler, conseiller et essaver de

tirer parti de ce profond malaise

lycéen. Sans grand succès jusqu'à

Manuestations

Samedi 27 octobre, cette situa-

tion confuse s'est sérieusement

décantée. A l'issue de l'assemblée générale de vendredi soir à Jussieu,

un embryon de coordination sem-

blait constitué pour les lycées de

l'île-de-France. Les jeunesses com-

munistes, plus actives en banlicue, y étaient nettement majoritaires

mais avaient laissé quelques places

à des lycéens de SOS-Racisme, de

Les divisions

des nationalistes corses

sence parmi les lycéens d'étudiar

l'occasion d'une pause méritée.

République, plus présents dans les lycées parisiens. Le sentiment d'être marginalisée a provoqué, samedi, une vive con-tre-attaque de la Fédération indé-

Après avoir pris contact avec des lycéens de province, la FIDL orga-nisait donc, dans l'après-midi du 27 octobre, dans un amphithéâtre de Paris-1 (Panthéon-Sorbonne), une réunion qui s'érigeait en « coordination nationale provi-soire », et élisait un bureau, également « provisoire » comprenant une vingtaine de lycéens de la région parisienne et de province (notamment Strasbourg, Grenoble, Sedan, Vichy, Saint-Brieue, Toulon et Narbonne).

#### « Un plan d'urgence » réclamé

Cette coordination a adopté un appel à de nouvelles manifesta-tions dès la rentrée : le 6 novembre devant les conseils régionaux et le 12 novembre devant l'Assemblée nationale. Elle réclame d'autre part un « plan d'urgence » pour l'éduca-

lycéens se sont retrouvés dans les rues ; à Lyon ainsi qu'à Montpellier, plusieurs centaines de lycéens ont défilé dans le centre-ville. Le même jour, les deux courants qui animent le mouvement, les jeunesses communistes et la FIDL (Fédération indépendante et démocratique des lycéens), ont tenté de s'organiser en vue de la rentrée. tion (rénovation des lycées et constructions nouvelles, embauche de professeurs et de pions supplé-

mentaires, développement des droits de réunion et d'expression pendante et démocratique lycéenne (FIDL), animée par des lycéens proches de SOS-Racisme et « cordes lycéens). Une réunion est prévue, mercredi 31 octobre à Paris, pour organiser ces nouvelles naquée » par M. Julien Dray, député socialiste de l'Essonne. Mais, de son côté, la coordination parisienne, principalement animée par les jeunes commu-nistes, mais où figurent toujours des jeunes trotskistes et des militants socialistes de la mouvance de M. Chevènement, invite les lycéens à la constitution d'une autre coordination nationale, mardi 30 octobre à Paris. Et elle appellera proba-

> Ces deux dates risquent cependant d'être rapidement caduques si le gouvernement décide d'avancer au 5 novembre la discussion parlementaire sur le budget de l'éducation nationale. Cette perspective suscite les mêmes réactions. Elle serait vécue comme une provocation par les deux courants du mou-

blement, elle aussi, à des

manifestations les 6 et 12 novem-

vement lycéen. **GÉRARD COURTOIS** 

### Les syndicats jugent « positive » la création de postes d'ATOS

L'annonce, vendredi 26 octobre, par le premier ministre, M. Michel Rocard, de la création de 1 000 postes d'agents techniques-onvriers de service (ATOS) pour les collèges et les lycées a suscité des réactions de la part de plusieurs Syndicats d'enseignants. Pour le syndicat national du second degré (SNES). il s'agit d'une mesure « positive » qui permettra d'a améliorer un peu l'entretien des locaux ». En revanche le SNES qualifie de « dangereuse » l'utilisation pour l'encadrement des élèves en dehors des heures de cours de jeunes adultes en contrats d'emploi-soli-

darité. la Ligue communiste révolution-naire et du courant Socialisme et de l'éducation nationale (SGEN-

CFDT) apprécie « à leur juste valeur » les créations d'emplois d'ATOS pour les lycées. « Au delà des revendications matérielles, les lyctens ont mis en évidence les carences éducatives du système », poursuit le SGEN, Enfin, la Fédération de l'éducation nationale (FEN), dans un communiqué publié vendredi 26 octobre, adresse son soutien aux lycéens. La FEN insiste notamment sur « l'inadantation des locaux, les classes surchargées, la supression pendant des années d'emplois de non-enseienants, l'absence de lieux de rencontre et de travail pour les ivcéens. et la surcharge de certains horaires el programmes ».

L'ex-FLNC revendique le premier attentat commis sur le continent depuis plus de trois ans

L'ex-FLNC a revendiqué dans une lettre qui a été authentifiée par les enquêteurs l'attentat à l'explosif perpétré vendredi 26 octobre contre les locaux d'une filiale de la Société nationale Corse-Méditérranée (SNCM) à Aubagne (le Monde du 28 et 29 octobre). Dans ce texte, remis à un quotidien local, l'organisation séparatiste dénonce le «colonialisme économique» de 75 % de son chiffre d'affaires sur les lignes corses, avec un réinvestissement nul dans l'île v.

Cet attentat, le premier visant un objectif situé sur le continent depuis mars 1986, était intervenu au lendemain de la visite en Corse de M. Pierre Joxe. Dans leur revendication, les clandestins réaffirment leur attachement à la notion de « peuple corse » contenue dans le projet du ministre de l'intérieur mais sur laquelle le conseil d'Etat a émis des réserves.

Une manifestation a par ailleurs rassemblé samedi 27 octobre à Ajaccio plusieurs centaines de personnes répondant à l'appel de différents mouvements nationalistes, où se sont exprimées des divergences d'appréciation sur le projet Joxe. La Cuncolta, principale for mation nationaliste, qui ne s'était pas associée à cette manifestation, a tenu de son côté dimanche à Bastia une réunion consacrée à la place de l'organisation dissoute dans le mouvement revendicatif.

### EN BREF

D. M. Dieng (Sénégal) à la tête de la Commission internationale des juristes. – M. Adama Dieng, juriste sénégalais, a été nommé, lundi 22 octobre, secrétaire général de la Commission internationale des juristes (CIJ) dont le siège est à Genève. Fondée en 1952 et composée de quarante membres en provenance de tous les continents, la CIJ est une organisation non gouvernementale (ONG) ayant statut consultatif auprès de l'ONU. Son objectif est de promouvoir et de défendre la primauté du droit et l'application des droits de l'homme telle qu'elle est prévue dans la Charte des Nations unies. M. Dieng est le premier ressortissant d'un pays du tiers monde à accèder à la charge de secrétaire général de la CIJ. Agé de quarante ans, il a exercé des fonctions de consultant auprès de l'UNESCO. du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et du Centre des droits de l'homme de l'ONU à Genève. - (Corresp.)

io Manifestations anti-TGV à Lille et en Provence. - Deux cents habitants de la banlieue sud de Lille ont bloqué pendant quelques instants la gare de la préfecture du Nord. samedi 27 octobre, pour exiger que le TGV, qui doit traverser leurs communes, passe en souterrain. De leur côté, les opposants provencaux au TGV, au nombre d'un millier environ, ont, durant la même journée, interrompu toute circulation ferroviaire pendant près de trois heures à Mornas (Vaucluse). Douze mille voyageurs, transportés par des navettes rou-tières SNCF, ont été retardés. Les manifestants ont également bloqué l'autoroute A 7 et la nationale 7 pendant près d'une heure, y provoquant d'importants bouchons.

La vedette d'un film publicitaire contre la drogue cambriolait pour se procurer de l'héroine. - Un jeune homme de dix-buit ans, qui avait été la vedette d'un film publicitaire anti-drogue en 1987, a été inculpé de vol avec effraction par un juge d'instruction du tribunal de Nanterre (Hauts-de-Seine) et écroué à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy. Steve avait été arrêté le 17 octobreà Malakoff alors qu'il commettait un cambriolage pour se procurer l'argent nécessaire à l'achat de doses d'héroïne. Il y a quatre ans, à l'écran, il jetait des paquets de drogue dans la cuvette des toilettes tandis qu'une voix off affirmait : « La drogue, c'est de la merde, »

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

INFORMATIQUE ET LIBERTÉS

que) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gretuit de ca mentra.

reau navire oceanographique

1 200 Despt.

作品を表 本でをお売しま で、 ここです。

Manager 1

Market 2 of FE 3 1 1 1 1

the late was the way to want

The former of the second

THE WALL TO STATE

Financial and the second

A BETTER BUTT CHANGE

The Markey of the Control of the Con

AT I Down on the second

Market St. Commencer Comme

SE SET THE REAL PROPERTY.

5 45 45 a money

 $\label{eq:control_eq} \frac{\partial \left( \left( \mathbf{x}_{i}^{\mathbf{p}} \mathbf{x}_{i}^{\mathbf{p}} \right) + \left( \mathbf{x}_{i}^{\mathbf{p}} \mathbf{y}_{i}^{\mathbf{p}} \mathbf{x}_{i}^{\mathbf{p}} \right) \right) - \sum_{i \in \mathcal{N}_{i}} \mathbf{x}_{i}^{\mathbf{p}} \mathbf{x}_{i}^{\mathbf$ 

建铸铁 医亚克克氏病

ARTHUR DE LA CONTRACTOR

BE TO BE TO SERVICE.

OF PARTIES AND A STATE OF THE S

MET MARTIN THE EAST OF THE PARTY OF THE

The same of the same of the

Broken and the property and the proper

金融 現所に対しましま。 カメディア

Water Commence

練物学 対 サコムシ

養事を発える とうしょうしょ

Self Self-Grand Control

Market Same

Mary and the second

Markey Burgara

AND THE LOCAL PROPERTY.

And the same

The Best of the Control of the Contr

CALTER BY

神神 神神 かはいたい

WE DE VUE

Cromera notone de Karpov

Liberté de l'information "

Sest pred at a second at a sec

and information

and a specific con

and the specific con

and the

and a property

and the section of th

da inspeta

and spigers of

centrel a se

The state of the s

1 231 CST (Q F

The De Cable of

-F. 24 (622).

in der Stade ardmeile

1 - 14 - 04 -

1221 402

THE STREET

-- 100 (28 (28)

1.14.575.3

- -

ing at the second of the secon

12.00 12.00 12.00 12.00 13.00 14.00 16.00

医二种 致癌

et libertés individuelles

Section Terrans The Section of the Section Sec

eriebrici et aler Eriefrich

**经有效的对应** The same of the same 

المناب أنساب والمناب

79 (A. 1977) 199 (A. 1977) 197 (A. 1977)

10 mm

 $\sup_{t \in \mathcal{T}} \| g_{t} \|_{L^{2}(\mathbb{R}^{2})} \leq \sup_{t \in \mathcal{T}} \| g_{t} \|_{L^{2}(\mathbb{R}^{2})} \leq \sup_{t \in \mathcal{T}} \| g_{t} \|_{L^{2}(\mathbb{R}^{2})}$ 

・ 中央 ままり (1)・ 中央 (1)・ 中央 (1)・ 中央 (1)

Service Control

 $\xi = \pm (2\pi) \cdot (n\pi) + \pi^{-1}$ 

And the second s

Electrical Commence E 4\*2" ~ 4

aff-61 A - 45 - 25

A STATE OF THE STA

L'un a quatorze ans. L'autre seize. Des adolescents comme les autres, plutôt bien habillés. normalement scolarisés. Des habitués du quartier des Enfants-Rouges, dans le troisième arrondissement de Paris. Lundi 21 octobre, ces deux frères ont été interpellés par la police, puis déférés à la douzième section du parquet de Paris, qui a saisi le juge des enfants. « Line affaire classique », soulignent les magistrats. Une simple histoire de racket entre écoliers.

lls voulaient s'acheter des vélos, des blousons et... « des gâteaux », déclareront-ils. Ils n'avaient pas assez d'argent, alors ils sont alles voir un copain du quartier, ancien camarade de classe du plus jeune à l'école communale de la rue des Vertus. De demandes en menaces, le chantage s'est fait plus pressant. les rencontres au métro République plus fréquentes. « Tu nous amènes de l'argent ou on te pousse sur la voie la.

Terrorisé, l'adolescent de treize ans a commencé à dérober de l'argent dans la caisse du magasin tenu par sa mère. De plus en plus d'argent. En tout, 6 500 F. Etonnée par la disparition de ces

sommes, elle l'a interrogé. L'enfant a fini par tout raconter. Que le chantage durait depuis la rentrée des classes, début septembre. Que le plus jeune frère avait lui aussi été menacé mais sans résultat. Que les deux racketteurs allaient déménager et qu'il fallait

La mère a immédiatement

porté plainte et la police n'a eu aucun mal à arrêter les deux collégiens. Rapidement, ils ont avoué. Le parquet, qui a requis une mesure de contrôle judiciaire, s'explique : « On ne va quand même pas les mettre en prison, surtout que ces cas sont devenus fréquents. » Si les magistrats sou-lignent que 70 % des jeunes qui ssent devant eux ne récidivent pas, ils manifestent quand même leur inquiétude : « Ce genre de pratique s'est banalisé dans la tête des gamins. Quand ils veulent de l'argent, ils ont recours à des moyens qu'ils n'employaient jamais auparavant. Ils ne sont pas un phénomène de société. » Ce qu'un policier exprime avec d'autres mots: «Nous, on piquait les goûters, eux, ils ont d'autres

NATHAMIEL HERZBERG

En contradiction avec une directive de la CEE

# Le gouvernement italien décide d'instituer un dépistage obligatoire du sida pour certains agents de l'Etat

La décision du gouvernement italien d'imposer un dépistage de la contamination par le virus du sida à certaines catégories de fonctionnaires - policiers, militaires, pompiers - relance la polémique sur le caractère discriminatoire de certaines. mesures préventives. Cette décision est non seulement en contradiction avec une directive européenne qui affirme que « les personnes contaminées ne présentent aucun danger pour leurs collègues de travail », mais avec une loi récemment votée par le Parlement Italien.

ROME

de notre correspondant

Il y a plus de trois cent mille séropositifs et 3 700 malades du sida en Italie. Pour tenter d'enrayer le sléau, le gouvernement de Rome, a décidé, premier de tous en Europe, d'imposer aux agents de l'Etat accomplissant des tâches oouvant présenter des risques pour la sécurité et la santé du public « un dépistage obligatoire du virus. Sont concernés par la mesure, les policiers, les soldats et les pompiers. « Initiative schizophrénique» pour les syndicats, « intolérable atteinte aux droits de la personne », selon plusieurs ténors de l'opposition parlementaire, a inconstitutionnel et dangereux pour les libertés publiques » d'après les associations homosexuelles de la péninsule, le décret du 4 octobre déclenche une

véritable tempête de protestations. Le titre de l'éditorial du premier quotidien du pays, le Corriere della Sera, publié jeudi 25 octobre, traduit l'humeur générale. Il s'inti-tule : « Nous sommes tous pestiférés », et il demande ironiquement pourquoi « les bouchers, les barbiers, les boulangers, les dentistes, les infirmières et les autres » ne seraient pas soumis, eux aussi, au dépistage obligatoire.

Présenté par le ministre de l'intérieur, signé par les ministères de la défense, des finances, et du bud-get sans oublier le président du Conseil, M. Giulio Andreotti, le texte, qui prévoit aussi le dépistage des drogués sous l'uniforme, n'a curieusement pas été signé par le ministre de la santé publique. «Comment voulez-vous, déclarait mercredi M. Francesco De Lorenzo, que je me sente liè par un texte que je n'ai pas signé et auquel, lors d'une première proposition de mon collègue de l'intérieur, je m'étais opposé.» Controverse intra-gouvernementale presque routinière dans un système de coalition où la notion de solidarité gouvernementale n'existe pas.

Le plus grave est que si, en principe, les résultats de ces tests « seront exclusivement communiqués » aux personnes concernées, il

\*\*

est clair que les éventuels séroposi-tifs devront faire carrière ailleurs que sous l'uniforme. Discrimination caractérisée. « Ce décret, expliquait, mercredi, M. Elio Guzzanti, vice-président d'une commission ministérielle spécialement créée pour lutter contre le sida, et qui, elle non plus, a'a pas été consultée, est en contradiction for melle, non seulement avec la directive de la CEE sur le sujet (au terme de laquelle « les personnes contaminées ne constituent pas un danger pour leurs collègues de tra-vail »), mais avec la loi votée par notre propre Parlement il y a à peine quatre mois. » Ce texte inter-dit precisement aux employeurs de

#### Le respect des formes

soumettre leurs salariés au test

D'une façon générale, tous les médecins, à commencer par le conseil de l'Ordre italien, déplo-rent la méthode « subreptice » employée par le pouvoir. Sur le fond toutefois, les opinions sont moins unanimes. Avec plus de sept cents morts par an pour cause de surdose d'héroïne (record d'Eu-rope) et 68 % de drogués (16 % d'homosexuels) parmi ses malades infectés, l'Italie, pour laquelle les spécialistes prévoient trente mille sidéens déclarés d'ici à 1992, a un vrai problème. Pour la seule Lombardie industrielle (capitale, Milan) qui compte déjà 32 % des malades transalpins, on prévoit au moins trois mille quatre cents morts dans les vingt-quatre mois.

Pour les autorités, le fléau appelle clairement des formes de lutte plus radicales que les campagnes anti-sida qui sont actuellement menées dans les médias. La commission ministérielle de M. Guzzanti est d'ailleurs en train d'étudier des mesures de dépistage obligatoire dans les prisons. « C'est un fait, déclarait mercredi le célébre immunologue transaipin, le professeur Ferdinando Aiuti, que a le test de dépistage est utile et sûr pour identifier les malades et commencer à les soigner. » Même si, selon lui, la méthode employée en l'espèce par le gouvernement, est « contreproductive », il ne condamne pas le principe de l'au-

D'autres vont plus loin et affirment, comme M. Giuliano Caz-zola, secrétaire confédéral du principal syndicat national (CGIL) que des lors qu'il « garantit le respect des droits de la personne humaine », le décret du gouvernement ane constitue pas en luimême une mesure inadequate ». Il faudrait simplement respecter les formes. Opinion partagée, et plus encore, par Mgr Elio Sgreccia, directeur du département de bioéthique à l'université catholique de Rome. Le décret va sans doute devoir être soumis au Parlement. Le débat pourra aiors commencer. PATRICE CLAUDE

# L'agonie du football est-allemand

Suite de la première page Enfin, deux équipes seront également qualifiées pour cette seconde division à l'issue de matches de barrage. Au total, ce sont done huit clubs qui sauveront leur peau.

Les autres, les mal-classés de l'actuel championnat, scront condamnés à s'éparpiller dans des compétitions régionales amateurs. Des clubs qui ont disputé cette saison encore - et pour la dernière fois sous la bannière de la RDA des coupes d'Europe, disparaîtront. Si la compétition devait s'arrêter aujourd'hui, le Lokomotiv Leipzig, Carl Zeiss lena ou le FC Berlin (nouvelle appelation du Dynamo Berlin) scraient sacrifies.

Le Magdebourg FC, septième du championnat, n'est pas à l'abri d'une telle mésaventure. S'il ne parvient pas à décrocher une place au sein de la future deuxième division, il sombrera dans l'anonymat avec ses trois titres de champion de RDA et sa Coupe d'Europe des vainqueurs de coupes remportée en 1974 contre le Milan AC. Un tel club, expédié du jour au lendemain en troisième division, c'est un peu comme si, en France, l'AS Saint-Etienne était rayée de la carte du football de haut niveau.

«Si cela doit nous arriver, le MFC mourra. » Reinhard Leh-mann se cramponne à son fauteuil de président. Il hésite entre anxiété et optimisme. D'un côté, il veut se convaincre qu'une occasion unique d'entrer de plain-pied dans l'ère du

professionnalisme s'offre à son club ( « c'est une chance à saisir »). De l'autre, il reconnaît qu'il cumule les handicaps et qu'une éventuelle aventure au sein de la nouvelle deuxième division scrait bien risquée.

Du temps du communisme, le budget moyen d'un club de pre-mier plan s'élevait à 10 millions de francs, financés essentiellement par le gouvernement. En cas d'accession à la Bundesliga, ce budget devrait au moins être multiplié par cinq. En seconde division, il devrait simplement doubler. Ce qui est déjà énorme. Dans les deux cas, l'argent manquerait donc, comme le confirme Reinhard Lehmann à propos de Magdebourg : a Nous avons six mois pour trouver une solution. A partir de décembre, la fédération ne nous donnera plus un sou. Les entreprises locales ont d'autres soucis et n'ont pas les moyens de nous aider. Pent-être faudra-t-il se tourner vers l'Ouest, vers des partenaires prêts à investir dans la région. Le dést vaut d'être

En attendant cette solution-miracle, les vingt salariés (entraîneurs, employés...) qui ont échappé à la première vague de licenciements (une vingtaine de personnes) ne se font guère d'illusions. Ces derniers mois, des centaines d'éducateurs et de cadres du sport est-allemand (par exemple, de l'athlétisme) ont déjà perdu leur emploi. En 1989, un peu plus de dix mille personnes

vivaient directement du sport en RDA. Selon les dernières estimations, ils ne seront plus que deux mille cinq cents en 1991. Le football, comme les autres disciplines, découvre la loi du sport capitaliste et du rendement.

#### Baisse du niveau à l'Ouest?

Le public non plus n'échappe pas à la crise actuelle. A Magdebourg, il vient deux fois moins nombreux que par le passé (cinq mille spectateurs de moyenne contre dix mille). Comme partout dans le pays, le prix des places au stade à augmenté, et les ménages ont d'autres priorités que le foot-ball en ces temps de chômage et

Quant aux joueurs du MFC, ils commencent peut-être à regretter d'avoir signé de nouveaux contrats de deux ou trois ans en juin der-nier... Certes, ils gagnent beaucoup mieux leur vie qu'auparavant -30 000 francs par mois pour les meilleurs d'entre eux, - mais n'ont qu'une angoisse : faire partie des cent joueurs qui, quoi qu'il arrive, se retrouveront au chômage dans six mois, lorsqu'une demi-douzaine de clubs seront relégués chez

A mesure qu'approche l'heure de la fusion, le fossé qui sépare le football des deux Allemagnes paraît de plus en plus infranchissa-ble, à l'image de celui qui reste creusé entre les deux sociétés. Nombre d'Allemands de l'Ouest assurent en fait que les clubs de assurent en fait que les clubs de l'Est ne disposent pas de structures assez solides pour rivaliser avec leurs opulents cousins. Certains estiment même que le mariage à venir affaiblira le niveau général du football allemand, au moins dans l'immédiat. «On va beaucoup beaucoup trop vite», déclarait

récemment Stefan Reuter, le milieu de terrain international du Bayern. Selon lui, les clubs de l'ex-RDA n'ont pas les moyens, humains et financiers, de figurer honorablement en Bundesliga . e Ils seront prets dans cinq ans, pas avant v. assure-t-il.

Sans doute sont-ils trop imprégnés de leur passé pour mener à bien une mutation si rapide. Pendant des dizaines d'années, ils ont été inféodés au régime. La chute du communisme a, par exemple. permis de découvrir de multiples affaires de corruption concernant le Dynamo Berlin, l'équipe de la police politique (la Stasi). Il servait à la fois d'outil de propagande et de « source d'information ».

Tous ces clubs devront donc apprendre au plus vite le capita-lisme dans le football, tronver des sponsors, améliorer le confort de ieurs stades, négocier des contrats de joueurs ou des droits de télévision. Ils risquent de perdre quelques matches avant d'assimiler définitivement toutes les données du professionnalisme. Car les meilleurs joueurs ne leur en laisseront sans doute pas le temps et préfèreront s'aexiler» vers la Ruhr ou la

Cette saison, seize joueurs de haut niveau ont déjà railié la Bundesliga. Les clubs de l'Est n'avaient pas d'autre solution pour renflouer leurs caisses. Le Dynamo Dresde a cédé cinq joueurs, parmi lesquels deux de ses meilleurs éléments, Matthias Sammer à Stuttgart (7 millions de francs) et surtout Ulf Kirsten à Lerverkusen (12 millions de francs). De l'avis général, cet argent fait du Dynamo le seul club capable de rivaliser avec les plus modestes pensionnaires de la

PHILIPPE BROUSSARU

Le championnat de France de deuxième division

# Laval menacé de dépôt de bilan

LAVAL

de notre correspondant

L'avenir du Stade lavailois FC (5° au classement de deuxième division groupe B) est compromis depuis le refus de la ville vendredi 26 octobre de verser un centime de plus à l'équipe professionnelle, au cours d'une réunion houleuse, la majorité municipale (socialiste, association des démocrates, communiste) a suivi le maire PS, M. André Pincon, pour refuser en bloc un plan de sauvetage et de relance proposé par un groupe d'industriels mayennais.

Partant d'un déficit de fonctionnement à court terme de deux millions de francs et d'un objectif de remonter en première division en trois ans, ces industriels, conduits par M. Jean Py, PDG d'une entreprise de sous-traitance automobile (SOTIRA), proposaient un finance-ment propre de 3,6 millions par an et demandaient en complément des apports de 2,5 millions, respec-tivement au conseil général et à la

La veille, les industriels avaient pourtant gagné la partie à l'hôtel du département. Poussée sortement par le président du conseil général, le sénateur centriste René Ballayer, la note est passée, mais après avoir subi quelques ratures imposées par l'autre sénateur centriste de la Mayenne, M. Jean Arthuis, vice-président et grand

CYCLISME

argentier de l'assemblée départementale. Aux 500 000 F de subvention annuelle versés, le département ajoute 2,5 millions la première année, 1,5 million la deuxième, et l'million la troi-

Vendredi soir, à la mairie de Laval, il n'y a pas eu de recherche de consensus. M. André Pinçon s'en est tenu au statu quo : le Stade lavallois coûte 4 millions de francs Plus de la moitié de cette somme est consacrée à l'entretien et au fonctionnement du stade Le Basser (ouvert à d'autres disciplines et autres clubs sportifs), la subvention directe à l'équipe de foot pro-fessionnel s'élevant à 900 000 F (plus 287 000 F pour le centre de

Les industriels engagés se sont donné quinze jours pour tenter de contourner le blocage de la mairie ou de trouver avec, celle-ci l'amorce d'un compromis. Depuis le décès du président Henri Bisson, en 1987, le stade lavallois traverse des turbulences qui ont entraîné la descente en deuxième division en 1989 et une présidence par intérim cette saison. En prenant aujour-d'hui les choses en main, les industriels mayennais out voulu passer un contrat de confiance avec les collectivités locales.

GERARD LECLERO

### CYCLISME

# Dopé... naturellement

de notre correspondant Ecarté du peloton professionnel par la suspension d'un an prononcée à son encontre audébut de l'été, le cycliste néerlandais Gert Jan Thounisse affirme détenir la preuve scientifique que son nom a été injustement sali par des affaires de dopage en 1988 (Tour de France) et cette année (Flèche

Gert-Jan Theunisse ne s'est pas dopé, dit-il. Il l'est naturellement I Des analyses biologiques poussées auraient montré que l'organisme du sportif produit insuffisamment de lépistotérone, substance qui est cansée dissoudre les hormones secrétées au moment d'un effort intense, telle la testostérone.

Celle-ci passerait en conséquence en trop grande quantité dans le sang et dans l'urine du coureur, qui serait donc victime... à son corps défendant de n'importe quel contrôle enti-

Gert Jan Theunisse a investide sa propre poche, semble-t-il, 50 000 florins (150 000 F) dans la constitution de ce dossier médical établi par un laboratoire apparemment au-dessus de tout soupçon. Une somme qu'il regagnera bien vite à la force du jarret si les instances du cyclisme international se montrent sensibles à son argu-

CHRISTIAN CHARTIER

RUGBY

## La composition du XV de France face à la Nouvelle-Zélande

L'équipe de France de rugby qui affronters la Nouvelle-Zélande samedi 3 novembre à Nantes, à

l'occasion du premier test-match

Bourges b. Crétail 4-1
Rouen et Lens 0-0
Classement - 1. Le Havre, 21 pts;
2. Angers et Red Star, 19; 4. Guingamp,
17; 5. Laval, Reims, Beauvais et Bourges.

TEMPUS

Tournoi de Stockholm

mondial, a remporté le tournoi de Sto-ckholm (Suède) en dominant le Suèdois Ste-

fan Edberg, numéro un mondial, dimanche 28 octobra. Becker s'est imposé en trois sets (6-4, 6-0, 6-3). La paire composée du Français Guy Forget et du Suisse Jacob Hia-sek a enlevé l'épreuve de double en baltant m Findo l'Allette de l'Alle

en finale l'Australien John Fitzgerald et le Suédois Anders Jarryd (6-4, 6-2).

VOLLEY-BALL

L'Allemand Boris Becker, numéro deux

"Saint-Quantin et Le Mans .....

\*Tours et La Roche-sur-Yon ...

des All Blacks, actuellement en tournée en France, présentera une ligne de trois-quarts inédite. Les défections sur blessure de Philippe Sella et de Patrice Lagisquet ont amené les sélectionneurs à retenir le Nimois Jean-Claude Langlade (centre) et le Montferrandais Philippe Saint-André (aile). Tous deux joueront à Nantes leur première rencontre internationale. La «charnière» sera également inédite puisque le Lourdais Aubin Hueber évoluera à la melec, Didier Camberabero, titulaire indiscutable, restant à l'ouverture.

Composition de l'équipe de France: Serge Blanco (Biarritz, capitaine) - Stéphane Weller (Grenoble), Jean-Claude Langlade (Nimes), Franck Mesnel (Racing CF). Philippe Saint-André (Montferrand) - (o) Didier Camberabero (Béziers), (m) Aubin Hucber (Lourdes) - Eric Champ (Toulon), Laurent Rodriguez (Dax), Eric Melville (Toulon) - Olivier Roumat (Dax), Abdelatif Benazzi (Agen) - Laurent Seigne (Agen), Louis Armary (Lourdes), Pascal Ondarts (Biarritz).

sur les produit

factures détaill

Dourquoi tous

de caisse ne con

Les Néo-Zélandais ont dominé les Barbarians français (23-13) samedi 27 octobre à Agen lors de leur quatrième match en France. Une semaine après le premier test de Nantes, une seconde rencontre les opposera à l'équipe de France samedi 10 novembre à Paris.

Le Monde scences a médicine

# Les résultats

Toulouse et Saint-Etienne Cannes et Sochaux ..... Lyon b. Nice ...... "Lite b. Montpellier Coupe du monde Le Néerlandais Erik Breukink a remporté la finale de la Coupe du monde de cyclisme, samedi 27 octobre à Lunel (Hérault). Il a Auxente b. "Caen ... obtenu le meilleur temps du contre-la-mon-tre de 50 kilomètres. L'Italien Granni Bugno, huitième de l'épreuve, termine en tête du classement général de catte deuxième Coupe du monde.

JUDO

Championnat d'Europe L'URSS a conservé son titre de champion d'Europe des nations de judo mascular en battant la France aux points (20-13), dimanche 28 octobre à Dubrovnik (Yougoslavie). Les deux équipes avaient atteint le terme de la finale à égalité en finale face aux Britanniques (4-3).

**FOOTBALL** 

Championnat de France Premièra division

"Monaco b. Paris SG \_

Bordeaux b. Nancy .

1-0 Classement. - 1. Marseile, 22 pts; 2. Auxerre, 21; 3. Monaco, 19; 4. Brest, Metz, Bordeaux, Nantes, Liše et Lyon, 15; 10. Caen et Paris SG, 14; 12. Montpeller, 13; 13. Toulouse, 12; 14. Toulon, Carnes, Sochaux et Nancy, 11; 18. Nice et Saint-Etienne, 10; 20. Revies, 9.

Deuxième division (Custorsème journée)

Groups A Bastia et Avignon Chaumont et Istres ... 'Alès b. Valenciennes Nimes b. Dunkerque Martigues b. "Gueugno Strasbourg b. "Rodez "Mulhouse b. Annecy

Classement. - 1. Bastia, 20 pts; 2. Istres, 19; 3. Nimes et Ales, 18; 5. Valen-

Angers b. 'Red Star 'Reims b. Niort .....

L'Italie est devenue championne du monde de volley-ball en dominant Cuba (12-15, 15-11, 15-6, 16-14), dimanche 28 actobre, à Rio-de-Janeiro (Brésil). Les Etats-Unis, tenants du titre, se sont classés à la trezzième place. L'équipe de France, éfi-minée en quarts de finale par le Brésif s'est inclinée face aux Pays-Bas (15-1, 8-15, 15-8, 15-7) et termine huitième.

••• Le Monde ● Mardi 30 octobre 1990 15

Erreurs sur les codes barres!

Parce que chez Leclerc un prix est un prix,
voici notre nouveau cheval de bataille.



1000000

Le système des codes barres a permis aux hypermarchés de réduire les erreurs d'étiquetage sur les produits, d'améliorer leur gestion et de satisfaire davantage le consommateur grâce aux factures détaillées fournies à la caisse. Mais Madame Neiertz a raison, trop d'erreurs subsistent. C'est pourquoi tous les Centres E. Leclerc s'engagent à rembourser l'article dont le prix inscrit sur le ticket de caisse ne correspondrait pas à celui indiqué en rayon. Un bon moyen d'éviter les polémiques, non ?

E.LECLERC (1)

# Trois disparitions

# Jacques Demy, père du « roman musical »

L'homme qui avait réussi à faire aimer de tous son cinéma « en chanté » est mort à Paris d'une congestion cérébrale. Il était âgé de cinquante-neuf ans

Il a aime et nous a fait aimer les villes ouvertes sur la mer où passent de jeunes marins en uniformeblanc, des filles blondes et brunes cherchant l'amour, des hommes trop beaux parfois pour être heureux et des dames mûres égrenant leurs nos-talgies, mais toujours prêtes à rêver. Il a fait des histoires romanesques et des intrigues de mélodrames, des mondes chichantés, proches des contes de fées, où, quand la vie réelle et la vérité sociale reprenaient leurs droits, on avait les larmes aux yeux et le cœur gros.

Fêté au temps de la nouvelle vague, porté par le succès de ses comédies musicales, uniques dans le cinéma français, Jacques Demy, cinéaste de divertissement, funambule de clair de lune, capable de passer de l'autre côté de l'écran pour passer de l'autre cote de l'estrai pour en ramener les personnages de ses fantasmes, et toujours guidé par les élans de la jeunesse, a connu, pour-tant, des passages à vide et une tra-versée du désert dont il revint, au début des années 80 sinon amer, du moins désenchanté insou'à ne plus moins désenchanté jusqu'à ne plus voir dans Une chambre en ville Nantes comme au temps de Lola.

Puis, il retrouva le goût du bonheur et filma comme autrefois, tout en se rendant bien compte que le temps avait passè. Ce temps, on aurait bien voulu le retenir pour gar-der le sourire franc du « grand Jacques», pour l'entendre encore parier des films qu'il avait envie de tourner, pour voir surgir, encore, de l'écran, sur des airs de chansons populaires, ces êtres qu'il inventait, ui respiraient l'amour en dansant et ne croyaient qu'aux sentiments et à la passion. Aujourd'hui, Agnès Varda, sa femme, la mère de son fils Matthieu, est en train d'achever à Nantes un film sur l'histoire d'un petit garçon qui ne voulait pas être garagiste comme son père, mais faire des films à Hollywood. Un film sur l'enfance et l'adolescence de Jacques Demy, qui nous ramène à

Jacques Demy naît le 5 juin 1931 à Pontchâteau, près de Nantes. Fils d'un garagiste souhaitant qu'il devienne ingénieur, il apprend la mècanique et l'électricité au collège technique de Nantes, mais, à quatorze ans, il achète une caméra et tourne, avec des camarades de classe, l'aventure d'une fillette kidnappée, Solange. La pellicule surex-posée n'offre, développée, que du blanc, ce blanc qu'on retrouvera plus tard, dans Lola...

A seize ans, Jacques Demy est étudiant aux Beaux-Arts de Nantes, Il y a parmí ses condisciples le futur décorateur Bernard Evein. Puis, il vient à Paris et suit les cours de l'École technique de photographie et de cinématographie (ETPC) de Vaugirard. Sa vocation, c'est le cinéma.

Il travaille quelques mois avec Paul Grimault, cinéaste d'animation, et devient l'assistant de Georges Rou-quier (*Farrebique*), qui produit, en 1955, son premier court métrage, le Sabotler du Val de Loire, Le court mètrage est, alors, une sorte d'école de création qui participe à ce mou-vement de renouvellement du cinéma d'où sortira la nouvelle vague. En 1957, Demy adapte à l'écran et en couleurs, en longs plans-séquences, le texte de Cocteau, le Bel Indifférent, monologue lanci-nant d'une femme amoureuse, en nant d'une temme amoureuse, en face d'un homme qui ne l'écoute pas, ne lui parle pas. Deux courts métrages avec Jean Masson, Musée Grévin (1958), la Mère et l'enfant (1959), un court métrage sur Ars, la ville du saint curé (1959), achèvent les années d'arrennissans.

#### Lola, où tout est blanc

Et voici Lola (1961), le premier long métrage, le mélodrame poétique, le coup de maître, le film où tout est blanc, la mer, le ciel, la ville, les costumes des marins américains jouant à saute-mouton, la Cadillac de l'homme au chapeau texan qui

revient d'Amérique – photographie Raoul Courtard, décors Bernard Evein, musique Michel Legrand. Lola est dédié à Max Ophüls; l'amour et le bonheur y prennent des tons mélancoliques. Les longs et fluides mouvements d'appareil tra-cent, pour des destins qui s'entre-croisent, un labyrinthe où figure le passage Pommeraye cher aux surréa-listes. Et Anouk Aimée, chanteuse de cabaret en chapeau haut de forme et guépière noirs, rappelle une autre Lola de cinéma... Marlène Dietrich.

Comme, après la parenthèse d'un Comme, après la parenthèse d'un sketch, la Luxure, dans un film collectif, les Sept Péchés capitaux (1962), Jeanne Moreau, femme noire et blanche sous ses cheveux platinés et en proie au démon du jeu, rappelle, filmée par Demy dans la Baie des anges (1962), les fabuleuses femmes fatales d'Hollywood dans les années 30. La ville de Nice, au bord de la Méditerranée, est blanche à brûler les yeux sous l'éclat du soleil, et Claude Mann est, à du soleil, et Claude Mann est, à l'exemple de Marc Michel dans Lola, un jeune homme de nature sentimentale et faible. Lola avait reçu un accueil chaleureux. La Baie des anges, œuvre plus linéaire et

Mais, au début de 1964, la célébrité fond sur Demy après la sortie des Paraplules de Cherbourg, « roman musical » populiste moderne (ce qu'avait été pour l'opéra Louise de Gustave Charpen-tier au début du siècle), décoré par

Michel Legrand, et tourné en cou-leurs «interprétées» au gré des sen-timents. Anne Vernon tient une timents. Anne vernon tient une boutique de parapluies et empêche sa fille Catherine Deneuve, d'épou-ser Nino Castelnuovo, le petit méca-nicien de garage dont elle est éprise. Le garçon est appelé au service mili-taire en Algérie et voilà, signe des

temps, un amour brisé. Le cinéma de Demy s'invente une famille puisque Marc Michel, venu de Nantes où il a connu «Lola», épouse, finalement, Catherine Deneuve à Cherbourg, où les per-sonnages parlent en chantant (ils sont doubles d'une façon parfaite) le langage du quotidien, innovation que le public accepte avec enthousiasme tout en s'attendrissant sur le triste destin des amoureux séparés.

Le monde «en chanté» de Jacques Demy sera véritablement enchanté et euphorique dans les Demoiselles de Rochefort (1966), comédie musicale (toujours Michel Legrand) où, dans des rues et des décors peints en couleurs vives, Catherine Deneuve et sa sœur Fran-coise Dorléac, jumelles physique-ment dissemblables mais qui cher-chent pareillement l'amour, jouent à cache-cache avec Jacques Perrin, Gene Kelly, George Chakiris, tandis que leur mère, Danielle Darrieux, rêve à l'homme de sa vie... Michel Piccoli, qui va ressurgir. Il n'y aura jamais autant de bonheur que dans ce film. Demy est optimiste, fou de chansons et de danses, et il organise les réunions des couples dans une sorte d'illusion lyrique.

#### Un poète en exil

Il a épousé Agnès Varda, cinéaste nouvello vague dès l'origine, et qui est, elle aussi, en plein succès. En 1967, ils partent ensemble aux Etats-Unis. On leur prépare un hommage à San-Francisco. Et Demy réalise son rêve de «faire des films à Hollywood»: en 1968, il tourne pour la Columbia Model Shop, oh Anouk Aimée redevient Lola exilée et cherchant à gagner l'argent de son retour en France en posant pour des photos sexy dans une boutique de Los Angeles. L'amour se heurte alors, dans le film, au désenchante-

Demy s'était installé à Los Angeles pour deux ans. Le public américain accueille fraîchement Model shop. Et notre cinéaste, qui en était à un tournant d'inspiration, revient en France. Il porte à l'écran Peau d'âne, le conte de Perrault (1970) avec Catherine Deneuve, Jacques Perriu, Jean Marais, Micheline Presle, Delphine Seyrig, et la musique de Michel Legrand. Images chatoyantes, invention décorative, romances et lyrisme sentimental.



C'est joli, charmant; il y a une fin heureuse. C'est aussi le chant du cygne d'un genre. Chez Demy, le rose n'est plus tout à fait de saison.

Maintenant, le cinéma français le bonde. C'est en Angleterre et en Allemagne qu'il tourne, avec le jeune chanteur Donovan, le Joueur *te* (1971), version ciném phique de la légende médiévale du joneur de filts de Hamelin. Le merveilleux n'apparaît qu'à la fin. Demy a créé un univers où la purete et l'innocence affrontent la corrup-tion, le pouvoir autoritaire, la guerre, l'intolérance. L'enchanteur s'est fait grave dans ce spectacle nour enfants et adultes où l'on ne reconnaîtra son style qu'en décem-bre 1975, les distributeurs français ayant, longtemps, ignoré le film. Entre-temps, en France, l'Évène-

ment le plus important depuis que l'homme a marché sur la lune (1972), conte de fées moderne sur un homme qui se trouve soudain en état de grossesse (Marcello Mastroianni a pour partenaire Catherine Denenve), n'a eu qu'un succès d'esmusicales à la manière des Demoi-

Il doit renoncer à plusieurs proets, pois traite avec des producteurs japonais et réalise, au Japon, en lan-gue anglaise, *Lady Oscar* (1979), adaptation d'une bande dessinée de Ryoko Ikeda, Ross of Versailles. Retour en France, en 1980, pour un téléfilm, la Naissance du jour, scrupuleusement fidèle au roman de Colette - dont le rôle est tenn par Danièle Delorme, la mère, Sido

étant Orane Demazis. Mais voici une inspiration sombre, et même très noire, avec Une chambre en ville (1982), nouveau «roman musical» (le compositeur est, cette fois, Michel Colombier), situé à Nantes, en 1955, pendant une grève des ouvriers des chantiers navals. Doublés comme dans les Paraplules de Cherbourg, sauf Danielle Darrieux en ancienne baronne et veuve de colonel, Fabienne Guyon et Marie-France Roussel, les interpretes Dominique Sanda, Richard Berry, Michel Piccoli, parlent en chantant.

Les personnages de Demy ont bién changé. Seule, Danielle Dar-rieux, bourgeoise calfeutrée dans un appartement d'où elle observe le spectacle de la vie, pourrait évoquer le temps des couleurs de la joie et de l'amour heureux. Mais on dirait que Demy s'exprime à travers elle. Il n'y. a plus d'amour heureux, l'amour sombre dans la tragédie et la mort; la passion, éphémère, conduit au désastre. Admirablement mis en scène. Une chambre en ville est, maigré un soutien très fort de la critique, un échec commercial. C'est, sur fond de conflits sociaux et de réalisme historique, le dernier grand film de Demy.

Il modernise la légende d'Orphée avec *Parking* (1985), où le fantasti-que est subtilement installé dans la réalité, où l'utilisation des couleurs s'accorde au conte d'amour et de mort et au rituel des concerts du Zénith, mais Francis Huster en chanteur-compositeur à guitare élec-trique n'est pas convaincant. Il a refusé d'être doublé.

L'ancien univers de Demy renaît en partie dans Trois places pour le 26 (1988), comédie musicale centrée sur Yves Montand, personnage reel, et située à Marseille, où recommence le jeu des coincidences romanesques et mélodramatiques. Demy sembla alors avoir retrouvé la sérénité perdue dans Une chambre en ville. Et il fait de l'amour une affaire de l'âge mûr, la jeune Mathilda May étant séduite par Yves Montand. sans qu'il entre là-dedans rien de romantique. Demy n'idéalise plus la sexualité, ce qui avait été, pour lui, une laçon d'en camoufler les ambigpités. Michel Legrand, qui avait déjà signé la musique de Parking. est de nouveau à l'œuvre et donne au film des échos du passé.

A cinquante-nenf ans, Jacques Demy semblait faire le bilan de sa carrière. En fait, on pensait qu'il allait en entamer une autre et on attendait. Avec confiance...

JACQUES SICLIER

# Ugo Tognazzi, bouffon tragique

Le cinéma italien a perdu, samedi soir à Rome, un de ses « cinq grands ». Il pouvait tout jouer et il a tout joué... Il avait soixante-huit ans

The second secon

Avec Vittorio Gassman, Nino Manfredi, Marcello Mastroianni et Alberto Sordi, Ugo Tognazzi appartenait à la génération des « cinq grands » du cinéma italien. Il avait, comme eux, pratiqué la radio, le théâtre, la télévision, le cinéma. Acteur complet, comédie et drame, il s'en va en pleine gloire et sans qu'on l'ait vu vraiment

Bon vivant et pince-sans-rire, personnage d'homme faible bal-lotté par les événements ou de roublard, séducteur à l'occasion, il était à l'aise dans tous les rôles de composition. Il n'a été célèbre chez nous qu'à sa maturité, mais le public l'avait si bien adopté qu'il semblait appartenir aussi au cinéma français.

Ugo Tognazzi naît à Crémone le 23 mars 1922, fait ses débuts à la scène à dix-neuf ans, et vient s'ins-taller à Milan en 1945. Là, il commence une belle carrière de fantai-siste de music-hall, qui attire sur lui l'attention de producteurs de films. En 1950, il débute au cinéma dans les Cadets de Gas-cogne de Mario Mattoli. Il a pour partenaire Walter Chiari, qu'il retrouvera souvent par la suite. Jusqu'en 1959, il tourne sous la direction de Simonelli, Bragaglia, Mastrocinque, Gora, Steno et Mattoli une bonne trentaine de films qui ne seront pas distribués en France. Il est alors essentiellement un acteur comique. On le remarque dans Quelle joie de vivre

(1960), film franco-italien de René clément. Tognazzi s'impose en 1961 dans il Federale (Mission ultra-secrète), de Luciano Salce où il Interprétait un milicien fasciste de la vieille garde chargé d'arrêter un résistant, à Rome en 1944.

Ugo Tognazzi, au tournant de la quarantaine, échappe à tous les emplois plus ou moins stéréotypés qu'on lui a donnés jusque-là et peut enfin montrer un talent riche et surprenant par la caractérisation humaine et psychologique. Cette année-là, il réalise lui-même le Souteneur, farce amère dont il est aussi l'interprète principal et où il incarne un être à la fois grotesque et pathétique qu'il reprendra de temps à autre. Les cinéastes ita-liens s'en inspirent après le succès commercial de son film. Luciano Salce le dirige encore dans les Ter-ribles (1962), La Cuccagna (1962) et la Hore dell'amore (1963) mais c'est l'époque où il fait les rencontres décisives pour sa carrière au cinéma, celles de Dino Risi et de Marco Ferreri.

### Un virtuose

de la comédie italienne Avec Risi, il tourne la Marche sur Rome (1962) en tandem avec Vittorio Gassman, les Monstres (1963), où, en compagnie du même Gassman, il joue une série de sketches féroces de personnages allénés par la société, puis Faismoi très mal, mais couvre-moi de baisers (1968) et Au nom du peuple

italien (1971). Avec Ferreri, il tourne des études de mœurs, des bouffonneries tragiques: le Lit conjugal (1963), le Mari de la femme à barbe (1963), Erotisme et ballons rouges (1965), l'Agence (1971) et, en 1973, deux films réalisés en France: la Grande bouffe, chef-d'œuvre noir du cinéaste qui proyogna un scandale au Festival provoqua un scandale au Festival de Cannes, et Touche pas à la femme blanche.

On peut dire que chez Marco Ferreri, Ugo Tognazzi a pris une dimension encore plus grande et sans doute plus étrange.

S'il travaille avec Carlo Lizzani la Vita gara, 1964), Antonio Pie-trangeli (le Cocu magnifique, 1964, Je la connaissais bien, 1965), Luigi Zampa (Question d'honneur, 1965), Ettore Scola (le Fouineur, 1969), Pasolini (Porcherie, 1969), Luigi Magni (les Conspirateurs, 1969), Alberto Lattuada (Venez donc prendre le café chez nous. 1970). Elio Petri (La propriété n'est plus le vol. 1972), il règne en maître avec une virtuosité et une diversité confondantes à l'âge d'or de la comédie italienne chez Mario Monicelli: Nous voulons les colonels (1972), Romances et confi-dences (1974), Mes chers amis (1974) et, chez Risi : la Carrière d'une semme de chombre (1975), la Chambre de l'évêque (1977), Der-nier amour (1978). Il est aussi l'interprète de Luigi Comencini dans Qui a tué le chat? (1977) et le Grand embouteillage (1978) et

d'Ettore Scola dans la Terrasse

Avec un jeu épuré, Ugo Tognazzi aura représenté jusque-là un homme mur contemporain aux prises avec les accidents de l'histoire italienne, les transformations sociales et, parfois, l'angoisse de vivre. Cet aspect dramatique appa-raît dans la Tragédie d'un homme ridicule de Bernardo Bertolucci (1980), qui lui vaut le prix d'inter-Cannes et dans les films qu'il signe lui-même, Un nez qui souffle (1967), Sisignore (1968), Qui chauffe le lit de ma femme? (1976), I viaggiatori della sera (1979).

Mais, au cours des années 80, la crise qui affecte le cinéma italien est particulièrement néfaste à la comédie italienne. Ni la Cage aux folles, d'Edouard Molinaro (1978) coproduction franco-italienne, ni ses deux suites inspirées d'un suc-cès de vaudeville où Tognazzi remplace Jean Poiret face à Michel Serrault en travesti, ne peuvent passer pour de grandes œuvres. Du moins l'acteur, qui a su se plier à la situation, ne démérite-t-il pas. Depuis quelques années, on ne semblait plus, ni en Italie ni en France, être en mesure de lui proposer des rôles dignes de lui. Il prenait cette semi-retraite injustifiée avec humour et bonhomie, publiait des livres de recettes de cuisine, comme pour dire qu'il continuait à

### Evein se sont rencontrés juste

après la guerre, aux Beaux-Arts de Nantes. Dès son second court-métrage, le Bel Indifférent en 1957, Demy faisait appel à son ami, qui allait devenir l'un des plus grands chefs décorateurs du cinéma français. Sur presque tous les films de Jacques Demy, c'est Evein qui se chargea de recréer son univers visuel si particulier.

« Nous nous étions rencontrés par hasard à Nantes, il avait seize ans et moi dix-sept. Nous n'avons jamais cessé de nous voir depuis, il était mon double, mon reflet. Nous avions encore

Jacques Demy et Bernard tant de belles choses à faire ensemble, mais la production française ne lui faisait pas confiance. Il en a terriblement souffert.

» Jacques étonnait et inquiètait les gens. Il était extrêmement agréable de rap-port, mais il déroutait. On croyait ses films légers alors que c'était quelqu'un de grave. Il est aussi mort de ce malenzavrotu.

» Jacques Demy, c'était la grāce, l'élégance, la pudeur. Dans mon souvenir, il reste associé à la beauté calme de la lumière des bords de Loire, des bords de mer. »

# Xavier Cugat, la rumba de Hollywood

Témoignage du décorateur Bernard Evein

Le chef d'orchestre Xavier Cugat, surnommé le « roi de la rumba » dans les années 1930 et 1940, est mort le 27 octobre à Barcelone. Il était âgé de quatre-vingt-dix ans.

Né en Espagne à Gerona en 1900, Xavier Cugat dont la famille s'installe à La Havane en 1904 est un enfant prodige: à douze ans, il devient premier violon de l'Orchestre symphonique national. En 1925. il donne sa première série de concerts au Carnegie Hall de New-York. L'Amérique va vite le transformer, puisqu'on le retrouve quelques années plus tard à Hollywood. à la tête d'un orchestre typique de rythmes latino-amériains. Sacré «roi de la rumba», Xavier Cugat avec ses musiciens et ses chanteuses aux

formes plantureuses (dont sa fernme Abe Lane) devient aussi inevitable que le trompettiste Harry James dans nombre de films musicaux de la Metro Goldwyn Mayer dans les

années 40. C'est ainsi que Cugat, petit homme rondouillard au visage de lapin souriant apparaît au cinéma avec Esther Williams (le Bal des sirènes, la Fille de Nepiune) de Jane Powell (Amour en croisière) de June Allyson et Van Johnson (Deux jeunes filles et un marin) et dans unc version musicale de Grand Hôtel: Week-end au Waldorf avec Lana Turner et Ginger Rogers. Cole Porter lui avait demandé de l'accompa-gner pour l'enregistrement de Beguine the beguine et Tico Tico.

des livres pour la

17.655

1-1-59

1. 10 Be

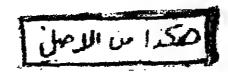
400 100 150

Bushin:

TO SEE AND 1840 M.

La place réell de l'Europe dans stratégie des entre

> ducker and and draighted the



# CULTURE

n musical »

« en chanté » nquante-neuf ans



The state of the same of the s के विकेश्वरूप प्रवाहत हो। जा रहा । जा र Marine to the specimen of the specimens Approximate the second of the weeken on the property of the control

The Control of the Control 形 假 SUBSTRUCTION OF THE SECOND

AND THE STATE OF T BAR AND REGION TO REPORT OF THE SECOND TO SECOND THE SE Regulation of the control of the con Bridge for the 18th for the state of er weden had to be in the first to the first

The figure of the following and the first of the property of the second second

A STATE OF THE STA

**ARTS** 

Tana Demand Man

Lingth of College Descriptions of the Complete of the local action of the local acti

nautier, paral &

dans la Parada auf Daniella Da

and the determine of the Continue Continue of the Continue Conti

partent to de

And Antique Section Leaders to the Control of the C

dis obtions de la jose le Mais on dra

Taren de l

amour neurous la survivida de la companya de la com

- 14.20 13 Ple Eliza Br

the arman for for delay

CTURELLA (E

the section and

dermer je dermer ge

1 4451 OF F

- - - Inisation des &

Contract to the Contract

Transp Her.

and the state of the state of

4 4 1 4 4 5 4 1 2274 20RGE

and the second product

A CONTRACTOR

and the state of the

The Control of the Co

- 14 4.20.0 Control

And the second second second second

JACQUES SQF

Not the state of the

Control of the sale of

31. .... Phaners code

Serio Anages de Dem

# La « sécession » des experts

A l'aube du marché unique européen. les experts en œuvres d'art manifestent de nouvelles ambitions.

La création récente d'une Guilde regroupant une cinquantaine d'ex-perts en œuvres d'art relance le débat sur la qualification, le rôle et la place des membres de la profession dans un marché de l'art en pleine mutation. Leur but : étendre les prérogatives traditionnelles – expertises et authentraditionnelles - expertises et authen-tification en œuvres d'art - au conseil

En clair, les experts ne se contentent plus d'être uniquement les fournisseurs des salles de ventes ; ils veulent désormais jouer un rôle actif d'intermédiaires dans les transactions entre les marchands, les particuliers et même les maisons de ventes aux enchères étrangères. Et pourquoi pas organiser eux-mêmes des ventes publiques avec la complicité d'un commissaire-priseur qui, cette-fois, se bomerait à tenir le maneau.

La détérioration progressive des relations entre officiers ministériels et experts explique en grande partie cette volte-face. Il y a un an, Pierre Chevalier, alors secrétaire général du Syndicat français des experts professionnels en œuvres d'art, et aujourd'hui membre de la Guilde, dénoncait avec vigueur la lente asphyxie des experts. «Avec la publiché faite autour des ventes publiques, le client s'adresse aujourd'hul directement au commissaire-priseur. Ce dernier, par souci d'économie, se passe plus volontiers de nos services ou préfere faire appel à des rabatteurs. Nous serons donc obli-gés de faire de plus en plus de cour-tage », disant-il.

Les propositions faites au prin-temps dernier par la Compagnie des commissaires-priseurs de Paris aux syndicats d'experts pour désamorcer la crise (reconstitution d'une liste sur laquelle les commissaires-priseurs scraient tenus de choisir un expert)

auront été prises de vitesse par une partie de la profession,

En s'installant à Atx-en-Provence, la Guilde veut tirer profit d'une région particulièrement riche en mobilier du dix-septième et du dixhuitième siècle, mais qui, commercialement, demeure sous-exploitée. Par sa connaissance du marché national, elle espère attirer les vendeurs éventuels qui désirent s'évader du cercle restreint du commissaire-priseur local ou du notaire de famille. Quant aux débouchés, les experts n'en excluent aucun : particuliers, marchands, commissaires-priseurs et même maisons de ventes aux enchères étrangères, principalement Christie's, qui a ouvert un bureau à Aix il y a quatre

#### Une position d'attente

Dans la capitale provençale, on adopte une position d'attente. Tandis que Fabienne Albertini (Christie's) émet des réserves sur l'impartialité de l'expert-marchand - « Il faudruit qu'il soit un saint homme pour ne pas acheter pour son propre compte / \*, dira-telle, - Mª Hours s'interroge, «A mon avis, ajoute-t-il, des gens qui se regroupeni, tôt ou tard, essayeront de trouver un marteau pour officier. Pour l'instant, ça ne me géne pas.»

Yannick Bideau, président de la Guilde, ne cache pas ses intentions ; « Nous espérons faire des ventes publiques, et ce avant 1992, mais de façon ponctuelle. Les rôles seralent alors inversés. Ce serait le commissaire-priseur qui serait rémunéré à la commis-

# L'art critique de Piero Dorazio

De 1947 à aujourd'hui, le Musée de la peinture de Grenoble propose le parcours d'un artiste entre l'Italie et les Etats-Unis

correspondance

La rétrospective Piero Dorazio, au Musée de peinture de Grenoble. s'inscrit dans le mouvement actuel de réévaluation des abstractions de l'après-guerre. En la présentant, le conservateur, Serge Lemoine, met accent sur la vitalité formelle et intellectuelle d'un art italien occulté par les stars de l'arte povera ou de la transavantgarde.

Comme les transavantgardistes. Piero Dorazio effectue une traversée de l'histoire de l'art, mais sa démarche ne consiste pas simplement à jouer avec des images empruntées aux pères : il réactive plutôt les recherches des maîtres du vingtième siècle, de Kandinsky à Rothko, tout en exploitant l'héritage du futurisme.

Son aventure commence au sein de Forma 1, dont il est, en 1947. un des fondateurs. Hostile aux réalismes (socialistes ou fascisants) il cherche alors, avec ses amis, à faire admettre un art à la sois « forma-liste et marxiste». Au-delà de la prise de position idéologique, il revendique l'attitude d'un Kandinsky : faire de l'art révolution-

Il a alors vingt ans, manifeste une passion quasi boulimique pour les œuvres des grands initiateurs de l'art abstrait, ou « concret ». Il s'y adonne avec la tête, le regard, les mains : il écrit des analyses vigoureuses, multiplie les voyages à Paris, à Berlin, et bientôt à New-York, engrange des références, amorce des échanges avec Magnelli, Severini... et reconstitue à sa manière, à travers ses toiles, le parcours des avant-gardes,

Dans la première salle de la retrospective, on voit l'artiste faire ses « gammes abstraites », passer de Brame à Robert Delaunay et Malevitch, célébré dans Bene Kasimiro. Il pourrait en résulter un art sans personnalité, suite de reproductions de modèles.

#### « La Ville qui descend » et « la Ville qui monte »

En fait, Dorazio est peintre, plus peintre encore que critique. Vers 1958, il en a fini avec la periode d'initiation, fondée sur une idée spirituelle de l'art héritée de Kandinsky. Il est alors en mesure de conduire sa propre recherche et

naire plutôt que de l'art sur la travaille sur des Trames lumi-révolution. travaille sur des Trames lumi-neuses par lesquelles il scande l'es-

A cette époque, il noue des liens avec les Etats-Unis. L'université de Philadelphie l'appellera d'ailleurs, de 1960 à 1968, comme professeur et directeur du département des beaux-arts. Il fréquente Barnett Newman et Mark Rothko, qu'il ne suit pas en disciple, C'est peut-être

de l'œuvre de Tobey que se rappro-

chent le plus ses Trames lumi-

de mouche »

En réalité, ces fines textures colorées, génératrices de vibrations et de relief, procedent d'une geométrie plus européenne qu'américaine. Il y a moins de gestualité instinctive, plus de contrôle intellectuel chez Dorazio que chez ses amis de l'école de New-York.

Depuis les années 60, l'artiste a exploré des thèmes formels successifs - des bandes évoquant parfois Morris Louis, des courbes entrelacées rappelant les Compénétrations iridescentes de Giacomo Balla, des « nébuleuses » et des treillis chromatiques. Mais à chaque période,

mise en valeur à Grenoble par un accrochage remarquable, s'affirme un même lyrisme, un bonheur de dilater l'espace par la lumière.

Même quand Dorazio se dit lui-même « pessimiste » en commentant son tableau la Ville qui descend, référence « ironique » à la Ville aui monte de Boccioni, même quand il dit ne pas croire que l'art ait une place dans l'environnement contemporain, son tableau le dément par le dynamisme jubilatoire des lignes, l'énergie des cou-

Dans certaines sailes, l'art de ce coloriste est proprement eblouissant. Mais si on scrute les toiles de près, avec cet « æil de mouche » dont il aimerait, confie-t-il, doter les spectateurs de son œuvre, on découvre un métier raffiné, précis, dans la tradition italienne.

BERNADETTE BOST

► Jusqu'au 25 novembre au Musée de Grenoble, et du 15 décembre au 10 février à la Gaileria d'arte moderna, à Bologne. Un important catalogue a été réalisé par la commissaire de l'exposition, Nathalie Vernizzi.

# Des livres pour la FIAC

LE TRIOMPHE DE L'ART AMÉRICAIN

Depuis vingt ans « les Sandler » sont devenus aux Etats-Unis des classiques de l'histoire de l'art. Fortement documentés, construits selon le plus classique des ordres chronologiques, ils décrivent minutieusement l'ascension de l'art new-yorkais, d'école provinciale devenue modèle international. La traduction française est à l'image de l'original, sobre, claire, d'un teurs et étudiants. Seule singularité : les deux premiers tomes parus traitent l'un des années 40 l'autre des années 60. Le volume central, celui qui traite des années 50 sous le titre de l'*Ecole de* New-York, est annoncé pour le printemps.

➤ Tome I : l'Expressionnisme abs-trait et tome II : les Années soixante, par Irving Sandler, traduction M. Lévy-Bram et F. Straschitz, éditions Carré, 294 et 408 pages, mage tome 280 francs.

### LEO CASTELLI

De Trieste, où il est né en 1907, d New-York, en passant par Paris, l'itinéraire de plus célèbre des marchands de contemporain, interviewé par cinéaste, amateur d'art, sous le charme. Les questions paraîtront parfois naïves, et les réponses incomplètes, mais le livre (concu à partir du documentaire réalisé en 1987 par Claude Berri pour la SEPT) fournit une quantité d'informations sur le métier de galoriste dans ses plus nobles moments: ceux de la découverte et de la promotion de nouveaux talents, comme Robert Rauschenberg et Jasper Johns.

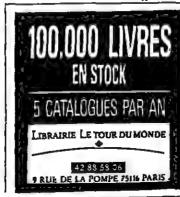
► Claude Berri rencontre Leo Cas-telli, avec la collaboration de Ann Hindry, éditions Renn, 240 pages, 175 illustrations, dont 95 planches

#### DOLL'ART par Philippe Simonnot

toujours à la règle.

Par un analyste de la société contemporaine, économiste de surcroît, un portrait virulent du monde de l'art d'aujourd'hui. Il le décrit partagé entre affairistes et fonctionnaires, manieurs d'argent et obsédés du moderne à tout prix. Tout pamphlet cède quelquefois au plaisir de la simplification assassine - et celui-ci n'échappe pas

▶ Editions Gallimard, 300 pages, 97 francs.



# La place réelle de l'Europe dans la stratégie des entreprises

Pour les entreprises françaises, allemandes, suisses... quelle place a vraiment l'Europe dans leurs stratégies?





Ils sont fous ces Suédois

DU MONDE NEW-YORK-LYON

CHAMPIONNAT

Septième partie La victoire attendue de Karpov

Egalité. La septième partie ajournée par Karpov, vendredi 26 octobre, n'a pas été reprise, Kasparov reconnais-sant sa défaite samedì dans la matinée. A vrai dire, personne n'attendait un autre choix de la part du champion du monde tant sa position était désespérée à l'ajournement (le Monde daté 28-29 octobre). Les deux joueurs se trouvent à 3,5 partout avant la huitième partie qui devait se jouer lundi 29 octobre.

Débarrassé de la hantise de faire « chou blanc » dans les parties sept à douze (le Monde du 27 octobre), Karpov, avec cette première victoire, a rappelé à Kasparov qu'il n'était pas n'importe lequel des grands-maîtres devant qui on peut prendre n'importe quel risque, voire mépriser ses combi-

# NOMINATIONS

SANTÉ M<sup>me</sup> Dominique Laurent responsable du cabinet de M. Bruno Durieux

M™ Dominique Laurent, maître des requêtes au Conseil d'Etat, char-gée de mission, depuis le 12 octobre, auprès de M. Bruno Duricux, minis tre délégué à la santé, excree de fait la fonction de directeur de cabinet. Toutefois, sa nomination officielle ne pourra intervenir qu'à la fin de sa période statutaire au Conseil d'Etat, au début de 1991.

M. Luc Matray, ancien directeur adjoint à la Banque de France, a été nommé chef de cabinet, mercredi 24 octobre.

Parmi les conseillers techniques nommés, trois sont conseillers du ministre des affaires sociales et de la solidarité, M. Claude Evin : le professeur Bruno Varet, chargé des ques-tions bospitalo-universitaires, du suivi de la loi hospitalière, des études médicales, de la recherche et de l'évaluation médicales: le docteur Jérômi Cahuzac, chargé de la politique du médicament, de la biologie et des équipements sanitaires, et M. Edouard Couty, chargé de suivi de la loi hospitalière. En outre, Mr Anne-Marie Brocas, administrateur civil, est chargée de la politique de santé et des relations avec les professions de santé, et M. Patrick Mordelet, des établissements sanitaires et des personnels hospitaliers.

[Née le 21 février 1951, à Paris, Dominique Laurent, diplômée de Mª Dominique Laurent, diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, ancienne élève de l'Ecole nationale d'administration, devient, en 1976, administrateur civil aux ministères du travail et de la santé. Chef du bureau prestations familiales à la direction de la Sécurité sociale à partir de 1978, che est détachée en navembre 1980 dans un emploi d'auen novembre 1980 dans un emploi d'au-diteur au Conseil d'Etat. En 1983, elle est chargée de mission au secrétariat general du gouvernement (éducation nationale, droits de la femme, fonction publique) puis, en mars 1985, elle devient administrateur civil hors classe ntenue dans ses fonctions au societa riat général du gouvernement (questions sociales), elle est nommés, en juin 1988 maître des requêtes au Conseil d'Etat.)

habituelles

la région parisienne seront fermés

12 heures, au vendredi 2 novem-

BIBLIOTHEQUE NATIO-

NALE. - Les salles de lecture seront fermées les jeudi 1º et ven-dredi 2 novembre, mais les exposi-tions (« Pièces d'échec », « Louis Jouvet et le cinéma », ainsi que le

Musée des monnaies) seront

ARCHIVES NATIONALES. -

Les salles de lecture des Archives nationales et le Musée de l'Histoire

de France seront fermés le

HOTEL NATIONAL DES INVALIDES. – Le Musée de l'ar-

mee, le dôme royal et le Musée des

plans-reliefs seront fermés le jeudi

ouvertes aux heures habituelles.

bre, aux heures habituelles.

mercredi 31 octobre, à

FAMILLE M<sup>me</sup> Anick Morel

# directeur du cabinet de Mme Dorlhac

M≈ Anick Morel, inspecteur de la Sécurité sociale, vient d'être nommes directeur de cabinet du secrétaire d'Etat à la famille et aux personnes agées, Mr Hélène Donhac. Elle succede à ce poste à M. Jean Blocquaux nommé inspecteur général de l'action

[Née le 28 janvier 1950 à Paris. Aprek Morel est titulaire d'un CAPES de sciences économiques et sociales. Diplômée de l'École nationale d'administration, elle a commencé sa carrière dans l'enseignement en étant, de 1974 à 1977, professeur de sciences économiques et sociales en région pari-senne. De 1982 à 1986, elle assure la responsabilité du bureau de la réadaptation des personnes handicapées au minis-tère des affaires sociales et de la solida-rité nationale. De 1986 à 1988, elle travaille à la Cour des comptes et, après un bref passage à la direction du cabinet de M's Catherine Trautman, alors secrétaire d'Etat chargé des personnes àgèrs et des handicapés, elle devient, jusqu'en écembre 1989, conseiller technique de M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale. Depuis le 31 décembre 1989, elle est inspecteur de la Sécurité sociale.]

F 🏂

INSTITUT

# De Bernard de Clairvaux à Lamartine

Les discours de la séance publique des cinq académies font tous référence à une actualité plus ou moins directe

cielle? M. Jacques-Louis Lions

(sciences) en a relevé les grandes étapes et rendu hommage aux

principaux pionniers: Pascal,

Navier, Prony, Charles Bubbage, Vito Voltera, Alan Turing, L. F. Richardson, Herman Goldstein,

Déclarer

la paix à l'Europe

Autre anniversaire, un bicente-naire cette fois, celui de Lamar-

tine. Là encore, M. Pierre-Georges Castex (sciences morales et politiques) a évoqué l'homme

politique de préférence au poète -qui, d'ailleurs, dès 1834 assignait à la poésie de de Mun un rôle phi-

losophique, religieux, politique.

droit divin, Lamartine, a-t-il glisse vers le libéralisme, l'opti-

misme humanitaire, presque le

socialisme? M. Castex a associé

aux événements auxquels a parti-cipé le poète le progrès continu d'une pensée politique. « L'esprit social a remplacé l'esprit monar-chique», proclamait-il à la Cham-bre en 1834. En 1840, année de

crise européenne, il axe ses écrits

et ses paroles sur la paix à édiffer ou à sauver. En 1841, il se range

dans l'opposition. Et, en 1848,

chef exécutif du gouvernement

provisoire (O combien provisoire!), il impose le drapeau tri-

colore au cours d'une séance

devenue historique et il a le temps, avant de quitter la scène

Comment de monarchiste de

rituellement rassemblées sous la Coupole pour la En dépit de leur caractère disparate conforme aux ou politique.

Ainsi, M. Christian Langlois (beaux-arts) en appelle aux jeunes artistes dans son plaidoyer pour la beauté toujours menacée de mort par ceux qui incarnèrent mort par ceux qui incanuctent l'avant-garde « un demi-siècle plus tôt et qui, marchant à reculons, voient devant eux un passé qu'ils prennent encore pour l'avenir».

Tuer la beauté, autrement dit tuer le plaisir joint à l'émotion au bénéfice d'abord de jeux intellec-tuels arides puis voués à un anéantissement progressif : l'orateur espère fermement la fin de ce rêve luciférien et suicidaire.

Ces préoccupations pourront-elles sembler futiles en regard du tumulte international? En se bornant à l'éloge des qualités d'arbi-tre et de médiateur de saint Ber-nard de Clairvaux dont on célèbre le neuvième centenaire, personnage considérable dominant le douzième siècle, fondateur de monastères, protecteur de la deuxième croisade, confident de rois et de princes, grand Euro-péen s'il en fût, M. Jean Richard (Inscriptions et Belles Lettres) enumère les nombreux exemples d'une activité de conciliateur effi-

L'abbé de Clairvaux a mis son immense prestige au service des seigneurs ou des communautés religieuses engagés dans des querelles pouvant tourner au tragique. Or il n'est guère de différend que Bernard n'ait apaisé, le plus souvent au prix de concessions

Les « machines à calculer » de Blaise Pascal sont devenues un outil universel. Le triomphe de l'ordinateur dans tous les domaines de l'activité humaine

Un point commun confère une sorte d'unité aux vocations des diverses compagnies, ces propos discours des porte-parole des cinq académies semblent tous orientés vars une actualité plus ou moins directe, car ils évoquent soit des problèmes séance de rentrée de l'Institut, mardi 23 octobre. d'ordre culturel ou international, soit scientifique

politique, de déclarer la paix à n'a plus besoin d'être confirmé. Mais comment, en trois siècles et l'Europe. demi, est-on parvenu à inventer et à vulgariser la pensée artifi-

C'est en médecin que M. Jean Hamburger, au nom de l'Académie française, s'est penché d'abord sur les problèmes épineux de l'enseignement : « A chaque minute du jeune âge se joue l'avenir du cerveau et l'enseignement reçu par un enfant influencera pour toujours ses structures mentales. » En humaniste ensuite qui défend « l'utilité de l'inutile ». Et d'énumèrer quelques disciplines sans utilité immédiate qui ont le pouvoir de développer l'esprit critique, la profondeur d'analyse, l'art de la synthèse, un jugement sain, une curiosité toujours en éveil, etc. A savoir l'étude de la langue française, l'enseignement des textes anciens et la large

place faite à la biologie. Enfin, M. Hamburger vante les possibilités miraculeuses de cette a merveilleuse machine » qu'est la télévision. Du moins la télévision qui passionnerait enfants et adultes sur les grands problèmes de l'heure. « Hélas ! ajoute l'orateur, laissez s'évanouir ce rêve. Cette télévision-là n'existe pas ». Il dénonce alors la compétition de la télévision publique française avec la télévision privés pour une audience maximale et pour des émissions assez souvent détesta-

JEAN-MARIE DUNOYER

PROBLÈME Nº 5379

23456789

#### Les services ouverts MOTS CROISÉS ou fermés a la Toussaint

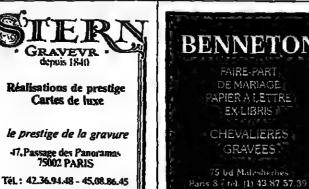
PRESSE. - Les quotidiens le novembre. Toutefois, l'accès à nationaux paraîtront normalement l'église Saint-Louis demeurera libre BANQUES. - Fermées le ter aux offices.

CITÉ DES SCIENCES ET DE L'INDUSTRIE. - La Cité des sciences et de l'industrie sera ouverte le 1º novembre, de BUREAUX DE POSTE. - Pas de distribution de courrier à domicile le la novembre. Les bureaux 10 beures à 18 beures, ainsi que les de poste seront fermés, à l'exception de ceux assurant la permaexpositions: « Vive l'eau », « La fabrique de la pensée», « Naisnence des dimanches et jours sance d'un bateau» et « La science par la bande». La Géode sera ouverte le lundi 29 octobre et le RATP. - Service réduit des dimanches et fêtes. jeudi le novembre.

GRANDS MACASINS. -Seront fermés le 1º novembre, à MUSÉES. - A Paris, seront l'exception de la Samaritaine (ouverte de 10 heures à 19 heures et du Bazar de l'Hôtel de Ville ouverts : le Centre Georges-Pompi-dou, le Musée d'Orsay, le Grand Palais (« Nouvelle dation Picasso et FIAC 90 »), l'Orangerie des Tui-(ouvert de 14 heures à 19 heures). leries, le Musée Picasso, le Musée ASSURANCE-MALADIE. -Les centres et services de la Caisse primaire d'assurance-maladie de des arts africains et océaniens, le Musée des arts et traditions popu-Paris seront fermés du mercredi 31 octobre, à 15 heures, au venlaires, le Musée Guimet (arts asia-tiques), le Musée Gustave-Moreau, Musée J.-J.-Henner, le Musée dredi 2 novembre, aux heures Auguste-Rodin et le Musée des ALLOCATIONS FAMI-LIALES. - Les services d'accueil du siège et les unités de gestion de

monuments francais. En région parisienne, seront ouverts : le château de Chantilly, le domaine et l'abbaye de Chaalis, les châteaux de Fontainebleau, de Malmaison, de Bois-Préau, le usée des Granges de Port-Royal. le Musée des antiquités nationales et le Musée du Prieuré, à Saintmain-en-Laye.

En province, seront ouverts : le château de Pau, le Musée Message biblique Marc Chagall, à Nice, le Musée de Saint-Riquier, le Musée de la Préhistoire, aux-Eyzies-de-Tayac, le Musée de la coopération franco-américaine, au château de Blérancourt, le Musée de l'île d'Aix, le Musée Adrien-Dubouché, à Limoges, le Musée des deux vic-toires, à Mouilleron-en-Pareds, le Musée Magnin, à Dijon, la maison Bonaparte, à Ajaccio, et le Musée Milelli, en Corse.





AII IX) X1 MORIZONTALEMENT I. Quand il est petit, n'a pas beau

coup d'obligations. - II. Coulent sou-vent en hiver. - III. Un âne en littérature. Dans une série d'interdictions. IV. Dans un alphabet étranger. La grande est comme un échales. -V. Mesure. Une réponse vraiment bête. - VI. Vieille fille, Fis bon poids. – VII. Très suffisant. Croix. – VIII. Quand on y arrive, on s'arrête. Accompagnent les autres. - IX. Est parfois périlleux. On y entre pour se mesurer. - X. Une question pour le psychologue. Adverbe. - XI. Pas conservés. Donna des raisons de se plaindre.

VERTICALEMENT

1. Mordent les doigts. - 2. Perdre un peu de vie. Cache. - 3. Un vieil ennui. Lourde quand elle est grande. 4. Conseil de détente. Bien ajustés - 5. N'est pas à mettre avec les obiets de valeur. - 6. Accompa gnaient ceux qui partaient. - 7. Font un cent quand ils sont en carré. Sans aucun fondement. - 8. Sont parfois des fumées. - 9. Bien choisie. Finira par venir à bout.

Solution du problème nº 5378

Horizontalement I. Arboricultrice. – II. Coutelas. Audace. – III. Curé. Lueur, Eros. – IV. Epée. Utérins. – V. Si. Ase. Uni. Sou. – VI. Semastres. Arum. – VII. Esprit. Aria. - VIII. Té. Trisaleul. Si. - IX. Té. Esau. Vraies. - X. Bass. Si. Ain. - XI. Impolitesse. Dit. - XII. Léon. Zèle. - XIII. Lui. Pétré. Nés. - XIV. Errer. louler. Ut. - XV. Stemu-

Verticalement

1. Accessit. Billet. - 2, Roupie. Éta-4. Otée. Est. Son. Et. – 5. Ré. Aspre. Pré. – 6. Illustrissime. – 7. Cautérisait. Tin. – 8. Usée. Etau. Ecrou. – 9. Urus. As. Eur. – 10. Tarin, Révise. 12. Ides. Rãia. 26ro. - 13. Ru. Nia. Urne. Net. -12. Ides. Rãia. Zéro. - 13. Car. Sûr. Indes. - 14. Economisé. II. Ur. -15. Es. Ais. Testé.

**GUY BROUTY** 

Naissances

- M. et M. Serge RECHTER laissent à leur petite-fille Anne-Cécile noncer la naissance de son

Maxime

le 18 octobre 1990, au foyer de Jean-François et Catherine-France

3, square du Rouie, 75008 Paris.

Alencon.

M∞ Nanie Bouet-Veillon, on épouse, Cécile et Jean-Jacques Gagez leurs cofunit.

Agnès et Stéphane Gantier et leurs filles, Marie-Christine et Pascal Prayez et leur fils.

François et Véronique Bouetet leurs enfants, Armelle et Marc Puech

et leurs enfants, Jean-Paul Bouet et Nathalie Dubois ses enfants et petits-enfants, Ses sœurs, beaux-frères, belle

neveux et nièces, Toute la famille Et les amis. out part du retour au Père de

Joë BOUET, survenu le 23 octobre 1990, dans sa

Ses obsèques religieuses ont été célé-brées le vendredi 26 octobre, à 14 h 30, en l'église du Christ-Roi de Courteille

16, rue Pierre-Curio, 61000 Aleacon. PFG Hubert Hamelain, 76. Grande-Rue, 61000 Alencon. Tél.: 33-26-03-21.

Françoise Dubois-Charlier, Jacques et Alain Charlier, ses enfants, Florence et Caroline Charlier,

Jean Dubois Marie-José Karduner, ont la douleur de faire part du décès de

> Robert-Edouard CHARLIER, professeur émérite i l'université Paris-II,

survenu le 26 actobre 1990, après celui da son énouse.

Simone Charlier,

le 22 octobre 1990.

tent à s'essocier à l'hommeec ou'lls rendent à leurs parents à nouveau

Tour Avant-Seine , rue Robert-de-Flers, 75015 Paris.

- Le professeur Albert-Claude et Me, née Marianne Davidau,

Emmanuelle et Florent M= Georges Davidau, Estello, Olivier et Zoc, M. Jacques Fradin et M=, née Nicole Davidau, Hélène et Guillaume, M. et M= Michel Davidau M= Bernadette Normand.

ont la douleur de faire part du décès de M™ Albert DAVIDAU,

le 24 octobre 1990, à soixante-huit ans et rappelent à votre souvenir le

docteur Albert DAVIDAU, son mari, décédé le 3 igillet 1980

Georges Olivier DAVIDAU ion fils, décédé le 27 octobre 1985.

Ils expriment toute leur gratitude aux médecins, à la psychanalyste et aux infirmières qui l'ont aidée.

Dons à la Ligue contre le cancer.

24, rue d'Artois, M. Jean Hugret,

M. ct M. Bernard Hugret. M. François Hugret, M. et Mª Jean-Philippe Hugret, ses petits-enfants ont la douleur de faire part du décès de

Mª Jean HUGRET,
née Yvonne Heary,

survenu le 24 octobre 1990. Le service religieux a eu lieu, dans l'intimité familiale, à Hossegor.

Cet avis tient lieu de faire-part. Saint-Nicolas

Avenue du Golf, 40150 Hossegor. 86, rue de Sèvres, 75007 Paris.

- M∞ Jacques L'Anthoen, Le docteur Alain Arditi et Mos, et leurs enfants, M. et Mac Jean-Jacques L'Anthoèn et leur fils, ont la douleur de faire part du décès du STUS-POMPIBOU

général Jacques L'ANTHOËN,

sa fille, Hervė Rousselot,

Georges Vaillant, et leurs enfants

> M= Lucien NOUVEL née Reine Dupuis,

survenu le 26 octobre 1990, dans sa

La cérémonie religiouse sera célébrée le 30 octobre, à 15 h 30, en l'église Saint-Georges d'Orival (Selac-Mari-

son épouse, M. et M™ Jean-Pierre Page.

ont le chagrin de faire part du rappel à ML Marcel PAGE.

survenu le 26 octobre 1990, à l'hôpital

Une bénédiction sera donnée le mardi 30 octobre, à 9 heures, à

La cérémonie religiouse sera celébrée le mercredi 31 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Sauveur de Recouvrance, à Brest, suivie de l'infrumetion dans le caveau de famille au cimetière de

42. € 1983

... 88

143

Provinced a

MARIS EN VISITES

23.

ing of security and

10 62 25

1.100

4 + 37

En Cola.

The Thirty

S POTE KY Internal learning

. 20 <del>ਅਰਮਨ</del>

್್ರಿಕ್ ರಕ್ಷ ತಕ್ಕ

A 22.44 THE BEN

e estes.

MARDI 30 OCTOBRE

-

Cet avis tient lieu de faire-part,

75008 Paris.

Mª Paul Barboni, M. et M= Jean-Michel Pousse. M= Olga Pousso, Le docteur et M= Maurice Cassé Le docteur et M= Charles Cassé ct leurs enfants,

M. et Mª Daniel Blanchard. leur fille et leurs petits-enfants, font part du décès de M Georgette POUSSE,

survenu le 23 octobre 1990, dans sa

Remerciements - Georgette Althusser-Boddaert,

sa sœur, François Boddaert, son neveu, très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

Louis ALTHUSSER,

prient toutes les personnes qui se sont associées à leur point de trouver les l'expression de leurs sincères remercie-

remercient parents, proches et amis présents aux obsèques de leur très cher

Christian.

ainsi que ceux qui se sont joints à eux

emportait Pierre PRENTOUT.

A tous ceux qui ne l'ont pas oublié. Messes anniversaires - A la mémoire de

une messe sera célébrée le mercredi 14 novembre, à 19 heures, en l'église Notre-Dame-du-Travail.

75014 Paris.

CARNET DU Monde

survenu le 23 octobre 1990, au Havre,

215, boulevard François-I-, 76600 Le Havre.

- Colette Nouvel-Rousselot

son gendre,
Marie-Ange et Benjamin Rosses petits-enfants,
Madeleine Roger
et sa fille Anne-Marie,
Control Voillens Voillens

ont la douleur de faire part du décès de

- M= Marcel Page,

ses enfants, Philippo et Cédric, es petits-cofants. Les familles Page, Lavandier et Et toute la famille,

vice-amiral, commandeur de la Légion d'honneur croix de guerre 1939-1945, officier du Mèrite maritime,

du Val-de-Grace, Paris-5. dans sa quatre-vingt-sixième année.

Priez pour lui.

81, rue du Rocher,

née Cassé, directrice d'école honoraire,

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité,

agrégé de philosophie, professeur à l'École normale supérieure,

- Mr Marion Leroi,

**Anniversaires** - Le 30 octobre 1989, le cancer

Guy MADIOT

26, rue Guilleminot.

مكذا من الاحل

**LUNDI 29 OCTOBRE** 

# RNET DU Mande Wash State of M.

CINÉMAS

CENTRE

GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

LES EXCLUSIVITÉS

A LA POURSUITE D'OCTOBRE

ROUGE (A., v.o.): Gaumont Ambas-sade, 8° (43-59-19-08); v.f.: UGC Montparnasse, 6° (45-74-94-94); UGC Lyon Bastille, 12° (43-43-01-59).

LES AFFRANCHIS (") (A., v.g.)

Forum Orient Express, 1- (42-33

42-26); 14 Juillet Odéon, 6. (43-25-

59-83); Publicis Champs-Elyaées, 8-(47-20-76-23); UGC Normandie, 8-

(45-63-16-16) ; Gaurnont Pamasse, 14-(43-35-30-40) ; 14 Juliet Beaugreneke,

15- (45-75-79-79); v.f.: Bretagne, 6-(42-22-67-97); Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08); Paramount Opéra, 9-

(47-42-56-31). LES ARMES DE L'ESPRIT (Fr.) ; Les

Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77), ATTACHE-MOI I (Esp., v.o.); Laina, 4 (42-78-47-88); Lucernaire, 6 (45-44-57-34).

Bois, 5 (43-37-57-47).

79-38).

70-33-88)

L'AUTRICHIENNE (Fr.) : Epée de

L'AVENTURE DE CATHERINE C.

(Fr.) : Pathé Hautefeuille, 6. (46-33-

BAD INFLUENCE (A., v.o.); Forum Orient Express, 1° (42-33-42-26); George V, 8 (45-62-41-46).

BIENVENUE AU PARADIS (A.

v.o.): Forum Orient Express, 1= (42-33-

42-26); Elysées Lincoln, 8. (43-59-

38-14) ; Sept Parnassiens, 14- (43-20-

32-20); v.f. : Pathé Français, 9- (47-

BOUGE PAS, MEURS, RESSUS-

CITE (Sov., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36) ; Cosmos, 6- (45-44-

28-80); UGC Rotonde, 6\* (45-74-94-94); Les Trois Belzac, 8\* (45-61-10-60); La Bastille, 11\* (43-07-48-60).

LA CAPTIVE DU DESERT (Fr.) :

CASTE CRIMINELLE (Fr., v.o.) Utopia Champolion, 5- (43-26-84-65).

LE CERCLE DES POÈTES DISPA-

RUS (A., v.o.) : George V, 8° (45-62-4)-48) ; Sainr-Lambert, 15° (45-32-91-68) ; v.f. : Las Montpernos, 14° (43-

CHARLIE (A., v.f.) : La Berry Zèbre,

11- (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15-

(45-32-91-68). CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES

GOSSES (A., v.f.) : Denfert, 14. (43-

21-41-01) ; Grand Pavois, 15- (45-54-

46-85); Saint-Lambert, 15° (45-32-

CINEMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : George V, 8- (45-62-41-46) ; Grand Pavois, 15- (45-54-46-85).

58 MINUTES POUR VIVRE (A.,

v.o.) : Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8•

(43-59-92-82) ; v.f. : Rex, 2\* (42-36-

(43-59-92-82); v.f.: Nex, 2° (42-36-83-93); UGC Montpamasse, 6° (45-74-94-94); George V, 8° (45-62-41-46); Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31); Fauvette, 13° (43-31-56-86); Mistral,

14- (45-39-82-43) UGC Convention, 15- (45-74-93-40) : Pathé Clichy, 18-

(45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20- (46-

BRANCHE (A., v.o.): UGC Bistritz, 84 (45-62-20-40); v.f.: Pathé Montpar-

nasse, 14 (43-20-12-08).

28, 18 (46-06-36-07).

COMME UN DISEAU SUR LA

CRY-BABY (A., v.o.) : Cinoches, 6.

(46-33-10-82) ; Studio 28, 18- (46-06-

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) :

Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26); UGC Triomphe, 8- (45-74-93-50); Sept Parnassiens, 14- (43-20-

DADDY NOSTALGIE (Fr.): UGC Rotonde, 6: (45-74-94-94); UGC Triomphe, 8: (45-74-93-50); Studio

DÉTOUR (A., v.o.) : Action Christine, 6- (43-29-11-30).

DICK TRACY (A., v.o.) : Forum Hort-

ton. 1# (45-08-57-57) : UGC Odéon. 6\*

« L'impressionnisme au Musée d'Orsay », 13 h 30, sur l'esplanade du musée, sous l'éléphant (C. Merle). « Les rois de France et leurs tom-beaux à Saint-Danis », 14 h 30, devant la caisse (pour les jeunes). « La Folie Saint-James », 15 heures, sortie du métro Pom-de-Neully, côté svenue de Madrid (Monuments histo-riques).

a Paris et les Parisiens », 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musée Camava-

et. «L'église souterraine de Saint-Sui-pice et les peintures murales de Dele-croix », 14 h 30, façade de l'église (D. Bouchard).

(D. Bouchard).

« Promenade de la place des Vosges à la maison parisienne de Jacques Cosur », 14 h 30, métro Saint-Paul-Le Marais (Lutèce visites).

« A la découverte du Pelais-Royal et de son quartier », 14 h 30, devant les grilles du Conseil d'État, place du Pelais-Royal (Arrs et castera).

Jardins et ruelles méconnus du vieux Montmartre », 14 h 30, métro Lamarck-Caulaincourt (M= Cazes).

MARDI 30 OCTOBRE

PARIS EN VISITES

36-10-96).

Epée de Bois, 5: (43-37-57-47).

at the date of the state of

are par the ores

An erry facially shall be

ं. ग्यान्य हिम्मा तेष **तेन्**त्र

Jal 100 heinest -1.

Scine Indiana

The state of the s

Charles have

region of aska

The state of the s

37.

As Office

5 5 5 52

The second second

10 MA

100

计分词 医动脉性线膜

Remerciams:

Riss (P. )

Accide ersain

12.8350

1000

Warriel PAGE

to the state of

1.40

 $\frac{\pi}{Mm_s}$ 

8.3

the string

A Commence of the State of the

Sea the gardner Elli UHOFF

Naissances

A THE CASE HALF to be diene

d againer in **有**在10世纪。 dell'among to Fallen to State. 11.7.23

الرومون والاستفاد 22 Jun 34 Deces सर्वे केन्द्राच्या । अस्ति । Sec. September . **東京学術学院上 デージェイン** St. Fred to the

and the second **持**去你 "老女,天<sub>人。</sub> A statistical 美国华州 (1957年) Spirita Anthron Service 5 3 . Take to the first and A . All Garages of her all **参考的从上**: All the second s

er terepap TRANSPIR BALLING District En employed by the second entry and have the last Thirty of the Service of Part Salary Carles Barbare port Educates a real from Dept. Market State of the

A Section of the second क्षाचीता स्टब्स्ट १००० हरू 1. 物質形 4 La Menter de la reconstrucción Section of the Jan Barthampson Commencer  $|g_{ij}\rangle = |g_{ij}\rangle + |g_{ij}\rangle$ 

At the " And the second of the second a sumple of the  $S_{22} = S_{22} \otimes S_{21} \otimes \ldots \otimes S_{2n} \otimes S_{2n}$ Properties of the Control of the Con The state of the s  $\sum_{i}\frac{\partial u_{i}}{\partial x_{i}} dx_{i}^{2} = -\frac{1}{2} \left( \frac{\partial u_{i}}{\partial x_{i}} + \frac{\partial u_{i}}{\partial x_{i}} + \frac{\partial u_{i}}{\partial x_{i}} + \frac{\partial u_{i}}{\partial x_{i}} \right) = -\frac{1}{2} \left( \frac{\partial u_{i}}{\partial x_{i}} + \frac{\partial u_{i}}{\partial x_{i}} \right)$ Agriculture of the State Control 4-24-25-6 SALE AND A CONTRACTOR address of the control of

BOOK SERVE BUT IN

رائي المراجع والمراجع والاستان المراجع والأساس المراجع والمراجع والمراجع

Marine Allerania California \$ 12 7 March 1997 A Same of the second of the Bett Bettermen A PORT CONTRACTOR OF THE STATE 製造学 (\*\*\*)。

व्यक्तमं । प्रशिक्षः क्षेत्रस्य मन्त्रः अस्तिस्यानम्

The second of th

Regulate to the first to

4. 1. 4. All Payments

وريه مصفحه الالها  $\Delta_{\mathcal{A}} = \{ (x_{\mathbf{A}}, x_{\mathbf{A}}, x_{\mathbf{A}},$ 2 1 WE FIRST

الأنهام والمراجع والمنطق 

«La Conciergerie, de Philippe le Bel à la Terreur», 14 h 30, entrée, 1, quai de l'Horloge (M. Pohyer).

a Hôtels et jardins du Marais sud, place des Vosges a, 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du nagadi

mandie, 8\* (45-63-16-16); Sept Pan nasaiens, 14\* (43-20-32-20); v.f. UGC Montpanasse, 6\* (45-74-94-94) Paramount Opéra, 9\* (47-42-56-31) UGC Gobelina, 13\* (45-61-94-95) Le Cinéma des pays nordiques : [a Nuit des forans (1953, v.o. s.t.] ), d'Ingmar Bergman, 14 h 30 : les Fian-cès de Glomdal (1925), d'Ingmar Berg-UGC Convention, 15- (45-74-93-40); Pathé Wepler II. 18- (45-22-47-94); Le Gambette, 20- (46-36-10-96). DO THE RIGHT THING (A., v.o.) man. 17 h 30; A travers to miroir (1961, v.o. s.t.f), d'Ingmar Bergman, 20 h 30. Cinoches, 6= (46-33-10-82). DOCTEUR PETIOT (Fr.) : Pathé Heu

tefeuille, 6• (46-33-79-38) ; George V 8- (45-62-41-46) ; UGC Opera, 9- (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) ; Sept Parnassiens, 14- (43-20-ETOILE CACHÉE (Ind., v.o.) ; Pan-

théon, 5° (43-54-15-04). EXTRÈMES LIMITES (A.) : La Géode, 19- (46-42-13-13). FULL CONTACT (A., v.f.): Holly-wood Boulevard, 9- [47-70-10-41]; Paris Ciné I, 10- (47-70-21-71).

LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26); Gaumont Les Halles, 1= (40-

26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2-(47-42-60-33) ; Rex., 2-(42-36-83-93) ; Bre-tagna, 6-(42-22-57-97) ; UGC Danton, 6-(42-25-10-30) ; Gaumont Ambas-sada, 8-(43-59-19-08) ; Saint-Lazars-Concorde, 8: (43-59-92-82); UGC Norsade, 8 (43-59-19-08); Saint-Lazara-Pasquier, 8 (43-87-35-43); Les Nauon, 12 (43-43-04-87); Fauverre, 13 (43-31-58-86); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); Les Montpernos, 14 (43-27-82-37); 14 Judiet Baaugra-nelle, 15 (45-75-79-79); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94); Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01); Le Gem-betta, 20 (46-38-10-96). LE GRAND BLEU Gr., V.(.1); Evitées

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elysées Incoln, 8 (43-59-35-14).
GREMLINS 2 (A., v.o.) : George V.
8 (45-62-41-46) ; v.f. : Hollywood
Bouleverd, 9 (47-70-10-41) ; Fauvette,
13- (43-31-56-86).

Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Saint-André-des-Arts II, 6- (43-26-80-25); Les Trous Belzac, 8 (45-26-60-60); UGC Opéra, 9 (45-74-85-40); La Bas-tille, 11 (43-07-48-60); Sept Pamas-siens, 14 (43-20-32-20).

### LES FILMS NOUVEAUX

LES AVENTURIERS DU TIMBRE LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU. Film canadien de Michael Rubbo: Latins, 4- (42-78-47-86); Epée de Bors, 5- (43-37-57-47); George V, 8- (45-62-41-48); Sept Parnassiens, ; 14- (43-20-32-20); Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68). Saint-Cambert, 15- (45-32-91-88).

LE CHATEAU DE MA MÈRE (à partir de vendreid3-93); 14 Juillet Oddon, 6- (43-25-59-83); Bretagne, 6- (42-22-57-97); Publicis Saint-Germain, 6- (42-22-72-80); La Pagode, 7- (47-05-12-16); Gau-

mont Ambassade, 8° (43-59-19-08); Publicis Champs-Eyaées, 8° (47-20-76-23); Saint-Lazare-Pasquier, 8° (43-87-35-43); La Bastille, 11° (43-07-88-60); Las Nation, 12° (43-48-60); Cas Nation, 12° (43-4 (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12• (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13• (45-61-94-95); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillat Beaugrenelle, 15- (45-75-78-79); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); UGC Maillot, 17- (40-58-00-16); Pathé Clichy, 18- (45-22-45-01); Le Gambetta, 20-

146-36-10-961. JEAN GALMOT AVENTURIER. Film français d'Alain Maline : Forum Horizon, 1= (45-08-57-57) ; Rex. 2-Horizon, 1= (45-08-57-57); Rex, 2-(42-38-83-93); UGC Montparnasse, 6= (45-74-94-94); UGC Odéon, 6= (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 8= (43-59-92-82); UGC Normande, 8= (43-63-16-16); Pare-mount Opéra, 9= (47-42-56-31); Les Nation, 12= (43-43-04-57); UGC Lyon Bastille, 12= (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13= (45-61-94-95); Mistral, 14= (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14= (43-20-12-08); Montparnasse, 14- (43-20-12-08) UGC Convention, 15. (45-74-93-40); UGC Maillot, 17. (40-68-00-16) : Pathé Clichy, 18. (45-22-

JOURS DE TONNERRE, Film américain de Tony Scott, v.o. : Forum Horizon, 1= (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6. (42-25-10-30) Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-92-82) ; UGC Bierriz, 8- (45-62-20-40) ; v.f. ; Rex, 2- (42-36-

HENRY & JUNE (\*) (Fr., v.o.): Gaumont Les Halles, 1° (40-28-12-12); Pathé Impérial, 2° (47-42-72-52); 14 Juliet Odéon, 6° (43-25-69-83); Publicis Saint-Germain, 8° (42-22-72-80); UGC Biarritz, 8° (45-62-20-40); 14 Julies Basville, 11° (43-57-90-81); Escu-UGC Biarritz, 8\* (45-62-20-40); 14 Junier Bastille, 11\* (43-57-90-81); Excurial, 13\* (47-07-28-04); Gaumant Parnasse, 14\* (43-35-30-40); v.f.: UGC Opéra, 9\* (45-74-95-40); Les Montparnos, 14\* (43-27-52-37); Pathé Wepler

II, 18. (45-22-47-94). ILS VONT TOUS BIEN (It., v.o.) : Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26); Latine, 4= (42-78-47-88); 14 Juillet Odéon, 6= (43-25-59-83); George V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14° (43-20-32-20); v.f. : Pathé Français, 9- (47-70-33-88).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETE DE L'ETRE (A., v.o.) : Cinoches, 6. (48-33-10-821.

LES LIAISONS DANGEREUSES (A. (42-25-10-30) : Pathé Marignan- v.o.) : Cinoches, 6- (48-33-10-82).

cites passages marchands, une promenade hors du temps », 14 h 40, 4, rue du Faubourg-Montmartre (Paris

e Peinture et mobilier du dix-hui-tième siècle. Collections du Petit Palais », 14 h 45, hail du Petit Palais (Tourisme culturel).

« Toute l'ile Saint-Louis », 14 h 45, métro Pont-Marie (M. Banassat).

«L'Opéra. Garnier et le style Napo-léon III, 15 heures, à droite avant d'antrer dans l'Opéra (Connaissance d'icl et d'ailleurs).

Salle Notre-Dame-des-Champs, 92 bis, boulevard du Montparnasse, 15 heures : «Cytie deux Allemagnes réunifiées : des musées à vous couper le souffle» (Paris et son histoire).

30, avenue George-V, 14 heures:
Lama autour du monde, film de
N. Norbu Rimpoche (en anglais):
16 heures: Interview de Tenzin
Gyatso, quatorzième dalaf-kma, film
de P. Brunatto (en anglais). Entrés
fibre (Espace Kronenbourg-Aventure).

CONFÉRENCES

HALFACUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Cin6

83-93); UGC Montparnasse, 6- (45-3-33; CAL Mompariassa, 6 (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9-(47-42-56-31); Les Nation, 12- (43-43-04-67); UGC Lyon Basule, 12-(43-43-01-59); UGC Gobelins, 13-(45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50) ; Miramar, 14-

(43-20-89-52); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Wepler, 18- (45-22-46-01).
PREMIERS PAS DANS LA MAFIA. Film sméricain d'Andrew Bergman, v.o.: Pathé Impérial, 2-(47-42-72-52); Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36); Pathé Heusteaulte, 6- (46-33-79-38); UGC Roronde, 6-(45-74-94-94); UGC Champa-Ely-sées, 8- (45-62-20-40); La Baszila, 11- (43-07-48-60); 14 Juillet Basu-grenelle, 15- (45-75-79-79); v.f.: Rau, 2- (42-38-83-93); UGC Opéra, 3- (45-74-95-40); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95); Mistral, 14- (45-38-52-43); Pathé Montparussa, 14- (43-20-12-08); Pathé Wopfer II, 18- (45-22-47-94); Le Gambetta, 20- (46-36-10-96). MAFIA. Film américain d'Andrew

20- (48-36-10-95). SAILOR ET LULA. (") Film britan-SALUM ET LULA. (7 Film Brannique de David Lynch, v.o.: Gaumont Les Hales, 1= (40-28-12-12); Gaumont Opéra, 2= (47-42-60-33); Ciné Besubourg, 3= (42-71-52-36); Le Saint-Garmain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6= (42-22-87-23); UGC Odéon, 6= (42-25-10-30); Le Pagode, 7= (47-05-12-15); Gaumont Amhessade, 8= (43-59-Pagode, 7- (47-05-12-15); Gau-mont Ambessade, 8- (43-59-13-08); UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40); Max Linder Panorems, 9-(48-24-88-88); 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-90-81); Escurial, 13-11- [43-57-80-81]; Eacurisi, 13-(47-07-28-04); Gaumont Pamasse, 14- [43-35-30-40]; Gaumont Alé-sia, 14- (43-27-84-50]; 14- Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79); Kinopanorama, 15- [43-06-50-50]; UGC Maillot, 17- (40-68-00-18); v.f.: UGC Montpamasse, 6- (45-74-94-94); Paramount Opére, 9- (47-42-88-31); UGC Lyon Bastille, 12-(43-43-01-59); UGC Gobelins, 13-(45-61-94-95); Gaumont Conven-tion, 15- (48-28-42-27); Le Gem-betta, 20- (46-36-10-96).

LUNG TA (Fr.) : George V, 8 (45-62-MADO POSTE RESTANTE (Fr.) :

Reflet Logos I, 5º (43-54-42-34); George V, 8º (45-62-41-46). LE MARI DE LA COIFFEUSE (Fr.): Gaumont Les Halles, 1= (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2= (47-42-80-33); UGC Danton, 6= (42-25-10-30); La Pagode, 7- (47-05-12-15) ; Saint-Lazare-Pasquiar, 8- (43-87-35-43); UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40); UGC Gobeins, 13 (45-61-94-95); Germont Alésie, 14 (43-27-84-50); Les Montparnos, 14 (43-27-52-37); Pathé Wepler

II. 18. (45-22-47-94). METROPOLITAN (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2º (47-42-80-33) ; Ciné Besubourg, 3º (42-71-52-38) ; Racine Odéon, 6º (43-26-18-68) ; Publicis Champs-Elysées, 8- (47-20-78-23); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Gaumont Parnusse, 14º [43-35-30-40] ; Gaumont Alásia, 14º [43-27-84-50] ; Gaumont Convention, 15° (48-28-

MISS DAISY ET SON CHAUFFEUR (A., v.o.) : Choches, 6- (48-33-10-82). MOI, LA COMTESSE (Bul., v.o.): Les Trois Luxembourg, 6- (46-33-97-77); Gsumont Ambassade, 8- (43-« La Conciergerie, la Sainte-Cha-pelle st l'histoire de la Ché». 14 h 30. 1, quai de l'Horloge (Connaissance de 59-19-08).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (\*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5- (43-64-72-71) ; Grand Pavois, 15- (45-54-

NON OU LA VAINE GLOIRE DE COMMANDER (Por., v.o.): 14 Juillet Pamasse, 8- (43-26-58-00).

MUSIQUE DU MONDE



DU 4 AU 10 NOV. 18H30 KASHTIN une tornade musicale

2 PL. DU CHATELET PARIS 4º

venue du Québec PRIX 65 F

LOC. 42 74 22 77

#### L'ORCHIDÉE SAUVAGE (\*) (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8- (45-74-93-501

83-50).
PRÉSUMÉ INNOCENT (A., v.o.):
Forum Horizon, 1- [45-08-57-57]; Cinè
Beaubourg, 3- [42-71-52-36]; 14 Juillet Odéon, 8- [43-25-59-83]; Pathé
Hautefeuille, 6- [48-33-79-38]; Pathé
Marignan-Concorde, 8- [43-59-92-82];
UGC Barritz, 8- [45-62-20-40]; 14 JuilLe Pagaragne [15- [45-75-70-74]. UGC Biarritz, 8: (45-82-20-40); 14 Julifet Beaugrenelle, 15: (45-75-79-79); Benvenue Montparnasse, 15: (45-44-25-02); UGC Meillot, 17: (40-68-00-16); v.f.; Rex, 2: (42-38-83-93); Pathé Français, 9: (47-70-33-88); UGC Lyon Bastille, 12: (43-43-01-59); Fauvette, 13: (43-31-56-86); Mistral, 14: (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14: (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15: (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18: (45-22-48-07).

PROMOTION CANAPÉ (Fr.) : Gau mont Las Halles, 1" (40-26-12-12); Rex, 24 (42-36-83-93); UGC Danton, 64 42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade. 8- (43-59-19-08) : George V. 8- (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pesquier, 8-(43-87-35-43) ; Pathé Français, 9- (47-70-33-88); Les Nation, 12- (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); Fauverte Bis, 13- (43-31-60-74); Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50); Miramar, 14- (43-20-89-52). Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-05); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); UGC Maillot, 17- (40-68-00-16); Pathé Clichy, 18: (45-22-

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Sept Parnassiens,

48 HEURES DE PLUS (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9. (47-70-10-41). REVES (Jap., v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6º (43-26-58-00); Républic Cinémas, 11º (48-05-51-33). ROGER ET MOI (A., v.o.) : Républic

Cinémes, 114 (48-05-51-33); Denfert, 14- (43-21-41-01), S'EN FOUT LA MORT (Fr.) : Utopia Champolion, 5: (43-26-84-65); Lucernaire, 6: (45-44-57-34).
LE SOLEIL MÈME LA NUIT (It.,

v.o.) : Lucemaire, 6: (45-44-57-34). SUSIE ET LES BAKER BOYS (A. v.o.] : Ciné Beaubourg, 3: (42-71-52-36) : Grand Psvois, 15: (45-54-

TAXI BLUES (Fr.-Sov., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1= (40-26-12-12) : Gaumont Opéra, 2º (47-42-60-33) Action Rive Gauche, 5: (43-29-44-40) 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Elysées, 8 (43-59-04-57); 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-90-81); Gaumont Aldsia, 14- (43-27-84-50); 14 Juillet Beaugrenelle, 15-(45-78-78-79); Bienvende Montper-nasse, 15: (45-44-25-02); v.f.: Pathé Français, 9- (47-70-33-88) ; Fauvette. 13. (43-31-56-86) ; Miramer, 14. (43-20-89-52) ; Pathé Clichy, 18: (45-22-48-01)

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Epés de Bois, 5- (43-37-57-47). TOTAL RECALL (\*) (A., v.o.): Forum Horizon, 1= (45-08-57-57); Forum Horizon, 1= (45-08-57-57); Pathé Impérial, 2º (47-42-72-52) : UGC Danton, 6- (42-25-10-30); George V, 8-(45-62-41-46); UGC Normandie, 8-(45-63-16-16); v.f.; Rex, 2- (42-36-83-93); Rex (le Grand Rex), 2º (42-35-83-93); UGC Montparnasse, 6: (45-74-94-94); Pathé Marignan-Concorde, 8: (43-59-92-82); Paramount Opéra, 9: (47-42-56-31); UGC Lyon Bestille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (43-31-80-74); Mistral, 14 (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14 (43-

46-01); La Gambetta, 20. (46-36-UN MONDE SANS PITIÉ IF.1 : UGC Triomphe, 8: (45-74-93-50); Grand Pavois, 15. (45-54-48-85).

20-12-06) ; UGC Convention, 15- (45-

74-93-40); Pathé Wepler, 18- (45-22-

UN WEEK-END SUR DEUX (Fr.) : Gaumont Opéra, 2º (47-42-80-33); Gaumont Ambassade, 8º (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14- (43-27-.52-37).

#### THÉATRES

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). Un vent d'air show : 20 h 30 ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). Une journée chez ma mère : 21 h.

ARCANE (43-38-19-70). Dans la BEAUNORD-CENTRE WALLONIE-BRUXELLES (42-71-26-16). Singue Mura (Considérant que la femme...) ;

BERRY (43-57-51-55). Le Jeu de don Cristobal ; 20 h 30. CARTOUCHERIE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-97-04). Chahut :

20 h 30. COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Premières Armes : 21 h. COMEDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu, Huis clos : 20 h 30.

DAUNOU (42-81-69-14). Bon weekand Monsieur Bennett : 21 h. EDGAR (43-20-85-11), Les Babas-Cadres: 20 h 15. Nous on fait où on

ous dit de faire : 22 h GRAND THEATRE D'EDGAR (43-20-90-09), San Antonio : 20 h 15, Les Bidochons, histoire d'amour : 22 h.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. Les Chasseurs en exil :

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Paroles : 18 h 30. Théâtre non. Le Peut Prince : 18 h 45. Le Comédie du paradoxe: 20 h. Le Cadavre vivent: 21 h 30. Théâtre rouge. Oh! Elle est ma-gni-fi-que: Andy Warhol: 20 h. Huis clos: 21 h 30.

MADELEINE (42-65-07-09), Les Sept Miracles de Jésus : 20 h 30. MAISON DE LA POÈSIE (TER-RASSE DU FORUM DES HALLES) (42-36-27-53). Vers d'exil : 20 h 30. MARAIS (42-78-03-53). Une répéu-

tion au théatre du crime : 21 h.
NOUVEAU THÉATRE ESPACE
ACTEUR (42-62-35-00). Journal et il
était une fois à la gare Un mois de la
Pologne à Paris : 20 h 30.

PALAIS DES GLACES (PETIT PALAIS) (42-02-27-17). Les Démons : 20 h 30. Laurent Violet : 21 h 45. POTINIÈRE (42-61-44-16). Archibald · 20 h 45.

THE SWEENY (46-33-28-12). Marie and Bruce ; 20 h. THEATRE DE NESLE (46-34-61-04). Le Vol nuptial des mouches mâles sous les lustres : 20 h 30.

#### SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relêche sont indiqués entre parenthèses.) COMMENT GAGNER LE MAXI-

MUM ? Movie's (42-74-14-22) (dim.), 20 h 30 (24), CHAMBRE D'HOTES, Amanders de Paris (43-56-42-17), mer., jeu., ven., sam. à 20 h 30 (24).

THÉATRE ÉQUESTRE ZIN-GARO, Aubervilliers, Théâtre Eques-tre (48-78-75-00), Jaudi 20 h 30 ; dim., 17 h 30 (25).

CE SOIR, C'EST GRATUIT. Café de la Gare (42-78-52-51), (dim., han.) 20 h (26). SINGUE MURA. Beaunord-Centre

Wallonie-Bruxelles (42-71-26-16) ALEXIS OU LE TRAITRE DU

VAIN COMBAT, Petit-Montpar-

nasse (43-22-77-30) (lun.) 18 h 30 ; (30). LE CADAVRE VIVANT, Lucernaire Forum. Centre national d'art et d'assai (45-44-57-34) (dim.) :

21 h 30 (27). CINEMANIA, Plateau 26 (43-59-01-76) (dm. lun.), 20 h 30 (30). FEU LA MERE DE MADAME. Théâtre du Tambour-Royal (48-06-72-34) (dim. soir, lun.), 21 h 15

dim., 18 h (30). PATHOLOGIE VERBALE, Thisture de la Bastilla (43-57-42-14) 19 h 30

Y A-T-IL DES TIGRES AU CONGO ? Théâtre du Ministère-des-Finances (45-35-97-31) 21 h (30).

#### CONCERTS

AUDITORIUM DES HALLES (40-28-28-40). Ann Murray, 19 h, mer. Mezzo-soprano, Graham Johnson (piano). Œuvres de Schubert, Schumum, Strauss, Berlioz, Barber.

CENTRE MANDAPA (45-89-01-60). Sulochana Brahaspathi, 20 h 30, lun., chant classique de l'Inde du Nord. MAISON DE RADIO-FRANCE (42-30-15-16). Ensemble 2e2m, 20 h 30, mar.. Dir. Paul Méfano. Serge Garcia (violon). Œuvres de Isang Yun. Studio 106.

OPERA DE LA BASTILLE(40-01-16-16) Orchestre national de l'Opéra de Paris, 20 h, lun, Dir. Myun-Whun Chung. Œuvras de Haydn, Prokofiev. SALLE GAVEAU (49-53-05-07).

Masako Nakai. 20 h 30, mar, piano. Œuvres de Bach, Mozart, Bach, Takamitsu, Kokaji, Scriabine, Debussy. SALLE PLEYEL (45-63-88-73), Gala des lauréats du concours Long-Thibaud, 20 h 30, fun., avec l'Orchestre national d'Ile-de-France, dir. Jacques Mercier.

Orchestra philharmonique de Vienne, 20 h 30, mar., Dir. Riccardo Muti. Œuvres de Beethoven, Brahms. THÉATRE DE LA BASTILLE (43-57-42-14). Thierry de Mey, 21 h, mar. « Suita pour quatuor à cordes » per le quatuor Quadro, « il faut hurler avec les loups » chor. Wim Vandekey-

de tables » de Thierry de Mey. THÉATRE DES CHAMPS-ELYSEES (47-20-36-37). Orchestre philharmonique d'Israel, 20 h 30, lun., Dir. Zubin Mehte. Isaac Stern (violon). Œuvres de Beethoven, Mahler. Hommage à Isaac

:bus. e L'Ombre de l'avion », e Musique

### JAZZ

LE BILBOQUET (45-48-81-84). François Chassagnite, Guillaume Naturel, 22 h 45, lun.; trp, sax, avec Olivier Hutman (piano), Luigi Trussardi (ctb), Philippe Combelle (batt.).

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05). Irakli French All Stars, 21 h 30 dim., lun, Jean-Paul Amouroux, 21 h 30 ven., sam.

DÉJAZET-TLP (42-74-20-50). Jazz O'TIP, 21 h lun.; Monty Alexander Trio, Terence Blanchard Quintet, Dee Dee Bridgewater.

JAZZ-CLUB LIONEL-HAMPTON (40-68-34-34). ¡Eddie 'Harris Quin-tet, 22 h fun. ; sax., avec Ronald Mul-drow (guit.), Rob Schnelderman (plano), James Leary (besse), Norman Fearring-ton (bett.). Claude Bolling, 12 h dim.

LA LOUISIANE (42-38-58-98). . MI avec J.-L. (Calilon((piano), Japy Gautie (batt.).

MÉRIDIEN-MONTPARNASSE (43-20-15-51). José Boto er son groupe Novos Tempos, 22,h30<sup>1</sup>piano, chant, sax. Bar Platinum.

LE MONTANA (45-48-93-08). :Trio René Urtreger, 22 h 30 km., au bar. NEW MORNING (45-23-51-41). Jimmy Smith, Phil Upchurch, Herman Riley, 21 h 30 lun.

PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-26-28-59). Alligator Jazz Band, 21 h

SUNSET (40-26-46-60), Las 29 oc. tobre, 5, 19, 26 novembre à 22 h 30 ; ctb, batt., avec un invité ; jam session ».



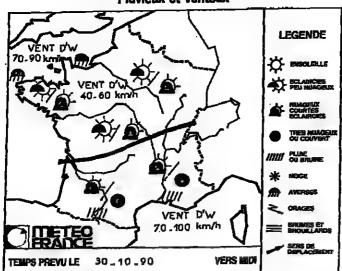
42 86 88 83

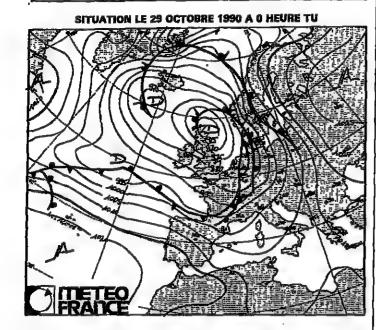
par téléphone

Yann Collette, Irina Dalle

Claudine Le Coz. Vincent Le Texier

Piuvieux et venteux





Les nuaries, les averses et le vent seront encore au rendez-vous mercredi mais jeudi notre pays profitera d'une petite accalmia. Vendredi, la pluie fera son retour par le nord-ouest.

Mercredi : toujoura des averses. -Sur la Bretagne, la Normandie et Nord-Picardie la journée débutera sous un ciel couvert et pluvieux, et les vents d'ouest souffieront aux environs de 50 km/h puis s'affaibliront. En cours de journée ce temps médiocre progressers vers le sud et atteindra en soirée les régions aliant des Aipes à l'Auvergne et aux Pyrénées (neige en moyenne mon-tagne), tandis que le soleil fera quelques

Sur le pourtour méditerranéen le ciel

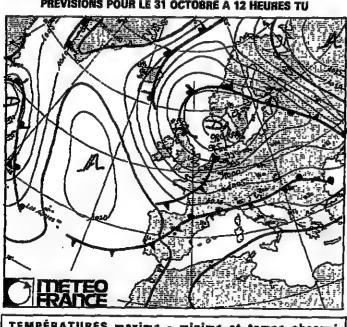
sera généralement peu nuageux et le mistral et la tramontane se lèveront, Sur le quart nord-est de notre pays le clei sera très capricieux, les passages nuageux accompagnés de fortes averses alterneront avec quelques

Partout allieurs, le temps sera maus-sade avec des chutes de pluie qui pourront prendre parfois un caractère

Les températures matinales seront comprises entre 6 et 7 degrés sur le Nord et le Nord-Est et entre 8 et les s'éche

lonneront entre 13 et 15 degrés sur la Nord et entre 16 et 18 degrés sur la

PRÉVISIONS POUR LE 31 OCTOBRE A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES Valeurs extrêm le 28-10-90 à 6 heures TU	res relevées entre			ps ob: 29-10-	
FRANCE  AJACCKO	TOURS	25 R H 1 1 7 7 7 6 20 24 14 1 9 - 11 9	UUXEMBO MARRACE MEXICO MILAN MEXICO MILAN	CH 26 17 17 17 18 18 18 19 19 19 19 19 19 19 19 19 19 19 19 19	6 P
A B C cicl couvert	D N ciel dégrigé nuageux	Orage	P	T tempète	# neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles ; 

signalé dans « le Monde radio-télévision » ; 

Film à éviter ; 

On peut voir ; 

Ne pas manquer ; 

Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 29 octobre

TF 1 20.35 Variétés : Stars 90. Avec B. Taple, M. Fugain, F. Feldman, R. Clayderman, W. Phillips, M. Soyce, D. Gustin, le Crazy Horse...

22.25 Magazine: Médiations.

Mort : la vérité en face. 23.50 Magazine : Va y avoir du sport. 0.45 Journal, Météo et Bourse. 20.40 Variétés : Il était une fois. Avec Julien Clerc, Guesh Patti, les Infidèles

Mory Kante, le Cirque du Soleil. 22,10 Sport: Tennis. Open de Paris, à Bercy.
23,30 Journal et Météo.
23,50 Feuilleton : Pavillons lointains (2. épis.).

FR 3

TF 1

La petite fille modèle.
De Jean-Jacques Lagrange.
16.00 Série : Tribunal.
16.30 Club Dorothèe.

17.35 Serie: Starsky et Hutch.

18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.

Divertissement :

Ciel, mon mardi l

Présenté par Christophe Dechavarine. 0.20 Journal, Météo et Bourse.

Les cinq dernières minutes. Le dernier grand prix. Feuilleton ;

Un seul être vous manque

Magazine : Giga. Série : Larry et Balld ; Reportages.

Des chiffres et des lettres.

18.45 Divertissement : Drôles de têtes. 19.00 Série : Mac Gyver.

Un flirt sans conséquence.

A propos du sida. Invités: Les professeurs Claude Got, Luc Montagnier, Jean-Paul Lévy, Willy Rozen-baum, le diocteur Jacques Lebas et deux

La roue de la fortune.

Pas folles, les bêtes l 20.00 Journal, Météo et Tapis vert.

A nous les garçons I o Film français de Michel Lang (1984). Avec Caire Vernet, Roland Giraud. Magazine:

Jeu : Une famille en or.

14.25 Téléfilm :

19.25 Jeu :

20.35 Clnéma :

A 2

4 épisode).

18.00 Magazine : Eve raconte. Eva Peron (2º partie).

18.15 Série : Quoi de neuf, docteur ?

20.00 Journal et Météo. 20.40 Les dossiers de l'écran :

Téléfilm d'Angela Pope.

14.35 Série :

22.30

17.00

17.35 Jeu :

22.00 Débat :

23.30 Journal et Météo.

FR<sub>3</sub>

14.05 Sport : Tennis.

20.10 Jeux : La classe. 20.40 Téléfilm :

23.15 Traverses.

13.30 Cinéma :

15.00 Magazine:

d'Hugues Fontaine. 18.00 Cabou cadin.

15.50 Cinéma :

22.15 Journal et Météo. 22.35 Télévision régionale.

Grand reporter (rediff.).

0.05 Musique:

**CANAL PLUS** 

Justicier malgré lui, a

Mon zénith à moi (rediff.).

18.30 Dessins animés : Ça cartoon.

Présentés par Philippe Dana.

La terre des pharaons. Film américain d'Howard Hawks (1955). 17.30 Documentaire : Les allumés... Par les chevaux de bataille,

18.30 Jeu :

23.50 Sport : Tennis. Open de Pans, à Bercy.

Open de Paris, à Bercy.

Questions pour un champion.
Animé par Julien Lepers.
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.12 à 19.30, le journel de la région.

Carnet de notes, Kupelwiezer Waltzer Trio, de Schubert, par Brigitte Engerer, pieno.

Film américain de Richard Sarafian (1986).

Le bonheur des autres.

20.40 Cinéma : La grande menace. □ Fikn britannique de Jack Gold (1977). 22.25 Journal et Météo. 22.45 Magazine : Océaniques, Opéra, de Cleire Newman et Gérald Caillat ; Les arts (spécial photographie), d'Alain Jaubert.

0.30 Musique : Carnet de notes. Impromptu op. 90 m 2, de Schubert. 0.40 Espace 3 : Entreprises. La nuit des décideurs.

**CANAL PLUS** 

20.30 Cinéma : Suivez cet avion. 
Film français de Patrice Ambard (1989).
Avec Lambert Wilson, Isabelle Gelinas,

21.50 Flash d'informations. 22.00 Cinéma : Peaux de vaches. 
Film français de Patricia Mazuy (1989). 23.25

Evil dead 2. 0 Film américain de Sam Raimi (1987). Cinéma:

La révolte des gladiateurs. 

Film franco-italien de Vittorio Cottafavi (1958). 0.50

LA 5 20.40 Téléfilm : Raiph, super héros.

22.20 Série : Jack Killian, l'homme au micro. 23.30 Magazine : Arrêt sur image. 0.00 Journal de minuit.

M 6

20.35 Cînéma : Bons baisers... A lundi. 
Film français da Michel Audiard (1973).

22.15 Série: Brigade de nuit.

23.05 Magazine: Vénus. 23.35 Six minutes d'informations.

23.40 Magazine : Jazz 6. De Philippe Adler. LA SEPT

20.00 ▶ Henri Dutilleux, le mystère de l'instant. 21.00 Moyens métrages : Joffrol ; Le curé de Cucugnan. 22.30 Court métrage : Star Suburb, la banileue des étoiles. De Stéphane Drouot.

23.00 Portraits scientifiques (Jean Barnard). 23.45 Mosaïque mathématique,

FRANCE-CULTURE

20,30 Le grand débat. Quand la propagande toire paralièle.

21,30 Dramatique. Le réveil, de Pascal Ram-

22.40 La radio dans les yeux. 0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda. Inde : La génération des aventuriers.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de la Maison de la radio à Bruxelles) : La fede sacrilege nelle morte del precursor san Giovanni Battista, de Fux, par l'ansemble vocal Currende, dir. Erik Van Neval et le chœur et l'orchestre baroque il Fondamento, dir. Paul Dombrecht; sol.: Gerd Tuerk, ténor, Jean Nirouet, haute-contre, David Thomas, basse, Marie-Noelle de Callatay, Maria Hoeglind, sopranos.

23.15 Poussières d'étoiles. Concerto pour piano et orchestre nº 4 en soi majeur op. 58, de Beethoven; Jenufa, opéra de

Mardi 30 octobre

18.50 Top 50. Présenté par Marc Toesca. 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Invitée : Jeanne Moreau. 20.30 Cinéma :

Le maître de guerre. E Film sméricain de Clint Eastwood (1986). Avec Clint Eastwood, Marsha Meson, 22.35 Flash d'informations.

22.40 Cinéma : Sur la route de Nairobi, E Fim britannique de Michael Radford (1987). Avec Greta Scacchi, Charles Dance (v.o.).

0.25 Cinéma : La folle journée ou le mariage de Figaro. 
Film français de Roger Coggio (1989).
Avec Fanny Cottençon, Roger Coggio,
Marie Listoret.

LA 5

14.35 Série : L'enquêteur. 15.35 Série : Soko, brigade des stups.

16.25 Dessins animés. 18.30 Série : Happy days. 19.00 Journal images. 19.10 Jeu: Télé-contact.

19.45 Journal. 20.30 Drôles d'histoires.

20.40 Cinéma : Un génie, deux associés, une Film franco-Italien de Damlano Damlani (1975) "avec Terence Hill, Miou-Miou, Robert Charlebois.

22.45 Magazine : Gool, De Pierre Cangioni, 23.50 Magazine : Ciné cinq. 0.00 Journal de minuit,

M 6

15.30 Variétés : Bleu, blanc, clip. 16.45 Série : Magnum. 17.35 Variétés : Tungstène. Emission présentée par Fatine.

18.00 Série : Campus show. 18,25 Jeu: Zygomusic. Présentés par Laurent Petitguillaume. 18.54 Six minutes d'informations.

19.00 Série : La fête à la maison. 19.25 Série : Roseanne. 19.54 Six minutes d'informations.

20.00 Série : Madame est servie. 20.35 Téléfilm :

Drôle de collège. 22.10 Téléfilm :

Trou de mémoire. De Mike Robe.

23.45 Six minutes d'informations.

23.50 Magazine : Ciné 6. 0.05 Musique : Boulevard rock' and hard.

LA SEPT

15.15 Cours d'italien (4). 15.45 Documentaire : Le canal. De Peter Van Den Reek.

18.45 Téléfilm : Trois amours. De Lars Molin (1- partle).

18.30 Magazine : Dynamo.

19.00 Musiques de l'Afrique noire.

20.00 Documentaire : Via Scarlatti 20. De Marcus imhof.

20.30 Documentairs : Robinson dans la lagune. 21.00 Magazine : Mégamix.

22.00 Magazine : Dynamo

22.30 Téléfilm : Trois amours (2º partie).

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel médecine. Le rhume et autres maiheurs. 21.30 De F comme féministe à F comme femme. Avec Monique Rémy (L'histoire des mouvements de femmes, de l'utopie à l'Intégra-

22.40 Les nuits magnétiques. La guerre anonyme

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda, inde : La génération des eventuriers.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Opéra. Semiramis, opéra en deux actes de Rossini, par l'orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Antoni Pappano; sol.: Leila Cuberli, Françoise Destembert, sopranos, Martine Dupuy, contralto, Luigi Roni, Philippe Fourcade, basses, Rockwell Blake, J. Bernard Thomas, ténor, David Pittsinger, baryton.

23.07 Poussières d'étoiles.

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER «ZAPPINGE» Une émission de GILBERT DENOYAN

et la collaboration du « Monde ».

Audience TV du 28 octobre 1990 Le Monde SUFRESNIELSEN ence instantanée, France entière 1 point = 202 000 foye

- 1	1				/		
IORAIRE	FOYERS AYANT REGARDE LA TV (sn %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	52,1	7/7 19,1	Ecran pub 10,5	Act. rég. 8.3	Pharaons 3,1	L'enfer	Culture pub
19 h 45	56.5	7/7 <b>22,</b> 7	Maguy 17.7	19-20 Info 6.6	Flash 1,8	Journal 4,5	Ramdam 2,8
20 h 16	65.7	Journal 25,2	Journal 17,8	Senny Hill 9.0	MerryM 3,7	Journal 4.6	Madame
20 h 55	68,8	Retour 32,3	Vengeance 18,4	Double	Nairobi 2,3	Course échel. 7.1	Ulysee 6,5
22 h 8	65,8	30.6	Venguance 17,9	Double 4,2	Flash 2,3	Course échal. 8,2	Ulyasa 5,7
22 h 44	35,3	Retour 18,1	Musique 3,8	La divan 2,5	Equipe 2,6	Prix danger 5,3	Mort ou vif

A SECTION

----

· · · · · ·

\$1000

200

· 联络。"一一一

್ವೇ ೧೯೩೩ ೧೯೮೩

THE PARTY OF THE

200

 $P(x_1, x_2)$ 

Tage .

Records Communication

White the state of the state of

Real Property of the State of t

70000

Prometer of the bila

graphy tails and a second seco

breiter in the to be

And the second by And the second

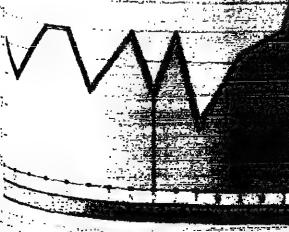
Branch of Land Map

Part of the seasons

1. 75 60

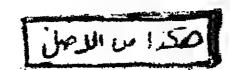
Born o

MPRODUCTION INDUSTRIBLE IN THAN THE PERSON NAMED IN



Part of alter

The same of court Same State Same Same o broade ag alter la correction de la tengra de la tengr Name and the same and The state of the s



paraître, le plan de réduction du défi-cit semble bien modesic quand on le

confronte aux dimensions du pro-

blème : le trou atteindra 220 milliards

en 1990, 255 milliards pour la seule année 1991, auprès desquels les 41

milliards de réduction prévus pour la

même période paraissent plutôt mai-

Autre doute, cette fois sur l'oppor-

tunité même de ce plan, à supposer qu'il soit efficace. Est-il judicieux,

alors que l'économie semble entrer en

récession, de réduire les dépenses et d'augmenter les impôts? Un certain

nombre d'observateurs, et tout parti-culièrement les éditorialistes du Wall Street Journal, n'en sont pas convain-

cus. D'autres maintiennent que le bénéfice attendu, sous la forme d'une

baisse des taux d'intérêt, compensera

largement les effets « récessionistes »

d'un plan de toute manière relative-

On est là dans le domaine de la

conjecture ou de la prévision écono-

mique, mais, politiquement, les

choses sont beaucoup plus claires :

dommageable pour M. Bush et pour le Parti républicain. Le chef de l'exé-

cutif a fait étalage de sa faiblesse,

sinon de son impuissance à influer sérieusement sur les décisions du

Congrès ; il s'est contredit à de multi-

ples reprises et a largement échoué dans ses efforts pour plaider sa cause devant l'opinion. Résultat, son plon-

geon dans les sondages devient préoc-cupant : selon la dernière enquête de Newsweek, il serait descendu à

48 % d'opinions favorables. Et M. Bush a perdu beaucoup d'autorité

an sein de son propre parti (une large

majorité de représentants républicains ont voté contre l'accord budgétaire),

qui aborde dans les plus mauvaises conditions les élections du 6 novem-

Pour essaver de remonter la pente.

a-t-il expliqué dimanche 29 octobre,

confirme la règle»...

22 La fin du XIV SIAL

23 Communication : les difficultés de M. Murdoch.

# See per manufacture data desprise description des sees octobre

Star Suburb, la bantièue de fa 23 00 portraits scientifiques (lean Bay 23 45 77 FSJ que mathématique. اران از از انتخاب استان اس FRANCE-CULTURE 李泰章等 17月 華華

72.70 to 34.2 Cebat. 21 30 Digitalique in think de faces 22.40 - u rodic dans les yeux. the express. Coda. 1 13 T. . 1 93 endemain. FRANCE-MUSIQUE \* 10 A

The fall investor as a consideration of the fall of th

ng Soprate

73 18 - Louis du grétailes, Comp

unito Mugaline Came &

- Professional hard hard

15 45 Toron 11 of a grid canal

And the second section of the second

A Community of the Company

COROLLINO DE LA AMBIENTANIA

And the second of the Sartman

FRANCE-CULTURE

100000

1.00

10 mg - 51 24 65

FRINCE-VIUSIOUE

Company of the second s

ZAPPINGER

.

Country of agune

Mr. o. Marchael Magazia

22 of Magazia Conyes

octobre

THE STATE OF

ক্ষমান্ত্ৰ ক্ষ টুট্ৰিটো টাইজনাৰ আছে। "ভাৱা-টান্ত্ৰ বিশ্বসালীয়ে বিশ্ববিদ্যাল

Complete.

Sand State Control of the Control 6.5452 4.5

**企业**和。 15 THE 1 STATE medican. والمراد السكواز سواء والأجج

Basans This

La production industrielle a nettement augmenté en France au cours des mois d'été. Ce résultat est surprenant dans la mesure où les enquêtes effectuées auprès des chefs d'entreprise laissent penser qu'un freinage de la croissance est

en cours. Sans doute faut-il voir dans le mouvement de juillet-août la correction de la baisse excessive - et artificielle - du début de l'annee. Car, pour l'heure, la conjoncture semble bien être au ralentisse-

26 Champs économiques. 34 Le Crédit agricole, première banque européenne.

34 Marchés financiers. 35 Bourse de Paris.

# L'épilogue du feuilleton budgétaire aux Etats-Unis

### Un ciel plein de menaces

Le vote par le Congrès des Etats-Unis du budget de 1991 met fin à un épisode peu glorieux du système démocratique américain qui a vu l'exécutif et les représentants de la nation s'affronter pendant des mois sans pouvoir se mettre d'accord sur l'évolution des dépenses et des recettes de l'Etat.

il aura fallu longtemps pour que la Maison Blanche accepte enfin l'idée - évidente - qu'une hausse des impôts était inéluctable pour réduire l'énorme déficit budgétaire qui a atteint pour l'exercice achevé au début d'octobre la somme de 220,4 milliards de dollars, soit 4 % du produit national.

Les Etats-Unis ont accompli depuis la grave récession de 1981-1982 un redressement spectaculaire qui leur a permis de beaucoup investir tout au long de sept années d'expansion. Mais ils traversent une période très difficile. Non seulement parce que leur économie, freinée par des taux d'intérêt élevés, s'essouffle, mais aussi parce que leurs finances - publiques et privées apparaissent plus fragiles encore qu'on ne le croyait. La faillite du système des caisses d'épargne va forcer l'Etat fédéral assureur numéro un du pays - à renflouer de nombreux établissements. La note à payer est ahurissame puisqu'on l'évalue à 294 milliards de dollars, et que ce chiffre sera probablement dépassé. Déjà le budget de 1990, clos au début de ce mois, a supporté au seul titre de ce sauvetage quelque 60 milliards de dollars. Il en ira de même pour le budget de 1991, et ce n'est qu'à partir de 1992, voire 1993, que le fardeau s'allégera. Ces chiffres en disent plus qu'un long discours sur les auelaus 140 milliards de dollars que rapporteront les mesures fiscales décidées.

Encore faut-Il voir que le déficit budgétaire des Etats-Unis est sous-estimé puisqu'il tient compte des excédents grandissants du système de Sécurité sociale (59 milliards de dollars en 1990, probablement 73 milliards en 1991 et 83 milliards en 1992...). Mais si ces excédents servent à financer le déficit public, ils ne pourront servir aux futures retraites des générations issues du « baby

A l'endettement de l'Etat, à la faillite des caisses d'épargne, aux créances non honorées des banques sur le tiers-monde, il faudrait ajouter l'endettement imprudent de nombreuses entreprises américaines. Un paysage bien peu propice à une baisse prochaine des taux d'intérêt...

Base 100 = 1985

# M. Bush va signer avec « réticence » le plan de réduction du déficit voté par le Congrès

faite une fois de plus qu'une prési-

démocrate peuvent «cohabiter».

dence républicaine et un Congrès

Avant de se séparer définitivement,

ce «101º Congrès» a d'ailleurs mis à

son actif, en plus du budget, et dans

une frénésie de votes «sur le fil», un

bouquet final de textes législatifs dont

certains sont de première impor-

tance : en particulier une loi sur l'im-

migration, qui augmente de 40 % le

quota annuel de nouveaux immi-

grants et donne la priorité aux can-

didats pouvant se prévaloir d'apti-

tudes professionnelles. L'idée est de

concilier un souci de justice avec l'in-

téret bien compris des Etats-Unis,

C'est la première sois depuis soixante-

six ans qu'une révision aussi profonde

des règles de l'immigration a été accomplie. Le Congrès a aussi voté

une «loi sur l'air propre» (voir ci-des-

sous), d'importantes mesures d'aide

aux familles pour l'éducation et la

garde des jeunes enfants, sans comp-

ter la loi sur l'aide à l'étranger, mar-

quée comme d'habitude par une

contribution massive à Israël (aug-

mentée cette année de 700 millions

de dollars de matériel militaire sup-

plémentaire), un effacement de la

dette militaire égyptienne, et une

réduction de 50 % de l'aide au Salva-

Réticences

des élas

Cette législature se termine donc

moins mal que le spectacle de ces der-

nières semaines ne le laissait craindre.

Mais co rétablissement in extremis

n'efface pas tout ce qui a précédé, et

la valeur réelle de l'accord sur le défi-

cit suscite certains doutes. Que l'ob-

jectif affiché - 500 milliards - n'ait

pas été complètement atteint (il man-que environ 8 milliards de dollars au

chapitre des économies à réaliser)

n'est peut-être qu'un détail. Mais il

illustra les réticences des élus des cu'il

s'agit de couper dans les programmes

populaires. Il nourrira le scepticisme

de ceux qui considérent que les éco-

nomies annoncées risquent de ne

jamais être vraiment traduites dans

Mission accomplie : le Congrès des Etats-Unis a fini par voter un vaste plan de réduction du déficit budgétaire. Le président Bush a annoncé son intention de la signer, même si c'est avec « réticence », puisque ce plan comprend une augmentation significative des impôts directs et indirects.

#### WASHINGTON

de notre correspondant

Le soulagement est général. L'af-faire trainait depuis plus de cinq mois et avait pris, ces dernières semaines, l'allure d'une très mauvaise plaisanterie, minant la réputation des responsables de l'exécutif aussi bien que des élus, tous accusés par l'opinion de ne pas faire leur travail. Sénateurs et représentants, harassés par une interminable session parlementaire qui ne s'est achevée qu'à dix jours des élections, vont pouvoir rentrer dans leurs Etats respectifs pour faire campagne. Les chefs de file du Congrès, tant démocrates que républicains, ont la satisfaction de constater que les efforts acharnés qu'ils ont fait pour échafauder un compromis viable n'out pas été vains. Ils retrouvent par là un peu de leur autorité, une auto-rité sérieusement compromise lorsque l'accord qu'ils avaient réalisé avec la Maison Blanche au début du mois avait été rejeté massivement par la «base». Et le président Bush ne peut que se féliciter de voir enfin s'achever un épisode où il se sera montre sous son plus mauvais jour.

Sur le fond, le résultat obtenu n'est pas négligeable : en prenant les moyens de réduire de près de 500 milliards de dollars sur cinq ans un déficit qui a recommence depuis deux ans à augmenter un grand galop, les Etats-Unis se lancent pour la première fois dans une entreprise de lon-gue halcine, dépassant l'horizon du seul budget annuel. Les optimistes peuvent y voir un tournant, le signe que le péril a enfin été mesuré et que l'on commence sérieusement à y faire face. «C'est le début d'un ajustement fondamental, après des années de faci-lités et d'excès», a fait valoir la président (démocrate) de la commission du budget au Sénat, M. Jim Sasser.

#### «La malédiction de cette institution»

Et le chef de file républicain à la Chambre des représentants, M. Robert Michel, a salué pour sa part «cette tentative pour rompre avec les gratifications immédiates, qui est la malédiction de cette institution, le Congrès, et de nous soumettre à une discipline qui ne s'est que trop fait attendre» .

L'accord a certes été obtenu de jus tesse (228 voix contre 200 à la Charobre, 54 contre 45 au Sénat), et il porte trace des nombreux marchar qui l'ont précédé ou des intérêts êtroitement catégoriels défendus par cer-tains élus. Mais il y a eu accord, sur un certain nombre de mesures impopulaires, et cela à dix jours d'élections législatives. Si le système politique américain, poussé dans ses retranche-ments, a failli se gripper, il a en fin de compte fonctionné, et la preuve a été

LA PRODUCTION INDUSTRIELLE EN FRANCE

(en chiffres corrigés des variations saisonnières)

# Les représentants adoptent une importante loi anti-pollution

Clean Air Act de 1970, le Congrès américain a voté le 27 octobre de nouvelles mesures anti-pollution qui, si elles sont appliquées dans les délais prévus - dix à quinze ans - permettront aux Etats-Unis de réaliser de très importants progrès dans la lutte contre les nuisances atmosphéri-

NEW-YORK

de notre correspondant Pour l'essentiel, la version 1990 du Clean Air Act vise à réduire la

### Forte chute de la confiance

L'indice de confiance établi chaque mois par le Conference Board, principal organisme d'études du patronat américain, indique pour le mois d'octobre une nouvelle et importante chute du « moral » des consommateurs. Cet indice, calculé chaque mois sur la base d'une enquête auprès de 5 000 foyers, a plongé au cours du mois qui s'achève, comme il ne l'avait jamais sait depuis que l'enquête existe, c'est-à-dire depuis 1970. Le Conference Board indique que le niveau atteint par l'indice peut être « associé historiquement avec une récession ». La chute de confiance d'octobre s'explique, selon les auteurs de l'enquête, par la crise du Golfe, par l'inflation mais aussi par le déroulement des négociations entre le Congrès et la Maison Blanche pour réduire le déficit

Vingt ans après le premier pollution en milieu urbain, à protécertains composants chimiques, à réduire les pluies acides, et à éliminer définitivement les produits jugés trop toxiques (au nombre d'environ deux cents). Ainsi, les émissions de gaz d'échappement toxique par les automobiles devront être réduits de 35 % et 60 % respectivement pour les modèles 1994 et 1996. De même, les compagnies pétrolières devront fournir aux consommateurs de l'essence moins polluante,

Les villes dont les normes en matière de pollution atmosphéri-que sont inférieures aux standards fédéraux, parmi lesquelles la vaste devront prendre les mesures nécessaires pour se conformer aux nouveiles dispositions dans un délai de quinze ans au plus. Il en va de même pour les entreprises pol-luantes qui devront réduire de 90 % d'ici à dix ans leurs émissions de gaz toxiques,

Ce nouveau texte qui doit encore être signé par M. George Bush pour avoir force de loi, ce qui ne devrait poser aucun problème au « président vert » puisque c'est ainsi qu'il s'est présenté lors de sa campagne électorale, aura d'impor-tantes répercussions techniques et financières sur l'industrie américaine. Compte tenu des améliorations exigées, le coût du « plan vert », voté par les deux Chambres du Congrès cette semaine est estimé entre 23 et 25 milliards de dollars (120 à 130 milliards de

SERGE MARTI

SCIENCES Le Monde et MÉDECINE La quarante-sixième assemblée générale de l'IATA

# De nombreuses compagnies aériennes renoueront en 1990 avec le déficit

C'est dans une ambiance morose que s'est ouverte le 29 octobre à Genève la quarante-sixième assemblée générale de l'Association du transport aérien international (IATA). Une grande partie des deux cents membres de l'Association renoueront en 1990 avec le déficit. Et pas seulement parce que le prix du kérosène a doublé depuis l'invasion du Koweit par

La conjoncture du transport acrien s'est retournée au début de cette année mais personne n'y a pris garde parce que les premières compagnies frappées ont été les plus fragiles. Des compagnies charters à l'activité très saisonnière ont déposé leur bilan les premières, soit que la clientèle se soit dérobée, comme en Grande-Bretagne pou Orion, UK, Novair ou British Island Airways, soit qu'elle ne soit pas venue, comme en Allemagne pour German Wings.

Parmi les transporteurs réguliers, personne n'a été surpris qu'Eastern Airlines, bien malade, se voie reti-rée à son propriétaire, l'ultra-libé-ral Frank Lorenzo, qui a aussi jeté le gant au profit du scandinave SAS pour Continental Airlines. On ne s'inquiétait guère plus des déficits répétés et du dépeçage de PanAm dont les observateurs se demandent toujours comment elle peut continuer à voler!

Et puis les problèmes ont atteint les meilleures maisons à la fin du printemps: les comptes viraient inexorablement au « rouge ». Air France déplorait 170 millions de francs de pertes et son groupa 263 millions pour le premier semestre, Lufthansa, le double, Swissair, KLM, Sabena annonçaient que leur exercice pourrait se conclure sur une perte.

L'étonnant du phénomène est le président cherche dès maintenant à que ces mécomptes no s'expliquent prendre ses distances par rapport au dispositif budgétaire. Il a même pas par le raientissement de la demande. Celle-ci continue de se repris, sous une forme à peine modi-fice, ses antiennes anti-impôts : il est toujours contre les augmentations. manifester de façon vigoureuse avec un taux de croissance moyen annuel compris entre 7 % (trafic international) et 8 % (trafic natioet les hausses qui viennent d'être décidées ne sont que «l'exception qui nal et international), c'est-à-dire au-dessus des prévisions des experts. JAN KRAUZE

#### Poussée des frais financiers

Comme le reconnaît M. Gunter Eser, directeur général de l'IATA, le mal vient de ce que « les coûts augmentent plus vite que les recettes ». Depuis le début de l'année, le prix du carburéacteur avait recommencé à croître. Le renouvellement de flottes vieillissantes et suramorties (plus de trois mille avions livrés en dix ans dont la majorité denuis cino ans) a commencé à se traduire par une poussée des frais financiers qui se trouvent sur une pente de croissance de plus de 15 % par an chez les compagnies florissantes, les plus pauvres étant contraintes de louer à

prix d'or leurs appareils. La reprise du trafic à partir de 1986 et la déréglementation améri-caine ont provoqué une pénurie de pilotes et une montée des revendi-cations sociales, qui ont poussé les compagnies à relâcher leur vigi-lance salariale. Il est significatif à cet égard que 1990 ait été l'année du retrait de deux hommes qui se sont battus rudement contre les syndicats pour réduire les coûts de personnel: Franck Lorenzo, patron de Texas Air Holding et propriétaire de Continental et d'Eastern, et René Lapautre, PDG d'UTA.

Enfin, la compétition a conduit les transporteurs à multiplier les vols déficitaires pour offrir à la clientèle un choix maximum, au moment même où ils n'augmentaient que timidement leurs tarifs de peur d'effaroucher celle-ci. Le résultat de ces dérives était

perceptible dès 1989 si l'on en croit les comptes des deux cents compagnies membres ou associées de l'IATA: leurs recettes ont crû l'an dernier de 15,5 % mais leurs dépenses de 18,7 %. Si l'on compare les comptes de 1989 à ceux de 1985, ct seulement pour les des-sertes internationales, beaucoup plus concurrentielles que les dessertes domestiques, les recettes ont augmenté de 73,7 % et les dépenses de 74,1 %. Toujours posi-tifs, les résultats nets des compagnies de l'IATA n'en accusent pas moins une plongée dangereuse: 0,6 milliard de dollars en 1985; 0,2 milliard en 1986; 0,9 milliard en 1987; 2,5 milliards en 1988. Et 0,6 milliard de bénéfices en 1989.

#### Dix mille licencientents

C'est une profession déjà malade, à quelques exceptions près comme British Airways et Singapore Airlines, qu'a frappée à partir du 2 août l'augmentation de 120 % des cours du kérosène. Air France s'attend à un renchérissement de sa note de carburant d'I milliard de francs pour 1990 et de 2, 3 ou 4 milliards de francs pour 1991 selon le niveau des prix. American Airlines, premier transporteur du monde occidental et fort en thème par excellence, devrait se retrouver dans le «rouge». « A moins que les prix des carburants ne baissent for-tement, a déclaré son président Robert Crandall, nous accuserons très certainement au quatrième trimestre une perte record qui pourrait être assez importante pour se traduire par une perte pour l'ensemble de l'année. » Les compagnies américaines devraient ainsi connaître un déficit d'1,5 milliard de dollars (5 milliards de francs) pour le quatrième trimestre 1990.

Les parades mises en place au cours des mois de septembre et d'octobre sont classiques. Les Nord-Américains ont programmé le licenciement de dix mille salarics, le record revenant à US Air, avec trois mille six cents mises à pied. Les compagnies retardent la réception de nouveaux avions (Midway Airlines et US Air) et vendent leurs vieux appareils (Air Canada: huit avious). En Europe, où la gestion est plus douce qu'ou-tre-Atlantique, on fait la chasse aux dépenses excessives et on ferme des lignes ou on ralentit des fréquences (Air France ou SAS).

Pendant l'application de ces plans d'adaptation ou de redressement, la partie de Monopoly mondial continue, les forts rachetant les plus mal en point ou se portant acquéreurs de leurs droits de trafic. American a repris à Midway des droits de trafic au départ de New-York mais aussi les lignes latinoaméricaines d'Eastern. United a acheté les droits de PanAm entre ondres et l'ensemble des Etats Unis. Lufthansa a acquis son petit concurrent en faillite, German Wings, et les droits de trafic de PanAm au départ de Berlin.

La grande inconnue reste l'usage que les compagnies sauront faire de ces hausses de tarifs. Pour l'heure, elles suivent avec un net retard (de + 8 % 4 + 15 %) la poussée des cours du pétrole, estimant que la clientèle ne suivrait pas une hausse de 25 %. La concurrence acharnée sur les lignes nord-américaines et internationales les empêche de s'entendre entre elles pour établir des tarifs compensant le renchérissement de leur budget carburant.

Des voix se font entendre parmi les experts pour dénoncer cette fri-losité. Ainsi l'hebdomadaire spécialisé américain Aviation Week donne-t-il l'avis du président de la société d'analystes financiers Airlines Economics, George James, selon lequel il convient de se sou-venir du deuxième choc pétrolier : les tarifs aériens avaient augmenté de 41,9 % de 1979 à 1981, provo-quant une chute de 5 % de la demande, mais une hausse de 34,7 % des recettes finales. Si cette politique tarifaire l'emportait, le transport aérien américain serait à nouveau bénéficiaire de 2,4 milliards de dollars (12 milliards de francs) à partir de 1992. Dans le cas contraire, il faudrait s'attendre à d'énormes déficits compris entre 14,5 milliards de dollars (72,5 milliards de francs) et 17,2 milliards (86 milliards de francs).

### **ALAIN FAUJAS**

□ American Airlines vent les lignes transatlantiques de Pan Am. - Le président d'American Airlines vient d'annoncer à son homologue de Pan Am son intention de surenchérir sur l'accord conclu par Pan Am avec United Airlines (UAL) pour le rachat de ses lignes transatlantiques sur Londres pour 400 millions de dollars (le Monde du 25 octobre). Les autorités américaines n'ont pas encore donné leur réponse sur l'accord.

La fin du 14º Salon international de l'alimentation

# L'agroalimentaire dans la course à l'innovation

A l'occasion du 14 Salon international de l'alimentation (SIAL), qui s'est déroulé du 22 au 26 octobre au Parc des expositions de Villepinte (Seine-Saint-Denis) et auquel ont participé 4 500 entreprises, 730 « produits nouveaux » ont été présentés, contre 625 lors de la précédente édition du salon, en 1988. De l'emballage antichoc pour biscottes au sachet individuel d'olives, des innovations qui ne tiennent souvent qu'à un

« Au SIAL, on ne voit que de nou veaux emballages. » Ce verdict sévère, prononcé par un spécialiste des industries agroalimentaires, résume bien le statut de l'innovation sur ce marché encombré. Les modifications de conditionnement ou l'incorporation de services supplémentaires concernent en effet 54 % des 730 « produits nouveaux » présentés à l'occasion de ce 14 Salon international de l'alimentation. Il suffit par exemple de doter une bouteille de lait traditionnelle d'un bouchon à vis pour pouvoir l'inscrire au catalogue des nouveautés du salon.

i.a recherche-développement n'est pourtant pas en reste. Les évolutions dans les technologies de production, les changements de composition illustrent la volonté des industriels de coller aux nouvelles mœurs alimentaires : vogue des produits allègés ou survitaminés pour répondre au souci diététique des consommateurs, produits prêts à l'emploi, précuisinés et prêts à manger pour accompagner la réduction du temps consacré aux repas... Des multiples marques de salade en sachet aux jaunes d'œufs déjà séparés de leurs blancs, les idées ne manquent pas.

Mais les ingénieurs doivent désormais composer avec les spé-cialistes du pactaging pour renou-veler les produits fermement installés sur le marché. Comment relancer par exemple la plaquette d'emmental? « C'est un produit très populaire mais dont l'emballage est jugé peu pratique», explique M. Gilles Amerdt, chef de produit chez Besnier. Cette société présente donc au SIAL un emmental vendu en boîte rigide, qui offre, selon M. Amerdt, « une plus grande de fraicheur, et des facilités de stockage».

#### Positionner le produit

Le salon regorge d'ailleurs de ces innovations dans le domaine du service rendu : emballage anti-choc pour biscottes, mousse au chocolat « en aérosol qui respecte la couche d'ozone » ... sans compter une multitude de « portions individuelles ».

La réalisation de ces adaptations peut nécessiter le recours à des agences de design. Le terme de packaging, que le SIAL traduit par « conditionnement », recouvre en fait trois notions : l'emballage dépend des possibilités de l'indus-

triel, le conditionnement positionne le produit (il faut choisir entre le sachet individuel et le paquet familial), et le packaging proprement dit doit assurer son impact. Ce dernier aspect est devenu primordial puisque chaque innovation est immédiatement imitée par la concurrence.

Mais les frontières entre ces trois étapes deviennent de plus en plus floues, comme l'explique M. Jean-Louis Azizollah, directeur général d'une des plus grosses agences de design françaises. Carré noir : « L'innovation dans l'agro-alimen taire se tourne désormais vers la recherche de nouveaux services à offrir. Mais la moindre nouveauté est aussi un prétexte pour commu-niquer, ce qui oblige les ingénieurs à travailler avec les services de mar keting et les agences de design.»

Face aux grands groupes agroalimentaires, les créatifs n'ont sou-vent qu'à exécuter une demande très précise : trouver ou modifier un logo, imaginer l'habiliage d'un produit très ciblé. En revanche les commandes des PME, à la pointe de l'innovation mais rarement dotées de structures de marketing, sont beaucoup plus floues. Ainsi l'agence Claude Huault Design a travaille près d'un an sur Fruitime, un « vin de fruit » relancé depuis quelques mois. Changement de nom, nouvelle bouteille, et même modification de la formule du produit pour adapter le goût au mar-ché : dans ce cas, la réflexion sur l' « emballage» peut aboutir à une

Renonçant au renouvellement de son mandat à la tête du syndicat

# Le président du syndicat professionnel redoute « une mise en régie de la pharmacie »

Lassé par deux années de guerre infructueuse avec les pouvoirs publics pour obtenir des conditions d'activité setisfaisantes pour la profession. M. René Sautier a annoncé, mercredi 24 octobre, qu'il ne se représenterant pas, en décem bre, à la présidence du SNIP (Syndicat national des industries oharmaceutiques).

Connu pour être un «battant», le créateur ex nihilo de la Sanofi (groupe Elf), devenu en moins de vingt ans le deuxième groupe phar-maceutique français, M. René Sautier, qui avait, quand l'heure de la retraite eut sonné pour lui, postulé avec succès à la présidence du SNIP pour continuer à servir le métier, baisse les bras pour la première fois de sa longue carrière. C'est un homme amer et désabusé qui est apparu mercredi 24 octobre

Oue demandait-il? Un rapprochement progressif des prix des médicaments français avec ceux pratiqués en Europe pour financer la recherche, forcément longue et pas toujours récompensée, mais bien sür indispensable pour continuer à figurer dans le peloton de tête mondial. M. Sautier avait en outre cherché à obtenir la définition d'une nouvelle politique permettant de sortir du système actuel FRÉDÉRIC BÈGHIN | des prix administrés (bloqués depuis plus de deux ans). Enfin, il s'était efforcé de faire passer auprès de l'administration l'idée que l'édification de règles objectous, était nécessaire pour construire l'avenir et prévenir les embuches du grand marché de

Au lieu de cela, il s'est vu opposé l'argument de la surconsommation médicamenteuse, contestable, à son avis, dans la mesure où les comparaisons de pays à pays sont très difficiles, avec l'absence d'indicateurs pertinents en raison des différences entre les produits et les habitudes de prescription, mais aussi parce que la pharmacie n'a pas le poids qu'on lui donne puisqu'elle pèse seulement 13,5 % dans assurance maladie et tout juste 3 % dans les dépenses totales de la

#### Renforcement du pouvoir administratif

Qui plus est, les projets actuels des pouvoirs publics s'orientent, selon lui, vers un renforcement du pouvoir administratif. Tel est le sens du projet de décret, qui se propose de dissocier les indications thérapeutiques de l'AMM (autorisation de mise sur le marché), véritable socie du médicament, des indications remboursables par la Sécurité sociale. Les autres projets du gouvernement l'inquiètent éga-

L'administration envisage de créer une agence centrale du médicament, dont nul ne sait encore quelle serà l'étendue, du pouvoir, la politique, les objectifs et les moyens. Elle veut aussi mettre en place un système contractuel de contrôle a priori des bénéficiaires, calqué sur le PPRS britannique (Pharmaceutical Price Regulation Scheme), fonde sur des paramètres de gestion.

e wordoch doit

Bref, M. Santier redoute que l'administration ne mette ni plus ni moins la pharmacie française en régie. Il note au passage que, si des grands pays tels les États-Unis et l'Allemagne fédérale mettent en œuvre des politiques restrictives tendant à limiter l'évolution des dépenses de santé, leur démarche, en revanche, laisse intacte les possibilités d'action des entreprises, notamment en conservant le principe intangible de la liberté des

Les deux dangers auxquels la France va done devoir faire face sont, selon lui, la désertion prévisible des fabricants, lassés par les contraintes administratives, et l'asphyxie d'une innovation déjà faible. Le gouvernement, estime-t-il, va devoir choisir entre un excédent commercial pharmaceutique encore important (quelque 5 milliards) mais en décroissance et des économies très hypothétiques sur les remboursements de médica-

ANDRÉ DESSOT

La CEP reprend la SEPAIC

#### Regroupements parmi les organisateurs de salons

Le groupe Rochefortaise Communication vient de céder la plupart de ses activités de foires et salons : le salon du bricolage au Comité des expositions de Paris, et surtout la SEPAIC à CEP-Communication (filiale de Havas). La SEPAIC figure parmi les principaux organisateurs privés de salons professionnels en France, avec un chiffre d'affaires de 129 millions de francs en 1989 pour sept manifestations, notamment dans les domaines de l'alimentaire (génie industriel alimentaire et biologique, Salon de la viande; mondial du vin. etc), du commerce (Equip-'mag), de la quincaillerie (QUO-JEM). La Rochefortaise ne conserve que les salons médicaux. Avec cette acquisition, la CEP, déjà deuxième organisateur de salons professionnels en France. derrière le groupe britannique Blenheim (premier européen, qui contrôle 18,% du marché français). devrait atteindre un chiffre d'affaires de 450 millions de francs en 1991 (sa filiale «salons», la SEPIC, a réalisé environ 250 millions de francs en 1989)

### TRANSPORTS

Le conseil d'administration de la RATP adopte la réforme du comité d'entreprise. - Le conseil d'administration de la RATP a approuvé le vendredi 26 octobre, par 19 voix contre 6 et 2 abstentions, la réforme visant à décentraliser le comité d'entreprise de la régie. (le des transports.

Monde du 16 octobre). Actuellement contrôlée par la CGT, cette instance sera remplacée par dix « comités départementaux » organisés autour d'un « comité régie d'entreprise ». Ce projet doit maintenant recevoir l'aval du ministère

GV MOSQUE TO , novembre 90 nouvelle formule

la transition impossible CSG : émoi, émoi, émoi 1991: le budget de tous les chocs

### Autorisées à utiliser la « chouette » bleue et jaune Douze entreprises participent à la campagne

PÊCHE

contre les accidents domestiques M= Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation,

poursuit sa campagne pour la prévencausent 22 000 morts chaque année. Cette année, à la campagne nationale s'associeront douze entreprises, qui pourront utiliser (gratuitement) la petite chouette bleue et jaune, selon un cahier des charges bien précis. dans leurs campagnes de publicité, sur leurs catalogues, sur les embalages... Chaque fois, le petit animal vigilant

devra être accompagne d'un conseil, d'une information, d'une mise en garde concourant à la sécurité des utilisateurs. Deux industriels (Gloria et SWS-Sécurité), une entreprise natio-nale (la SEITA, direction Allumettes), une chaîne de restauration rapide (McDonald's France), et huit groupes de la grande distribution (AMIF, Carrefour. Continent, Euromarché, Disco, Ikea, La Samaritaine et Les Trois Suisses) vont ainst, pendant une année, s'associer à cet effort collectif Leur exemple sera-t-il suivi? Et leur bonne volonté durera-t-elle, au fil du temps?

frençais.

avait fait savoir qu'il ne se satis-

depuis six mois, au ministère de

La « guerre de la morue » Quand les pêcheurs

# de Saint-Pierre-et-Miguelon accusent les « pirates » de Saint-Malo...

projet de budget pour 1991. devait débattre, lundi matin 29 octobre, des crédits du ministère de la mer et évoquer. à ce sujet, le nouvel épisode de la « guerre de la morue » qui affecte les professionnels de la pêche dans les parages de Saint-Pierre-et-Miquelon.

La situation est tendue dans l'archipei français de Saint-Pierre-et-Miquelon, situé au large de la province canadienne de Terre-Neuve, et c'est la pêche à la morue qui est à l'origine de la crise. Le conflit n'oppose pas les intérêts français, considérés globalement, aux autorités du Canada, mais des entreprises françaises de pêche entre elles.

Au printemps 1989, à l'issue d'un long contentieux avec Ottawa, un accord avait été conclu, sous l'égide de M. Michel Rocard, attribuent aux seuls bateaux immatriculés à Saint-Pierre, pour 1989, 1990, et 1991, les quotas de morue dans la zone maritime dite « 3 PS», au large de l'archipel

#### Coup de force

La pêche constitue, en effet, pour les quelque six mille habi-tants, l'activité économique essentielle sinon unique. Mais la société métropolitaine arme trois gros navires congéla-teurs fréquentant traditionnellement ces parages poissonneux, n'avait, à l'époque, pas accepté les termes de cet arbitrage ministérial, se considérant zone où ses chalutiers et marins peuvent mettre en avant des e droits historiques ». Son président, M. Fernand Leborgne, ferait pas des compensations que les pouvoirs publics lui proposaient, à savoir des quotas de pêche dans les eaux du Labrador, au large de la Norvège ou

Après avoir réclamé, en vain,

L'Assemblée nationale, la mer des licences autorisant continuant la discussion du ses navires à allar tirer leurs cha-omiet de budget nour 1991 uts dans la zone française du « 3 PS », M. Leborgne a décidé il y a quelques jours, d'envoyer l'un de ses navires, la Joseph Roty II, dans la zone en question, bien qu'il se sache en totale illégalité. Le bateau e été verbalisé par le commandant d'un bâtiment de la marine nationale qui assure sur place les opérations d'assistance aux navires de pêche. Mais M. Leborgne n'est pas décidé à renoncer, et il a même dépêché dans la zone deux autres grands chalutiers. qui opèrent pour le moment au

large du Labrador.

Ce « coup de force » a provoqué la colère des Saint-Pierrais, qui demandent à l'Etat de « bouter dehors l'intrus malouin ». Ils sont encouragés dans cette position ferme par un courrier que M. Rocard a adressé, il y a quelques jours, à M. Gérard Grignon, député centriste de l'archipel : ∢ Le gouvernement n'a pas l'intention de revenir sur les arbitrages qu'il a rendus, destinés à protéger les intérêts des pêcheurs et des habitants de Saint-Pierre-et-Miquelon. Le gouvernement utilisera tous les moyens de droit pour prévenir les actions de pêche illégale », indique le premier ministre. M. Albert Pen, sénateur (apparenté socialiste) de l'archipel, se déclare « indigné par l'attitude des dirigeants de Comapêche. relançant le conflit franco-français sous les yeux amusés de nos voisins canadiens», et il demande au gouvernement de faire expulser les «chalutiers

Les cinq chalutiers de la société saint-pierraise Interpêche, les deux autres de La Miquelonnaise, ainsi que les deux usines de traitement du poisson font vivre, dans l'archipel, environ cinq cents familles.

On retiendra, pour l'anecdote, que ce sont des capitaux espagnois qui contrôlent la flotte de pêche à Saint-Pierre et qu'une soixantaine de marins embarqués sur les bateaux immatriculés dans l'archipel sont originaires de... Saint-Malo. FRANÇOIS GROSRICHARD

SOCIAL

Aux journées « enseignement-formation » du CNPF à Deauville

# M. Perigot souhaite faire des entreprises des « partenaires de la formation initiale »

Entre l'éducation nationale et les chefs d'entreprise, la hache de guerre était déjà enterrée. Avec les propos tenus le 26 octobre par M. François Peri-got, président du CNPF, à l'occasion des huitièmes loumées « enseignement-formation » réunies à Deauville, l'ère de la collaboration est ouverte. Y compris dans le domaine de la formation initiale,

« Nous devons devenir des partenaires actifs du système éducatif », a affirmé M. Perigot, devant un parterre de dirigeants d'entreprise et de responsables patronaux de la formation. « Il faut déplacer l'effort vers l'amont », a t-il ajouté plus tard, en regrettant que les entreprises se soient trop longtemps limitées à la formation continue, « en aval », de leurs salariés.

Déjà, il y a deux ans, au même endroit, le président du CNPF avait fait un grand pas qui mar-quait la réconciliation avec le milieu enseignant, après des décen-nies de reproches réciproques. Pour la première fois, il avait alors revendiqué une fonction d'éducation et proclamé la naissance de "l'entreprise formatrice". A Deau-ville, il est allé encore plus loin en adoptant un ton plus offensif. Mieux, il a récusé les critiques habituelles et a voulu faire preuve de compréhension, renvoyant dos à dos les responsabilités de la situation. Et de làchet : « L'écale n'est pas plus en faillite que l'entre-prise n'est le lieu des stars et des

« La compétitivité dépend aujourd'hui de l'efficacité de notre système éducatif.» Les dysfonctionne-ments et l'inadéquation, qui se traduisent par du chômage, sont autant préjudiciables à l'éducation nationale qu'à l'activité écono-

conscience. A partir de cette nécesa-t-il poursuivi, de chercher ensemble des solutions communes à des problèmes identiques, de partager des objectifs et de mettre en œuvre notre camp », s'est-il exclamé à l'adresse des chefs d'entreprise, pries d'accelerer «la dynamique de rapprochement, p

Certes l'entreprise est sollicitée trop tardirement, mais M. Perigot considere que celle-ci « est trop pen associée à la formation initiale ».
Pour rattraper le temps perdu, il souhaite maintenant « une démarche tournée vers l'écoute et le partenariat ». Par exemple, les investissements consacrés à la formation continue, qui représentent un peu moins de 3 % de la masse salariale, a pourraient être plus rentables s'ils étaient orientés davantage vers la formation initiale ».

Avec à peine moins de hardiesse dans le discours, les 750 participants aux journées de Deauville partagent largement le sentiment de M. Perigot. Au cours de leurs travaux, ils ont, pour leur part, mis en évidence « la complémentarité » de leurs actions avec celles de l'enseignement, parié eux aussi de » partenariat » et évoqué des « zones de responsabilité » à décou-

Tous ont souligné qu'il devenait nécessaire « que l'entreprise apprenne son métier de formateur », et ils se sont déclarés disposés à tenter des expériences. Les plus lucides ou les plus pragmati-ques ont eu tôt fait de démontres que les initiatives patronales survenaient à un moment où l'éducation nationale avait des besoins énormes, notamment en enseignants. « Une opportunité à saisir », précisaient les adeptes du change-

ALAIN LEBAUBE

MBA Master of Business A

fiere d'admission : 3º CYCLE

Master of Business Administra

DEMIN SHOW IN

A. J. H. Lands Land

the state of the s

in the state of th

the state of the s

Section (meno lena) - Title Park (1)

Canglais Callemand Respagnol Hallen (usse) Emplois d'avenir: LANGUES ETRANGERES exidées Avec Langues & Affaires, étudiez à votre rythme. décrochez un diplôme "pro" ou un BTS + langues.

Cours tous niveaux en formation personnalisée à distance. Programmes langue générale, langue des Affaires. INSCRIPTIONS TOUTE L'ANNEE - FORMATION CONTINUE

Documentation et Tests gratuits :

LANGUES & AFFAIRES - Sce 5100, 35, rue Collenge

Le 22 octobre à Adélaïde, en Australie, M. Rupert Murdoch a conservé de justesse le contrôle de News Corp., le cinquième groupe de communication mondial, L'épreuve a été rude. Pressé par d'importants besoins de financement, handicapé par ses difficiles négociations sur ses dettes, le milliardaire des médias devait renforcer son capital. Mais sans diluer les 45 % qu'il détient, avec sa famille, dans le capital.

M. Murdoch a donc proposé à son assemblée générale la création d'actions sans droit de vote. Habile palliatif qui a pourtant l'inconvénient d'être refusé par les autorités

boursières australiennes et de se heurter à l'opposition farouche de quelques gros actionnaires institu-tionnels. Le patron de News Corp. a menacé de quitter la Bourse de Sydney pour celle de Londres. Il a promis aux actionnaires de réduire son endettement et d'améliorer la rentabilité du groupe et il a gagné la partie. Le cours de News Corp., après avoir frolé l'abime, s'est brusquement redressé. Le danger est écarté, Mais pour combien de

temps?

M. Murdoch est le prototype de ces aventuriers des médias qui ont, tout au long des années 80, utilisé la panoplie des instruments finan-ciers pour se bâtir un empire. Son parcours est exemplaire. Après avoir établi sa mainmise sur la presse et la télévision autraliennes, s'installe aux Etats-Unis en rachetant des dizaines de quoti-diens, puis en Grande-Bretagne, en s'offrant le célèbre Times et les éditions William Collins. A partir de 1985, l'audiovisuel complète l'écrit : c'est la création de Sky Television en Grande-Bretagne, le rachat de la Twentieth Century

Fox et le lancement d'une qua-

trième chaîne nationale aux Etats-Unis, Fox TV. L'imprimé n'en est unis, Fox TV. L'imprimé n'en est pas pour autant délaissé puisque News Corp. s'offre aussi les maga-zines du groupe Triangle, les édi-tions Harper and Row et 20 % de Pearson (Financial Times).

Cette spectaculaire percée multimédias sur trois continents repose sur la confiance des milieux financiers. Quelque quatre-vingt-dix banques, réparties dans le monde, ont consenti à M. Murdoch plus de 40 milliards de francs de prêts dont une bonne partie à court terme. Et ce, en vertu de deux axiomes simples : le fantastique cash-flow dégagé par la presse permet largement de rembourser les emprunts ; la valeur des quotidiens et des télévision américaines suffit à garantir les perilleuses aventures audiovisuelles.

La récession publicitaire améri-caine a, hélas, dynamité ces deux credo et refroidi la confiance des banquiers. Les ressources des quo-tidiens et des magazines siéchissent, Mais, surtout, le marché de la communication, aux Etats-Unis, est dépressif : le prix des stations de télévision s'est essondré, de nombreux magazines (Spy. Woman's Day) sont en vente depuis des mois sans trouver d'ac-

La crise frappe M. Murdoch au

plus mauvais moment. Son réseau Fox TV n'a pas encore trouvé son équilibre. En Grande-Bretagne, le combat de Sky Television contre l'autre chaîne par satellite, BSB, coûte plus de deux milliards de francs par an et ne sera pas renta-ble avant au moins deux ans. Enfin, News Corp. doit financer la rénovation des imprimeries australiennes, l'aventure d'un satellite de télévision aux Etats-Unis (Sky Cable) et le lancement, en collabor-

ration avec Burda, d'un grand quo-tidien populaire en Allemagne.

Pour faire face, M. Murdoch commence à serrer les boulons, il vient de fusionner en deux quotidiens quatre de ses titres australiens, il tente de micux utiliser les synergies entre ses diverses publi-cations américaines. Mais cela risque de ne pas suffire aux banquiers qui se sont tirer l'oreille pour convertir la dette à court terme de News Corp. Pour beaucoup d'analystes financiers, l'heure des décisions graves a sonné et devrait obliger M. Rupert Murdoch à se séparer de quelques fleurons de son empire. Le patron de News Corp. l'a reconnu implicitement en déclarant récemment que son groupe se recentrerait sur l'audiovisuel aux dépens de la presse

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Publicité et bénéfices en baisse

### La presse américaine en quête de remèdes

correspondance Les quotidiens américains traversent une phase difficile. Bien qu'ils aient maintenu leur tirage et leurs bénéfices, ils souffrent tous d'une chute des revenus de la publicité, qui représentent environ 70 % de leurs ressources. Ainsi, par rapport à l'an dernier, le New York Times accuse au dernier trimestre une perte de 13,4 % - 10,3 % pour les trois premiers trimestres - de ses revenus publicitaires. Ce qui affecte gravement les bénéfices du journal, Ceux-ei sont en baisse de 43 % par rapport à la même période de 1989.

Le groupe du Washington Post, qui regroupe des stations locales de radio et de télévision cáblées ainsi que l'hebdomadaire Newsweek, annonce une baisse de 16 % de ses bénéfices au dernier trimestre, due essentiellement à une baisse de ses recettes publicitaires de 10 % pour le dernier trimestre 1990. Le Wall Street Journal est aussi atteint puisqu'il vient d'annoncer une baisse de 17,5 % de ses bénéfices pour le troisième trimestre, ce qui l'a amené à augmenter de 50 % son prix de vente (de 50 à 75 cents).

Cette situation a conduit nombre

de journaux à réduire leur « couverture » des événements. Ainsi, le directeur administratif du Washington Post a demandé aux journalistes de renoncer à des voyages qui ne seraient pas absolument nécessaires. Le gérant administratif du New York Times a donné les mêmes consignes. Ni le Washington Post ni le New York Times n'ont par exemple jugé nécessaire d'envoyer un journaliste pour accompagner M. Cheney, ministre de la défense, dans son récent voyage à Moscou, où les deux journaux ont des bureaux bien étoffés.

Selon le magazine Time, de nombreux directeurs de journaux craignent que l'industrie de la presse ne doive faire face à de sérieux problèmes à long terme, à commencer par la désaffection sensible des lecteurs, surtout les moins de trente ans. Or cette perte d'intérêt a un effet négatif sur les annonceurs. En 1946, les quotidiens représentaient 35 % du total des investissements publicitaires. Ce pourcentage est aujourd'hui

HENRI PIERRE

### Le CSA censure Amnesty International

autres chefs d'Etat mis en cause. Ainsi en a décidé le Conseil supérieur de l'audiovisuel, qui suggère à l'organisation de remplacer des portraits par « toute autre illustration d'atteintes | 27 octobre dans le cadre de l'émission aux droits de l'homme dans les pays « Résistances » sur Antenne 2.

Amnesty International ne pourra concernés». Le CSA s'estime lie par diffuser sa campagne de publicité en « une jurisprudence ancienne de lu faveur des droits de l'homme sur le Règie française de publicité (qui) nous petit écran que si elle enlève dans ses fait refuser la diffusion de portraits films les images d'Hassan II et des d'hommes d'Etat afin de ne pas choquer les convictions politiques ou religieuses de certains téléspectateurs, en vertu d'un décret de 1987». Le spot d'Amnesty a été diffusé samedi

FOR DESCREE ACONOMIES ST STRATIONS DIS MICHAS Sommaire du nº 20 OCTOBRE-NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1990 DOSSIER: TÉLÉVISIONS EN EUROPE avec notamment les articles de : Dominique WOLTON

Eloge du grand public

Kenneth OYSON

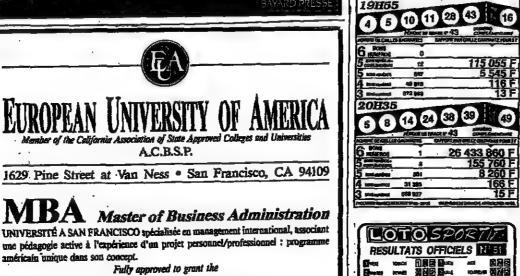
Les politiques audiovisuelles européennes

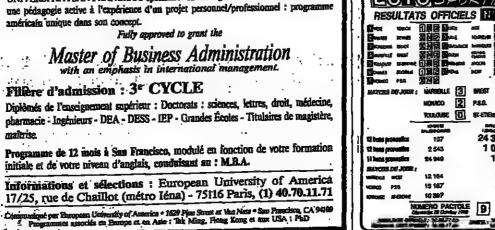
Jean-Claude BURGELMANN - Caroline PAUWELS

Jean-Claude BURGELMANN - Caroline PAUWELS

Le politique audiovisuelle et les petits Etats européens

Catherine CONSO Les stratégies des opérateurs privés Alain LE DIBERDER Nathalia COSTE-CERDAN -Les bases d'un cadre pour une nouvelle réglementation de l Régine CHANIAC - Jérôme BOURDON L'Europe au Prime Time Philippa LEMOINE - Xavier DALLOZ Pour des politiques enfin « Haute Définition » Isabelle BOURGEOIS Allemagne: vers le paysage audiovisuel unifié
Jacques SEMELIN Est-Ouest: naissance d'une nouvelle Europe audiovisuelle Et les rubriques régulières : Analyses, Repères, Baromètre, Bibliothèque es ruoriques regulieres : Analyses, rieperes, palotiteite, bibliother En venta dans les librairies et directement au (1) 47,23.61.88 100 F l'exemplaire 





#### Le sommet de M. Jimmy Carter sur la télévision

A quand les majorettes et les jazz-bands des conventions américaines au service de la perestrotka? Pour bientôt si l'on en croit M. Jimmy Carter, L'ancien président des Etats-Unis est persuadé que la démocratisation de l'URSS et le rapprochement soviéto-américain passent par la télévision. Pas seulement par le développement de coproductions ou l'errivée de CNN et MTV à Moscou, mais aussi par une réflexion commune sur la démocratie audiovisuelle.

Avec le feu vert de M. Mikhali Gorbatchev, M. Carter a créé une commission bilatérale chargée d'étudier l'influence du petit écran sur la vie politique. La commission sera basée à Atlanta. Elle y tiendra aussi, en février 1991, son premier colloque ques des campagnes électorales à la télévision. Toutes les grandes chaînes américaines seront représentées à ce premier « sommet ». La délégation soviétique sera menée par M. Evgeny Primakov, conseiller de M. Gorbatchev, et par M. Edouard Sagalaev, patron de l'information téléviséee

SAMEDI 27 OCTOBRE 1990



# IDATE

#### 14,15 et 16 novembre 1990 - Montpellier

Technologies clés, expériences, nouveaux concepts

Les 12èmes journées internationales de l'IDATE, carrefour de chercheurs et de professionnels, présenterant la variété des innovations technologiques, des expériences et des débats théoriques relatifs aux futurs des systèmes de communication ; une attention particulière sera réservée au champ de l'audiovisuel et des

industries culturetes, dans le cadre de diverses sessions. Audiovisuel et industries culturelles : entre innovation technologique et nouveaux marchés La batalle des normes de diffusion par satellite - Le péage au visionnement (pay per view) - Les nouveaux supports vidéa - Le dessin animé assisté par ordinateur - La réglementation de la concurrence et de la concentration mutilmédia - Les expériences dans le domaine de la presse et l'édition - L'expérimentation dans le champ culturel - L'image au futur (images de synthèse, environnements virtuets, ISO,...)

Les relations audiovisuelles avec l'Europe centrale et arientales. L'avenir les relations audiovisuelles avec l'Europe centrale et arientales. L'avenir de l'audiovisuel et des industries custurelles posses également par la formidable ouverture que représente la gérspective de la Grande Europe. Ce thême sera abordé dans une table ronde animée par M. l'Ambassadeur Giles MARTINET, Président de l'Association pour la Communauté Culturelle Européenne. Elle réunir a professionnels et spécialistes de l'audiovisuel d'Allemagne, de Hongrie, de Pologne, de Tchécoslovoquia et d'URSS.

Avec ja participation de :
AFP (Paris). Anitra Medienprojekt
(Müsich). ASTRA (Luxembourg).
Bibliainèque de France (Paris). 858
(Londrèa). Canai + (Paris). CARTOON
(Bruxeiles). CFT Gobelins (Paris).
Chambre syndicale de l'Edition
Audiovisuelle (Paris). CCE (Bruxeiles).
Consell de l'Europe (Strasbourg).
DETECON(Berlin). Euro-CD (Paris).

Eurocréation-Production (Paris), France Télécom, INA (Bry-sur-Marne), institut du Film (Moscou), INTEL (Saint Quentin on Yvelines), LOGICA Consultancy (Londres) Maywell Media (Londres). Media Lab-MIT (Cambridge, USA). Ministère des Affaires Etrangères (Ottawa), Ministère de la Culture et de la Communication (Paris), MTV (Budapest), Le Monde (Parls), Le Point (Parls), Philips (Eindhoven), Région-Càble (Saint-André), Screen Digest (Londres), LA SEPT (Parls). Showlime (New York), SJII (Paris), The European (Landres/Paris), UER (Genéve), Videografia (Barcelone), Vidéotnèque de Paris, Vision 1250 (Bruxelles), Warner Home Video (Poris)

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395-2037

1 560 F

2 960 F

Avec le concours de la Fondation IDATE (Alcatel CTI, Alcatel NV, CDC, IBM France), de France Télécom, du Conseil Général de l'Hérauli, du Conseil Régional du Languedoc-Roussillon et du District de Montpellier.

Information: Roland CASTANIER, IDATE - Tél. 67 64 16 91 - Fax 67 65 57 19

### RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL: 15, RUE FALGUIÈRE, 76501 PARIS CEDEX 15 Tél.; (1) 40-68-25-25 Le Monde Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806 F

1. PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél.: (1) 40-65-28-25 Téléopieur ; (1) 49-60-20-46 opieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311 F

Edité par la SARL le Monde Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration Derés de la société ; cent ans à compter du 10 décembre 1944. ments sur les microfilms et index du Monde su (1) 40-65-29-33 Capital social : 620 000 F

1 an ...

Principaux nesociés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde ». « Association Hubert-Beuve-Méry » Société anonyme Le Monde-Entreprises, M. André Fontaine, gérant.



Françoise Huguet, directeur général Philippe Dupuis, directeur commercial Micheline Oerlemans, 5, rue de Moattessuy, 75007 PARIS Tel.: (1)45-55-91-82 on 45-55-91-71 Télex MONDPUB 206 136 F

TEMES : 45-55-04-70 - Societé Filiate du journe de Monde et Régie Presse SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE osez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

place Hubert-B		NEMENTS VRY-SUR-SRINE CEDE	C. Tél. ; (1) 49-60-32-90
TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS voie normale y compris CEE avion
1 main	400 E	571 5	200 E

1 123 F

2 086 F

ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus on par MINITEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ABO SERVICE A DOMICILE: Pour tous renseignements: (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs on provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

PP. Peris RP

1 an 🗆

# **BULLETIN D'ABONNEMENT**

**DURÉE CHOISIE** 3 mois 🗆 6 mois 🗇

780 F

1 400 F

Nom: Adresse :

\_ Pays : \_ Veuillez avoir l'obligeance d'écoire tous les noms propres en capitales d'imprimente.

espagnol Halien, russ THE THE LANGUES ETRANGERES HE The Company of the Sea of the Party of the Sea of the S CHORES OF SECOND TO SEE STORES The state of the s

1 1 1 0 mm 5 - 5co 5100 35 TH

74 (1) Q-74 (14)

And the second s Residence of the Ingention of Ingention of

resievent in each manner and the du syndical

syndicat professionnel redou en régie de la pharmacie»

The agency contract of the agency contract of

Sequer reduce

Falson or mette a

Tallour or mette

Tallour or mette a

Tallour or m

Lates intended

Lates intended

Lates intended

Lates of the village

Charles de la film

thathe de la fibre

a supportation of the support of the

781: mag

The state of the s

The state of the s

the south and

ANDRED

25 7.2

1.10077

71 / FR

1.1. 100 1.1. 1 2.1.

.....

100

100

4.0

The second secon

English property

Middle Care and the

Add the many of the Marie and the second Service of the servic **発表を使うを持ちない。またり** 開催的計算 ほくけい フィース

Aut parties and a second of the COPFER A. Perigot souhaite faire des entrepris · partenaires de la formation bilak **Temps** The description of the state of the fine attente d'extreprise : la rigide e **新た 会社会が後、金文を**で、「たしょうかくさいたます。

August feit großes in eine gestellt ges and prospected to the Contract the Million of the way A MERCHANICAL PROPERTY OF A STATE OF THE STA Application of the property of the second AND THE PART OF PARTY OF THE PARTY OF the second section in

A Read to the second Market Commence of the Commenc  $S_{ij}^{m} = \frac{d^{2}}{2} \frac{1}{2} \frac{1$ The second secon California de la composition della composition d Specifical and a market of the Back office of the Alberta Control TOTAL SECTION AND ADMINISTRATION OF THE PARTY.

and the state of t where the  $\mathcal{T}_{i}$  and  $\mathcal{T}_{i}$  and  $\mathcal{T}_{i}$ Private American State Community  $\varphi \circ \varphi = \varphi_{\mathcal{C}} = \varphi_{\mathcal{A}} = \varphi \mathcal{A} e^{-i\varphi}$ Agree 18 July 18 Care Secretary 18 18 Tork the Branch product of the con $g_{ij} = \frac{1}{2} \left( \frac{1}{2} \left($ 1-40 BAR 40 40 -44 -15 -10 and reference of the first term of

The state of the s Charles Control of the Control at the out that I have not PPARTITION - CONTRACTOR Francisco Carlotta

Contract of the second the state of the s 14. V2. 52. 1 1 1 1 1 \$28 in 80



#### **COMPAGNIE OPTORG**

RÉMUNÉRATION DES TITRES PARTICIPATIFS

OCTOBRE 1985

La rémunération annuelle des Titres Participatifs du Crédit Agricole - Octobre 1985 se compose d'une partie fixe égale à 50% du TMO (taux moyen mensuel de rendement à la date de

règlement des emprunts garantis par l'État et assimilés) et d'une partie variable égale à 39 % de ce TMO, multipliée par un coefficient de participation qui varie selon l'évolution des résultats nets

Les résultats nets s'établissent à F. 4.890,7 millions en 1989 contre 4.058,8 en 1988. Compte tenu

du coefficient de participation de 2,525 % retenu pour le coupon de 1989, le coefficient applicable à la rémunération de 1990 s'élève à 3,042 % soit 168,64 % du TMO.

Conformément au contrat d'émission, la rémunération globale ne peut dépasser 120 % du TMO. Sur la base d'un TMO moyen de 9,8767% (période de référence d'Octobre 1989 à Septembre

1990 inclus), le coupon sera égal à F 118,52 pour un titre participatif de F 1000 nominal et sera

Le bon sens en action.

COMPAGNIE FINANCIERE DE CIC

Résultats du Groupe CIC pour le 1er semestre 1990

Au cours du premier semestre 1990, le Groupe CIC a enregistré un résultat net consolidé de 940 MF

contre 393 MF au premier semestre 1989 et 1 332 MF pour la totalité de l'année 1989. La part du

Groupe s'élève à 794 MF au premier semestre 1990 contre 348 MF au premier semestre 1989 et

Le produit net bancaire du premier semestre 1990 a été stable par rapport à celui calculé, à périmètre identique, sur la base de la mayenne des deux semestres de 1989. En dépit de la hausse des taux, il a été

constaté une nouvelle dégradation de la marge d'intermédiation bancaire due principalement au renchérissement du coût des ressources. Les activités de crédit spécialisé exercées au sein du Groupe UIC

ont connu une évolution très satisfaisante au cours du semestre. Toutefois, la contribution des implanta-

tions étrangères a été limitée du fait de la baisse du dollar contre le franc et les activités de marché ont,

Les frais généraux ont été bien maîtrisés puisqu'ils n'ont progressé que de 1,2% par rapport à la moyenne des deux semestres de l'exercice 1989. Le résultat brut d'exploitation pour le premier semestre 1990 (2 102 MF) est du même ordre que celui enregistré en 1989 pour la mayenne des deux semestres de

Le premier semestre 1990 a été marqué par un effort exceptionnel de provisionnement portant principa-

ce semestre. Cet effort n'a été possible que parce que, dans le même temps, le Groupe CIC a réalisé des

Les autres provisions d'exploitation progressent d'environ 20 %; elles portent à la fois sur le marché des particuliers en France et les activités conduites à l'étranger, notamment en Grande-Bretagne.

Après éléments exceptionnels, le bénéfice net du premier semestre (940 MP) progresse de 41 % par ropport à la mayenne des deux semestres de 1989. La part du Groupe s'élève à 794 MF contre 513 MF pour

Le résultat consolidé pour 1990 ne sera pas affecté par la fusion de la Compagnie Financière de CIC et de la Banque de l'Union Européenne qui doit intervenir le 26 décembre 1990, la Compagnie absorbant

Malgré les incertitudes de la conjoncture, le Groupe envisage pour l'exercice 1990 un résultat du même

plus-values de cessions immobilières pour 1 726 MF provenant du CIC Paris et de la BUE.

Résultat au 30-6-1990

Le bénéfice consolidé un 30 juin 1990 part du groupe est de 12,4 millions de francs, à comparer à un bénéfice an 30 juin 1989 de 5,3 millions de francs s'entendant après neutralisation des éléments exceptionnels non récurrents (principalement plus-value nette de cession Dupont S.C.), qui avaient porté le résultat global du premier semestre 1989 à 135,2 millions.

Sur la base des éléments comms à ce jour, le résultat de 1990 pourrait enregis-trer, par rapport au résultat 1989 hors profits exceptionnels non récurrents, une progression dont l'ampleur reste subordonnée à l'évolution de la conjoneture.

du groupe Crédit Agricole, conformément au contrat d'émission.

mis en paiement le 4 Novembre 1990.

1 026 MF pour la totalité de l'année 1989.

1989 (2 060 MF).

ordre que celui de 1989.

pour leur part, encore souffert d'une conjoncture défavorable.

lement sur les risques pays. On peut estimer à 970 MF les dots

la moyenne des deux semestres de 1989.

634 000 LECTEURS CADRES SUPÉRIEURS.

le Monde est la première source d'information des cadres supérieurs. (IPSOS 90)

Vos placements et le Crédit Agricole



Dans le cadre de la transformation d'Entreprises Saunier-Duval et de Wanner Isofi, filiales du groupe SGE, en sociétés de per-sonnes, il sera proposé aux assemblées générales extraordinaires convoquées pour le 17 décembre prochain, de retenir pour la fusion de ces sociétés avec la SGE une parité de 5 actions SGE pour 6 actions Saunier-Duval et de 10 actions SGE pour 11 actions

Si ces parités étaient acceptées par les assemblées compétentes, le nombre d'actions nouvelles de SGE ainsi créées serait de 92 195, soit un peu moins de 0,4 % du



845 000 LECTEURS CADRES. le Monde est le premier titre d'information des cadres.

(IPSOS 90)



Le conseil d'administration de la société Hachette S.A. s'est réuni le 25 octobre 1990, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc Lagardère, pour arrêter les résultats semestriels au 30 juin 1990 de la société et prendre comaissance des résultats consolidés du groupe, dont les principaux éléments sont rappelés ci-dessous :

(En millions de francs)	30 juin 1990	Rappel exercice 1989
Chiffre d'affaires	14 219	14 198
Résultat courant	201	291
Résultat net cousolidé	346	324
Résultat net part du groupe	261	246

La part du groupe dans le résultat net consolidé, hors plus et moins-values et provisions exceptionnelles, est de 11,9 millions de francs contre 133,8 millions de francs en 1989. Elle sera à la fin de l'année de l'ordre de 230 millions de francs contre 330 millions de francs en 1989.

Le conseil d'administration a pris comraissance de la décision du Conseil supérieur de l'audiovisuel de courier à Hachette le rôle d'opérateur de La Cinq, qui s'accompagne d'une augmentation de son pourcentage de participation, qui passera, pour le groupe, de 22 à 25 %.

Après plus et moins-values, le résultat consolidé devrait atteindre environ 560 millions de francs. Ce résultat prend en compte la plus-value dégagée sur la vente de l'immemble des NMPP de 2 milliards de francs. Cette plus-value est affectée à titre de provision, pour un montant de 1,75 milliard de francs, au plan de développement de l'ensemble des activités audiovisuelles du groupe.

Le conseil a particulièrement souligné les points suivants : Au cours du premier semestre, les activités de presse américaine out été affectées par la situation générale aux États-Unis et, plus particulièrement, la baisse du marché publicitaire. Des mesures importantes out été prises : nent et reuforcement de la direction générale du groupe press

aux USA et mise en place d'une nouvelle équipe de manag l'autorité directe de Monsieur Daniel Filipacchi; pian de révision des charges, aménagements éditoriaux, etc. La situation de la société est maîtrisée et les résultats obtenus dans le domaine de la diffusion et de la publicité indiquent que le second semestre sera plus satisfaisant pour l'ensemble des publications,

An cours des deux dernières années et en 1990, des investissements excep-tionnellement importants ont été réalisés principalement aux Etats-Unis, mais également en Europe, en Amérique du Sud et en Asie. Cette politique de développement a pesé sur les résultats de 1990 et il en sera de même en

Les investissements du premier semestre ont atteint 1 milliard de france et correspondent principalement aux acquisitions de La Cinq, Diez Minutos, Billboard, Naville, Imperial News, augmentation de capital de RCS et de

Au 31 décembre 1990, l'ensemble des investissements réalisés par le groupe sur l'année auxa représenté 2 918 millions de francs auxqueis s'ajoutent des investissements éditoriaux, directement passés dans les charges de la société, pour 216 millions de francs.

L'endettement net du groupe, qui était au 31 décembre 1989 de 8,2 milliards de francs, est au 30 juin 1990 de 6,9 milliards de francs. Cet endettement sera fin 1990 au même niveau que celui de décembre 1989, compte tenu de l'ensemble des investissements réalisés au cours de l'ensemble.

l'ensemné des invesussements reauses au cours de l'enercice.

Cet endettement net est compatible avec la capacité du groupe à assurer la charge de cette dette, dont un montant de l'ordre de 6,7 milliards de francs fait l'objet de remboursements écheionnés sur dix ans. Le groupe dispose en outre de lignes de crédit confirmées et non utilisées de 1,7 milliard de francs. Par ailleurs, certains actifs non stratégiques pourraient faire l'objet de cessions contribuant à la réduction de l'endettement. Il n'y a pas de problème de liquidité en 1990 et 1991.

En ce qui concerne Hachette SA, le résultat conrant s'établit, avant plus et moins-values et éléments exceptionnels, à 30,4 millions de francs contre 99,7 millions de francs en 1989. Il est rappelé, comme chaque aunée, que le résultat d'activité du premier semestre n'est pas représentatif de l'exercice, du fait de la saisonnalité de certaines activités.

Après plus et moins-values et éléments exceptionnels, le résultat net ressort à 1 245 millions de francs contre 114 millions de francs en 1989. Monsieur Jacques Lehn a été nommé directeur général du groupe en rempla-cement de Monsieur Yves Sabouret, désigné comme président de La Cinq.

- Le président Jean-Luc Legardère commentera su cours d'une réunion d'information, le 12 novembre 1990, la situation et les perspectives du groupe.



LA CAISSE CENTRALE DU CREDIT MUTUEL EMET UN EMPRUNT.

JE SOUSCRIS.

# CNA#

CAISSE NATIONALE DES AUTOROUTES

GÉRÉE PAR LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

# **Emprunt Octobre 1990**

1 milliard de Francs soit 200 000 obligations de 5 000 F

Prix d'émission: 4949 F Taux nominal: 10.50%

Taux de rendement actuariel brut : 10,64 % 1<sup>er</sup> coupon payable le 12 Novembre 1991 pour un montant de 525 F

Durée: 14 ans

Amortissement en totalité le 12 Novembre 2004

Jouissance, règlement : 12 Novembre 1990

de la Poste, des Caisses d'Epargne Ecureuil, des Sociétés de Bourse et des Comptables du Trésor. Une fiche d'information (visa C.O.B. Nº 90-441 du 24/10/1990) peut être obtenue sans frais auprès de la CNA, II., rue Saint-Dominique - B.P. 140-07 - 75326 PARIS Cedex 07 et des Etablissements chargés du placement. Clôture sans préavis.

> Souscrivez aux emprunts de la CNA pour l'extension du réseau français d'autoroutes

# ÉMISSION D'UN EMPRUNT SUBORDONNÉ REMBOURSABLE A TAUX FIXE

695 millions de françs en titres de 5 000 F.

Prix d'émission : 100,00 % soit 5 000 F

Taux d'intérêt: 10,70 % soit 535 F par titre, payable le 19 novembre de chaque année.

Taux de rendement actuariel au règlement : 10,70 %.

Jouissance et règlement : 19 novembre 1990.

Durée: 12 ans.

Amortissement : au pair et en totalité le 19 novembre 2002, sous réserve de rachais

Note d'information (visa COB nº 90-440 en date du 24 octobre 1990) disponible sur simple demande. Balo du 29 octobre 1990.

Souscriptions reçues dans toutes les Caisses de Crédit Mutuel

The absorbing

Saferer asbut A STATE OF THE STA

# CHAMPS ECONOMIQUES

Les enjeux du commerce mondial

Agree the service of « Champs économiques » commence cette semaine la publication d'une série d'articles consacrés à la libéralisation des échanges internationaux, qui s'achèvera, début décembre, avec la conférence de clôture de l'Uruguay round

> un mois de la conférence ministérielle qui, du 3 au 7 décembre à Bruxelles, doit clôturer l'Uruguzy round, le conflit qui oppose la Communauté européenne aux Etats-Unis, ainsi qu'aux autres pays producteurs, à propos de la nature et de l'ampleur des efforts à accomplir pour assainir les échanges agricoles risque de mettre en péril l'en-semble du cycle des négociations com-merciales raultilatérales (NCM). Engaedes en septembre 1986 à Punta-del-Este (Uruguay) afin de donner un nouvel élan au commerce mondial, elles mettent en présence cent dial, clies mettern en presente can-pays, les «parties contractantes» du GATT (General Agreement on Tariffs and Trade), l'acord qui réglemente les echanges internationaux

> Lors d'une récente rencontre avec des ministres latino-américains à New-York, en marge de l'Assemblée géné-rale des Nations unies, Frans Andries-sen, le vice-président de la Commissen, le vice-président de la commu-sion européenne, chargé des relations extérieures, avait été frappé de l'intérêt containe qu'ils manifestaient à l'égard du dossier agricole. En vérité, plusieurs gouvernements du tiersmonde ont annoncé qu'ils quitteraient la négociation s'il s'avérait que les pays industrialisés refusalent de prendre en compte leurs préoccupations, parmi lesquelles l'agriculture et la libéralisation des échanges textiles figurent en première place.

Sans sombrer dans le catastro-phisme, les dirigeants bruxellois pren-nent la menace au sérieux, d'autant plus que les pays du groupe de Cairns treize nations menées par l'Australie qui œuvrent pour la suppression des subventions à l'agriculture) (!) se montrent cux aussi irrités par l'attitude, disent-ils, trop restrictive, adoptée par la Communauté. Un échec de l'Uruguay round, sans signifier le glas du multilatéralisme - l'interdépendance des économies est trop forte pour envisager un tel scenario, - ne pourrai que susciter un regain des tensions commerciales, notamment transatlan tiques et favoriser l'épanouissement autour des Etats-Unis et du Japon d'une politique de blocs manifeste-ment contraire à l'intérêt de la CEE.

#### Une absence de direction

La Communauté, consciente du retour de bâton qu'impliquerait une rupture, voire un habillage de procédure conçu pour masquer un échec peut-elle empêcher une conclusion négative? Rien n'est moins sûr, tant l'exercice, faute d'une préparation adéquate, a été mai engagé. Durant ce mois d'octobre, alors qu'il fallait s'entendre sur le dossier agricole à présen-ter au GATT, les Douze ont fait éclater au grand jour leurs divergences, affaiblissant d'autant leur capacité à

La Commission, porte-parole des Douze, incapable de taire ses propres divisions, a fait preuve d'une absence navrante de lenderhip. Faute d'occuper ello-même le terrain d'une manière convaincante, elle a laissé les Etats membres réagir en fonction de leurs intérêts particuliers. Les concessions préconisées par F. Andriessen, reprises à son compte par le collège européen, bien que contestées par Ray McSharry, le commissaire chargé des affaires agricoles, furent considérées par plusieurs Etats membres comme de véritables chiffons rouges agités de manière inopportune, alors qu'un pro-fond malaise atteignait déjà les cam-pagnes. Piégée par ses éléments les plus libéraux, la Commission donnait l'impression d'être prête à ouvrir

Sans une telle erreur tactique, sans ce climat de confusion, le chancelier Kohl n'aurait peut-être pas téléphoné Delors, le président de la Commission, afin de lui signifier son total soutien à Ignaz Kischle, son ministre de l'agri-culture, et son refus de brader les intérêts des producteurs communaumerers des producteurs communataires, en particulier allemands. Un message interprété à Bruxelles comme un coup d'arrêt brutal, voire définitif, à la politique de concessions envisagée par quelques commissaires.

En réalité, l'impression de tatonnements qu'a donnée récemment la Communauté n'est pas surprenante. En avril 1989 à Genève, lors du mid

# cours) de l'Uruguay round, elle s'était engagée à réduire de façon « substan-tielle et progressive» le soutien qu'elle accorde à ses agriculteurs, ainsi que le niveau de sa protection aux frontières. Mais « l'indispensable débat interne entre les Douze sur les conséquences techniques et métiques d'inchil

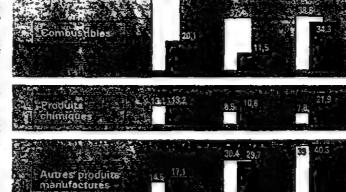
techniques et politiques d'un tel engage-ment, sur la façon d'envisager l'avenir de la politique agricole commune (PAC) n'a jamais eu lieu. Ni au sein de la Commission, ni au sein du conseil des ministres, qui, peu intéressé, n'a délibèré que superficiellement de l'Uruguay round, »

Les Douze après les réformes de la PAC mises en aurre à partir de 1984 eurent l'impression d'avoir accompli leur devoir; les stocks avoient fondu, il n'existait plus de difficultés budgétoires. Ils munifestaient des lors vis-à-vis du GATT une attitude negative: leur souci était et demeure assurément d'en lâcher le moins possible, et surrout de garder une totale maîtrise de leur action sur les marchés, la seule obligation de réduire le soutien de 30 % fen 1996 par rapport à 1986) étant une obligation de résultat», raconte un haut lonctionnaire bruxellois. La Communauté, par tactique et par paresse intellectuelle, avance ainsi dans le

L'impéritie de la Communauté n'a de comparable que celle des Etats-Unis, et les philippiques anti-euro-péennes martelées par Caria Hills, la représenante du président Bush pour les négociations commerciales, ne peuvent impressionner que ceux qui igno-rent le dossier. L'ambition de l'Uruguay round était de mettre les politiques agricoles sur la table et de négocier leurs réformes respectives afin de parvenir à un meilleur équilibre entre l'offre et la demande mondiale. Cette vaste explication n'a jamais eu lieu, et les Américains, empêtrés dans leurs contradictions internes, se sont bien gardés de la sus-

«Au GATT, ils ont propose initiale ment d'éliminer en dix ans la totalité des aides à l'agriculture, puis mainte-nant 90 % des subventions à l'exportation et 70 % des autres formes de sou-





Source : CNUCED

1981-1988 Des échanges toujours protègés

L'Uruguay round était-il nécessaire? Il suffit pour s'en convaincre d'ob-. server l'évolution entre 1981 et 1988 des « obstacles non tarifaires » dressés par les pays développés pour limiter les importations. Il s'agit d'une panoplie de mesures restrictives, dont certaines sont manifestes (quotas, accords d'autolimitation des importations) et d'autres plus sourtien. Mais, dans le même temps, le noises (normes sanitaires ou techniques, circuits de distribution impéné-Congrès, toujours aussi protectionniste, trables aux produits étrangers, tracasseries administratives...).

met an point une nouvelle législation agricole qui ne tient aucun compte des objectifs proclames par l'Uruguay round ., constate notre interlocuteur

Le handicap agricole est d'autant plus fâcheux que le reste de la négo-ciation a progressé de façon satisfai-sante. « Il y a maintenant suffisam-ment de substance sur la table pour ment de sussance sur la taoie pour engager dans des conditions proplees le marchandage final, c'est-à-dire la recherche d'un équilibre global. Ne serait-ce le blocage agricole, les parties contractantes participant aux pourparlers ont les cartes en main pour établir les bases d'un nouveau GATT et établir les bases d'un nouveau GATT et retains cer par là même le commerce interna-tional», estime le même hant fonction

La percée pourrait s'opérer à trois

 Une libéralisation supplémentaire des échanges de produits manufactu-rés. C'est la partie la plus classique de la négociation en cours. La Communauté est particulièrement intéressée à la réduction des pics douaniers américains, notamment dans le domaine des textiles, ainsi que par l'élimination progressive des barrières tarifaires et non tarifaires à l'importation dressées par les nouveaux pays industrialisés.

«C'est chez eux, que les marchés de l'arenir immédiat se situent», com-mente-t-on à Bruxelles, conscient que le ralentissement conjoncturel aux Etats-Unis contraint plus que jamais la CEE à rechercher de nouveaux débouchés. Pour qu'un élan nouveau soit ainsi donné, la Commission est prête, moyennant certaines conditions, et malgré les réticences de ses industriels en particulier des Portugais, à donner son aval à l'élimination progressive de l'accord multifibres (AMF) qui, en dérogation aux règles du GATT, imposs depuis une quinzaine d'années une limitation aux importations de produits textiles et d'habillement en provenance des pays à bas coûts de

 Un renforcement des disciplines du GATT, et en particulier de celles ayant trait au règlement des diffé-rends. Les engagements contractés un titre de l'Uruguay round, comme lors de précédents cycles de négociations,

n'ont de sens que s'ils sont tenus. Le discrédit qui affecte aujourd'hui le GATT, et par là même le système multilatéral d'échanges, en particulier aux Etats-Unis, ne pourra être vaincu, et la législature américaine découragée de procéder de manière unilatérale, que si des règles rénovées permettent d'assurer une plus grande transtrairence d'assurer une plus grande transparence et prévisibilité aux échanges. C'est un des objectifs auxquels souscrivent les Douze, très préoccupés par la tentation protectionniste qui taraude, de

manière permanente, le Congrès de Washington.

 L'intégration progressive dans le domaine du GATT des échanges de services, ainsi que des dispositions ayant trait à la défense de la propriété intellectuelle et à la lutte contre la contrefaçon. Faut-il souligner que la Communauté, premier exportateur mondial de services, a un intérêt tout à fait particulier à ce que les pays en voie de développement taisent leurs réticences à l'égard d'un encadrement qu'ils considérent souvent comme un pur cadeau offert aux nations les plus riches.

Ce cadeau, encore une fois, ils n'y Ce cadeau, encore une fois, ils n'y consentiront pas sans contrepartie. Au premier rang, presque emblématiques, figurent les textiles et l'agriculture qui représente 13 % du commerce mondial et 5 % des exportations des Douze. Peut-on rattraper le temps perdu? Ce n'est possible pour la Communauté qu'en restant dans le fil de la réforme engagée en 1984.

Il faudrait imaginer une avancée qui ne heurte de front personne au sein des Douze, mais qui se traduise par des résultats suffisamment tangibles pour qu'ils puissent être défendus face aux Américains et aux autres produc-teurs. « Présque la quadrature du cercle», commente un des principaux participants européens à la négocia-tion.

de Bruxelles PHILIPPE LEMAITRE

Fondé en 1986, le groupe de Cairus comprend treize pays: Australie, Nouvelle-Zémide, Canada, Argentine, Uruguay, Brésil, Chili, Hongrie, Indônésie, Malaiste, Philip-pines, Theilando, Fidji.

Où en est la pensée économique ?

# La destruction créatrice

Une science économique déstabilisée... et stimulée par les transformations contemporaines

par Robert Boyer

d'économistes a connu une explosion sans précédent et que leurs outils enregistrent une sophistication considérable, comment se fait-il que leur communauté n'arrive pas à répondre avec clarté aux questions lancinantes que se pose tout un chacun? Pourquoi le chômage demeure-t-il élevé en France? Finalement, quel est l'impact d'un déficit budgétaire? D'un krach boursier? De l'imprévisibilité des taux de change? Au-delà des événements du golfe Persique, l'économie mondiale a-t-elle retrouvé le sentier d'une croissance durable? Quelles seront les conséquences de la construction européenne et de l'ouverture de l'Europe de l'Est?

Une mise en perspective historique suggère l'interprétation sui-vante. D'une part, c'est le succès même des différents outils de l'analyse économique qui permet de faire apparaître un écart entre les prédictions de la plupart des théories et les évolutions enregistrées depuis deux décennies. D'autre part, les réformes impulsées (ou justifiées) par quelques grands économistes passés - on songe tout particulièrement à John Maynard Keynes - ont fini par engendrer une dynamique économique originale, échappant aux modèles simplifiés antérieurement proposés.

Il convient en effet de rappeler qu'au-delà de controverses méthodologiques et idéologiques parfois vives, la science économique moderne ne fut pas sans succès ni mérites, de l'après-guerre au milieu des années 60. De la révolution keynésienne naît une théorie macroéconomique qui s'appuie sur la progres-➤ Directeur de recherche au CNRS

sive élaboration des comptes nationaux et des techniques économétriques pour formuler des modèles appliqués qui servent de cadres obligés à la plupart des décisions de politique économique.

Le modèle IS-LM correspondant, pour simpliste qu'il fut, livrait finalement des prédictions étonnamment satisfaisantes. Le maintien ainsi assuré d'un quasi-plein emploi, les économistes se donnent alors une représentation simple et séduisante de la possibilité et de la stabilité de la croissance, et en dérive par exemple le taux d'actualisation qui devrait prévaloir dans les choix d'investissements publics.

# Un point

C'est l'une des bases du calcul économique, qui lui-même s'appuie sur les formalisations modernes de Wairas. En effet, la théorie de l'équilibre général, grâce à une axiomati-sation aussi puissante qu'élégante, démontre avec rigueur sous quelles conditions une économie pure de marché peut fonctionner et correspondre à un optimum social.

Cet édifice, relativement harmoieux, à défaut d'être totalement cohérent, se délite progressivement partir de la fin des années 60. accélération de l'inflation fournit l'occasion d'un retour en force des théories monétaristes et touche l'un des points faibles de la vulgate key-nésienne : un traitement lacunaire de la monnaie et du crédit. De même, la montée du chômage résiste aux politiques contracycliques et aux réglages sins qui avaient été si essicaces auparavant.

Similairement, le dynamisme de la demande vient buter sur certain insuffisances qualitatives ou quanti-tatives de l'offre, sans oublier que isation n'est pas sans affecter les

régulations nationales et le degré d'autonomie des décideurs publics. L'école dite de l'offre s'est engouffrée dans cette brèche.

Plus encore, la croissance, qui semblait stable et garantie, se grippe, en particulier parce que la progression de la productivité globale se ralentit... alors même que se multiplient les innovations organisationnelles et technologiques. Ce paradoxe dit de Solow manifeste les limites des théories de la croissance dont il avait été lui-même à l'ori-

C'est de cette époque que date le sentiment diffus que les économistes ne parviennent pas à expliquer les faits stylisés majeurs de la période. La théorie micro-économique formalisée elle-même découvre que l'unicité et la stabilité de l'équilibre sont finalement exceptionnelles : ses outils triomphent, mais les conclu-sions traditionnelles du libéralisme en sont remises en cause.

L'axiomatisation et la mathématisation de la science économique conduisent en effet à détecter nombre d'erreurs logiques et d'incohé-rences dans les expositions littéraires de la théorie walrasienne. Le progrès des connaissances se mesure alors au nombre d'erreurs surmontées : les chercheurs y sont particulièrement attachés, mais on concoit sans peine que l'opinion publique le

Un mouvement équivalent traverse les théories macro-économiques qui s'intéressent aux détermints de l'emploi, de l'inflation et de la croissance. Par contraste avec l'entre-deux-guerres, la généralisation de la couverture statistique donne un aspect beaucoup plus quantitatif à l'analyse économique. Le caractère têtu des indices statistiques remplace la malléabilité qu'avaient auparavant les raisonne-

ments plus qualitatifs. La disponibi-lité de séries longues et le plus grand

pouvoir des tests économétriques invalident nombre d'hypothèses pourtant chères aux théoriciens. Le processus de destruction créatrice proposé par Joseph Schumpeter ne s'applique pas sculement aux produits et aux technologies, mais aux hypothèses, modèles et théories économiques eux-mêmes. Enfin. la communauté des économistes s'est donné des critères beaucoup plus exigeants que par le passé, de sorte que le processus de sélection des idées est sans doute plus efficace et

Cependant, l'une des faiblesses de la science économique serait de croire à l'universalité dans l'espace et à l'invariance dans le temps de ses constructions. Et pourtant l'économiste a bien conscience que le mode de régulation de l'économie française n'est plus celui de l'entredeux-guerres, que celui de la France n'est pas celui de l'Allemagne, que la dynamique américaine se distingue significativement de celle du

#### Des analyses prometteuses

Ainsi, les économies concrètes reposent sur un ensemble complexe d'institutions, elles-mêmes immergées dans un processus historique affectant à long terme leur configu-ration, sous l'effet des facteurs certes economiques, mais aussi politiques, sociaux et technologiques. A des degrés divers, la plupart des erches contemporaines les plus prometteuses partent d'un tel constat. En effet, les crises de la prévision et le désarroi des orthodoxies en matière de politique économique ne signifient pas que les économistes sont plongés dans le marasme et le désespoir concernant leur discipline. Tout au contraire, à l'image de l'exthéories lors des années 30, les

années 80 sont riches en paradoxes, qui sont autant de points de départ pour des formalisations originales. Aucune nouvelle théorie fédératrice ne s'est encore imposée, mais des analyses partielles prometteuses se développent et ouvrent des perspectives stimulantes.

Sans doute l'opinion attend-elle que les économistes célèbrent l'arrivée du Keynes de la fin de ce siècle. Il se pourrait fort que cet espoir soit décu. Pour des raisons qui tiennent non plus à la qualité des économistes (ne sont-ils pas de mieux en mieux formés ?), mais aux principes de la division du travail qui régit leurs rapports. En effet, l'analyse économique a subi le même processus que la manufacture d'épingles chère à Adam Smith : une spécialisation poussée à l'extrême, au point que le travail de l'économiste n'a plus que de lointains rapports avec la noble fonction de généraliste qu'exercaient les grands ancètres.

On vise certes la spécialisation par domaine : économie de l'énergie. des transports, de l'environnement de la santé, de l'éducation, théorie de la finance, économie internationale, des changements techniques... constituent autant de champs qui se sont progressivement autonomisés depuis les années 60. Mais il est une division des tâches encore plus fondamentale, celle qui prévaut entre les divers étages de la théorie : le mathématicien, le théoricien, le statisticien, l'informaticien, l'économètre, l'économiste appliqué, le gestionnaire et ensin le conseiller économique définissent autant de spécialisations de tâches qui se trouvaient autrefois réunies en un même individu, le grand économiste ou l'économiste distingué!

Lire la suite page 27

# JE SOUSCRIS.

La special de la company de la

File Part of Streetings Epingage property

the second section of the sec

Residence of the control of the cont

And the production of the prod

Self-the sel

And control of program for the program of the progr

The state of the s

Company of the control of the contro

As course the form of the second of the seco

The contract of the contract o

Leader and a supervision on the supervision of the

The second of th

The second of th

The first time have brighted the of the court of the cour

The second secon

A Text property of the second description of the following property of the second seco

The second secon

Selection very dispersion of the control of the con

LA CAISSE CENTRALE

DU CREDIT MUTUEL

EMET UN EMPRUNT.

# IN D'UN EMPRUNT NNE REMBOURSABLE I TAUX FIXE

Management of regression of the section Action to an employ a second to the second t Company of the standing

to decime the Carrier to County Michael

# CHAMPS ECONOMIQUES

L'Espagne avant le marché unique

# L'embellie de l'économie basque

La croissance a été plus rapide qu'ailleurs et le chômage continue de diminuer

La France premier client

ES Basques ont élu leur nouveau autonome, dimanche 28 octobre, dans un climat d'embellie économique qui n'a pu que favoriser le gouvernement en place; la coalition formée par le PNV (Partinationaliste basque) et par les socialistes. A peine sorti d'une crise sans précédent, tant par son acuité que par sa durée, le Pays basque, en estet, connaît aujourd'hui une reprise, indéniable, quoique encore fragile et vulnérable. nouveau Parlement

Entre 1975 et 1985, les années de la « décennie noire », la crois-sance cumulée avait été négative : sance cumulee avait ete negative:

- 0,3 %. Depuis 1985, le Pays basque a retrouvé des taux positifs:
en 1988 et en 1989, la croissance
(6,4 % et 5,7 % respectivement) a
même été plus rapide que celle de
l'Espagne, pourtant elle-même
remarquable. Le taux de chômage
a commencé lui aussi à se réduire
de manière sensible, tout en restant supérieur à la movenne natiotant supérieur à la moyenne natio-nale : après avoir atteint un « pla-fond » de 24 % en 1986, il est redescendu, à la fin de 1989, à 18 %.

Personne à Bilbao n'aurait sans doute osé en espérer autant il y a quelques années à peine. Le Pays basque ne venait-il pas de toucher le fond? La grave crise qui affecta durement l'Espagne tout entière fut en effet particulièrement rude dans ce bastion de la vieille indus-trie nationale. La structure économique du Pays basque n'était-elle pas précisément concentrée sur les secteurs désormais en crise dans le monde entier : chantiers navais, sidérurgie, transformations métalliques? Comme le souligne Ricardo Gonzalez-Orus, « conseiller » (ministre) du gouvernement autonome basque, « les cycles économiques sont toujours vécus chez nous avec plus d'intensité, tant notre structure industrielle est réduite et concentrée: nous n'avons pas de

Il fallut donc reconvertir : licencier, réduire les capacités de production, moderniser, techniciser. Une tache d'autant plus douloument. « Dans les années 70, les pouvoirs publics ne semblalent avoir aucune stratégie industrielle cohèrente pour le Pays basque, et continuaient à renflouer de manière indiscriminée les secteurs en crise au lieu de les restructurer»,

observe Alfonso Basagoiti, conseil-ler des finances du gouvernement

"Nous constations que les entreprises sidérurgiques se reconvertis-saient ou fermaient leurs portes dans les pays aux alentours, alors qu'ici il ne se passait toujours rien, renchérit Antonio de Madariaga, président de la chambre de com-merce et d'industrie de Bilbao. Le secteur public constituait pourtant le principal actionnaire des grandes entreprises en crise, mais il sem-blait paralysé. »

### Restructuration

Si la restructuration de l'industrie basque commença avec retard, elle n'en fut pas moins menée tambour battant, et sans menagements. Dans les chantiers navals, elle donns d'ailleurs lieu à de rudes affrontements avec les syndicats. « La reconversion a fait perdre au Pays basque, entre 1975 et 1985, un tiers environ de ses emplois industriels, et de manière structu-relle : nous savions que les entreprises qui licenciaient n'allaient certainement pos réembaucher dans la même proportion lorsque la conjoncture s'améliorerait», rappelle José Elorrieta, secrétaire général du syndicat nationaliste ELA-STV (Solidarité des travail-leurs basques), majoritaire dans la région. Et d'ajouter : «A l'excep-tion des chantiers navals, où s'est produit un véritable démantèlement, nous ne nous sammes d'ail-leurs pas opposés à la reconversion à condition qu'elle s'accompagne d'une véritable restructuration du secteur, car nous savions que le pro-cessus était inéluctable.»

compressions de personnel. Le Pays basque fit en même temps un réel effort pour améliorer le niveau technologique de ses entreprises, pour moderniser les méthodes de production. La tradition des contacts tissés avec les industriels des pays plus avancés facilità la tâche. « Les patrons basques, tout comme les caialans, sont davantage ceux du reste de l'Espagne, assure
A. de Madariaga. Nous fabriquons
avant tout des produits métalliques
intermédiaires que nous allons vendre en Allemagne ou en France, et il y a donc belle lurette que nous sommes intégrés aux grands cir-

Il n'y eut pas, d'ailleurs, que les

cuits de vente européens. » Si le Pays basque ne représente que 6 % du PIB espagnol, ne réalise-t-il pas par contre à lui seul 11 % des exportations nationales?

L'octroi de l'autonomie à la région contribus également à don-ner une nouvelle impulsion à cette ner une nonvelle impulsion à cette grande tâche de modernisation industrielle. « La stratégie du ministère de l'industrie à Madrid était avant tout fondée sur le développement, par le biais d'une introduction massive d'investissements étrangers, de quelques secteurs de pointe, comme l'électronique ou l'informatique : une stratégie qui pouvait répondre aux priorités économiques de la région de Madrid ou de la Catalogne, mais certainement pas à celles du Pays basque, souligne Jaime del Castillo, professeur d'économie à Bilbao. L'autonomie a permis au nouveau gouvernomie a permis au nouveau gouver-nement basque de prendre les choses en main et de mettre en œuvre une stralégie plus spécifique,

Exportations

Japon Communauté européenne

Nouveaux pays industriels..... Pays système de préférences généralisées......

Europe du Nord...

Pava de l'Est

machines-outils, l'industrie basque peut soutenir désormais la comparaison avec les pays plus avancés, ou figure à tout le moins, selon l'expression d'un directeur de ban-que locale, parmi e les tout pre-miers du groupe des seconds ».

#### Industriels dans l'ime

Mais l'économie basque n'en souffre toujours pas moins d'une faible diversification. D'une part parce que le secteur industriel se taille toujours la part du lion dans la structure économique locale : il représentait 50 % du PIB avant la crise, il en constitue encore 44 % serioured bui Ft de l'autre parte aujourd'hui. Et de l'autre parce que ce secteur industriel reste concentré sur les mêmes activités qu'auparavant : celles de la trans-formation métallique.

«La reconversion a conduit les patrons à moderniser leurs techni-

1979

1988

8,5 1,7 1,1 59,4 20,2 11,4 6,0 9,1 3,8

regard de cent cinquante aus de traditions industrielles?

Pouvait-il d'ailleurs en aller Ponvait-il d'ailleurs en aner autrement? Nombreux sont ceux qui soulignent, à Bilbao, que le Pays basque ne pouvait se risquer à un saut dans le vide. Et que, à condition que l'offre sache s'adapter de manière flexible aux fluctuations de la demande (quitte, si tiers navals, à ne pas hésiter à sabrer ferme), le métal peut encore avoir quelques beaux jours devant

Il n'en demente pas moins que le Pays basque ne peut se permettre aujourd'hui d'en rester la. « L'assainissement n'est pas terminé: nous avons seulement jeté les bases pour qu'il puisse l'être dans cinq ou six ans si nous poursulvons sur la même voie », avertit A. Basagoiti. Les tâches encore à réaliser sont nombreuses. Il faut par exemple lutter contre le morcellement

concerne le volume global de mar-chandises, et qui dispose d'un tirant d'eau exceptionnel lui offrant de bonnes perspectives d'avenir. Un plan, prévoyant son développement et portant sur cinq ans, a été élaboré, mais la répartition de son financement suscite de sérieux tiraillements entre les gou-vernements de Madrid et de Bil-

Reste, enfin, pour parachever la restructuration de l'économie basque, un impératif fondamental : celui de relever le défi technologique. « C'est la tâche désormais la plus importante, sans laquelle toute pus importante, sans laquelle toute stratègie anti-crise restera insuffisante à moyen terme », souligne R. Gonzalez-Orus. Aussi les autorités basques viennent-elles de lan-cer un vaste « plan de stratégie technologique » destiné à stimuler la modernisation des entreprises, et axé sur trois secteurs : les maté-ciaux de rointe les technologies de fabrication et celles d'information.

#### Le métal en tête des ventes (exportations non énergétiques en pourcentage)

Exportations	1979 %	1987 %
Agriculture, élevage, pêche	0,3	0,3
Biens intermédiaires	33,8	32
Minéraux métalliques	27	24,5
Minéraux non métalliques	2,8	2,6
Chimiques	4	4,9
Biens d'équipement	39,7	44,4
Constructions métalliques	1,6	1,4
Produits finis métalliques	12,6	10.7
Products has metaulques	12,0	18,6
Machines non électriques	13,4	10,0
Bureautique, optique, précision	0,5	0,8
Matériel électrique électronique	0,5 3,7 3	6,6
Pièces d'automobiles	3	4,₹
Construction navale	3	0,7
Aéronautique	0,1	_ =
Autres matériels de transport	1,7	3,3
Biens de consommation	0,1 1,7 26,2	23,3
Alimentation	5,5	4,1
Textile, cuir, chaussures	0,8	0,7
Bois et meubles	5,5 0,8 0,8 3,2	4,1 0,7 1,2
Papier, arts graphiques	3.2	3,9
Capitrhous plasticus surres	16.1	13.5

Source: Caisses d'épargne basco-navarraises, Madrid, 1990. adaptée à notre problématique. » Une autonomie d'ailleurs très large dans le domaine économique, incluant même le droit de lever

Le Pays basque, chacun en durant ces dernières années un grand effort pour moderniser son tissu industriel, afin de se préparer su grand défi du marché unique. Et la reprise actuelle témoigne que tout cela n'a pas été vain. Dans certains secteurs, comme celui des

ques de production mais pas à changer de secteur», observe J. del Castillo. J. Eliorreta le résume de manière plus lapidaire : « Nous produisons mieux la même chose. » Si ébauche de diversification il y a qués et plus variés, le Pays basque, en fin de compte, continue à fabriquer des produits métalliques. « Nous sommes des industriels

dans l'âme : c'est notre principal qualité et notre principal défaut », reconnaît à ce propos R. Gonzalez-Orus. « Lorsqu'on a accumulé une technique dans un secteur au fil des décennies, il est absurde d'y renoncer sans plus », renchérit son collè-gue A. Basagoiti. La reconversion n'a donc pas conduit à abandonner du jour au lendemain cette « culture du métal » qui a fait, selon les époques, le bonheur et le malheur de l'économie basque. Que pesent dix années de crise au

excessif du tissu industriel: 72 % des établissements basques ont moins de vingt employés, et 6 % seulement plus de cent. « On peut vraiment parler chez nous d'un sys-tème de minifundias industriels, ce qui est d'autant plus nocif que les petites entreprises se refusent à col-laborer entre elles, par exemple pour avoir accès en commun à certaines infrastructures », souligne

Il s'agit aussi de développer pro-gressivement un secteur de services resté très faible, afin d'assurer une assise plus large à l'économie locale. Les autorités comptent beaucoup, à cet égard, sur la croissance du port de Bilbao, qui est déjà devenu le premier du pays, avant Barcelone, en ce qui Il vient s'ajouter au plan Europe 93 entré en vigueur en 1989 et visant à moderniser de fond en comble les infrastructures de la région, tant celles de trans-ports que de télécommunications. Son financement a été initialement évalué à 350 milliards de pesetas (19 milliards de francs)

\*www.ce

 $|x|^2 \leq |x|^2 + |x|^2 \frac{1}{|x|^2}$ har on depart

17 W.

Cont.

া ক্রেট্র

Tevrens. 

12.E

der fector plan delle

lise course.

reasing.

Si les projets sont donc ambi-. tieux, c'est que le temps presse : à peine sorti de la crise, voilà que le Pays basque se retrouve déjà sans transition aux portes du marché unique. Et il s'agit dans ces conditions de travailler contre la montre-si les patrons basques veulent être à même de prouver, en 1993, qu'ils sont aussi européens qu'ils veulent bien l'affirmer!

de Billien THIERRY MALINIAX

# Une place pour investir

ES capitaux venus d'au-delà des frontières boudent apparemment le Pays besque. Alors que la participation de cette région au PIB national atteint 6 %, elle ne reçoit à l'heure actuelle que 2,5 % du total des investissements étrangers en Espagne. Un pourcen-tage qui était quatre fois plus élevé dans les années 60, lorsque le Pays basque constituait l'un des moteurs économiques

Si relance il y a, elle est donc essentiellement le fait, pour le moment, des capitaux autochtones. Ce qui prouve, certes, l'indéniable dynamisme de ces derniers. Mais ce qui n'en témoigne pas moins aussi d'un sérieux handicap : le Pays bas-que a pourtant bien besoin, tout comme le reste de l'Espagne, de cette « irrigation technologique » dont les investissements étrangers sont généralement por-

Diverses causes expliquent ce phénomène. Les secteurs qui forment l'osseture industrielle de la région ne constituent pas précisément ceux qui attirent aujourd'hui l'investisseur étranger. En outre, la disponiblité en terrains industriels est désormais ée : le Pays basque est petit (7 260 km²), fortement peuplé sa densité, 300 habitants par km², est la plus élevée d'Es-pagne après celle de la région de Madrid, — et il reste donc peu de lace discouries paux celui qui place disponible pour celui qui veut y construire une nouvelle

En outre, l'environnement y est très détérioré et la pollution palpable, ce qui rebute à un moment où le critère de la qualité de vie acquiert davantage

de localisation d'entreprises. Enfin, le Pays basque souffre de se trouver sur le versant atlanti-que de la Communauté, à un moment où tend à se dépiacer davantage vers le centre de l'Eu-rope le centre de gravité écono-mique du Vieux Continent.

Le Pays basque a pourtant aussi de réels avantages à faire valoir à ceux qui veulent s'y ins-taller. Une main-d'œuvre qualifiée avec une longue tradition industrielle, d'abord. Une « culture d'entreprise » dynamique et plus ancienne que dans le reste de l'Espagne, ensuite. De bonnes communications avec le

Les responsables locaux n'ont pas tort, par ailleurs, de souli-gner que le faible pourcentage d'investissements étrangers au Pays basque doit être être relati-visé. Tandis qu'une bonne partie des capitaux qui affluent vers Madrid, notamment dans le secteur immobilier, sont de carac-tère purement spéculatif, il n'en va pas de même à Bilbao : les investissements qui s'y installent sont véritablement, eux, d'ordre

### L'emprise moindre

de l'ETA Certains, au-delà des frontières, commencent d'ailleurs à considérer qu'il ne s'agit pas là d'une trop mauvaise place pour investir. C'est le cas de l'entra-prise anglaise Rolls-Royce, qui, en collaboration avec une société locale et avec l'Institut national d'industrie de Madrid, va y installer une usine de moteurs d'avion. Un projet accueilli avec enthousiasme par les responsables locaux, qui lui

symbole: qu'une telle usine, destinée en sus à équiper des appareils militaires, soit installée su cour du Pays basque, voilà qui sidere à démontres que cement sûr pour les investisseurs étrangers. Et que la crainte de la violence doit donc cesser d'être rédhibitoire pour ces der-

La spectre de l'ETA, il est vrai, a longtemps plané sur l'écono-mie basque, notamment aux yeux des sociétés françaises. L'entreprise Michelin peut par exemple en témoigner, elle qui y a vu l'un de ses ingénieurs assassiné, un autre blessé, et un de ses directeurs enlevé. Est-ce pour cela que la France, qui est. et de loin, le premier partenaire commercial du Pays basque, tant pour les achats que pour les ventes, n'y est, en revanche, que le sixième investisseur?

Reste que la situation est en train de changer. L'emprise de l'ETA s'est faite aujourd'hui beaucoup moins pesante. Nombre de dirigeants de PME fran-çaises ont établi des joint-ven-tures avec leurs collègues basques, et certains n'ont pas hésité à s'installer sur place. « Il faut cesser d'avoir une vision catastrophiste du Pays basque », répète inlessablement à ses visi-teurs l'attaché commercial de notre pays à Bilbao, Jean Dollé. Les diplomates français en poste dans cette ville n'ont-ils pas d'ailleurs donné l'exemple en renonçant à tout type d'escorte et en se promenant librement dans Bilbao..., ce qui, paradoxa-lement, n'est pas le cas de leurs collègues en poste à Madrid I



57102 THIONVILLE



La sélection de ses meilleurs dessins EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

記事 (本 American Date ) The Control of the Control desired and fundamental and fu But the state of t What were and the The same of the sa THE STATE OF THE S orania a se

Le métal en tête des ventes

THE WAY A SHOW 羅蘭的 新城市 非常的过去分词 The company of the Andrews Mary - Constitution 機能会主 かいいりょうしょ Same of Street **医性性性 医克拉斯特氏 计图片** Same and the same The Street of the second The transfer of the second Marie Be Charles and the State of the State Con all acres were American Company MANUFACTURE AND A SECURITY OF

Company of the second Propries to the second State of the second 連載機関 新田 まんでんかい Confessor (Charles & No. 1) And Charles Co. AND SHOP THE PARTY OF THE they may be demonstrated in the second विक्रमें प्रदेश हैं है। जा पहिले के पहिले के किस के कि किस के किस क

\$ 40,487 ( 4 Ayg 174) with the second Store was a second protest construction of the con-Mayor and Congress of the Second States ACCOUNTS OF

Le Monde

UN VAGUE SOUVENIR

La refertion de ses meilleurs dessins I STECHTZ VOTRE MARCHAID DE JOURNA

#### CHRONIQUE

travers les réformes de caractère technique (ô combien i) que la A Banque de France mettra en vigueur au début de 1991 (le Monde du 18 octobre) et qui portent sur une nouvelle « définition des agrégats monétaires et sur l'introduction de nouveaux concepts financiers », se dégage l'idée, largement reçue mais des plus contestables, qu'on assiste à un phénomène de diffusion de la fonction de monnaie.

N'est-il pas vrai qu'en donnant libre carrière, comme on l'a fait en France. depuis six ans, aux innovations financières directement copiées des formules mises au point à Wall Street et à Chicago, les particuliers (et sociétés) se sont vu offrir une gamme de plus en olus diversifiée de placements à court terme à la fois sûrs et commodément convertibles en moyens de paiement? Cas placements s'opèrent par le truchement des Organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM). type sicav dites monétaires et parts de fonds communs de placement. Aux avantages de liquidité, qui apparentent ces nouveaux instruments très prisés par les épargnants (ast-ce le mot juste ?) moyens ou gros, s'ajoute, en prime si I'on peut dire, une rémunération confortable, voisine du taux du marché moné-

De quoi tourner les têtes les plus solides, fussent-elles rompues aux pièces de la finance et introduire le doute, chez elles, au aujet des notions les plus vénérables de l'orthodoxie. L'une de ces idées fortes, encore vaguement présentes comme un remords dans le cerveau des banquiers, est que, à partir du moment où l'on touche un intérêt, on est en présence d'une créance et que, sauf à attendre le jour de son échéance, celle-ci ne peut être considérée comme tout à fait liquide. Il faudra d'abord la vendre, avec tous les aléas que cela comporte, avant d'en obtenir l'équivalent en monnaie.

Telle était, jusqu'en 1985, la doctrine qui inspirait la Banque de France pour n'accepter d'intégrer dans ses agrégats monétaires, à côté des dépôts à vue et des billets, que les seuls dépôts à court terme constitués auprès d'établissements financiers. Le critère était la possibilité pour ces dépôts à terme d'être

# Où est la monnaie pour la Banque de France?

transférables sur un compte courant par simple virement. On en déduisait le refus d'inclure dans les agrégats monétairos e les placements dont la conversion en moyens de paiement avant l'échéance ne peut se faire que par négociation sur un marché, avec un ris-

que de perte en capital » (1). Qu'à cela ne tienne, ont dit de plus en plus fort les sirènes de la finance moderna, le marché est assez vaste et e performant » pour éliminer pratiquement ce risque : il suffit de lever les interdits (déréglementation) et vous le verrez remplir son office. Que les sirènes aient d'abord fait entendre leur voix aux Etats-Unis avant de se faire écouter par les autorités monétaires françaises ne peut guère être tenu pour une recommandation. Au vu des résultats obtenus (en matière de taux d'intérêt et de change, d'inflation et de stabilité générale des marchés), dapuis, mettons, vingt ans, on soupconne que les Américains mènent leur politique monétaire de manière aussi absurde que leur politique budgétaire. Laissons toutefois de côté ce jugament aubjectif.

D'autres considérations plus objectives suggèrent que l'interprétation officielle et optimiste, confirmée par les mesures annoncées par notre institut d'émission la semaine demière, n'est pas celle qui rend le mieux compte de la réalité ambiante. En encourageant systématiquement, comme lis l'ont fait, les innovations financières, sous prétexte qu'il fallait dans la compétition européenne et mondiale donner toutes ses chances à la place financière de Paris. les pouvoirs publics français ont encore augmenté les difficultés de leur tâche. lls ont de plus en plus de mai à définir leur conception de la monnaie et donc le champ de leur surveillance et l'opportunité de leurs interventions.

Aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, on se gausse rétrospectivement des efforts faits il y a quelques années pour classer dans des catégories statistiques distinctes l'insaisissable masse

monétaire. Les instituts d'émission de ces pays ont multiplié les « M » (M pour monnaie) rangés ou censés être rangés par ordre décroissant de « liquidité ». M1, M2, M3... Les experts américains seraient allés jusqu'à M11 sans que leur suggestion soit toutefois retenue | Ces classifications ont firm par perdre aux youx des moins sceptiques toute signification et surtout toute portée pratique. Il v a une raison de fond à cela : à partir du moment où on a renoncé à une conception stricte de la liquidité, on paut discrétionnairement admettre comme « quasi-monnaie » Loute sorte d'actifs « presque » liquides. Déterminer un ordre entre eux est à peine moins

La Banque de France emboîte le pas. Elle se lance dans un exercice qui, de l'autre côté de l'Atlantique et de la Manche, s'est révété non seulement vain, mais trompeur. Elle a baptisé, la semaine dernière devant les journalistes, son dernier-né, M4, conçu per ailleurs à l'occasion d'une réforme pour accueillir les sicav « à caractère monétaire > et les FCP avec la satisfaction d'une mère croyante et pratiquante. Elle s'apprête à élargir le carcle de la famille par l'adoption d'enfants, dont elle nous prévient qu'ils seront très différents des autres mais tout de même semblables à eux. Pour accuser la différence, leurs prénoms commenceront par P (pour placements). On en parlera dans la prochaine chronique.

L reste à savoir si c'est vraiment dans cas termes que se pose le problème. Plutôt qu'à une extension des avatars de la monnaie, n'assiste-t-on pas à une dégénérescence. pouvant aller jusqu'à l'atrophie des fonctions les plus utiles de la monnaie? La prolifération propre à la sphère financière semble susciter une vision quasi hallucinatoire des phénomènes monétaires : les gardiens de l'ordre monétaire voient partout des traces de monnaie au moment où celle-ci se dérobe à leur regard. Pour eux, la cause de cette dérobade, c'est la propension de la monnaie à revêtir désormais de nouveaux habits décrochés au vestiaire des innovations financières. Il se pourrait bien que l'explication soit toute différente. La monnaie serait, subrepticement, en train de perdre ses attributs les plus essentiels, si bien que c'est son fantôme qu'on essaie d'appréhender.

Raisonnons sur un schéma général.

D'un côté, on voit les banques se letter sur les clients proches que nous sommes comme naguère sur les Mexicains pour leur offrir avec la même générosité apparente des prêts personnels. D'un autre côté, les ménages n'ont cessé depuis quelques années d'augmenter leurs achats d'actions de sicav monétaires. On peut sans risque de se tromper avancer l'hypothèse que l'augmentation des crédits a favorisé indirectement les placements en sicav en accroissant la disponibilité des mánages. Ce double phénomène a trois conséquences : la souscription à des actions de sicay accroîtra indirectement les ressources d'une banque (on présume qu'il s'agit d'une sicav bancaire); deuxièmement, les intérêts versés à la banque préteuse augmentent; troisièmement, M (agrégat où sont regroupées les sicay monétaires) se gonflera à due concurrence. Il est probable que la Banque de France, à la fois soucieuse de la bonne santé des banques (elle a fort à faire actuellement !) et d'un développement régulier et modéré de la masse monétaire, se réjouira des deux premières conséquences et s'inquiètera de la troisième. Ces préoccupations contradictoires sont-elles conciliables?

On pourrait ajouter : comment gérer la future Europe monétaire sous de pareilles conditions? Selon toutes apparences, les Allemands ne voient pas du même œil les impératifs de la concurrence intra-européennes. Leurs autorités monétaires ne montrent en général aucun empressement pour acclimater les innovations financières. Les sicav court terme n'existent pas de l'autre

côté du Rhin, encore mbins la variété dite a monétaire » des susdites.

PAUL FABRA

N parlant ici de l'effacement pro-gressif de la monnaie, on ne fait d'aucune manière allusion à cet autre phénomène, entièrement distinct et dont on doit se féliciter sans état d'âme, de la transformation des moyens de paiements grâce aux progrès de l'informatique. On a seulement tort de qualifier d' « évolution vers une économie sans monnaie » cette substitution des moyens modernes de règlement aux instruments sur support papier (billets et chèques traditionnels). L'expression anglo-saxonne, cashless society (société sans argent comptant) - d'où est tirée la notion vague de cette prétendue évolution - est, pour être plus expressive, encore plus lourde de malentendus.

La dématérialisation des signes monétaires, qui ne date pas d'hier est un progrès en train de franchir une étape décisive. Dans toute la mesure où elle représente une commodité et un gain de temps, il convient de l'encourager. Mais cela n'a rien à voir avec l'abandon du « cash », au contraire : la rapidité du virement électronique accélère le règlement au comptant. On dira que la carte de crédit a l'effet inverse, en allongeant le plus souvent le délai dont l'acheteur dispose avant de voir son compte courant débité du montant de ses emplettes. La belle affaire l

Carte de crédit ou pas, le paiement se résout toujours en un problème de disponibilités. Mon compte est-il ou non couvert, et s'il ne l'est pes, quel est le prix du découvert ? Ces questions relèvent de la comptabilité et de la gestion. Elles sont conceptuellement indépendantes de l'électronique. En elles se résuma l'essentiel du problème économique de la monnaie.

(A SUIVRE.)

(1) Bulletin trimestriel de la Banque de France de décembre 1985 dans une étude consacrée à « La redéfinition des agrégats

# La destruction créatrice

ampleur sans précédent, se pose modèles appliqués correspondants, aujourd'hui le dilemme de la division autant de façon d'accélerer le procesdu travail. D'un côté, la spécialisation a développé avec une efficacité remarquable des nouveaux outils qui ont amélioré la capacité potentielle de compréhension des phénomènes économiques. Mais d'un autre côté ce même mouvement a créé de redoutables problèmes de communication : chaque sous-profession s'étant large-ment autonomisée, aucune main invisible ne vient garantir que la profes-sion dans son ensemble avance du même pas. Par nature, les systèmes statistiques ne peuvent évoluer que fort lentement, privant les économistes appliqués de données portant sur les phénomènes nouveaux.

110 100000

The state of the s

10000000

THE STREET STREET

De leur côté, les études appliquées sont souvent pilotées par les questions de politique économique, pas toujours par la vérification des théories les plus avancées. Au demeurant, dans une période où les théories sont frappées d'une obsolescence rapide, l'économiste appliqué a souvent une ou plusieurs théories de retard, en dépit même de ses efforts renouvelés. Dès lors, l'extrême division du travail entre économistes peut avoir, dans certaines périodes, des effets préjudiciables à l'efficacité globale et à leur pertinence et crédibilité vis-à-vis de l'opinion.

#### **Une соптес** poursuite

Dans ces conditions, au cours des périodes de crises et de transition d'un régime de croissance à un autre, il se pourrait fort que l'analyse économique souffre de l'équivalent d'une anomie de la division du travail, par transposi-tion de la formule d'Emile Durkheim. Ce n'est pourtant pas une fatalité, puisque l'on pourrait imaginer que des formes d'organisation de la profession issent contrebalancer ce danger puissent contreparantes inhérent à la plupart des sciences

Rappeler à l'économiste qu'il se doit de rendre compte à la société du résultat de ses travaux, densifier la vie des sociétés savantes, tisser des liens entre les diverses communautés, se rassem-bler enfin dans l'éclairage des grands problèmes contemporains, autant de pistes pour donner plus grande effica-cité et rayonnement à la science éco-conicier. De plus grande applément nomique. De plus, cemer la cohérence des théories, mais aussi la validité de

leurs hypothèses, la pertinence de leurs Comme ce mouvement a pris une prédictions et la vraisemblance des sus d'essais et d'erreurs qui devrait conduire à une théorie tout à la sois plus modeste et mieux assurée dans

Cependant, en dépit de la grande variété et de la sophistication crois sante des recherches actuelles, il ne semble pas que l'on dispose aujour d'hui de principes généraux permettant d'expliquer les évolutions majeures qui ont marqué les deux der-nières décennies. Comprendre comment un régime de croissance entre en crise et donne lieu à la recherche tâtonnante de nouveaux principes d'organisation constitue une tâche de longue haleine. En effct, l'histoire éco-nomique finit par déstabiliser les plus belies constructions theoriques.

Que les mêmes causes produisent des effets différents, car les institutions, les conventions, les anticipations et les stratégies varient dans le temps et l'espace, fait tout le charme et la difficulté de la science économique irrémédiablement inscrite dans l'histoire. Son développement n'est ni garanti et monotone ni purement cyclique, car récutrences, novations et approfondissements façonnent une évolution en spirale. Comme l'éctivait evolution en spirale. Comme l'ectivait Joan Robinson: « En général, ce fut le destin de la théorie économique que de livrer une course perdue d'avance avec le cours de l'histoire et de n'avoir jamais achevé l'analyse d'une phase de développement économique avant qu'une autre lui succède. »

L'économiste est par nature tiraillé entre son désir d'achever une théorie logiquement cohérente et son aptitude à répondre aux grandes questions de son temps, ce qui est à l'origine l'une de ses raisons d'être. Dès lors, tisser de les lors de l'acceptant de la libraire de la les lors de la libraire de la libraire de la la libraire de la libraire de la libraire de la libraire de la la libraire de la l des liens plus étroits entre théorie économique et histoire - et par conséquent avec les autres sciences sociales définit peut-être une solution pour sumonter, au moins partiellement, le paradoxe de la science économique confemporaine.

### ROBERT BOYER

Lire dans les précédents « Chempe économiques » sur la même sujet, « Cette théorie qu'en dit néo-classique », d'Antoine d'Autume (le Monde du 23 octobre) et « Une science bakeni-sée », de Jacques Lasoume (le Monde du 16 octobre).

# BIBLIOGRAPHIE

# Le bilan du « Bilan »

s'ouvre comme un instrument de travail. Quelque buit cent cinquante noms et notions dans l'index, la mémoire de quinze années chaudes - yuppies et raiders, Vol-cker et Baker, bulles et dragons, une annexe de séries longues (1960-1990), une radioscopie des grands pays. L'amateur de synthèses, qui n'est pas nécessairement économiste, pas vigneron non plus, reniffe quelques titres savoureux et se dit que le cru est

Ni simple annuaire, ni état des licux, ni promenade crispée d'expert entre les figues et les raisins, mais de l'économie vivante. Le Bilan économique et social annuel du Monde savait ne pas être ennuyeux ; le bilan du Bilan en conscrve le rythme.

La première partie, est « Le film des années turbulentes », avec accélérés et ralentis, flash-backs et arrêts sur image : « Langueur », « Craquements », « Reboud ». Il y a les géants et les rôles de composition, les gagnants et les perdants, le Japon qui rit et le Sud qui pleure. Les moments forts: 1975, pre-

micr recul des échanges mondiaux depuis 1958 ; début 1977 : l'Allemagne fait enfin le choix anti-inflationniste contre les sirènes de la relance européenne (un infléchissement suave était accepté en France fin 1976, le plan Barre); octobre 1979: Paul Volcker laisse filer les taux d'intérêt ; août 1982 : le Mexique retrousse ses poches et l'OCDE ses manches, dans la crois-sance à nouveau convergente; octobre 1987 : un bouillon à 2000 milliards de dollars s'égoutte du menton des golden boys éber-tués : enfin, 1988 : le retour de l'investissement, la revanche de l'industrie sur les services, le recul du

Mais, premier enseignement, quel décalage entre les discours et les événements! En 1975, on songe à la croissance « désénervée » ou « douce », alors que les pays sont en pleine mutation; en 1982, on rabache la crise, et l'ex-pansion est déjà là. Gouverner, on ne gouverne plus l'économie. Bien lentes sont les réactions, Non sculement en France, où il faudra finalement dix ans pour accepter la ponction de pouvoir d'achat exigée par l'impôt pétrolier de 1973, mais en Allemagne ou au Japon (quatre ans de retard).

Desxième enseignement : les difficultés ne favorisent pas la concertation. Crise? On sc replie. Les choses vont mieux? On se concerte. Crise? On se replie. Les choses vont mieux? On se concerte. En 1985, la spirale inflation-salaires est partout brisée depuis deux ans, la croissance bien ancrée. C'est le printemps des indices et de la concertation mondiale - accords du Plaza, naissance du G-5 puis G-7, barmonie monétaire européenne. Le troisième enseignement est

rassurant. Il existe, malgré tout, une mémoire économique. En 1979, pour le deuxième choc pétrolier, on a tiré les leçons du premier. En 1982, les banques centrales et les autorités monétaires internationales ne s'amusent plus à jouer « la dure loi du marché » comme dans l'entre-deux-guerres. Idem en 1987, où l'on amortit la chute par une émission de liquidités. Et puis, on a fini par apprendre qu'une monnaie forte ne penalise pas l'équilibre commercial. Le Japon et l'Allemagne le prouvent. Les Etats-Unis aussi en 1983, année où la France entérine la doctrine du franc fort.

#### Un capitalisme sans rivaux

Quinze ans de mutations... Les mesure-t-on? Mesure-t-on bien que l'humanité produit deux fois plus? Que le Japon copiait les Etats-Unis sous Carter, et que les firmes américaines estiment aujourd'hui leur retard technique tel qu'elles n'ont d'autre solution que de s'allier avec les japonaises ? La deuxième partie du livre, « Les métamorphoses », trace

quelques lignes d'analyse, en repre-nant les articles de fond des bilans

Est-ce un compliment ? Ce livre c'est voir (ou n'ose dire prévoir) : annuels. Cette méthode donne une l'économie mondiale, on le presunité de ton en juxtaposant les interprétations. Et la diversité est un bon antidote à la pesanteur.

> On retiendra - premier constat que le capitalisme a pu sortir de sa crise, cette fois, par plus de capitalisme. Quinze ans d'accroissement formidable des échanges, plus fort que celui des productions : apparition de nouveaux centres de pouvoir financier : mobilité extrême du capital en réponse aux nouvelles techniques. C'est siai : le capital n'est plus le facteur fixe. Un capitalisme plus fort, plus apatride, et soudain sans rivaux.

> « Tans pis pour le Sud! », deuxième constat. Car certains pays ont rencontré le développement - la Corée, qui, après son extraordinaire croissance apure aujourd'hui ses comptes,- lequel existe sans a priori ni visage précis comme dans les textes sacrés. Ce malheur aux vaincus, qui trouble. quelque peu la « success story » de

sent dans les changements de mentalités, à l'égard du chômage par exemple. Enfin, le résumé de ces quinze ans montre bien, preque trop bien, l'échec des politiques économiques appuyées sur les schémas traditionnels.

L'échec des uns fait la réussite des livres. Celui-ci apporte un petit quelque chose qui ne pourrait apparaître ailleurs : le discours de l'économie a changé. Il s'est requinqué. Fatigué et douceâtre en 1975, à l'image de cette croissance molle évoquée par des jeunes vieux, il a acquis de la gaieté en se débarrassant de ses certitudes. Aux calendes, l'écologie | La croissance est devant nous maigré les ombres du Golfe. La compréhension de l'économie aussi.

### BERNARD MARIS

▶ Les Mutations de l'économie mondiale 1975-1991. Le Monde Editions. Coll. « La mémoire du Monde s. 358 p., 150 F.

# Vente par correspondance franco de port

### CATALOGUE PRATIQUE **DE L'ETUDIANT**

droit, économie, gestion et langues des affaires matières, années d'édition et prix

demander ce catalogue gratuit par écrit à:

### MEDILIS S.A.

Tel: 46.34.07.70

#### PROMO-LIVR€ Librairie Universitaire La Librairie de l'Université 9 rue Seguier 75006 PARIS 9-16 rue Bonald 69007 LYON

Tél: 78.61.26.61

psychologue

84000 AVIGNON



. justet

18, rue des Grottes

Important Groupe Textile RHONE-ALPES recherche pour son département TISSUS ENDUITS PLASTIQUES

Responsable

Centre de Profit

Formation INGENIEUR CHIMISTE avec expérience PRODUIT pour être homms ETUDES ET DEVELOPPEMENT

I'homme PRODUCTION ET ORGANISATION I'homme MARKETING ET COMMERCIAL

Capable d'animer les équipes correspondantes et reporter ses résultats devant sa Direction Générale avec intéressement indexé.

Directeur Général Adjoint

(capital 31,2 MF).

société lyonnaise pour la construction Cene société est l'un des premiers promoteurs immobiliers de la région Rhône-Alpes

Filiale du Groupe Giepac, nous nous situous au tout premier plan sur le secteur de l'Emballage Carton Ondulé.

# Directeur d'exploitation

Votre mission: travaillant en étroite relation avec le PDG du Groupe, vous êtes responsable de votre Unité (100 personnes) sous tous les aspects de la fonction : gestion, production, management, commercialisation. Par ailleurs, vous serez un élément actif du développement de l'ensemble du Groupe.

Voire profil: 35 ans au moins, Ingénieur de formation, vous possédez une expérience de 5 à 10 ans en secteur industriel, idéalement dans le domaine de l'Ondulation et de la Transformation du Carton Ondulé. Homme de rigueur, bon gestionnaire, votre polyvalence technique

et commerciale, votre esprit de décision et vos qualités personnelles seront déterminants.

Il vous est proposé de réelles perspectives d'évolution au sein d'un Groupe moderne, performant et reconnu sur son secteur d'activité. Poste basé à Melun (77).

Envoyez CV + photo sous réf. P1090 FM à l'attention de Jean-Pierre Motti au Florian Mautione Institut, Conseil en Recrutement, 39 rue Etienne Marcel, 75001 Paris on consulter la définition de fonction sur Minitel 3615 code SOFTEL.

Florian Mantione Anstitut

SECTEUR TERTIAIRE

# DIRECTEUR 500 KF

### Un véritable entrepreneur, gestionnaire et animateur

Un organisme français renommé, réalisant à l'échelon mondial, des prestations de services auprès des entre-prises, recherche un Directeur pour être le bras droit du Directeur Général. Il participera pleinement au management sous tous ses aspects : gestion, négociations, exploitation, animation

Ce poste conviendrait à un candidat de premier plan, de formation supérieure (Grande Ecole de Gestion ou ngénieur), animateur, gestionnaire, négociateur, ayant le profit "d'un patron de PME".

Il aura, au minimum, 10 ans d'expérience professionnelle et il aura déjà assumé des responsabilités de type : dirigeant d'un centre de profits, DGA, Secrétaire Général opérationnel, ... L'habitude des contacts avec des patrons d'entreprise, des Collectivités Locales ou Grande Administration,

Homme de terrain mais aussi de stratégle et de contact, votre réussite vous permettra de bénéficier de postes Importanta dans la Société et dans le groupe.

Maîtrise de l'anglais indispensable, Poste à Paris. Ecrire sous réf. 44 A 2003-0M

Discrétion absolue.



**MICROGNOSIS** Notre société est spécialisée dans la mise en place de solutions et d'architectures informatiques adaptées aux salles de marché et à leur environnement. Dans le cadre de notre expansion nous recherchons un

# CONSULTANT

A environ 30/35 ans, de formation supérieure, vous avez acquis une expérience significative dans le domaine financier. Vos connaissances techniques des mécanismes boursiers vous permettront de dialoguer aisément avec notre clientèle.

Après une analyse fonctionnelle auprès des utilisateurs, vous conseillerez nos clients sur l'implantation et les configurations des équipements informatiques destinés au fonctionnement optimum des salles de marché ainsi qu'à celul des services d'analyse et de gestion. Vous vous porterez garant de l'efficacité et de la fiabilité des Installations dont vous serez responsable.

Ce poste basé à Paris, requiert rigueur, sens de la négociation, capacité d'analyse et de synthèse.

Pour Informations, mercl de téléphoner au 42.22.02.98 ou adresser lettre manuscrite, CV, photo à notre Conseil : PRO FEEL RECRUTEMENT 91 bis, rue du Cherche-Midi 75006 PARIS.

- 42.22.02.98 -



GROUPE INTERNATIONAL, pour l'une de ses filiales françaises qui produit et commercialise des PRODUITS INDUSTRIELS METALLURGIQUES et est considérée comme l'un des leaders de la profession par les grands secteurs industriels français et européens, recherche :

### DIRECTEUR COMMERCIAL/MARKETING ADJOINT

(France et Export)

Rattaché au Directeur Commercial de la société, ce "DEVELOPPEUR ENTREPRENANT" est Responsable tant en FRANCE qu'à L'EXPORTATION (Europe et grande exportation) du développement de nouveaux marchés, de la recherche de nouveaux secteurs d'applications, de la prise en charge de clients nouveaux nationaux et internationaux et ceci en liaison étroite avec la Direction industrielle. Ayant une forte "SENSIBILITE MARKETING", ce "COMMERCIAL BATISSEUR" de profil international participera étroitement à la dynamisation d'une équipe commerciale et développera une "VEILLE MARKETING" permanente sur l'évolution des marchés et des produits/applications techniques. Agé de 38 ans environ, de formation supérieure (Ingénieur ou Diplômé d'Ecoles Commerciales), vous pouvez justifier d'une réussite commerciale et marketing de produits industriels à haute valeur ajoutée auprès de secteurs tels que : construction automobile, aéronautique, industries mécaniques, électriques, hydrauliques, connectiques... Curieux, créatif et d'une grande ouverture/vivacité d'esprit, vous savez être un opportuniste réfléchi, rapide, fortement motivé par les challenges/développements technico-commercianx nouveaux. Pratique courante de l'anglais exigée ; Connaissance de l'allemand appréciée. Poste évolutif à pourvoir à Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, prétentions) sous la réf RP/200/M,

CREA CONSULTANTS

Creative Resources for European Access - Conseil en ressources humaines 4, place Félix Eboué. 75583 PARIS CEDEX 12

634 000 LECTEURS CADRES SUPÉRIEURS. le Monde est la première source des cadres supérieurs.

d'information

(IPSOS 90)

Sa croissance, très dynamique et blen maîtri-sée, conduit la Direction Générale à renforcer sa structure en créant un poste de Directeur Général Adjoint. Agé de 35 ans environ, le candidat recherché a une formation supérieure, E.S.C. ou équivalent, une expérience réussie au sein d'une société performante dans un poste de management et d'encadrement. La connaissance de l'immobilier est un atout supplémentaire. Après une période de prise de connaissance des problèmes spécifiques à l'activité, si nécessaire, il prendra des responsa-

bilités directes et opérationnelles de gestion et d'encadrement de l'ensemble des chefs de service. Il participera aux décisions de direction de la société. Poste de haut niveau et évolutif. Merci d'adresser lettre manuscrite accompagnée d'un C.V. avec photo et prétentions sous réf. G&28/M, à Chantal GELLER, SEMA SELECTION, 32 rue de la Favorite, 69005 LYON. SEMA SELECTION Le Monde

# JURISTE AUJOURD'HUI, BANQUIER D'AFFAIRES DEMAIN

Paris - Filiale d'un puissant groupe bancaire français, cette société intervient dans le financement de produits ou de process nouveaux. Elle souhaite intégrer un juriste âgé de 30 ans minimum ayant acquis une solide expérience du droit des sociétés. Il interviendra tout d'abord comme conseil sur des dossiers de création, de fusion,... d'entreprises, pour évoluer rapidement vers des responsabilités de M & A auprès des PME. Il s'agit

d'une réelle opportunité pour un juriste imaginatif et ambitieux souhaitant élargir sa compétence en évoluant vers une fonction très vivante et passionnante intellectuellement. Ecrire à C. BUSO en indiquant vos prétentions et la référence A/F9812M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.12. (PA Minitel 36.15 code





CENTRE TECHNIQUE DES INDUSTRIES MECANIQUES

ACCOMPAGNER LES ENTREPRISES DANS LA COMPETITION

Partenaire pturidisciplinaire privilégié de l'industrie, le Centre Technique des industries Mécaniques a une mission de recherche, de développement, de formation et de diffusion de l'information auprès des entreprises de la mécanique. Le développement de ses conventions de recherche et d'échange avec ses partenaires industriels français et étrangen, publics ou privés, nous conduit à rechercher, pour son Département Juriclique, un :

dacteur de contrats

Il a pour mission d'initier les contrais gérant les access de collaboration, d'al équipes des laboratoires dans la préparation de la égislation par exemple rocks se describé de la propriété industrié Nous souhaitons rencontrer, pour destre actions de la propriété industrié formation Droit des Affaires, justifiant différe su estat.

Nous souhaitons rencontrer, pour destre actions de la propriété industrié formation Droit des Affaires, justifiant différe su estat.

Nous souhaitons rencontrer, pour destre de substitution différe su estat de la propriété industrié des déplacements de courte durée.

Le poste est basé à Senfs (35 mn au Nord de place).

Merci d'adresser lettre de candidature, métérence M 3/2857 B à EGOR S.A. - Princata Ben.





3 SE 10 The state of the s

# Responsable

्ष्<sub>राच्याच्या</sub> क्

psychologic

18 rest des Grottes

Postes à + de 400 KF

Directeur Général Adjoint

The lift of a E Table and the second and a second

. . . . .

ME ALJOURD'HUL R D'AFF AIRES DEMAIN

 $\{\underline{A}_{i},\underline{A}_{i}^{k}\}_{i}\subseteq\{\underline{A}_{i}^{k}\}_{i}$ 数点を示する。 na ana ang katawa katawa 3 4 % to the late of (数数数 - 20 5 4 4 g) - 1  $S_{i,j} = \xi_{i,j} = (\pi_{i,j} \circ \gamma)^{-1}$ Sec. 1, 10, 12 Pattern Brager & Brandes Graves September 195  $S^{(n)} = \mathbb{R}^{n \times n} \cup \mathbb{R}^{n \times n}$ 编制。1989年3月

Dang Bar and the 18 months

A STATE OF S

**ACCOMPAGN** LES ENTREPRIS DAYS LA COMPETITI

THE RESERVE AND THE RESERVE AND A CONTRACT OF THE PROPERTY OF de contrats

And the second s

The part of the pa

THE WAS A THE THE WAS TO SELECT THE SECRETARY OF THE SECRETARY AS A SECRETARY OF THE second secon AND THE PARTY OF T The second secon

Le Monde

Filiale française d'un laboratoire international, nous recherchons

Vius avez passe li cap des deux piemières années. en entreprise? ous recherchez une nouvelle rai on de vous

nvestir?

### URISTE EN DROIT SOCIAL

NOTRE DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES ET SOCIALES PARTICULIEREMENT MOBILISATRICE D'ENERGIE SAURA RECONNAÎTRE ET ENCOURAGER VOS COMPETENCES ET VOTRE VITALITE.

Vous assisterez le Directeur dans les domaines où vous êtes expert et élargirez progressivement votre champ d'action vers le social et vers d'autres responsabilités. Bien formé grace à LTEP ou 1 DEA/DESS en Droit Social, vous parlez l'anglais. Votre précédente expérience vous a permis d'éprouver votre courage et votre ouverture aux autres. Poste basé en proche banlieue-Ouest,

Si vous présentez ces caractéristiques, veuillez nous écrire en joignant à votre lettre de motivation, CV, photo et prétentions sous réf. JUR/19/M à CURRICULUM 6, passage Lathuile

### ALSTHOM TURBINES A GAZ

EUROPEAN GAS TURBINE COMPANY

recherche pour son établissement de Belfort

# RESPONSABLE JURIDIQUE

ALSHOM TURBINES A GAZ, filiale de l'EUROPEAN GAS TURBINE COMPANY (EGT) du groupe GEC ALS'HOM, développe ses activités dans un contexte esentiellement international avec 1100 parsonnes, un C.A. lun milliard et demi de francs, en forte augmentation. Dans le cadre de sa toute récente autonomie, elle crée in poste de responsable juridique.

et asiste les ingénieurs commerciaux dans la négociation des contrats commerciaux (clients, fournisseurs et soustraitants). Il assure les diverses missions relatives au droit des sociétés, droit commercial... Il est en contet régulier evec la Direction Juridique de EGT et du groupe GEC ALSTHOM ainsi qu'avec les autres filiale. Le choidat prend en charge principalement la préparation des offres relatives aux importantes atfaires traitées,

De figmation DESS, DEA, Droit des Affaires ou DJCE, le candidat possède une expérience même courte, de préféence en entreprise. La maîtrise de l'Anglais est indispensable. La pratique de l'Allemand serait un atout supplmentaire pour le poste.

Merch'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 49/3190 M

Un des tout premiers groupes industriels français recherche pour son équipe de fiscalistes un

# Fiscaliste Confirmé

Agé de 30/32 ans et doté impérativement d'une expérience professionnelle d'environ cinq ans acquise au sein de l'Administration Fiscale (DVNI, SLF), dans un cabinet de conseils fiscaux ou une entreprise multinationale, vous aurez principalement pour mission d'assister et de conseiller les entités du Groupe (apports partiels d'actifs, tax reviews, fusions-acquisitions, restructurations,...) et d'assurer le suivi opérationnel de la fiscalité du Groupe (contrôle des déclarations...), des vérifications et du contentieux. (Réf.TV6291MO).

# Fiscaliste Junior

Agé de 25/28 ans, nanti d'une expérience de deux à trois ans en entreprise ou dans un cabinet de conseils fiscaux, vous aurez en charge la fiscalité locale et immobilière, la gestion du régime d'intégration fiscale du Groupe et conseillerez les filiales du Groupe. (Réf.TV6292MO).

Ces deux postes s'adressent à des candidats dotés d'une solide formation en droit complétée par une spécialisation en fiscalité (3ème cycle, DJCE, ENI), maîtrisant couramment la langue anglaise et éventuellement l'espagnol.

Organisés et dynamiques, avec un goût pour le travail en équipe, ils auront des aptitudes à la négociation et évolueront au sein d'une structure offrant de réelles possibilités d'évolution en France et à l'étranger. Postes basés à Paris.

Contacter Thierry Virol au (1) 42.89.30.03 ou adresser CV + photo + n°tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS. sous référence du poste choisi.

Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

8ème Groupe chimique mondial, nous sommes représentés en France par plus de 4000 personnes réparties dans près de 10 établissements et avons réalisé un chiffre d'affaires de 6,2 milliards de francs en 1989. Au sein du département juridique, vous assurerez le secrétariat juridique des sociétés, le suivi des dossiers s'y rapportant et participerez sux opérations concernant les sociétés (fusions, apports...). Vous prendrez également en charge la gestion des impôts et taxes ainsi que l'établissement de documents

Titulaire d'une licence en droit des affaires, organisé, vous possèdez de réelles qualités rédactionnelles et relationnelles. Vous collaborerez avec des interiocuteurs váriés.

Nous prévoyons un temps partiel : 3 jours par semaine

Merci d'adresser dossier complet (lettre man. + c.v. + photo et prét.) s/rét. 5720 à J. Lang, S.A. CIBA GEIGY, 2-4 rue Lionel Terray, 92506 RUEIL MALMAISON cedex.

# Au-delà du conseil... un lawyer d'entreprise

Juriste d'affaires spécialiste contrats/droit des sociétés

liards de FF de CA, plus de 10 000 personnes) mène en Dépendant directement du Secrétaire France une politique active Général du Groupe, vous travaillerez de manière de diversification d'activiautonome avec les responsables opérationnels tant à tes, impliquant une forte Paris qu'en province, aurez pour mission d'élaborer croissance par voie d'acquisiet mettre en forme l'ensemble des accords contractuels tions et de restructurations (contrats de toute nature, conventions de groupement, protocoles d'association...) et de participer à l'établissement des opérations relatives à la structure du Groupe (venues et achais de fonds de commerce, Dans le cadre de son développement, il est amené à contrats de fusion, apports partiels d'actifs, renforcer son Service Juridi-

joint-ventures...).
Nous recherchons un Juriste de haut niveau (3 cycle en Droit des Affaires apprécié) qui aura

acquis une expérience probante de 5 ans minimum dans une grande entreprise, en Cabinet d'avocats ou de conseils juridiques.

Au-delà des compétences techniques, il est nécessaire de faire preuve d'un très bon sens du contact et d'une réclle capacité de travoiller en équipe. La réussite dans ces fonctions vous permettra d'évoluer au sein du Groupe.

Notre conseil vous remercie de lui adresser un dossier de candidature sous référence 68 DA à Leads France, 37 rue du Colisée, 75008 Paris.



LA VIE DE BON APPETIT Léder européen de la restauration collective et titiale de la Compagnie Inernationale des Wagons-Lits, nous poursuivons, en France, un diveloppement régulier et ambitieux qui nous conduit à étoffer nos sluctures. Le responsable du service juridique et fiscal recherche un



Lans un contexte opérationnel vivant et stimulant, ce ollaborateur prend en charge la rédaction et le suivi de contrats comcitaborateur prend en charge la rédaction et le suivi de contrats com-rerciaux ; il assure le secrétariat juridique de huit sociétés et suit la gestion des sinistres. Plus généralement, il veille au respect des règles jiridiques et fiscales relatives à notre métier. Enfin, il est le conseil de his délégations régionales en matière juridique. De formation Maîtrise e droit des Affaires, éventuellement complétée par un DESS, vous pasédez une première expérience dans une fonction spilaire. Ce poste est basé à Levallois-Perret.

forinne LANGOURIEUX pus remercie de lui dresser lettre manuscrite, V., photo et prétentions



à EUREST - B.P. 327 92307 LEVALLOIS-PERRET Cedex

### **VILLE DE COLOMBES - 92701**

### UN RESPONSABLE DU SERVICE JURIDIQUE

des études juridiques de dossiers ;

- de la négociation et de la rédaction des contrats, du contrôle des actes, du contentieux (dont une partie importante sans le ministère d'un avocat).

Il devra posséder :

Ce Groupe International

français (environ 5 Mil-

que par l'intégration dans

son siège parisien d'un:

de Sociétés.

- une capacité à l'analyse juridique ;

 des aptitudes à la négociation : - des capacités rédactionnelles de notes et mémoires ;

- être titulaire d'une maîtrise droit public. Candidature, C.V. et copie des diplômes à adresser à : Monsleur le Maire

Société Nationale d'Aménagement, de notoriété internationale, réalisant directement ou à travers ses filiales des équipements à buts multiples, recherche pour son Service Juridique à Lyon :

# Jeune juriste d'entreprise

Vous effectuez toutes les études et formalités juridiques nécessaires à la constitution, au suivi et à la gestion des sociétés filiales ou des prises de participation dans les fiscal auprès de ces sociétés.

De formation juridique supérieure, type Maîtrise option Droit des Affaires, vous possédez une première expérience de 1 à 3 ans acquise soit en cabinet, soit en entre-

Méthodique, rigoureux, autonome, vous aimez travail-ler en équipe et possédez d'excellentes qualités rela-

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil sous réf. 1008.

\_Hay Managers\_

5 place Charles-Béraudier, 69428 Lyon Cedex 03

# Le Monde

# **UNISSONS** NOS TALENTS

de l'énergie électrique nous permet de

dont 400 cadres, répartis en France sur 50 implantations et 6 divisions) et par

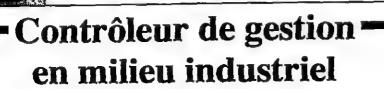
Diplômé de l'ense surez acquis une experie cinq ans dans l'audit.

Vous serez chargé de veiller à l'application des règles internes régissants le bon fonctionnement des opérations su sein des Divisions et des Filiales, Vous ferez évoluer les existantes et mettrez en place nouvelles applications de procédur Force de proposition, vous participeres

courte durée. Ce postes requiert des qualités relationnelles et pédagogiques Ce poste offrirs de réclies opp d'évolution dans le groupe. Merci d'adresser votre CV, photo à ENTREPRISES SAUNIER DUVAL - Michèle

COROMINES - 250, route de l'Emper 92508 RUEIL MALMAISON CEDEX.

entreprises saunier duval



Dans le codre de notre stratégie de développement, pour maîtriser Le Monde notre gestion, nous recherchons un jeune contrôleur de gestion. Rottaché au Responsable Administratif et de Gestion, nous vous confierons IMPRIMERIE la mise en place d'un contrôle de gestion dynamique. Vous prendrez en

charge l'établissement des budgets, la production du tableau de bord et du reporting et le suivi des investissements. Vous participerez activement au plan à moyen terme. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des jeunes professionnels du contrôle de gestion, de formation ESCIDauphine, possédant une expérience réussie similaire de 5 ans en milieu industriel. Esprit de synthèse et d'analyse, adaptabilité et organisation, et sens de la communication, autant de qualités exigées pour réussir dans ce poste basé en banileue Sud / Est de Paris.

Merci d'adresser votre lettre de motivation + C.V + photo + prétentions à PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL - 11, rue Jean Mermoz - 75008 PARIS, sous la référence 40391M.



Le Groupe CEPME, spécialiste du conseil et du financement des entreprises, met à la disposition des PME uits financiers permettant d'assurer leur développement. Prescui d France, il conseille plus de 220 000 entreprises françaises. Le Département immobilier du CEPME participe au financement de la promotion des opérations de marchands de biens et des crédits acquéreurs. Pour soutenir le développement de ses activités en pleine expansion, il crée un poste de

# CHARGE (F. DE CLIENTELE Secteur Immobilier

Vous aurez pour mission de développer les relations commerciales et de monter des dossiers de financement immobilier. Dans ce cadre, vous serez amené à rencontrer différents Investisseurs et prescripteurs (Notaires, Banquiers, Promoteurs). La fiabilité de votre jugement, votre sens du risque et du suivi vous permettront de détecter et

de mener à bien des projets de qualité. Réassir dans cente fonction exige de la disponibilité, le sens du service, du savoir-faire rela et une grande autonomie.

De formation supérieure (Ecole de Commerce de préférence), vous bénéficiez d'une

Pour vous joindre à nous, adressez sous réf. CC10MO votre dossier de candidature en n CEPME, Madame Berlin, DRH, 14, rue du 4-Septembre, 75002 PARIS.



Crédit d'équipement des PME

SOCIETE HOLDING: FILIALE D'UN IMPORTANT ETABLISSEMENT FUSANCITRET, SPECIALISEE DANS LES ETUDES LA GESTION ET. L'INFORMATION FINANCIERE, NOTAMMENT DANS LE DOMAINE DES OPCVM, RECHERCHE UN

Directement rattaché au Directeur de la Comptabilité et du Contrôle de Gestion, vous serez

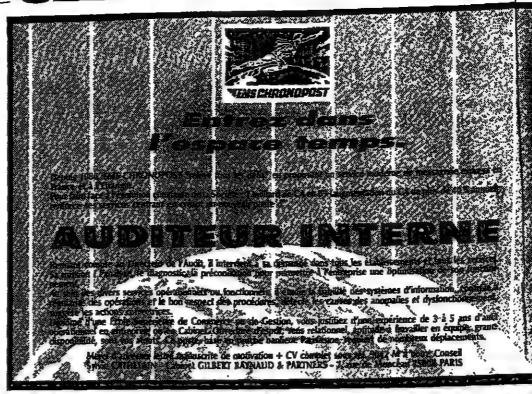
- chargé:

   de superviser l'établissement des comptes sociaux et fiscaux des sociétés du Groupe
  - d'assurer le reporting des situations comptables
    de gérer la trésorerie des différentes sociétés du Groupe
  - · de contribuer à la mise en place d'une comptabilité analytique

d'encadrer une petite équipe de collaborateurs.

De formation supérieure (DECS complet), vous avez quelques années d'expérience en Cabinet ou dans un groupe de Sociétés, une bonne aptitude à communiquer et, si possible, une connaissance des produits financiers (OPCVM).

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 76688 à PREMIER CONTACT, 38, rue de Villiers 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex ou tapez 3615 PCONTACT.



# LOUIS VUITTON

Notre Entreprise, 4,5 milliards de chiffre d'affaires en 89 dont 80 % à l'exportati

# RESPONSABLE DE L'ADMINISTRATION DES VENTES Basé à Cerga Saint-Christophe

Vous reportez au Directeur des Pris et de la Logistique et vous animez une équipe de 5 personnes avec un objectif prio Laire : le service du client. Vous êtes directement responsable pour le réseau de vente - 140 magasins dans le monde totament contrôlés - de l'approvisionnement en produits finis et en pièces détachées, des commandes spéciales, et des répartions. ation sur le terrain sons vos missions principales : vous maragez votre équipern lui nomariquez au résenu les informations sur les produits, les stocks, la collection vous décerminez les règles de fonctionnement de l'extrepôt central vis à vis des clients. Vous gérez le fichier clients et assrez la

ent une formation gestion et une solide expérience de cette fonction soit vos

Pour un premier comact confidentiel, nous vous rémercions d'adresser voire dossier de candidatur sous réf. RAV 1650 à noue conseil : QUIEL Ressources et Perspectives - 10, nue de Presies - 75015 PARIS. Un suite sera donnée à chaque dossier de candidature complet : CV, photo et rémunération actuelle.



Le Groupe OCP, 43 sociétés en France et à l'étranger, 6100 personnes, 23 milliards œ CA produits de santé. Notre expansion nous amène à rechercher un

### **AUDITEUR INTERNE**

Rattaché au Secrétariat Général du Groupe, la mission du Service audit interne est de veille à la sauvegarde des actifs et à l'amélioration des performances de l'entreprise dans toute ses activités.

Vous êtes chargé d'assurer les missions d'audit, d'analyse et d'investigation à dominintes opérationnelles, financières et de faire part de vos recommandations.

De formation DESCF (anciennement DECS), vous possédez une expérience réussie de 2 ans environ dans un poste similaire. Outre les qualités de rigueur, d'autonomie, de diplomatie, cete fonction nécessite une pratique courante de la langue anglaise, (une deuxième langue serait un plus) et de bonnes notions en micro-informatique.

Ce poste est basé à Paris avec de fréquents déplacements en province

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la référence V1M à : OCP REPARTITION Direction des Affaires Sociales - Service Recrutement -24, rue des Ardennes - 75019 PARIS.



6

- Le CIC, c'est:
- 116 agences à Paris et en région parisienne
   4 000 collaborateurs
- 40 000 clients entreprises
- 250 000 clients particuliers

# Contrôleur de gestion

pour son DEPARTEMENT DES TRAITEMENTS TITLES à OSNY (VAL D'OISE)



- Sous l'autorité du Responsable de l'Audit vous seez
- d'organiser et de faire évoluer le système de collete,
- d'informations sur les coûts,
- de coordonner et de synthétiser le budget æs
- de développer les tableaux de bord des activités.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur, avec une expérience de 3 ans minimum dans une entreprie de services. Une expérience dans le domaine des valeurs mobilières serait un plus.

Qualités requises : esprit d'analyse, créativité, sens œ l'organisation et de la négociation.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscris + curruculum vitæ + photo) à Martine GENETTE CIC - Département des Traitements Titres - 29, rout d'Emery - 95520 OSNY.





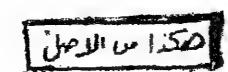
DE GESTION

HOLAPA . 16/

Brante Brante Berde on interior Controls date.

of the section of contract Portice of France of the Contract

Aufter Co. es la such marie sult. The Property Charge In



REPRODECTION INTERDITE

••• Le Monde • Mardi 30 octobre 1990 31



Filiale d'un groupe international de services, specialisée dans le secteur de la communication médicale, nous vous offrons l'opportunite de devenir notre

Vous aurez pour mission : la prise en charge de l'ensemble de la comptabilite de quatre sociétés (bilans et consolidations) et de leur

 le reporting mensuel, la supervision des opérations de paie.

De formation DECS ou équivalent, justifiant d'une expérience d'environ 5 ans, de préférence en cabinet, vous maîtrisez la micro informatique.

Outre des qualités de rigueur, vous possédez le sens des contacts et savez associer diplomatie et fermeté. Pour ce poste situé à Versailles, nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à Jocelyne MONGES, ECCO SA., 16 bd des Invalides 75007 PARIS ou laissez nous votre CV sur

GRANDE BANQUE SPECIALISEE DANS LE

RECHERCHE SON

MEDIAPA 50/54 rue de Silly 92513 BOULOGNE BILLANCOURT EDEN

Notre Direction des Etudes Economiques à Paris

**ECONOMISTE CONFIRME** 

A 30 ans environ, your avez acquis une solide formation supérieure (3º cycle ou

Vous maîtrisez parfaitement tous les aspects de la macro-économie et des prévisions

Une grande aisance relationnelle, une excellente expression tant écrite qu'orale seront vos

Vous sulvrez la politique économique de quelques grands pays de l'OCDE et effectuerez les

Si ce poste évolutif vous intéresse, n'hésitez pas ! Adressez dès aujourd'hui votre dossier à

FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT LOCAL

RESPONSABLE

**DU CONTROLE** 

**DE GESTION** 

équivalent) complétée par quelques années d'expérience.

atouts dans la mission que nous vous proposons.

prévisions en matière de taux d'Intérêts et de change.

conjoncturelles. Bien sûr, vous parlez couramment l'anglais.

Madame CIANFARANI - DEE - BNP - 14, rue Bergère - 75009 PARIS.

ECCO #

3615 PCONTACT ref. 091334



### REMUNERATION

MOTIVANTE

La holding de la CGE, groupe industriel international en forte expansion (environ 150 milliords de Frs de CA) a développé une équipe d'audit et d'évaluation performante.

Les auditeurs interviennent dans 3 domaines principaux ;

1 · Aucht financier (missions en France et à l'étranger)

2 · Travaux d'évaluation financière à l'occasion d'opérations structurelles (flusions, acqu

Après 4/5 ans d'expérience en cabinet d'audit anglo-saxon, sur des mi industrielles, il prendra la responsabilité d'équipes d'interventions,
 Après plus de 2 ans d'audit externe, il renforcera ces équipes.

Contactez Antoine MORGAUT au 49.24 90.00 ou envoyer votre dossier de condictature sous référence

34 rue Pasquier - 75008 PARIS Tel ; 49, 24.90.00

Au siège, vous intégrerez le département Exploitation et plus

以計 spécifiquement l'entité chargee

de gérer l'un de nos trois grands

Vous prendrez la responsabilité du pule comptable / budget / controle

de gestion (6 personnes). En liaison avec le service fédéral, votre

mission prioritaire sera de définir

et mettre en place un système opérationnel de contrôle de gestion

que vous devrez exploiter et faire

Pour ce poste, qui requiert autant

de rigueur que de diplomatie, nous souhaitons rencontrer un contrôleur

de gestion, riche d'une expérience de 3 à 5 ans dans la banque si possible,

de formation généraliste ou commerciale

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. 6992 à MEDIAPA - 50/54 rue de Silly

92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX,

marchés.



LOUIS VUITON

ESPONSABLE

ISTRATION DES VENTES

TEUR INTERNE



113.5

\*/- Kaysersberg (GROUPE JAMES RIVER - MONTEDISON)

Entreprise Française leader sur ses marchés produits domestiques et d'hygiène.

OFFRE À JEUNE CADRE RESPONSABLE

CA.: 3,5 milliards de F., 2 500 personnes

LE POSTE D ATTACHÉ DE DIRECTION (H/F)

De formation supérieure, Grande École ou Université (Bac + 5) alliant rigueur et esprit de synthèse, vous avez acquis une spécialisation en gestion des entreprises. Vous assisterez la Direction Générale dans les missions de nature financière ou à caractère

Le poste évoluera en fonction de vos aptitudes et de votre réussite. En liaison fréquente avec le holding Européen, vous parlez couramment

Lieu de travail : Pont de Levallois (Courbevoie).

Déplacements fréquents en France et occasionnels à l'étranger.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo sous réf. 3378 à AMP 2 rue Aristide Briand 92532 LEVALLOIS-PERRET CEDEX (qui transmettra).

Une importante Société de Services (CA 5 Mds, 6000 personnes, 130 filiales en France et à l'Etranger) recherche un

# **Auditeur International**

Au sein d'une équipe d'audit performante, rattachée à la Direction Générale et que nous souhaitons élargir, vous serez chargé de missions d'audit financier opérationnel, d'audit d'acquisition, d'analyses de procédures et de missions ponctuelles pour la Direction. Ce poste constitue un excellent tremplin pour évoluer vers une responsabilité opérationnelle en France où à l'Etranger au sein du groupe.

Une formation supérieure (Grande Ecole et/ ou DESCF), 2 à 3 saisons en cabinet d'audit et une excellente maîtrise de l'anglais sont nécessaires pour réussir à ce poste.

Contacter Charles-Henri Dumon ou Gilles de Mentque au (1) 45.53.26.26 ou adresser CV + photo + nº tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis, rue Spontini, 75116PARIS, sous réf. CHD1002 MO.

Michael Page Finance Spécialiste en recrutement Financier

# DIRECTEUR D'AGENCE

en lle de France

Autourd'hui second d'Agence ou Responsable d'un bureau, vous êtes confiant dans votre savoir-faire tant sur le plan de la relation clientèle que des compétences techniques. Vous voulez évoluer car vous vous sentez prêt à êtra plainement AUTONOME pour prendre en PLEINE RESPONSABILITE la gestion d'une Agence et l'animation d'une équipe.

Vous proposerez une gamme de produits complets à une clientèle de plus en plus evertie, et la conseillerez au sain d'un réseau en pleina expansion. En partageant ainsi le développement de notre Entreprise, vous donnerez un COUP D'ACCELERATEUR à votre carrière.

Si vous souhaitez mettra vos connaissances bancaires, théoriques et pratiques, au service d'une politique commerciale originale. rencontrons-nous pour parler de votre carrière et de vos perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manus., CV + prét.) à notre Conseil Denis SESBOUE

COR'EX 11, av. Myron T. Herrick - 75008 PARIS sous réf. DA/LM et en indiquent la ville souhaitée.

Crédit & Mutuel Une banque à qui parler ...

GROUPE FINANCIER INTERNATIONAL recherche pour ses filliales, plusieurs

### TRADERS ACTIONS

JUNIORS et SENIORS

### **GESTIONNAIRES** DE CLIENTELE PARTICULIERE

JUNIORS et SENIORS

Vous êtes un professionnel de la Finance, voici l'opportunité qu'il vous faut !

Vous souhaitez nous rencontrer au plus vite. Merci d'adresser lettre, C.V. et photo sous la référence 6984, à

MEDIAPA 50/54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT (Confidentialité garantie).

All profession and the second

Agreement to the second

. In the discrete particles of  $(1/2)^{-1/2} = \frac{1}{2} (1/2)^{-1/2} = \frac{1}{2} (1/2)^{-1/2}$ The second secon the state of the s

January Commence Surgery was to be a few and the second

which is a signed than the

# Le Monde



# Chef du service du personnel

Chargé de la gestion administrative et financière de 1200 agents de droit public, du recrutement, de la formation et des relations avec les partenaires sociaux. Expérience confirmée de la fonction Personnel de préférence dans un service

Aptitude au travail en équipe et à la communication.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la référence 17853 à OPéA - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Ingénieur financier

Une politique de croissance forte ( $\pm$  40 % par an), une culture d'entreprise dynamique ont fait de Decision Systems International (Groupe Olivetti)

le numéro I mondial de la périphérie informatique compatible

IBM 3X et AS 400.

Nous recherchons pour faire (ace à notre développement

un ingénieur financier.

Nous vous proposous d'assurer la conception et le montage des opérations de financement des ventes en relation étroite avec nos

ingénieurs commerciaux et avec nos partenaires financiers externes Après une formation supérieure de type école de commerce, vous avez acquis une expérience significative de ce type d'activité, soit

chez un constructeur, soit au sein d'une société de financement. Vous avez le sens de l'opérationnel et vous êtes

à l'aise dans un environnement très commercial. La maîtrise de l'anglais serait un pius.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. M/303 à Decision Systems International, DRH, 12 boulevard Louise Michel, BP 81, 92233 Gennevillers Cedex.

d'un important service compitabile. Z

ENEZ METTRE EN PLACE LES

**DEPARTEMENTS COMPTABLES** 

Filiale d'un grand groupe américain, notre société

implantée en France a une envergure européenne.

A la tête d'une équipe de 20/30 personnes - que

vous recruterez et formerez - vous mettrez en place

l'organisation de la comptabilité pour l'ensemble

de la socièté. Vous réussissez dans votre fonction

avec une expérience de 5/10 ans minimum et une

supervision d'équipe. La maîtrise de l'anglais et de

6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17,

l'outil informatique serait appréciée. Le poste est

basé en proche banlieue Est de Paris.

qui transmettra.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre candidature sous référence 7658 à Média-System,

Le service télématique

expert de l'emploi des cadres

Nous voulons vous associer à notre formidable

D'UNE ENTREPRISE EN

croissance.

FABULEUSE EXPANSION !

ECISION SYSTEMS

### **UN ASSISTANT**

**AU CONTROLEUR DE GESTION** 

Société 200 salariés

recherche pour son siège social à Paris-8°

Sous la responsabilité du Contrôleur de Gestion : - participation à l'élaboration et au suivi du budget ; analyse des résultats ; études statistiques.

Age 25-35 ans environ.

- Diplôme ou niveau DECS. Expérience comptabilité générale et analytique indispensable.
- Pratique de la micro-informatique. Ancienneté 3 ans minimum dans la fonction.

Adresser CV et prétentions sons n° 8109 Le Monde Publicité, 5, rue de Monttessuy - 75007 Paris

Filiale française, se situant parmi les toutes premières au niveau national, d'un des groupes leader euro-péens du PANNEAU DE PARTICULES de Bois

# Faites du Contrôle de Gestion appliqué à la Production

Bilingue François/Allemand vous avez impérativement une première expérience ainsi que de parfaites connaissances comptables. Vous maîtrisez les techniques d'analyse des coûts et des méthodes de production.

Notre activité est en pleine croissance, rejoignez nousi Envoyez CV détailé et préteniions à : KRONOSPAN FRANCE SA Route de Cerdon - 45600 SULLY SUR LOIRE

#### FILIALE D'UN IMPORTANT **GROUPE FINANCIER**

recherche

### L'ADJOINT au RESPONSABLE de sa CENTRALE DES BILANS

Vous serez chargé de participer au développement des produits et d'en assurer leur promotion commerciale en Etroite collaboration avec le responsable de la Centrale.

Vous possédez :

 4-5 ans d'expérience type analyse crédit, • Une formation bac + 5 ou grande école, en comptabilité, gestion et analyse financière,

 Des aptitudes commerciales et relationnelles, Une bonne maîtrise de la micro-informatique.

Merci d'adresser C.V. à Madame BERNARD, sous réf. CDB/90

Tour Vendôme, 204, rond-point du Pont-de-Sèvres 92516 Boulogne-Billancourt.

1、海内の シラミル

### LES EDITIONS NATHAN recherchent UN CONTROLEUR DE **GESTION JUNIOR (H/F)**

Au sein du Groupe de la Cité (Bordas, Larousse, Presses de la Cité, Dalloz, etc.), les éditions NATHAN - 500 personnes, 1 milliard de CA produisent des ouvrages scolaires et de référence, des livres pour la eunesse, des logiciels et du matériel éducatif, des beaux-livres

Vous avez une formation supéneure type Ecole de Commerce (HEC, ESSEC, ESC, ...) ou maituse de gestion (Dauphine, ...), 2 années d'expérience professionnelle, et un solide bagage financier et

Votre mission : assister un senior dans le contrôle de gestion de

plusieurs départements : examen de la rentabilité, preparation des tableaux de hord et des budgets annuels. Outre ce contrôle de gestion traditionnel, vous aurez également un

rôle de conseil auprès des opérationnels

Personnalité, capacité à dialoguer avec différents interlocuteurs, goût du travail en équipe sont des qualites indispensables pour ce poste.

Merci d'adresser, sous reférence CG, lettre manuscrite, CV, photo et oretentions aux Editions Nathan - Direction des Ressources Humaines -Laurence BERTIN - 9, rue Mechain 7501 + PARIS.

### PROMOTEUR CONSTRUCTEUR Total Bilan: 3 Milliards de Francs

recherche

# ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIER

- LA FONCTION : Il participera à la définition de la politique financière du groupe et en assurera le suivi et le contrôle (prévisions financières, montage financier des opérations, comptes d'exploitation prévisionnels, tableaux de bord de gestion, gestion de trésorerie). Il proposera, fiabilisera et fera respecter les procédures et systèmes de gestion.
- LE PROFIL SOUHAITE : Candidat de formation expertise comptable ou équivalent et possédant l'expérience d'une fonction semblable exercée depuis quelques années au sein d'une entreprise où il aura pu se familiariser avec les problèmes liés au financement d'opérations immobilières. Il aura une bonne pratique de la micro informatique et un bon sens relationnel associé au goût de la rigueur.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à : S.I.P. Publicité (sous ref. S.G.)

11, rue d'Uzès 75002 PARIS (qui transmettra)

LORRAINE LA MAITRISE DES FLUX FINANCIERS, UN TREMPLIN VERS LE CONTROLE BUDGETAIRE

Importante société de fabrication et de distribution de produits grand public (GA : 2 miliards de francs, 5 filiales, 3 sites), filiale d'un groupe anglo-saxon leader sur son marché, nous recherchons noire

#### TRESORIER GROUPE (FRANCS ET DEVISES)

jeune diplômé d'une école de commerce ou d'une maitrise de gestion, vous avez débuté, il y a deux ans environ, dans la fonction financière comme assistant du trésorier d'une entreprise de faille comparable et maîtrisez le logicle! CERG Finances. Vous vous sentez prêt aujourd'hui à assumer la responsabilité entière de cette fonction tout en ayant pour objectif d'évoluer vers d'autres fonctions le lles que le contrôle budgétaire. Elaboration des budgets de trésorerle, amélioration de nos systèmes dinformation et de gestion prévisionnelle, gestion du risque de change, gestion financière et négociations bancaires... feront partie de vos responsabilités immédiates. Entreprenant, vous avez le goût des initiatives et la capacité à rechercher le consensus. Vous aurez à vous déplacer sur nos 3 sites en France pour superviser nos finales. Un bon niveau d'anglals est souhaitable.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature : lettre, CV et prétentions, s/réf. H 277M, à Ernst à Young Conseil, 150 Boulevard Haussmann 75008 Parls, qui étudiera voire dossier en loute confidentialité.

**Ernst & Young Conseil** 

### Savez-vous combien l'assurance recrute chaque année de cadres et de jeunes diplômés?

Q uelle que soit votre formation, vous devez vous infor-mer sur les nombreux débouchés offerts par le monde très diversifié de l'Assurance. Chaque année, les Sociétés d'Assurance recrutent des juristes, des statisticiens, des comptables, des commerciaux, des médecins, des ingénieurs, des architectes et de nombreux diplômés d'autres filières.

S I vous aimez les contacts, le dialogue, vous pouvez déve-lopper et enrichir vos connaissances actuelles en devenant un spécialiste de pointe, intégré à une équipe pluridisciplinaire de haut niveau, en évolution permanente. Des responsabilités importantes vous attendent à terme.

D écouvrez les 50 Métiers porteurs de l'Assurance. Pour un Risk Manager, un Audit, un Assureur international, un Souscripteur, un Courtier, un Agent Général, un Rédacteur Gestionnaire, quelles sont les perspectives de carrière ? Quels sont les métiers de l'informatique dans l'Assurance? Venez vous renseigner et rencontrer les Responsables des plus grandes sociétés : GAN, CNP, Groupe Victoire, AGF, AXA, GPA, PFA, La France, Les Mutuelles du Mans, Groupama, Eagle Star Vie, FFSA, Lloyd Continental...

### "PASSEPORT POUR L'ASSURANCE"

LE PREMIER FORUM

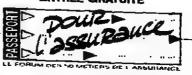
DES 50 MÉTIERS DE L'ASSURANCE 

LE 23 NOVEMBRE 1990 DE 10 H A 21 H 

LE 24 NOVEMBRE 1990 DE 10 H A 17 H 

AU CNIT - PARIS LA DÉFENSE RER LIGNE A - ARRÊT LA DÉFENSE - PARKING CNIT

ENTRÉE GRATUITE



It Monde

Chers de Mississiani Bestenneissances

in son and a compelling Carteuse de leur dosper. \$25,500 d . n ( ) - 251093\$.

S to poste, qui povra de Ren a und personne recent Perse edressez lettre man Persons sous nº 8115. La Marie

delignessuy, 75007 Paris, 44%



RECHERCHE

\* 从次次次 文明 (D) [1] [1] [1] [1] TOO E

· Spring String 是这次的

THE PARTY OF THE P

出場達到 

C.L.P. - DRH - 8 rae Chates 

# Auditeurs/contrôleurs de gestion - seniors et juniors

Nées de la rencontre de la compétence et de l'imagination, les réalisations de GIAT Industries constituent la référence européenne de la maîtrise de systèmes mécaniques complexes assortis de technologies variées.

Nous recherchons dans le cadre de notre nouvetle organisation 6 personnes au sein de la direction de la gestion et des services comptables.

#### 2 Responsables service études et plans de gestion

1 senior (réf. 3664) - 1 junior (réf. 3665) Leur rôle sera de lournir à l'entreprise les éléments permettant de définir les objectifs stratégiques à moyen terme et les ressources à mettre en oeuvre en termes d'investissements et d'effectifs.

#### 2 Responsables service contrôle opérationnel de gestion

1 senior (réf. 3666) - 1 junior (réf. 3667) Leur rôle sera de répartir les ressources de l'entreprise, de définir les objectifs stratégiques sur un horizon annuel et de mesurer en permanence le niveau atteint par rapport aux objectifs fixés.

#### 2 Responsables de la cellule audit

1 senior (réf. 3668) - 1 junior (réf. 3669) Leur rôle sera de définir, mettre en place et contrôler l'application des règles de la société en prenant en compte les nouveaux impératifs de gestion et de qualité.

Vous avez une formation Ecole Supérieure de Commerce, option Comptabilité Finances ou équivalent, comptétée par un DECS. Une expérience de 2 à 6 ans en tant que Contrôleur de Gestion ou Auditeur, acquise de préférence dans le secteur de l'industrie ou de la métallurgie. Les postes sont basés en banlieue ouest. Anjourd'hai, poirre stratégie de développement à besoin de votre talent.

INTERNATIONAL RECRUITING DRIVE



Merci de bien vouloir adresser CV, photo, lettre manuscrite et prétentions à notre Conseil IRD, Dorothée Altmayer, sous la référence choisie. Assurez-vous de la bonne réception de votre dossier au 45.61.95.33. Fax nº 40.74.02.02.



# LORPAIKE LA MAITRISE DES FLUX FINANCIERS, UN TREMPLIN VERS LE CONTROLE EUDGETAIRE

PROMOTEUR CONSTRUCTEUR Fine of Edition of States

ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIO

Security of the property of th

Section 1 Tableaux 1 Tableaux 2 T

et system

LE PROFIL SOUMAITE

LE PRO

Seith The County of the County

Sign Published Committee State (1975)

Advenue who may a comment

TRESORIER GROUPE

FRENCS ET DEVISES

Ernst & Young Consell

Notice of the worlden

Lussen Robert College Constitution année 💆

the analysis of the construction will bimes?

\* PASSEMENT POLO L'ASSURANCE

Said NO METERS DE L'ASSURANCE

Car an Market in the same of water

Service Report Marin Court De Condition

The second of th

A. Car Prince Davende

S.S ..

## ENGAGEMENT, MOBILITÉ, TALENT

Trois dimensions de votre personnalité pour rejoindre GUERARD VIALA, Cabinet d'AUDIT et de CONSEIL, et accompagner, ensemble, le devenir des entreprises.



Postes à pourvoir :

Chefs de Missions et Réviseurs. Des connaissances dans les domaines FINANCE ou ASSURANCE, seraient appréciées

à Modame Françoise AUGUSTE 125, rue de Montreuil - 75011 PARIS.

GUERARD VIALA

Organisme professionnel 100 km de Paris, recherche

### **FISCALISTE DÉBUTANT (E)**

Titulaire d'un diplôme universitaire de 3° cycle en droit, avec des connaissances en fiscalité, libéré de toutes obligations militaires, il devra manifester un certain goût pour la recherche et une réelle aptitude à la rédaction.

Après une période d'adaptation et de perfectionnement, il assistera le Directeur dans ses diverses activités : conseil aux adhérents, défense contentieuse de leur dossier, analyse de la législation et diffusion d'informations.

Si ce poste, qui ouvre de belles possibilités d'avenir à une personne réellement motivée, vous intéresse, adressez lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous nº 8115. Le Monde Publicité, 5, rue de Monttessuy. 75007 Paris.



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

RECHERCHE

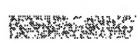


- Missions de contrôle des comptes et d'analyse des procédures
- Synthèse des travaux et rédaction de rapports
- Formation supérieure en gestion (Université ou Grande Ecole)
- 25 ans environ

Adressez lettre manuscrite en précisant vos motivations, CV, photo et prétentions à :

C.C.I.P. - DRH - 8 rue Chateaubriand - 75008 PARIS

Leader européen sur des marchés de haute technologie, filiale d'un groupe industriel de forte notoriété, notre développement nous conduit à rechercher :



# 2 Contrôleurs de gestion

(Ecoles Supérieures de Commerce option Finance/Comptabilité)

# 1 Analyste de gestion

pour le siège social basé à PARIS Débutant ou première expérience

Sous la responsabilité du Directeur Financier, vous participerez à l'élaboration du reporting de la société (consolidation de 5 entités) et, de façon étroite, au contrôle budgétaire.

1 Contrôleur de gestion industrielle

pour une de nos usines (ville agréable région Rhône-Alpes) 2 à 3 ans d'expérience industrielle

Toutes vos actions (analyse des coûts, optimisation des procédures, fiabilisation du reporting, etc) seront tournées vers une amélioration de la rentabilité d'une de nos principales usines Réf. 14471/CGI44

Ces deux postes exigent en commun un fort tempérament opérationnel, de très bonnes aptitudes à la communication, des qualités de rigueur et d'organisation.

Votre mobilité et la pratique courante de l'anglais faciliterant votre évolution au sein d'un groupe international mettant l'accent sur une politique dynamique de gestion des cadres.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) en rappelant la référence correspondante à HCA - 19/21 Bd Gambetta - 92137 Issy les Moulineaux Cedex qui transmettra.

# **AUDITEURS** "SENIORS"

### animer, organiser, conseiller

Fort de notre expérience d'audit et conseil de groupes de premier plan, nous exerçons nos compétences dans un cadre multidisciplinaire et un environnement international.

Notre croissance nous conduit à renforcer nos équipes et intégrer des Auditeurs

Diplômés d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs, vous disposez d'une expérience d'environ 3 ans en cabinet ou en service d'audit interne et souhaitez évoluer rapidement. Nous saurons reconnaître votre potentiel, votre implication professionnelle et vous offrir de réelles perspectives de carrière en rejoignant, à terme, notre équipe d'associés.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV à Michel SAVIOZ

SALUSTRO VINCENT GAYET & ASSOCIES

2, avenue Hoche - 75008 PARIS

# Le Crédit agricole s'affirme comme la première banque européenne

Narcissisme ou tentative de conjurer l'avenir? A la veille d'un important congrès de sa Fédération nationale, le Crédit agricole a fait le bilan des dix dernières années. A l'heure où l'avenir s'annonce morose pour toutes les banques à réseaux, le Crédit agricole a éprouvé le besoin chiffres à l'appui - de montrer qu'il était en tête des banques françaises et européennes pour le bilan, les fonds propres, la rentabilité... et surtout qu'il entendait bien le rester.

Avec 1400,6 milliards de francs de bilan et 68,3 milliards de francs de bilan et 68,3 milliards de francs de fonds propres, le Crédit agricole est la première banque européenne. Le magazine américain The Banker, dont les études font autorité, place ainsi la banque verte en tête du palmarès communautaire, devant la BNP et le Crédit lyonnais. Trois banques qui, pour être françaises, ne se livrent pas moins une guerre sans merci pour la première place. Pour pour la première place. Pour mieux affirmer sa supériorité, les services d'études du Crédit agricole se sont comparés point par point avec leurs principaux

• Le produit net bancaire et la marge fiasacière. Le produit net bancaire (PNB), qui représente la marge commerciale des banques, était de 48,7 milliards de francs en 1989 pour le Crédit agricole contre 33,1 milliards de francs en moyenne pour les trois « vicilles » (Crédit iyonnais, BNP, Société générale). Pour les experts du Cré-dit agricole, cette bonne tenue du PNB « a sa source dans la vigueur de l'activité commerciale ». C'est elle qui a permis le maintien de la marge financière, seul véritable indice de la rentabilité. Celle-ci a légèrement progressé en 1989 pour le Crédit agricole, passant de 3,62 % à 3,64 %.

J,02 % à 3,04 % .

Toutes les autres banques ont vu leur marge s'éroder, à 2,76 pour la BNP et à 2,38 pour le Crédit lyonnais en 1989. Scale la Société générale, qui semble privilégier la rentabilité contre la course au bilan, conserve une marge supérieure à 2 %.

Pour le Crédit agricole, ce main-tien de la marge est une réponse à ceux qui l'accusent de « dumping ». Au-delà de la polémique, la ban-que verte explique le maintien de sa rentabilité par trois raisons : ses encours de prêts à la clientèle seraient d'une durée plus longue que celle des trois autres grandes banques francaises, ce qui lui donne un gain supplémentaire dans la transformation de sa matière première, l'argent. En 1989, la collecte des ressources a été encore légèrement supérieure aux crédits, d'où une économie sur les refinancements à taux de mar-ché. Enfin et sartout, la collecte serait moins coûteuse au Crédit agricole, même si « les charges de fonctionnement sont proportionnel-lement plus lourdes».

Pour autant, les économistes du Crédit agricole ne nient pas que la « banque verte » soit affectée – à l'instar des autres établissements – par une moins grande liquidité. Les prêts progressent plus vite que les dépôts et l'épargne fuit les pro-duits financiers situés hors bilan. L'étude ne cerne pas cependant l'apport des dépôts des notaires de province dans la rentabilité du Crédit agricole. Leur maintien

- pour trois années encore, en contrepartie d'une aide financière lourde aux agriculteurs, - pourrait bien neutraliser les bénéfices directs que la « banque verte » en

· Productivité et résultat d'exploitation. Comme les autres banques, le Crédit agricole est engagé depuis quelques années dans une vaste programme de réduction des frais généraux et d'augmentation de la productivité par agent. Un mouvement qui – comme ail-leurs – a commencé de porter ses fruits. En raison de la nature de son réseau, les frais généranx (frais de personnel plus charges d'exploi-tation) sont plus élevés au Crédit agricole qu'ailleurs. La mise en commun récente des moyens informatiques a certes amélioré la situa-tion mais les frais généraux repré-sentent encore 23,5 % du PNB contre 21,6 % pour la moyenne des trois grandes banques.

#### Risques accrus par l'internationalisation

Quant à la productivité, elle s'était fortement dégradée. Outre les investissements informatiques, la banque verte avait continué d'augmenter ses effectifs. Le processus ayant été stabilisé, le Crédit cessis ayant ete stabilise, le Credit agricole retrouve un niveau de productivité comparable à celui qu'elle connaissait il y a dix ans. En 1989, un agent du Crédit agricole dégage 661 000 francs de PNB, ce qui le place devant la BNP (591 000 francs) et le Crédit Lyonnais (540 000 francs) mais derrière la Société générale derrière la Société générale (674 600 francs).

Si l'on considère le ratio capitaux gérés par rapport aux charges, le Crédit agricole se place là en deuxième position derrière la BNP. Mais, selon les experts, au moment où le PNB se ralentit, « seule une maîtrise des charges peut éviter une dégradation des ratios de productivité».

e Provisionnement et rentabi-lité. En 1985, le Crédit agricole ne provisionnait ses risques qu'à hau-teur de 7,3 % du PNB alors que la BNP, le Crédit lyonnais et la Société générale atteignaient ensemble une moyenne de 21,1 %. A cette époque, le faible engage-ment de la « banque verte » sur les pays du tiers-monde lui procurait un avantage évident. En 1989, en revanche, le Crédit agricole a pro-visionné 19,3 % de son PNB contre 17.6 % pour la movenne de ses trois concurrentes. L'internationalisation, là encore, a accru les ris-

Les fonds propres du Crédit agricole atteignent 4,9 % des actifs contre 3,1 % pour les trois autres banques comparables. Cela le place en bonne position pour satisfaire à l'avenir à des ratios de risque de plus en plus élevés. En revanche, la rentabilité de ces fonds propres est plus élevée chez les concurrents : 16 % en moyenne pour les trois grandes banques contre 10,6 % au Crédit agricole.

Dans l'immédiat, les résultats du Crédit agricole « devralent baisser mais moins que ceux des trois grandes banques concurrentes», estime Philippe Jaffré, directeur général du Crédit agricole, notam-ment en raison « de la hausse des taux d'intérêt ». Une prédiction qu'il sera intéressant de vérifier le

moment venu.

YVES MAMOU

### **EN BREF**

D Paribas achète 1,5 % du capital de Banesto. - Paribas a acheté 1,5 % du capital de la banque espagnole Banco Espanol de Credito (Banesto) pour la somme de 4,6 ntilliards de pesetas (250 mílions de francs), a indiqué samedi 27 octobre un porte-parole de Banesto. Elle en devient ainsi l'un des premiers actionnaires de cet établissement, dont les autres principaux porteurs de parts sont les Assurances Union et Fenix (3,53 %), Petromed (2,83 %), Mario Conde (2,52 %), Asland (2,52 %) et le firme panaméenne Namrof Assets (2 %).

Adoption d'une nouvelle convention collective à la Bourse. - Les négociations engagées entre les syndicats et l'AFSB (Association française des sociétés de Bourse) sur une nouvelle convention collective de la profession boursière ont abouti samedi 27 octobre. Un accord a été signé par l'organisation patronale et quatre syndicats, la CFDT, la CFTC, le SPI et FO. la CGT ayant refusé de s'y asso-cier. La précédente convention collective avait été dénoncée par

l'AFSB le 25 juillet 1989. Les negociateurs avaient, selon la loi. quinze mois pour en définir une

O Grève « an raienti » dans le tun-nel sous la Manche. – La grève entamée vendredi 26 octobre, à l'appel de la CGT et de la CFDT sur le chantier français du tunnel sous la Manche continuait lundi 29 au ralenti (sur un demi-poste) à l'usine de préfabrication des voussoirs, bloquée temporairement en début de matinée. En revanche, le travail avait repris normalement dans les trois tunnels. Le travail le tunnel de service. Les négociations salariales semestrielles commencées mercredi 24 octobre doivent reprendre le mercredi 31.

O La France annule ses créances publiques sur Djibouti. La France a annulé la dette publique de Dji-bouti, pour un montant en capital de 159 millions de francs auxquels s'ajoutent 50 millions d'intéréts, soit un total de 209 millions de francs. Quatorze prêts avaient été accordés par la Caisse de coopération économique à la

#### LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS FINSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

ladices généraux de base 195 : 29 décembre 1920

	-	- 1	
Valeurs franç, il nev. verbable	78.8	78 .	
Valeus industrielles	80.5	79,5	
Valent imagine	71.2	79.1	
Pétrolog-Energie	115.7	113.1	
Minde	79.5	86.1	
Michaele ofserious	81.8	68	
Chinie	95.4	95.2	
Eldmant of mathematic	73.4	71,8	
led, de conscer, nos alice.	69.2	68.2	
Agradizacture	87.5	80.9	
Distribution	75.7	75.3	
Distribution	91.4	81.8	
Accordes	712	73.3	
Crédit busque	72.1	72.4	
Scool	77.8	77,8	
immobilier et foucier	83,1	83,4	
Sicond	67,2	87,2	
		_	

Base 100 : 31 décem	bre 19	81
redicts glassed redicts do have been redicted to have been redicted by the second redicted	437,5 370,1 422,5 258,5 348 532,5 628,4 472,6 456,7	402,7 365 402 361 361 503 602 464 464,1
Stranger	396 415,7	396,1 414

BOURSES REGIONALES Base 100 : 31 décembre 1981

Le géant des télécommunications NTT s'ouvre aux capitaux étrangers TOKYO

de notre correspondant

Le géant des télécommunications japonais. Nippon Telegraph and Telephone (NTT), envisage de gouvrir nux capitaus étrangers. Les restrictions à l'entrée d'investisseurs étrangèrs dans le capital de NTT (la plus-gréssée société nippone par la capitalisation, privatisée il y a cinq ans) sont dues à des considérations d'intérêt stratégique national.

Le président de NTT. M. Ma-sashi Kojima, a récemment annoncé qu'il cherchait us accord avec le ministère des financés, qui demeure le principal actionnaire de la société au vivo d'une révision de la loi sur la gestion de l'entreprise.
Aux termes de ces dispositions, au
moins un tiers des actions de NTT
doivent appartenir à l'Etat.

doivent appartenir à l'État.

Le quotidien économique Nihon keizui, faisait état, dimanche 28 octobre, d'un accord de principe du ministère des finances en vue de l'entrée de NTT à la Bourse de New-York au début de l'année prochaine. L'entrée de capital étranger dans NTT vise à soutenir les cours de ses actions qui avaient atteint au milieu de 1987 quelque 3 millions de yens mais étaient récemment passés en deçà du million, avant de remonter de 10 % la semaine dernière (1,1 million).

### FAITS ET RÉSULTATS

O Enimont: démission du conseil d'administration. — Dernier épisode de la guerre entre Montedison et l'ENI sur le joint-venture Enimont: le conseil d'administration du géant chimique italien a été contraint de démissionner en bloc à la suite de la démission des sept membres — sur douze — représentant le secteur « privé» (Montedison et alliés). Une assemblée ordinaire des actionnaires a été son et alliés). Une assemblée ordi-naire des actionnaires a été convoquée les 14 et 15 novembre prochain pour la désignation d'un nouveau conseil d'administration. Une assemblée entraordinaire a été également convoquée pour les 8 et 9 janvier, pour une augmentation de capital de quelque 8 500 mil-liards de lires (7 milliards de dol-lars). (AFP)

Ciba-Gelgy rachète la Société souvelle de chimie industrielle. - Le groupe chimique suisse Ciba-Geigy vient de rachèter la Société nouvelle de chimie industrielle (SNCI).

3.5 milliards de francs, se classe parmi les premiers producteurs mondiaux dans cette spécialité très

pas trop sur quel pied danser lundi pendant une bonne partie de la journée. En baisse de 0,57 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 a per le suite tenté de se rapprocher du niveau atteint vendredi demier. Vers 14 heures, il perdait 0,10 %.

PARIS, 29 octobre

Indécision

La Boursa de Paris ne savait

perdait 0,10 %.

Le marché était e nul », déclaraient les gestionnaires. Il est vrai que des écarts à la hausse ou à la balsse ont été réalisés avec une poignée de titres. La Redoute a perdu 3,3 % avec vingt titres négociés et Euromerché gagnait 4,5 % avec dix titres... Rien dans l'actualité ne pervenait à sueclter un emballement de la part des investisseurs. Après l'accord entre le Congrès et l'administration sur une réduction du déficit budgétairs américain, les opérateurs espèrent un assouplissement de la politique de crédit de la Réserve fédérale. Une diminution des taux d'intérêt pourrait, en effet, redonner un peu de tonus aux marchés.

Sur les merchés pétrollers, le statu quo était de rigueur lundi en l'absence d'événements de première importance au Proche-Orient. En effet, l'émissaire de M. Gorbatchev a quitté ce weak-end Bagdad plutôt pessimiste sur une chance d'un règlement pacifique de la crise.

Sur le front des résultats de sociétés, il n'y evalt nen à signa-ler lundi, selon les profession-

Enfin, pour des raisons de calendrier, le volume des affaires était très mince. En effet, les vacances de la Tousseint viennent de débuter.

Lors de l'appel d'offres de la Banque de France, lundi, les taux d'intérêt sont restés inchangés. Le loyer de l'argent au jour le jour a très légèrement baissé lundi matin.

### TOKYO, 29 actobre 1

### Fermeté

La fermeté du yen a encouragé les initiatives lundi à la Bourse de Tokyo, qui a enregistré une hausse de 1,3 %, l'indice Nikkei progressant de 323,67 yens à 25 329,31 yens. Vendredl, cet indice avait cédé 1,4 %.

Les investisaeurs, satisfaits notamment de l'adoption par le Congrès américain du budget fédéral, sont partis à la chasse aux bonnes affairès dès le début de la journée, rapportaient les courtièrs. La hausse du yan a également été favorable au marché.

La Nikkei a cuvert en hausse de 160,05 yens (+ 0,6 %) avant de gagner en fin de matinée 293,18 yens (+ 1,2 %), à 25 298,82 yens, et de rester aur une note ferme dans l'après-midi. L'indice TOPIX avait terminé la matinée en hausse de 16,91 points à 1 877,95, après une chute de 19,59 points ven-dredi. Durant la mi-séance, 250 millions d'actions ent été échangées, contre 300 millions , vendredi metin.

VALEURS	Cours du 26 octaire	Cours du 23 octobre
dgestoret	912 1 750 1 380	612 1 180 1 380
nde Motore essabita Georie . essbieti Heavy	1 400 1 790 752	1 430 1 786 783
ny Corp	6 640 1 890	6 500

vient de racheter la Société nouvient de chimie industrielle (SNCI),
leader français des mélangesmaîtres pour la coloration des
matières plastiques. Tout en
conservant son autonomie, la firme
française rejoint la division « pigments» de l'entreprise helvète, qui,
avec un chiffre d'affaires de

pointue.

La SNCI réalise un chiffre d'affaires de 160 millions de francs. Le prix du rachat de cette entreprise familiale française reste confidentiel. Les principaux opérateurs sur le grand marché international des pigments pour matières plastiques (20 milliards de francs de chiffre d'affaires, blanc et noir exclus) sont, outre Ciba-Geigy, les allemands BASF et Hoechst, le japonais Daïnippon Ink et l'américain Schulman.

Concession de l'électricité en Côte-d'Ivoire. — La convention de concession de la production, du transport et de la distribution de l'électricité en Côte-d'Ivoire (2 milliards de kilowattheure à 400 000 abonnés répartis dans 1 000 tocalités) a été signée le 20 octobre entre le gouvernement et le groupe SAUR (le Monde du 13 septembre). La concession s'applique pour quinze ans à compter du le novembre 1990. La nouvelle Compagnie ivoirienne d'électricité (CIE) emploiera 3 300 personnes.

# Le Monde-RTL

ENTREPRISES à 22h15 sur RTL

Lundi 29 octobre .Koukina Azuelos, directrice de Bathroom Graffities.

Mardi 30 octobre Martine Besseyre des Horts PDG de BDH Conseil

# **PARIS**

VALEURS   Defines   Defines   VALEURS   Defic.   Cours	Se	con	d ma	rché	(selection)	
Amount Associes   388   388   185	VALEURS			VALEURS		Dernier cours
Asystell   165   185	Amult Associes	398	398			
SAC.   185	Asystel					
Sicton (Ly)	BAC	185	185			
Botton   Ly	BICM	840	840			
Cibier 6 Lyon 3120 3130 Locanic 79 20 78 Locanic 125 CAL-de-Fr. (CCL) 995 980 Metra Corem 1231 80 125 Cardir 475 80 489 Clienta Logabax 580 589 CE-6 E.P. 157 70 195 Preshourg 90 90 Publ. Flipsechi 370 Corems of Origny 502 490 Racel 585 Conteres Conteres 225 289 SH. Malegroon 204 204 Conteres 225 289 SH. Malegroon 204 204 Conteres 225 289 SH. Malegroon 204 204 Conteres 225 280 Select invest (Ly) 90 90 Conteres 326 315 Select invest (Ly) 90 90 Delinam 629 821 Select invest (Ly) 90 90 Publ. Flipsechi 330 Select invest (Ly) 90 90 172 10 17	Bolton (Ly)	420	418			100
Cibies de Lyon	Boisset Lyon)	207	200 50	Loca investis.		
CAL-de-Fr. (CC1)         995         980         Meira Coran.         131 80         129           Calbaraco         365         375         Molex         780            Cardé         475 90         489         Clivesti Logabas         590         598           CEGEP         197 0         195         Presbourg         90         90           CFP1         260         255         Publ. Flipsechi         370         565           Crassing         502         490         Rose         661         565           Contain         285         289         284         Rhose-Alp.Ess (Ly)         304         304           Contains         285         290         Select knest (Ly)         90         90           Contains         285         290         Select knest (Ly)         90         90           Contains         326         315         Select knest (Ly)         90         90           Creeks         326         315         Select knest (Ly)         90         90           Creeks         326         470         Sepre         188         187           Demachy Wrome Cie         541         540         Thermachor H. (Ly		3120	3130			
Caberson   365   375   Molest   780   596   59		995	980	Matra Corera		129.
Carefile		365	375			
CFFPL   250   255   Publ.Fipsechi   370		475 80				
Consense of Origny	CEGEP.	197 70	195			90 į
Constant of Ungary						
Codetor   265   289   S.H. Mastgrom   204   204		-		Recei		
Constant						
Conforation   State   Conforation   Confor		_				
Conservation   Cons						
172 10   1						_
Delinary   629   821   Supra   131   130						
Dentacity Worms Cis.   541   540   Thermador H. Lyj.   240     Dentacity Worms Cis.   233   237   Unitog.   160   157     Deventory   791   776   Unitog.   160   157     Deventory   388   330   Visi. et Cis.   390   389     Deliator   186   185   185   185   Visi. et Cis.   117     Deliator Beffond   240   230 40   0     Europ. Propulsion   399   395   395						
Description   233   237   Uniting   160   157	The second of th	_		Supra		
Deventing   791   776   Union Fiz. do Fr.   390   389   38						
388   390   117				Uniog		
Dollaces						1
5ditione Belling						
Europ. Propulsion 399   395				1. SHIELDING GLOODS.	az: ]	
						- 1
						j
Fankopais 184 90 182 50 LA BOURSE SUR MINITEL						NICE OF

# Marché des options négociables le 26 oct. 1990

Nombre de conf	rats:	-

379 90

428 174 820

428 175

Dec.   Mails   Dec.   Dec.		DDC	OPTIONS	D'ACHAI	OPTIONS	DE AFWIF
CGE	VALEURS	PRIX				
190m100-LSF	CGE Elf-Aquitaine Enrotunnel SA-FLC Euro Disneyland SC Havas Lafarge-Coppée Michelin Midi Puribas Perned-Ricard Pengeot SA Rhine-Poulene CI Saint-Gobalu Source Perrler Société générale	560 640 40 90 528 340 .60 920 528 960 480 -	36 23 9 7,15 - 24 8,58 30,80 - - 56,58	10,50 50 15	1,35 - 11 4,40 - 52,05 21 15,50 50	2,10

MATIF

Notionnel 10 Nombre de contrat	% Cotation s : 58 675	n en pourcem	tage du 26 oct	L 1990
COURS		ÉCHÉ	ANCES	
	Décembre 9	0 Ma	rs 91	Juin 91
Deviet Priotient	98.08 98,56		77,94 18,46	98 98,50
	Options	sur notions	el	
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS	D'ACHAT	OPTIONS	DE VENTE
	Déc. 90	Mars 91	Déc. 90	Mars 91
98	0,92	1,62	0,86	1,53

### **INDICES**

### CHANGES Dollar : 5.05 F L

Le dollar a légèrement fléchi à 5,0510 lundi 29 octobre, après l'accord sur la réduction du déficit budgétaire des Erats-Unis. Cet accord pouvait conduire la Réserve fédérale à abaisser les taux d'intérêt à court terme ce

taux d'intérêt à court terme, ce qui défavoriserait les place-ments en dollar au profit du mark et du yen. FRANCFORT 26 oct. 29 oct. Dollar (en DM) \_\_ 1,5163 1,5092 TOKYO . 26 oct. 29 oct.

Dollar (en yens) .. 128 127,30 MARCHÉ MONÉTAIRE Paris ( octobre) ...... 9 3/4 - 7/8 % New-York ( octobre) .... 7 13/16 - 7/8 %

BOURSES PARIS (INSEE, base 100 : 29-12-89) 25 oct. 26 oct. Valeurs françaises . 77.20 (SBF, base 100 : 31-12-81) Indice général CAC 440,40 432,70 (SBF, base 1000 : 31-12-87) Indice CAC 40 1 645,99 1 618,58

NEW-YORK (Indice Dow Jones) 25 oct. 26 oct. Industrielles ...... 2 484,16 2 436,14 LONDRES (Indice e Financial Times a) 25 oct. 26 oct. 1 617,50 1 598,40 172,70 170,60 80,06 79,98 Mines d'or \_\_\_\_\_ Fonds d'Etal \_\_\_\_ TOKYO

Nikkei Dow Jones . 25 005,64 25 329,31 Indice général ....... I 861,04 1 876,07

# LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haue	Rep. +	ou dèp		eu dép	Rep. +	os dés
\$ EU \$ csn Yen (100) _	5,0485 4,3353 3,9581	5,0505 4,3408 3,9627	+ 80 - 102 + 60		+ 150 - 216 + 99	+ 170 - 170	+ 490 - 478	+ 550 - 392
DM	3,3451 2,9688 16,1604 3,9534 4,4717 9,8799	3,3486 2,9718 16,1771 3,9581 4,4774 9,8889	+ 37 + 37 + 101 + 53 - 68 - 344	+ 53 + 48 + 236 + 77 - 289	+ 66	+ 124 + 90 + 86 + 389 + 139 - 48 - 605	+ 303 + 182 + 165 + 737 + 312 - 323	+ 369 + 244 + 227 + 1188 + 399 145
	TΔ	UX D	EQ E	IIDO		- 005	- 1580	- 1404

	17	I XUA	DES E	URO	MON	NAIES	
\$ -E-U	7-13/16 7-5/8 7-15/16 8-1/8 1-3/4 9-13/14 9-13/4 rs pratiqu	8 1/16 7 7/8 8 3/16 8 5/16 9 1/ 8 10 14 1/16	7 13/16 2 1/8 8 1/16 8 13/16 7 13/16 10 1/14 13 3/8 9 3/4	7-15/16 8 1/8 8 1/4 8 3/16 9 1/16 7 15/16 10 3/14 14	7.13/6 8 8 3/16 8 3/16 8 13/16	8-15/16 . 7 .7. 8 1/8 8 1/8 8 5/16 8 1/9 8 5/16 8 5/9 9 1/16 8 1/9 7 15/16 8 1/9	14 8 3/8 1/16 8 13/16 1/8 8 3/4 1/16 9 3/16 1/8 8 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Obligations

to san

Actions

5 V.

- ARE

(4:

Cote des Changes

CUAS TOURS OF 75 10 CO

• Le Monde • Mardi 30 octobre 1990 35

MARCHÉC	FINANCIERS
MARUILO	FINANCIERS

PARIS

Second marché Coors Dermis

WASTING Codes Derrings VALCIUM	BOURSE DU 29 OCTOBRE	Cours relevés à 13 h 53
VALEURS COMP	Compensation VALEURS Cours précéd. Cours précéd. Cours précéd. Cours cou	Conspan- sation VALEURS proofed cours cours +-
Note: 1 de la		
School and	Section   1985   1986	56 Echa Bay 56 40 55 15 55 15 -2 22
	Page	137
12 12 m 12 m	1400	182
200	760 ACCUR. 750 746 749 -0 13 520 Credit No. 925 923 918 -0 76 845 Locades 546 949 643 -0 46 1150 SEE 1153 1160 1160 +0 68 1800 Ak Septem 1610 1550 1550 1550 1550 1550 1550 1550	275 Sde, Blace. 258 30 257 80 257 - 0 50 195 Gda, Mojora. 133 189 189 - 2 07 330 Gda, Balgiropa. 329 333 333 + 1 22 58 Gd. Migropal. 57 55 50 55 50 - 2 63
	Record   R	70 Guennes
Constants	250 Assum N. Markin	38
20	State   Stat	83 Imp. Chemical 80 20 80 30 80 30 + 0 12
31 1/2	Activate and September 1970 Ac	142 kp Yokado 140 141 70 141 70 + 121
Section 200	Sign	15 SC Maxwell 1470 1475 1475 + 0.34 137 Mc Donald's 130 10 129 50 129 50 - 0.46 415 Merck 15 404 402 - 3.13 400 Mirosepuia M. 389 90 396 50 396 50 - 0.85
The state of the s	725 Begins Riy. 724 710 705 -2 07 950 Epole B.F. 9000 1210 1230 +2 50 275 Epole B.F. 9000 1210 1220 +2 50 1220 1220 1220 1220 1220 1220 1220	400 Minneson M. 399 90 396 50 396 50 - 0 85 300 Mohigan 291 285 50 295 60 + 1 55
· "看在桌子。	2300   Songens   2380   2390   2370   +0 42   3100   Songens   2380   2390   +0 42   3100   Songens   2380   2390   +0 42   3100   Songens   2380   2390   +0 42   3100   Songens   2380   578   +0 44   1060   Songens   2380   578   +0 44   1060   Songens   2380   578   +0 44   1060   Songens   2380   588   5880   588   5880   58	30850 Nessé
A BOURSE SUR MINITE	440 Boygust 425 10 421 424 40 - 0 16 44 Euroamel 47 75 48 70 48 55 + 377 525 Orisi 488 98 90 505 + 148 470 10 479 80 + 0 61 114 - 120 107 80 1	106 OFSIZ 111 50 107 80 107 80 - 3 32
TAPEZ LE MON	370   Captions.   354   351   352 80   -0 42   220   Flora Life.   216   219   +1 86   260   Flora Life.   278   286   275   -1 06   225   UF B Locato.   230   228   228   -0 87   3540   3455   +1 26   1780   Fromager. Rel.   1740   -0 51   450   451   450   451   470   +4 44   500   UIC.   912   915   915   +0 33   130   Chains.   323 30   131 50   131 70   -0 45   1835   1812   1812   -1 25   1020   Flora Rizard.   1020   1012   1022   +0 20   560   UIF.   579	1700   Pitrolina   1725   1733   1733   + 0.46
- L 100	103 9 9 9 9 50 - 2 83 1360	235 Codings 240 20 240 240 -0.08
Marche des notions passailes	60 CDMC Ly 83 50 84 40 789 1080 GEV MEAN 1048 1050 GEV MEAN 1050 GEV MEAN 1	405 Royal Dath. 389 400 400 + 0.25 43 RT 7. 41.25 41.05 41.06 - 0.48 3.56 Sant & Santhi. 370 3.71 3.72 + 0.54 43 St. Hallera. 46.50 43.50 43.50 - 6.45
Marche des options negociables le 26 oct. 191	230 Commut (Myl	43 St. Heiera 46 50 43 50 43 50 - 5 45 299 80 298 40 298 40 - 9 47 46 Skell transp. 45 20 44 70 44 70 - 1 11
1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	Second Column   17   190	2010 Serness 2000 2001 2002 +0 10
OFFICES DE TEX	1 890   CG   P   834   840   842   + 0.961   109   tempoh Printe   116   116   119 0   129   57   57   58   57   58   58   58   58	73 Saminome Bank 70 101 70 201 70 20 + 0 14 210 T.D.K
	880 C51P 834 840 842 +0 96 108 temoch. Petrik. 116 114 50 112 20 -3 25 53 Rechemical 42 70 46 10 49 +0 62 255 Basco Samander 245 50 245 -0 61 500 C52P 530 525 525 -0 94 77 legisles. 78 77 10 80 +2 55 1750 Rechemical 1885 1895 1895 1895 1895 1895 1895 1895	I 32 1Tookida   30.90   31.20   31.20   40.97
The second secon	785 Designus 5 A. 785 784 780 -0 85 3000 less Minner 3500 3550 3466 -2 29 3110 R legislar 3189 3180 3180 -1 53 710 legislar 3180 3180 -1 53 710 legislar 3180 3180 3180 -1 53 710 legislar 3180 3180 3180 3180 3180 3180 3180 3180	20   YONG 2330 251   251   - U31
	440 Columna 440 455 454 +1 11 345 Laterga 323 320 30 354 50 + 0 45 Schemor Ref 40 410 +2 50 53 Distriction 35 10 55 55 -1 95	165 Xmax Corp
11		
The state of the s	COMPTANT (sélection) SICAV (sélection)	26/10
AND	VALEURS 4 % du valeurs préc. Cours préc. Cours préc. Cours préc. Cours valeurs préc. C	sion Rachet VALEURS Emission Rachet Incl. net
September 19 Septe	Dobrate    1131     Miles Diferent   560   570   AAA   370 22   948 55   Franci-Association   30 8	87 30 87 Pacement L 5245 89 8234 42 e
Part Course with the Course of	Childations 1 100 M 1	65 122894 85 Prioritis
	From Day 9,8578 98 41 2.92 Crossories 585 855 Orient Daywins 1177 Alcohole Stor	7541 87- Printer Oblig 19878 96 10868 09 187 28 17 Print Emiral 19878 96 10868 09 10868 09
MATIF	10,80% 79/94	15 27 46 Proficies
2758 - 117 July 1178 118	From Dat (4.0% 82. 101 16. 10. 107.20 AGF Invest Scot. 102.44 99.94 Factions	73 1181 20 Rentscic
King the second	STREET THE STREET COM	71 144 46 Revenu-Vert
Secretaria de la Companya del Companya de la Companya del Companya de la Companya	OAT 10% 5/2000 98 75 4 24 Common Virigina 4023 39/0 Page Colors 1000 CIR	
	OAT 9.9% 1/1996. 98 65 7 30 Eaux Bestin Victor 1971 PLM	12 11415 50 St Honoré Protions 545 01 521 25
A SECURITY OF SECURITY	111 11 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12	12 11415 50 St. Honoré Pacilions 545 01 521 25 74 483 24 St. Honoré Pali 482 54 480 85 27 148 78 St. Honoré Real
264 Central American	CFF 10,30% 86 95 30 7 16	12 11415 50 St. Honoré Pactique
764 \$155 DE VES	CFF 10,30% 86 96 30 7 16	12 11415 50 St. Honoré Protique
244 7777 A	CFF 10,30% 86 96 30 7 16	12         11416 50         St. Honoré Pacitique
764 77761.4 777	CFF 19,30% 88 95 30	12 11415 50 St. Honoré Protique
SOURSES SOURSES	CFF 19,30% 88	12 11415 50 St. Honoré Proctions
CHANGES SOURSES	CFF 10,30% 88 95 30	12         11416 50         St. Honoré Pacifique
CHANGES SOURSES	CFF 10,30% 8L   96 30 7 16   56 a   176 10   1	12         11416 50         St. Honoré Pacifique
CHANGES SOURSES	CF 10,39% 88   96 30 7 18   Side   175 30 178 10   Promodia CI	12
CHANGES SOURSES	CF 10,39% 88   96 30 7 18   Side   175 30 178 10   Promodia CI	12
CHANGES SOURSES	CFF 10.2076 88	12 11416 50 St. Honoré Pacifique
CHANGES SOURSES	CFF 10.2076 88   56 30   7 18   58 50   7 18   58	12         11416 50         St. Honoré Pacifique
CHANGES SOURSES	CF   CF   CF   CF   CF   CF   CF   CF	12         11416 50         St Honoré Practions         546 01         521 25           74         483 24         St Honoré Practions         482 54         480 66           27         148 78         St Honoré Real         12981 95         12930 95           54         245 85         St Honoré Services         471 34         483 21           05         189 83         St Honoré Techno         696 67         684 51           11         222 40         Sécurice         1522 39         12248 95           87         229 56         Sécurice         1210 21         1210 21         1210 21           12         333 81         Sécurice         1502 36         1807 14         584 12           12         333 81         Sécurice         1502 36         1807 14         584 12           11         332 96         SLE 1.         335 23         124 98         184 12           11         332 96         SLE 1.         1313 06         584 12         587 85           81         5884 01         Sinariance         389 99         379 66         537 85           81         5884 01         Sinariance         389 99         379 66         177 68           87
CHANGES SOURSES	Color   Colo	12         11416 50         St. Honoré Practions         546 01         521 25           74         483 24         St. Honoré Practions         482 54         480 66           27         148 78         St. Honoré Real         12981 95         12930 95           54         245 85         St. Honoré Services         471 34         483 21           05         189 83         St. Honoré Techno         696 67         684 51           11         222 40         Sécurices         1522 38         12298 95           87         229 56         Sécurices         1210 21         1210 21         1210 21           12         333 81         Sécurices         120 21         568 43         1824 95           12         333 81         Sécurices         1502 35         1807 14           58         130 03         S.F.I. r. et et         810 23         592 48           81         SEA 01         Silvanta         604 02         937 85           81         SEA 01         Silvanta         336 99         379 66           81         SEA 01         Silvanta         339 90         338 40           81         SEA 01         Silvanta         339 90         338 40
CHANGES SOURSES	Fig. 12,576.50    Fig. 20   Fig. 2	12         11416 50         St. Honoré Pacitique
CHANGES  SOURSES  CHANGES  CHA	Color   Colo	12
CHANGES  SOURSES  CHANGES  CHA	Col.	12
CHANGES  SOURSES  CHANGES  CHA	Col	12
CHANGES SOURSES  SHARCHE INTERSANCAIRE DES DEVISES	Coll System Store   10.07   13   15   15   15   15   15   15   15	12
CHANGES SOURSES  DESCRIPTIONS DESCRIPTIONS DES DEVISES  ARCHE INTERSANCAIRE DES DEVISES	Color   Colo	12
CHANGES SOURSES  DESCRIPTIONS DESCRIPTIONS DES DEVISES  ARCHE INTERSANCAIRE DES DEVISES	CF   CF   CF   CF   CF   CF   CF   CF	12
CHANGES SOURSES  CHANGE	Color   Colo	12
CHAAGES SOURSES  CHAAGES SOURSES  CHAAGES DEVISE  CHAAGES SOURSES  CHAAGES	CF   1975   File	12
CHAAGES SOURSES  CHAAGES SOURSES  CHAAGES DEVISE  CHAAGES SOURSES  CHAAGES	CF   1975   File	12
CHANGES SOURSES  TAUX DES EURCHONNAIES	CF   1975   File	12
CHANGES SOURSES  DEFENSANCAIRE DES DEVISES  TAUX DES EURCHONNAIES	CF   1975   File	12
CHANGES SOURSES  CHANGES SOURSES  TAUX DES EURCHONNAIES	Col.	11
CHANGES SOURSES  CHANGES SOURSES  CHANGES SOURSES  TAUX DES EURONONNAIES	CF   1975   File	11

1

#### M. Syse présente la démission de son gouvernement de coalition

Le premier ministre conserva-teur norvégien, M. Jan P. Syse, a annonce lundi matin 29 octobre au Parlement d'Oslo la démission de son gouvernement de coalition. profondément divisé sur la question de l'adhésion du pays à la Communauté européenne.

Le gouvernement de centre-droit s'était réuni pendant près de deux heures dimanche soir dans le bureau de M. Syse pour tenter de sauver la coalition tripartite formée en septembre 1989. Apparemment, le premier ministre n'a pas réussi à convaincre les deux autres partis de la coalition (centriste et chrétien-populaire) que la Norvège devait adhérer à part entière à la CEE et s'engager activement, aux côtés de l'AELE, dans les négociations sur l'espace unique européen.

# LESSENTIEL

#### SECTION A

CEE : « L'Europe des grandes causes », par Alain Juppé ; Enseignement : « Lycéens à la dérive », par Guy Coq.

La crise du Golfe ..... 3-4 Le mécontentement social en Algérie Le gouvernement augments for-

Les élections provinciales au Pakistan Nouvel échec de Mr. Bhutto .... 6

Le débat sur la CSG La polémique Mauroy-Marchais.

### SECTION B

### SOCIÉTÉ

Le synodes des évêques discipline du célibat des pré

#### Football Les difficultés du Stade lavallois menacé de dépôt de bilan.... 14

Deux disparitions Jacques Demy, réalisateur fran-

cais, père du « roman musical », et Ugo Tognazzi, l'un des cinq e granda » de la comédia ita-Les difficultés

#### de M. Murdoch Le propriétaire du Times a du mai

à financer son développement 23

### SECTION C

Accord sur le budget américain Réduction du déficit sur cinq

Les compagnies aériennes dans le rouge

Retour au déficit en 1990 ..... 21 Le patronat et la formation M. Perigot tend la main aux

### CHAMPS ÉCONOMIQUES

 Les enjeux du commerce mondial : le dossier agricole oppose fortement la CEE, les Etats-Unis et le tiers-monde . Où en est la pensée économique ? La destruction créatrice, par Robert Boyer e La chronique de Paul Fabra .. 25 à 27

### Services

Abonnements	23
Annonces classées 28 à	33
Carnet	18
Echecs	18
Loto, Loto sportif	23
Marchés financiers 34-	
Météorologie	20
Mots croisés	18
Radio-Télévision	20
Spectacles	19
La télémetique du Monde 3615 LEMONDE	:

Le numéro du « Monde » daté 28-29 octobre 1990 a été tiré à 533 786 exemplaires

F .

3615 LM

### RWANDA

# Le retrait des parachutistes belges est fixé au 1<sup>e</sup> novembre

feu intervenu la semaine dernière, les combats ont continué dans le nord-ouest du Rwanda, provoquant un nouvel afflux de quelque huit milie réfugiés en Ouganda. Les chefs d'Etat du Rwanda, du Zaire, de l'Ouganda et du Burundi, réunis vendredi 26 octobre à Ghadolite (Zaire), ont mandaté M. Yoweri Museveni, président de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), pour la mise en piace d'une forca d'interposition chargée de surveiller l'application du cessez-lefeu. La Belgique a fixé au 1" novembre le retrait de ses parachutistes.

Malgré l'accord de cassez-le-

BRUXELLES de notre correspondant

belges envoyés au Rwanda début

L'écrivain Robert Antelme est

mort dans la nuit du jeudi 25 au

vendredi 26 octobre. L'auteur de

l'Espèce humaine était âgé de

soixante-treize ans. Depuis

1983, il était diminué par la

Robert Antelme est l'auteur d'un

livre unique. Unique parce qu'a-près l'avoir écrit, Antelme ne se

sentait plus le droit ni la force

d'ajouter encore des mots aux mots. Unique aussi parce que l'Es-pèce humaine demeure un témoi-gnage irremplaçable sur l'univers concentrationnaire.

Né en 1917, Antelme, anthropo-

logue, participe aux activités de résistance du groupe du Musée de l'homme, Arrêté par la Gestapo, il est déporté en juin 1944. Il est

envoyé au camp de Gandersheim

où il subit, sous la férule des droits communs – qui dirigent en fait le camp, – toutes les formes les plus

dégradantes de l'esclavage. Ce n'est qu'en avril 1945, à la suite d'une expédition mi-légale mi-clandes-

tine, que ses amis et son épouse, Marguerite Duras, – aidés par le secrétaire d'Etat aux réfugiés, pri-sonniers et déportés, M. François Mitterrand, – parviennent à arra-cher Antelme, agonisant, du mou-rair nous typhiques. Marguerite

roir pour typhiques. Marguerite Duras, longtemps après, en 1985, à raconté ce « miracle » dans un livre intitulé la Douleur (1).

L'échec

des nazis

Rentré à Paris dans un état de

grand délabrement, ayant même perdu l'envie de vivre, se sentant

perdu l'envie de vivre, se sentant coupable d'avoir survécu, Antelme parvient pourtant à rassembler ses forces dans un seal but : survivre pour essayer de mettre en mots «l'expérience» qu'il vient de subir. Ce qu'il fait en 1947 avec l'Espèce humaine (2). Ce que raconte Antelme, ce n'est pas la lutte contre la mort, la volonté de survivre à tout prix, c'est la résistance opposée au processus de déshuma.

opposée au processus de déshuma-nisation qu'ont entrepris les bour-

A Gandersheim, les « maîtres » n'ont qu'un but : réduire leurs vic-

**POUR JUGER** 

LES PRIX

DE LA MODE:

PRENEZ L'EXEMPLE

DE NOS TISSUS!

Même les plus coûteux

d'entre eux sant "paur rien" par rapport

aux vêtements qu'ils permettent

de réaliser.

Quant aux autres, la majorité,

ils offrent de fantastiques possibilités

d'accéder à la mode, mais sans payer

les prix de la mode.

Tout ce qui se fait de meilleur

et de séduisant dans la mode,

depuis 30 F le mètre.

maladie.

La mort de l'écrivain Robert Antelme

La résistance à la déshumanisation

Cessez-le-feu effectif ou pas, les cing cent treate-cing parachutistes

octobre auront quitté ce pays le jeudi la novembre. Telle est, après de longues discussions, la décision d'un gouvernement divisé sur une expédition qui, passant beaucoup moins inaperçue qu'en France, donne lieu à d'apres débats au Parlement et dans les médias.

«Si cela s'avere nécessaire les forces armées belges alderont avant leur départ nos compatrioles qui auront décidé de quitter le Rwanda de leur popre chef », a dit le pre-mier ministre, M. Wilfried Martens, au cours d'une conférence de presse, samedi 27 octobre, mais « il n'y a pas de recommandations formelles ». Les civils qui auront choisi de rester pourront tonjours compter sur l'aide d'une vingtaine de coopérants militaires présents avant les événements, qui demeureront sur place, et sur le station-nement à Nairobi de deux C-130 mis en attente pour le cas où la situation exigerait une évacuation rapide après le retrait des parachu-

Si le gouvernement belge est agacé par les initiatives et les appa-

times à n'être que des bêtes, des corps accrochés à la vie. La résis-

tance, c'est de ne pas consentir à cette inexistence, malere les coups, le travail force, la famine, les exac-

son humanité ne peut être niéc.

Mais l'appartenance des bour-

reaux à la même espèce n'est pas davantage niable. Les pages les plus belles et les plus terribles du

livre d'Anteime sont sans doute

celles qui racontent ses derniers

devant eux, avec une férocité décu-

piée par la rage, leur troupeau d'es-

claves, mais partagent avec eux la

même misère, le même effroi, la même peur – hommes eux aussi,

Antelme s'inscrit au parti com-muniste en 1946, mais il ne tarde pas, dès les premières révélations

reur que nous avions voulu fuir, l'ignoble satisfaction, l'inconscience et l'égoisme oppresseur du monde

que nous dénoncions ensemble en principe».

pris ses distances avec le monde, si les événements le touchent comme

autant d'affaires personnelles, son

regard demeure celui d'un survi-vant qui a vu vivre et souffrir l'es-

(2) Réédité chez Gallimard en 1957.

□ Mort d'Elliott Roosevelt. - Fils

de l'ancien président Franklin

Delano Roosevelt, Elliott Roose-

velt est mort, samedi 27 octobre à

Scottsdale dans l'Arizona, à l'âge de quatre-vingts ans. Général de

l'armée de l'air, il participa à plus

de trois cents missions durant la seconde guerre mondiale, notam-ment en Sicile et en Normandie

lors du débarquement du 6 juin 1944. Plusieurs fois blessé, il avait

été décoré, entre autres, de la Dis-

tinguished Flying Cross. Après la

guerre, Elliott Roosevelt avait tra-

vaillé comme journaliste spécialisé dans les problèmes d'aviation pour

la chaîne de journaux Hearst,

avant de créer une société de

conseil en entreprise.

(3) Editions Maurice Nadeau.

(I) Editions P. O. L.

PIERRE LEPAPE

Anteime n'abandonnera pas

maigré tout.

rents succès diplomatiques d'un Zalre qui a rompu sa coopération avec lui pour le punir de trop s'in-téresser aux droits de l'homme, il s'efforce de ne pas le souligner, et il a continuera de prendre toutes les initiatives nécessaires pour rendre effectif le cessez-le-feu, en insistant auprès de l'Organisation de l'unité africaine et des pays africains pour la constitution rapide d'une force

d'interposition africaine». Au conseil européen de Rome, M. Martens a entretenu les Français, les Allemands (premiers colo-nisateurs du Rwanda) et les Néerlandais de la nécessité de fournir une aide tant logistique (des avions et des hélicoptères) que financière à cette force d'interposition et au groupe d'observateurs qui devrait la précéder. Il n'a pas obtenu de réponse immédiate mais il ne se décourage pas, bien que, avait-t-il dit samedi, il y ait de quoi être « un peu déçu par les reflexes internationaux » à propos du Rwanda, « petit pays qui a été abandonné à

**JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE** 

### La crise du Golfe

#### M. Gorbatchev: « toute option militaire est inacceptable »

Le président Mikhail Gorbatchev a affirmé, lundi 29 octobre, que « toute option militaire est inaccepta-ble » pour résoudre la crisc du Golfe.

tions des gardiens. Au-delà de l'horreur, le livre d'Autelme raconte l'échec des nazis à nier l'humanité d'autrul. Tant que le corps conserve un souffile de vie, Dans une conférence de presse conjointe avec le président François Mitterrand, il a cependant averti M. Saddam Hussein, dont il a qualifié la politique d'« aventuriste », de ne pas « se lancer dans des spécula-tions » sur une éventuelle « fissure » dans l'unité internationale réalisée contre l'invasion du Koweit. « Il se tromperalt, et on ne peut pas édifier une politique sur une erreur », a-t-il

jours de captivité, les jours d'apo-calypse où les gardiens, fuyant le camp dans une Allemagne en déroute, continuent à pousser M. Gorbatchev a indiqué que la dernière mission à Bagdad de son émissaire personnel Evgueni Primakov zvait « montré que la position du président Hussein n'est plus la même. qu'il y a des réflexions nouvelles ».

Il a insisté sur l'absolue nécessité pour l'Irak de « remplir les condisur les camps soviétiques, à quitter ce parti. Dionys Mascolo, son ami, qui a écrit un très beau livre sur lui, Autour d'un effort de mêmoire (3), explique qu'Anteime retrouvait chez les communistes « l'horteur de memoire sur cours cours qui page qu'ant que la fair internationale, et sur la volonté de l'URSS et de la France d'arriver à

De son côté, M. Mitterrand a estimé que « les données du problème posé n'ont pas fondamentalement changé depuis le 2 août », date de l'invasion du Kowelt par l'Irak. M. Mikhall Gorbatchev a déclaré

en outre que « la meilleure chose à faire » pour résoudre la crise du Golfe était d'organiser une confé-Anteime n'abandonnera pas pour autant toute activité politi-que: il s'opposera en 1958 à l'arri-vée au pouvoir du général de Gaulle, participera à la revue anti-gaulliste 14-Juillet, signera le «Manifeste des 121» pour le droit à l'insoumission pendant la guerre d'Algérie. Mais si Antelme n'a pas pris ses distances avec le monde, si rence « interarabe ». « Une solution pacifique à un conflit grave » doit prendre en compte la position irakienne, a estimé le président soviétique.

« La meilleure chose à faire pour nous, c'est de traiter avec cet'homme [M. Saddam Hussein]. La meilleure chose serait d'organiser une confè-rence interarabe (...). Nous parvien-drions plus vite à un accord de cette façon », a-t-il ajouté.

### Les dockers de Dunkerque reprennent le travail

Après plus d'un mois de grève, les dockers du port de Dunkerque ont voré, lundi 29 octobre, la reprise du travail. Le conflit entre les responsables CGT Le conflit entre les responsables CGT det dockers, entraînés par leur leader, M. Sylvain Ravettu, et l'Union maritime et commerciale, dirigée par M. Edouard de Clebsattel, portait sur les meilleurs moyens de reconquérir des trafics commerciaux, le patronat exigeant des améliorations de la productivité du travail. Dans les demiers jours du conflit, les deux parties s'opposaient notamment sur le paiement des jours de grève et sur les engagements à prendre pour assurer la fiabilité du port visa-vis des importateurs et exportateurs. teurs et exportateurs.

Les efforts du directeur du port auto nome, M. Hubert du Mesnil, désigné comme médiateur, ont permis de dénouer le conflit, mais la centrale syndicale ne voulait pas ordonner la reprise du travail avant la journée nationale d'action de la CGT (25 octobre).

# EN UNIVERSITÉ USA

En Californie, Floride, Nord-Est. un semestre logement et repas inclus 5 500 \$ environ. Départs ancore possibles en septembre ou janvier. Etudes ou stages linguistiques. UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc. rench-Office, 57, rue Ch-Leffitte, 52200 Neulty. 47.22.94.94 gu 47.45.09.19 **SUR LE VIF** 

CLAUDE SARRAUTE

# Remboursez!

¥E matin, à la cafète, je tombe sur un copain du service économique :

- Ah i Dis donc, les sous que ton grand-père a refilés au tsar, tes fameux emprunts russes, tu les a pas jetés, au moins?

- Bien sûr que si l J'arrêtais pas de vous tanner pour savoir si les Sov allaient finir par me les rembourser, et vous vous foutiez de ma gueule : Non, mais tu rêves i T'as vu un peu dans quel état ils sont, ils claquent du bec. ils pèlent de froid, à Moscou, c'est la Berezina, tu voudrais quand même pas que... Du coup, mes gamins ont commencé par en faire des cocottes en papier et plus tard, ceux qui traînaient encore sous leur lit, ils sont allés les fourguer au marché aux Pucas pour 20 balles.

- Quatre fois plus que leur cours en Bourse, où ils s'échangent à 5,10 F. Les gens spéculaient en pensant que Gorby allait bien finir par casquer. Eh ben, ça v est!

- Tu te fous de moi? Il est aux abois, il vient de taper le roi d'Espagne : T'as pas un milliard de dollars? Et, là, il est en train de faire la menche à l'Elysée.

- Justement. Ton Mimi en a profité pour exiger et obtenir qu'il nous dédommage pareil que les British il y a trois, quatre ans. - Tu m'avais dit qu'en France les négociations étaient bloquées depuis 1927 I

- Oui, mais, là, ils ont trouvé moyen de l'obliger à raquer. Un moyen drôlement astucieux.

- Comment? En le faisant chanter? Si tu nous rends pas nos sous, on te prête pas un rond, c'est ca?

- Pas du tout. L'argent qu'il nous doit, on le lui donne, à condition qu'ensuite il nous en fasse la surorise.

- Ça, c'est un peu raide. Ils vont nous piquer notre fric, celui qu'on verse au fisc pour nous verser le fric qu'ils nous ont piqué en 19121

- Qu'est-ce que ça a de tellement extraordinaire? C'est comme pour la Fête des mères. ils te font les poches avant de te faire des cadeaux, les gosses. - Je regrette, là c'est pas un

çadeau, c'est une dette. - Allez, sois chic, donne-lui sa

chance, à Gorby. Qui paye ses dettes s'enrichit

### **JAPON**

### Réchauffement des relations avec le Vietnam

de notre correspondant

A l'issue d'une visite de six jours à Tokyo, le ministre vietnamien des affaires étrangères, M. Nguyen Co Thach, a exprimé, samedi 27 octobre, la « vive préoccupation » que suscite à Hanoî le projet de loi, actuellement débattu à la Diète japonaise, sur la possibilité d'envoi de troupes nippones à l'étranger.

M. Thach est le premier chef de la diplomatie vietnamienne à se rendre en visite officielle au Japon depuis douze ans. Sa visite est significative du réchauffement des relations entre Hanoï et Tokyo. Le Japon ne semble, cependant, toujours pas disposé à rétablir son aide économique au Vietnam, suspendue à la suite de l'invasion du Cambodge par les troupes de Hanof (seules des aides humanitaire et médicale ont été maintenues). Au cours de son entre-tien avec M. Thach, le premier ministre japonais, M. Kaifu, a rap-pelé que Tokyo souhaitait d'abord une solution du conflit cambodgien.

M. Thach a, pour sa part, souligné l'importance du rôle de médiation que pouvait avoir le Japon dans la

résolution de ce problème et commenté favorablement l'initiative de Tokyo ayant permis la réunion, en juin dernier, d'une conférence sur le Cambodge. Sur le plan bilaté-ral, le Japon fournira au Vietnam une assistance pour la réparation d'hôpitaux construits par ses soins à Ho-Chi-Minh-Ville et pour la préservation de sites historiques, tels que la partie ancienne de la ville de Hoain (au sud de Danang).

Les milieux industriels japonais, qui recommencent à s'intéresser au Vietnam (le Monde du 4 août) et dont certains représentants ont en des entretiens avec M. Thach, semblent désirenx de développer la coopération, notamment dans le domaine pétrolier. Plusieurs ban-ques japonaises ont, d'autre part, le projet de rouvrir des bureaux à Hanol et à Ho-Chi-Minh-Ville, après quinze ans d'absence. Les Vietnamiens sont également

désireux de tisser des liens économiques avec la Corée du Sud, comme en témoigne la récente visite à Sécul d'une importante délégation.

Ph. P.



# La meilleure façon

de ne rien oublier était

de penser à tout



Les codes Dalloz ont tout ce qu'on est en droit d'attendre d'un code Dalloz: une réactualisation constante, une organisation méticuleuse, une présentation encore plus rationnelle. La solution de facilité en quelque sorte.

Dalloz - Les indispensables



ter que cherche à se donle président soutésique et que apparente a Coux, tout buss ment of the sent o toni ou M. Yooser Aretat ispond probablement & the donde dienti. Sur le plan intérieur. I paper de rectiter l'impression d'vaient leissée en septembre a propos tres durs de M. Che-landre à l'ONU, propos dancés par la vieille garde à lison comme marquant in the light of the lig

wiétiques

10 12 S. 12 44 74

\*\* # # 1 # # 1

Amm an Monar-

C 200 147

printer e problem 200

----

LE PERMIT BESTER TO THE MORNING

manera e netreus la place

mitte erterenen eintalt. Se

mar pour unt tare. Dire &

HROP CLE - 22" . " "TIE TENE WAT

AMERICAN THE P. LEWIS CO.

katelatif se viktique, ki i tr**ed** 

BATANT SIG FO TABOUT

Titl ton tame a rigition

Stantines Se in it in the Ette ein die bereite de Bent

lens, fak sereit getter

Peter la sortie de trus les

Right trangers er Paris et Mon-

Mirera ent pur muerment et.

שת שתשתונים למים יוניהום מ

in this a use for after pari-

Liete dire que ceta est plus. Lietateur. Comes. Paris et

Excellent pies ou morres régié.

form a sa marriete. le pre-

me de leurs stages, mais la trace y est convenie en reference suit combat officiel avec

Stat along que M. Primation.

lassaire de M. Gorbatchev. en

sissiponce voite en irais en

Niezak, ca rido de média-

-

銀旗で は言葉とでありませる。

Committee of the same

NEVEL LIGHT ------

REALTH SEE CATHOLIC

harding or street, our

· KY TATAL BY.

一方 できる 発表の

nion soviétique une occasion de tetrouver un rôle surconome des inlascable de subsides desanaux à laquelle se sivre le prisident sociétique fait douloutallan cubiler les grandems li leste que M. Gorbatchev.

absent de la scène militaire. pob zoncient que a collet s ; nouveaux amis occidentaux pouvoir mener de manière le une telle politique. Millerland et Bush ont prodement raison de la comptet Mous dans feur a campa.

